

CONSEIL COMMUNAL DU 22 AVRIL 2025
GEMEENTERAAD VAN 22 APRIL 2025

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig

Nadia El Yousfi, *Présidente/Voorzitster* ;
Charles Spapens, *Le Bourgmestre/De Burgemeester* ;
Alain Mugabo Mukunzi, Simon De Beer, Françoise Père, Oumnia Berrahal, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Jacyara Farias de Azevedo, Flo Flamme, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Marc-Jean Ghysels, Marc Loewenstein, Ahmed Ouartassi, Mariam El Hamidine, Alitia Angeli, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Séverine De Laveleye, Maud De Ridder, Francis Dagrin, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Liesbeth Goossens, Zakaria Yaakoubi, Gilles Martin, Rokia Bamba, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Sébastien Gillard, Teresa Vetter, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Rizalva dos Santos Deville, Sophie Michez, Antoine Lebessis, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Hilde De Visscher, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Ouverture de la séance à 19:35
Opening van de zitting om 19:35

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Monsieur Gilles Martin est désignée par le sort pour voter la première aux votes par appel nominal.

Dhr Gilles Martin wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

6 Interpellation citoyenne concernant l'abattage des arbres à la place Saint - Denis.

Burgerinterpellatie betreffende bomenkap op het Sint - Denijsplein plaats.

L'abattage de 26 arbres sains et 3 arbres malades sur la place St-Denis a causé un émoi très vif parmi les habitants. Cet abattage remet en cause un processus de participation citoyenne qui est cher à Forest. Nous sommes donc ici pour informer ceux qui ne le sont pas, pour dire ce qui n'est pas dit. Pour vous interroger encore et encore en vue d'une élémentaire clarté. Nous tenons à disposition de qui le veut les sources de ce que nous affirmons. Depuis 2016, le bureau A-Practice planche sur la revitalisation de la place St-Denis. Et le mot de « revitalisation », jamais défini nous pose d'ailleurs toujours question. Depuis 2018, les habitants participent aux réunions d'information, de concertation, débats qui concernent leur lieu de vie. Ils en ont vus et reçus, des tas de plans. Mais les plans disent ce qu'il y aura. Ils ne disent pas ce qui va disparaître. Ce dernier point, ce qui va disparaître, aurait pu faire partie d'une réelle

verbalisation et non pas d'un simple exposé à venir, suivi du traditionnel « vous avez des questions ? »

Il a fallu beaucoup de temps pour que nous comprenions par nous-même ce qui allait disparaître. C'est lors de la commission de concertation de 2021 que les riverains ont compris avec un peu plus de clarté le projet de requalification de leur place sans comprendre pour autant ce qui la motivait. A l'époque, 40 arbres devaient être abattus, 104 places devaient être supprimées sans alternative, le kiosque devait disparaître, l'espace central devait être bétonné, ...

Le comité de quartier St-Denis a reçu à l'époque les avis écrits de 281 personnes, parmi lesquelles 19 personnes qui étaient dans l'impossibilité d'écrire leur adresse en français. Faut-il vous l'apprendre, nous sommes bien dans le croissant pauvre de Bruxelles. La contestation du projet sur dix points soutenue de manière plus ou moins forte par les habitants qui avaient, chacun, chacune, pris position. Parmi ces dix points, il y en avait trois qui faisaient la presque unanimité : le maintien du kiosque sur la place, le maintien du pavage dans l'espace central, le refus de l'abattage des arbres sains existants. Nous avons été rassurés par l'avis de commission de concertation qui disait « avis favorable sous condition ». La première des conditions était d'examiner la possibilité de maintenir les arbres existants le long des façades moyennant élagage et augmentation des fosses d'exploitation. Innocents que nous étions, nous croyions que nos arbres étaient sauvés. A quoi sert tout ce travail, tant public que privé, si les avis de la commission de concertation ne sont pas respectés. Par la suite, de réunion en réunion, les fonctionnaires communaux nous ont dit que les frênes sur le trottoir abbaye n'avaient pas d'allure, qu'ils étaient de petits sujets et ce sans jamais nommer leur essence, argument éminemment subjectif, voire méprisant. Ils nous ont dit qu'ils gênaient les riverains, ce qui a été démenti par les riverains rassemblés en 2022 sur la place,...

Vous nous avez expliqué que si vous plantiez des tilleuls du côté abbaye, les pompiers n'avaient plus de place pour passer et dès lors, l'abattage des frênes devenait une nécessité. Nous avons donc proposé de planter les tilleuls ailleurs sur la place. Les fonctionnaires communaux nous ont répondu que ce n'était pas compatible avec la présence des marchés alors que nous connaissons tous le charme des marchés français à l'ombre des arbres.

Nous avons remis en cause plus haut la manière dont les dernières majorités forestoises prônent la concertation avec les habitants tout en l'utilisant pour avaliser des projets étrangers aux préoccupations des mêmes habitants.

Nous notons que, par courrier, vous nous dites que nous, habitants, ne sommes pas allés en recours contre ce projet, comme si le recours au conseil d'état faisait partie d'une concertation usuelle, normale et saine.

Nous remettons aussi une communication qui ne dit que ce qui la sert et évite la clarté et nous pousse à la méfiance. Méfiance encore quand un projet d'envergure qui implique revitalisation, requalification et transformation profonde n'est accessible nulle part aux riverains, riveraines ni sur l'espace public, ni sur l'espace numérique.

Nous vous demandons de nous montrer que le cahier des charges de ce projet répond à des mobiles essentiellement sociaux et environnementaux pour après demain peut-être mais pour aujourd'hui certainement.

Nous vous demandons en quoi le respect du vivant, habitantes et habitants dans toute leur diversité et arbres constituent la trame de ce projet. Nous vous demandons en quoi il répond à une mesure prioritaire du système citoyen que vous avez mis en place de 2021 à 2023, mesure qui impliquait l'interdiction d'abattre des arbres adultes sains s'ils ne posent pas de danger. Nous vous demandons en quoi l'abattage de 29 arbres va répondre à la situation environnementale déjà critique de l'axe St-Denis – Nerstalle que vous évoquez dans le

diagnostic du plan climat.

Nous nous permettons dès lors d'adapter les questions que nous vous posons :

1. Il est question dans votre courrier d'un inventaire du patrimoine arboré mis à la disposition des habitants (1.2, en page 2). A quel endroit exact cet inventaire est-il disponible ?
2. Sur le document (GOB/SPRB – Intern/Interne) distribué chez certains habitants en prévision de la réunion d'information du 18 mars 25, nous lisons qu'il est question d'une requalification de la Place Saint-Denis.

« *Requalification* désigne un changement de fonctionnement ou de vocation d'un lieu qui s'opère par un changement d'activité ou de forme, afin de faire jouer à un quartier (ou autre morceau de ville) le rôle qu'on souhaite le voir jouer dans la ville. Bien qu'elle puisse les englober, la requalification se distingue de l'opération esthétique (rénovation) ou économique (revitalisation), puisqu'elle implique un changement important ». (in : <https://collectivitesviables.org/sujets/requalification.aspx>)

Pourriez-vous décrire précisément et officiellement les changements, les objectifs et les valeurs visés *en termes d'habitat* dans la modification de la place Saint-Denis, ainsi que l'endroit où nous pouvons les trouver écrits ?

3. La Commission de concertation a donné un avis favorable au réaménagement de la Place à la condition première et expresse qu'une étude pour la conservation des frênes soit menée en amont.

Cette éventualité a-t-elle été envisagée avec sérieux ? Pourrions-nous avoir accès aux *documents* qui en attestent et connaître la raison précise pour laquelle cette éventualité n'a pas été retenue, au détriment du vivant ? Si cette étude n'a pas été menée, quelle en est la raison exacte ?

4. Vous vous dites dévastés par votre décision d'abattage des arbres matures sur la Place. Que mettrez-vous en place pour que l'éventuelle nouvelle plantation ne subisse pas le même sort au gré des aléas politiques dans les décennies à venir ?

Intervention de Mr Martin :

En tant que chef de groupe, je ne répondrai pas de manière technique, le collège le fera. En tant que conseillers, nous circulons régulièrement Place St Denis Nous voyons bien ce qui s'y passe et nous discutons de manière formelle et informelle avec les habitants. Vous devez vous rendre compte que cette décision n'a pas été un choix du cœur mais que c'est un choix de responsabilité. Je rappelle que cette décision ne doit pas être détachée de l'ensemble des actions menées pour végétaliser la communes et de celles qui vont encore être prises. Je vous invite à rester à la présentations de la déclaration de politique générale, qui est extrêmement consciente des enjeux climatiques qui vont impacter notre commune, et à toutes les mesures que nous allons tenter de mettre en place dans ce sens pour notre commune. Nous sommes conscients du rôle que les arbres vont jouer dans la dimension du bien-être des citoyens. J'ai été interpellé, en tant que groupe, d'entendre que nous étions les « méchants », que nous faisons cela sans réflexion. La colère des citoyens nous a beaucoup touchés parce que ça part d'un bon sentiment et d'un réel amour pour notre commune et de son histoire. En tant que groupe, nous tenons à rester à disposition et à l'écoute des citoyens. On sera à l'écoute des critiques. Vous pouvez être rassurés que nous ferons tout pour améliorer la concertation et on fera au mieux pour tous les enjeux que vous soulevez.

Intervention de Mr Peycker :

Madame la Présidente, Monsieur le Bourgmestre,

Quand des citoyennes et citoyens s'organisent pour venir en conseil communal défendre leurs arbres, leur quartier, c'est un signal fort. Et ce signal, il faut l'écouter.

L'abattage des arbres à la place Saint-Denis a suscité une réelle incompréhension. Pas seulement pour la perte d'un patrimoine végétal, mais surtout pour ce qu'elle révèle d'un déficit de dialogue.

Le groupe Les Engagé.e.s ne s'oppose pas par principe à toute intervention sur l'espace public - nous savons que certains projets nécessitent des coupes, des adaptations, parfois des décisions impopulaires. Mais le minimum, c'est de viser l'adhésion.

À l'heure où nous parlons de ville verte, de transition écologique, de démocratie locale, cela passe aussi par du respect dans la méthode, pas seulement dans les discours.

Nous ne remettons pas en cause les compétences techniques, ni l'autorité du Collège. Mais ce que les citoyens expriment, c'est un besoin de sens, de dialogue, de respect.

Une ville verte, ce n'est pas un slogan. C'est une méthode et de l'adhésion. Et cela commence par l'écoute.

Intervention de Mme DE RIDDER :

Chères habitantes, chers habitants,

Nous vous remercions de continuer à nous interpeller, à poursuivre le dialogue avec nous sur un sujet qui vous et nous émeut : la préservation des arbres de la place Saint-Denis, et plus largement du vivant et de la biodiversité.

Votre présence ici ce soir démontre une fois de plus votre attachement viscéral à votre quartier et aux arbres que vous défendez âprement, que vous êtes des citoyen.nes engagé.es qui critiquent et questionnent les choix des édiles. Vous avez raison bien sûret c 'est notre combat tout comme le vôtre: la protection de la sant é et d'un environnement sain est un droit fondamental. En tant qu'Ecologistes, nous agissons à tous les niveaux de pouvoir en ce sens.

Nous tenons à nos arbres, sans lesquels nous disparaîtrons. Couper des arbres n'est jamais une décision prise à la légère, pour nous faciliter la vie et sans amertume. Comme vous, l'abattage des frênes en façade Nord nous a serré le cœur.

Le collège l'a expliqué à de nombreuses reprises : cet abattage est intervenu dans le cadre du projet global du réaménagement du cœur de Forest, un projet lancé il y a une décennie, qui a fait l'objet d'une longue concertation citoyenne (entamée en 2017) à travers laquelle + de 200 habitant.es se sont exprimés et fruit d'un travail de réflexion minutieux des services compétents. Le collège n'a jamais caché que la coupe des frênes a été une décision difficile, prise au terme d'un arbitrage délicat entre les différents besoins, les différentes contraintes en présence dans ce dossier. Oui, aucune solution n'est parfaite quand il s'agit de faire aboutir un projet équilibré, en l'occurrence une place déminéralisée, végétalisée, où les riverains sont en sécurité, les commerces accessibles, tout en maintenant les activités conviviales telles que le marché du samedi et la brocante du dimanche - en un mot comme en mille un projet qui réponde aux enjeux cruciaux du cœur de notre commune. Nos quartiers méritent d'être valorisés, nos enfants méritent un meilleur milieu de vie. La végétation de la place Saint-Denis sera renforcée avec la plantation de grands arbres plus adaptés et l'aménagement de jardins de pluie qui protègent les riverains des inondations et renforcent la biodiversité.

Un arbre qui tombe fait toujours plus de bruit qu'une forêt qui pousse. Rappelons que notre commune est souvent citée en exemple pour sa politique de végétalisation qui est en cours et de déminéralisation. Ces dernières années, on parle de près de 14.000 m² d'espaces publics déminéralisés, soit l'équivalent du parc Jacques Brel, plus de 2300 nouveaux arbres et arbustes

ont été plantés sur notre territoire rien que ces deux derniers hivers, 10.000 plantes à destination de l'espace public de la pépinière communale distribuées. Notre choix politique, notre choix de valeur est clair et visible: faire la part belle au vert, à la biodiversité et aux espaces partagés sur notre territoire. Et c'est ce que vise le réaménagement du cœur de Forest.

Intervention de Mr Loewenstein :

Je vous remercie pour votre démarche citoyenne et votre mobilisation, démarche que j'ai eu l'occasion de soutenir le mois dernier lorsque votre interpellation a été refusée.

Je ne vous servirai ici aucun blabla, vous êtes parfaitement lucides et conscients des enjeux de votre quartier.

Vos questions ont été très claires et, tout comme vous, nous attendons des réponses claires de la part du Collège. Nous attendons aussi de sa part une réelle participation et une réelle transparence.

Intervention de Mr Dagrin :

Merci d'avoir amené et défendu à ce Conseil communal votre interpellation concernant l'abattage de 26 arbres à la Place St Denis. Et cela, malgré le report de ce débat qui était initialement prévu le 25 mars dernier. Je suis convaincu que tous les membres du Conseil regrettent ce timing malheureux.

Dans les médias, nous avons pu entendre les arguments des habitants ainsi que les explications de monsieur l'échevin. Celui-ci va certainement nous donner des explications complémentaires notamment sur la procédure de concertation et aux nouvelles questions que vous apportez à ce Conseil.

Et justement, dans ces médias, nous avons pu voir l'impact émotionnel que ces abatages ont occasionné. Ces émotions me semblent compréhensibles, j'y reviendrai, évidemment, on ne peut pas cautionner certaines dérives, mais je peux comprendre les réactions émotionnelles.

Nous sommes d'accord avec vous que la présence de grands arbres en milieu urbain est primordiale pour à la fois embellir notre espace public, mais aussi pour rafraîchir la température lors de canicules qui vont devenir de plus en plus importantes dans nos villes. Pas plus tard que la semaine passée, nous apprenions que le dernier rapport de l'observatoire Copernicus indique que l'Europe a connu une hausse des températures de 2,92 degrés par rapport à la moyenne préindustrielle (située à la fin du 19^{ème} siècle). La situation est alarmante, les grands arbres dans nos cités vont permettre de réduire l'impact de ces canicules. Mais pas seulement grâce à leurs effets d'ombrages, aussi parce que ces arbres ont le pouvoir de capturer et de stocker d'énormes quantités de CO₂. C'est pourquoi nous soutenons le collège qui déjà dans la législature précédente et dans celle-ci s'est donné pour mission de planter encore plus d'arbres à Forest.

Je souhaite revenir sur l'impact émotionnel qu'a eu l'abatage de ces 26 arbres à la Place St Denis. Je comprends ces émotions, je suis locataire d'un petit appartement situé dans le bas de Forest, mais j'ai l'énorme chance d'avoir de nombreux grands arbres dans ma rue qui l'embellissent et la rafraîchissent en été. J'y habite depuis près de 30 ans. Avec mes voisins, nous ne pouvons imaginer ce que la disparition de nos arbres pourrait nous causer matériellement et émotionnellement. Pour conclure, nous devons tous soutenir la présence et la plantation d'arbres dans notre commune.

Réponse de Mr Spapens :

Merci pour votre interpellation et votre présence. Merci d'avoir participé au processus de participation qui a eu lieu.

Je rejoins tout le monde concernant l'interpellation du précédent conseil à laquelle on a répondu par écrit. Je voudrai insister sur le fait que gouverner, c'est aussi prendre des choix pour le futur. On rêve évidemment de n'abattre aucun arbre et on ne souhaitera jamais le faire. Il y a des décisions qui doivent être prises, ce ne sont pas des décisions de cœur, mais elles doivent être prises pour améliorer durablement le futur de notre commune. Comme Mr Dagrín vient de le souligner, j'ai aussi la chance d'habiter une voirie arborée et je comprends tout à fait le sentiment émotionnel même si de temps en temps certaines choses ont dépassé le raisonnable mais cela peut être excusé dans l'émotion du moment. Le fait de rappeler l'importance des arbres est aussi fondamental. On le partage réellement et concrètement. Vous le verrez dans la déclaration de politique générale.

Ça ne va pas ramener les arbres. Notre choix a été fait avec une vue sur le futur. On aurait effectivement laisser mourir certains arbres de leur belle mort et les remplacer petit à petit. Ce n'est malheureusement pas comme ça que les projets peuvent se faire.

On peut évidemment s'engager à être extrêmement attentifs à la manière dont les arbres futurs vont être planter et à la qualité de ceux-ci pour ne pas arriver à des arbres qui prendraient mal ou ne prendraient pas.

Je voudrais souligner, au nom du collège, que nous comprenons votre énervement. On acte ce moment à la fois émotionnel et authentique pour défendre une cause que nous défendons aussi.

Réponse de Mr Mugabo

Je rejoins tous mes collègues qui se sont exprimé avant moi.

Je ne vais pas refaire le fil de tout le projet parce que celui-ci se déroule sur un temps extrêmement long. J'invite ceux qui souhaitent en savoir plus à aller voir le diagnostic du contrat de quartier ABY qui date de 2014 et qui fait état, déjà à l'époque, de nécessiter de requalifier la place St-Denis. Le terme « requalifier, requalification » est souvent utilisé par les urbanistes et est synonyme de rénovation, réaménagement. Il n'y a pas de portée juridique derrière ce terme. Le diagnostic faisait état d'une place avec un aménagement non fini dans le sens où l'aménagement fait au début des années 2000 n'est pas tout à fait l'aménagement qui avait été prévu initialement par les autorités politiques de l'époque vu qu'il y a eu un recours concernant l'aménagement de la rive nord et qui n'est donc pas devenu un piétonnier comme prévu dans le projet initial. C'est devenu une sorte de rondpoint avec beaucoup plus de circulation de voitures que ce qui était prévu. Le diagnostic de 2014 soulignait la volonté de retrouver une place plus conviviale et qui répond aux enjeux climatiques rappelés par plusieurs de mes collègues et en lien avec le projet Copernicus.

L'objectif de ce projet est de renforcer la végétalisation notamment en plantant des grands arbres qui vont pouvoir être beaucoup plus adaptés aux futures conditions climatiques et fournir un espace beaucoup plus ombragé qu'actuellement. Pendant tout ce processus, il y a eu des échanges et de la participation. Les documents de ce processus sont facilement trouvables en ligne.

Comme nous l'avons dit dans notre réponse écrite, qui dit participation citoyenne ne dit pas automatiquement adhésion pour chaque point. Nous avons listé l'ensemble des éléments repris par les habitants sur lesquels les autorités publiques ont apporté des réponses positives. Dans ce courrier, nous avons aussi fait remarquer que le seul élément qui n'a pas pu rencontrer la demande des habitants, c'est la question des arbres qui se trouvaient sur la façade nord. Reconnaissez cependant que nous avons essayé de trouver des réponses sur une série de questions apportées par les habitants.

Concernant l'inventaire du patrimoine arboré, celui-ci a été conçu afin de mieux gérer l'état de nos arbres, de mieux voir où se trouvent les endroits où il faut renforcer la végétalisation. Cet

inventaire est un outil à vocation interne qui n'a pas été à la base pensé pour être publié. Cependant, comme il y a de plus en plus de demandes à cet égard, nous sommes en train de voir comment rendre public certains ou tous les éléments repris dans cet inventaire.

Concernant l'avis de la commission de concertation sur la possibilité d'envisager de revoir la possibilité du maintien des frênes au niveau de la façade Nord, nous avons essayé de voir ce qui était possible, cela impliquait d'autres contraintes (devoir envisager d'enlever d'autres types d'arbres,...)

Je voudrais revenir sur un élément qui revient souvent. La Commission remet un avis qui n'est pas conforme et puis, dans la procédure c'est le fonctionnaire délégué d'Urban qui doit prendre la décision en fonction de tous les éléments à sa disposition, dont l'avis de la commission de concertation. Urban a décidé d'octroyer le permis en expliquant, après que la commune ait argumenté, que on ne savait pas faire autrement qu'enlever les frênes de la façade nord pour faire un aménagement de qualité qui renforce la végétalisation. Cela permettait d'éviter la configuration actuelle qui est trop routière.

Concernant l'avenir, personne ne pourra en effet vous dire quelles décisions seront prises dans plusieurs décennies par les instances communales de ce moment-là. Ce qui est certain, c'est que nous mettons en place maintenant un aménagement qui permet de renforcer la végétalisation, un aménagement qui répond aux enjeux climatiques et sociaux. On met en place un accompagnement de nos services espaces verts en améliorant leur fonctionnement pour qu'ils soient en capacité de mieux gérer avec moins de moyens un espace public renforcé et beaucoup plus végétal. On travaille en collaboration avec des chercheurs de la VUB et de l'ULB et nos ouvriers communaux pour accueillir et gérer au mieux les arbres que nous allons planter prochainement.

Réplique du citoyen :

Nous vous remercions toutes et tous pour avoir tenté de nous répondre. Dire que nous sommes satisfaits aujourd'hui serait beaucoup dire. En effet, vous devez bien comprendre que le fossé entre les déclarations d'intention politiques et ce que nous vivons au quotidien sur le terrain est important.

Nous nous réservons la possibilité d'examiner l'ensemble de vos réponses en dehors de ce conseil et, si nécessaire, nous reviendrons ensuite vers vous dans le délai lié au règlement communal.

Pour terminer sur une note collective, préservons le vivant, l'existant avant tout et ce pour nos enfants et nous-même.

Het kappen van 26 gezonde en 3 zieke bomen op het Sint-Denijsplein heeft veel beroering teweeggebracht onder de omwonenden. Deze kap zet vraagtekens bij de burgerparticipatie die Vorst na aan het hart ligt. We zijn hier dus om wie niet op de hoogte is te informeren, om te zeggen wat niet gezegd wordt. Om u steeds weer vragen te stellen, om elementaire duidelijkheid te verkrijgen. Wij stellen de bronnen van onze beweringen ter beschikking aan iedereen die dat wenst. Sinds 2016 werkt het bureau A-Practice aan de revitalisering van het Sint-Denijsplein. En het woord "revitalisering", dat nooit gedefinieerd is, roept bij ons nog steeds vragen op. Sinds 2018 nemen de omwonenden deel aan infosessies, overleg en debatten over hun leefomgeving. Ze hebben heel wat plannen gezien en ontvangen. Maar de plannen zeggen wat er komt. Ze zeggen niet wat er verdwijnt. Dat laatste (wat zal verdwijnen) had deel kunnen uitmaken van een echt debat en niet van een gewone beschrijving gevolgd door het traditionele

“zijn er nog vragen?”.

Het heeft lang geduurd voordat we zelf begrepen wat er zou verdwijnen. Tijdens de overlegcommissie van 2021 kregen de omwonenden iets meer duidelijkheid over de heraanleg van hun plein, zonder echter te begrijpen waarom. Destijds zouden er 40 bomen worden gekapt, 104 plaatsen geschrapt zonder alternatief, de kiosk zou verdwijnen, de centrale ruimte gebetoneerd, ...

Het wijkcomité Sint-Denijs ontving destijds schriftelijke reacties van 281 personen, onder wie 19 personen die hun adres niet in het Frans konden schrijven. Zoals u wellicht weet, bevinden we ons hier in de arme wijken van Brussel. Het project werd op tien punten betwist, met de steun van de omwonenden, die elk een standpunt hadden ingenomen. Van deze tien punten waren er drie waarover bijna iedereen het eens was: de vrijwaring van de kiosk, het behoud van de verharding in de centrale ruimte en de weigering om gezonde bomen te kappen. We waren gerustgesteld door het advies van de overlegcommissie, die een “voorwaardelijk positief advies” gaf. De eerste voorwaarde was dat de mogelijkheid moest worden onderzocht om de bestaande bomen langs de gevels te behouden door ze te snoeien en de plantgaten te verruimen. Onschuldig als we waren, dachten we dat onze bomen gered waren. Wat heeft al dat werk, zowel publiek als privaat, voor zin als de adviezen van de overlegcommissie niet worden opgevolgd? Vervolgens vertelde het gemeentepersoneel ons tijdens verschillende vergaderingen dat de essen op het trottoir van de abdij er niet goed uitzagen, dat het kleine exemplaren waren, zonder ooit hun soort te noemen, een uiterst subjectief en zelfs minachtend argument. Ze vertelden ons dat ze hinderlijk waren voor de omwonenden, wat werd tegengesproken door de omwonenden die in 2022 op het plein bijeenkwamen ...

U legde ons uit dat als u linden aan de kant van de abdij zou planten, de brandweer geen ruimte meer zou hebben om te passeren en dat het kappen van de essen daarom noodzakelijk was. We hebben daarom voorgesteld om de linden elders op het plein te planten. Het gemeentepersoneel antwoordde ons dat dit niet verenigbaar was met het houden van markten, terwijl we allemaal de charme kennen van Franse markten in de schaduw van bomen.

We hebben al vraagtekens geplaatst bij de manier waarop de laatste Vorstse meerderheden overleg met de burger zagezegd voorstaan, maar het gebruiken om projecten goed te keuren die niet aansluiten bij de bekommernissen van diezelfde burgers.

We merken op dat u ons per brief vertelt dat wij, inwoners, geen beroep hebben aangetekend tegen dit project, alsof een beroep bij de Raad van State deel uitmaakt van een gebruikelijke, normale en gezonde overlegprocedure.

We ontvangen ook een mededeling die alleen zegt wat haar uitkomt, duidelijkheid vermijdt en wantrouwen aanzwengelt. Er is nog meer wantrouwen wanneer een grootschalig project dat revitalisering, herwaardering en ingrijpende transformatie inhoudt, nergens toegankelijk is voor omwonenden, noch in de openbare ruimte, noch digitaal.

Wij vragen u ons te laten zien dat het bestek voor dit project beantwoordt aan sociale en ecologische motieven, misschien voor overmorgen, maar zeker voor vandaag.

Wij vragen u in hoeverre respect voor de bewoners in al hun diversiteit en de bomen de rode draad van dit project vormen. Wij vragen u in hoeverre het voldoet aan een prioritaire maatregel van het systeem dat u voor de periode 2021-2023 hebt ingesteld, een maatregel die inhield dat gezonde volwassen bomen niet gekapt zouden worden als ze geen gevaar opleveren. Wij vragen u hoe het kappen van 29 bomen een oplossing kan bieden voor de reeds kritieke situatie op milieuvlak van de as Sint-Denijs – Neerstalle die u in de diagnose van het klimaatplan aanhaalt.

Wij nemen daarom de vrijheid om onze vragen aan u aan te passen:

1. In uw brief wordt gesproken over een inventaris van het bomenbestand ter beschikking gesteld aan de inwoners (punt 1.2, op pagina 2). Waar is deze inventaris precies beschikbaar?
2. In het document (GOB/SPRB – Intern/Interne) dat aan bepaalde inwoners is uitgedeeld ter voorbereiding van de infobijeenkomst van 18 maart, lezen we dat er sprake is van een herbestemming ('requalification') van het Sint-Denijsplein.

"*Herbestemming* verwijst naar een verandering in de functie of de bestemming van een plek door een verandering in activiteit of vorm, zodat een wijk (of ander deel stadsdeel) de rol kan vervullen die men graag zou zien in de stad. Hoewel het deze aspecten kan omvatten, onderscheidt herbestemming zich van esthetische (renovatie) of economische (heropleving) ingrepen, omdat het een ingrijpende verandering met zich meebrengt."

(vertaald uit <https://collectivitesviables.org/sujets/requalification.aspx>)

Kunt u nauwkeurig en officieel beschrijven welke veranderingen, doelstellingen en waarden op het vlak van *huisvesting* worden nagestreefd met de heraanleg van het Sint-Denijsplein, en waar we deze kunnen nalezen?

3. De overlegcommissie heeft een gunstig advies gegeven voor de heraanleg van het plein, op voorwaarde dat er vooraf een onderzoek naar het behoud van de essen wordt uitgevoerd.

Is deze mogelijkheid serieus overwogen? Kunnen wij toegang krijgen tot de *documenten* die dit bevestigen en weten waarom deze mogelijkheid niet is gekozen, wat gunstig was geweest voor planten en mensen? Als dit onderzoek niet is uitgevoerd, wat is dan de precieze reden daarvoor?

4. U zegt dat u kapot bent van uw beslissing om de volgroeide bomen op het plein te kappen. Wat gaat u doen om te voorkomen dat de eventuele nieuwe aanplantingen de komende decennia hetzelfde lot ondergaat als gevolg van politieke grillen?

Tussenkoms van de heer MARTIN

Als fractievoorzitter zal ik geen technisch antwoord geven: dat doet het College. Als raadsleden komen we regelmatig op het Sint-Denijsplein. We zien goed wat er gebeurt en we praten formeel en informeel met de omwonenden. U moet beseffen dat deze beslissing niet uit het hart is gekomen, maar een kwestie van verantwoordelijkheid is. Ik herinner u eraan dat deze beslissing niet los mag worden gezien van alle maatregelen die zijn genomen om de gemeente te vergroenen, en van de maatregelen die nog zullen worden genomen. Ik nodig u uit om aanwezig te blijven bij de presentatie van de algemene beleidsverklaring, waarin we ons zeer bewust zijn van de klimaatuitdagingen die een impact hebben op onze gemeente, en van alle maatregelen die we in dit verband voor onze gemeente zullen proberen te nemen. We zijn ons bewust van de rol die bomen spelen in het welzijn van de mensen. Als fractie zijn wij verrast te horen dat wij de 'slechteriken' zijn, dat we dit zonder nadenken doen. De woede van de burgers raakt ons diep, omdat wij werken vanuit een oprechte liefde voor onze gemeente en haar geschiedenis. Als fractie willen we beschikbaar blijven en luisteren naar de burgers. We staan open voor kritiek. U kunt erop vertrouwen dat we alles in het werk zullen stellen om de samenwerking te verbeteren en dat we ons best zullen doen voor alle kwesties die u aanhaalt.

Tussenkoms van de heer PEYCKER

Mevrouw de voorzitster, mijnheer de burgemeester,

Als burgers samen in de gemeenteraad hun bomen en hun wijk komen verdedigen, is dat een sterk signaal. En naar dat signaal moet worden geluisterd.

Het kappen van bomen op het Sint-Denijsplein heeft tot groot onbegrip geleid. Niet alleen wegens het verlies van groen, maar vooral om wat het zegt over een gebrek aan dialoog.

De fractie Les Engagé.e.s is niet principieel tegen elke ingreep in de openbare ruimte – we weten dat sommige projecten inkrimpingen, aanpassingen en soms impopulaire beslissingen vergen. Maar het minimum is om te streven naar overleg.

Nu we het hebben over de groene stad, ecologische transitie en lokale democratie, gaat het ook om respect in de methode, niet alleen in de retoriek.

We trekken de technische competenties en het gezag van het College niet in twijfel. Maar wat de burgers uitdrukken, is een behoefte aan dialoog en respect.

Een groene stad is geen slogan. Het is een methode. En dat begint met luisteren.

Tussenkomst van mevrouw DE RIDDER

Beste inwoners,

Wij danken u dat u ons blijft aanspreken en met ons in gesprek blijft over een onderwerp dat u en ons na aan het hart ligt: de vrijwaring van de bomen op het Sint-Denijsplein en algemener van het leven en de biodiversiteit.

Uw aanwezigheid hier vanavond toont dat u zeer gehecht bent aan uw wijk en de bomen die u zo fel verdedigt, en dat u betrokken burgers bent die de keuzes van de gemeenteraadsleden in vraag stellen. U hebt natuurlijk gelijk en het is net zozeer onze strijd als die van u: de bescherming van de gezondheid en een gezond leefmilieu is een fundamenteel recht. Als groene partij ondernemen we op alle beleidsniveaus actie in die zin.

We houden van onze bomen, zonder dewelke de mens ook zou verdwijnen. Het kappen van bomen is nooit een beslissing die lichtvaardig wordt genomen, om ons leven gemakkelijker te maken en zonder bitterheid. Net als u heeft het kappen van de essen aan de noordkant ons hart gebroken.

Het College heeft dit al meermaals uitgelegd: deze kap vond plaats in het kader van het algemene project voor de herinrichting van het centrum van Vorst, een project dat tien jaar geleden werd opgestart en waarover langdurig overleg met de burgers heeft plaatsgevonden (sinds 2017), waarbij meer dan 200 inwoners hun mening hebben gegeven en dat het resultaat is van een zorgvuldige denkoefening door de bevoegde diensten. Het College heeft nooit verborgen dat het kappen van de essen een moeilijke beslissing was, die werd genomen na een delicate afweging tussen de verschillende behoeften en beperkingen in dit dossier. Ja, er is geen perfecte oplossing als het gaat om het realiseren van een evenwichtig project, in dit geval een onthard en groen plein waar de omwonenden zich veilig voelen, winkels toegankelijk zijn en ook gezellige activiteiten zoals de zaterdagmarkt en de rommelmarkt op zondag mogelijk blijven. Kortom, een project dat beantwoordt aan de cruciale uitdagingen van het hart van onze gemeente. Onze wijken verdienen een opknapbeurt en onze kinderen verdienen een betere leefomgeving. Het Sint-Denijsplein wordt groener door de aanplanting van grotere, beter aangepaste bomen en de aanleg van regentuinen die de omwonenden beschermen tegen overstromingen en de biodiversiteit versterken.

Een boom die omvalt, maakt altijd meer lawaai dan een bos dat groeit. Laten we niet vergeten dat onze gemeente vaak als voorbeeld wordt aangehaald voor haar beleid van vergroening en ontharding. De afgelopen jaren werd bijna 14.000 m² openbare ruimte onthard, het equivalent van het Jacques Brel-park. Alleen al in de afgelopen twee winters zijn er meer dan 2.300 nieuwe bomen en struiken aangeplant in onze gemeente en zijn er 10.000 planten voor de openbare ruimte uit de gemeentelijke kwekerij verdeeld. Onze politieke keuze, onze waarden zijn duidelijk en zichtbaar: groen, biodiversiteit en gedeelde ruimten een prominente plaats geven.

En dat is precies wat de herinrichting van het hart van Vorst beoogt

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN

Ik dank u voor uw burgerinitiatief, een actie die ik vorige maand heb gesteund toen uw interpellatie werd afgewezen.

Ik ga hier geen mooie praatjes verkopen, u bent zich volkomen bewust van de uitdagingen in uw wijk.

Uw vragen waren heel duidelijk en net als u verwachten wij duidelijke antwoorden van het College. Wij verwachten ook echte participatie en transparantie van hun kant.

Tussenkomst van de heer DAGRIN

Bedankt voor de verdediging van uw interpellatie over de kap van 26 bomen op het Sint-Denijsplein, ondanks het uitstel van dit debat, dat oorspronkelijk gepland was voor 25 maart. Ik ben er zeker van dat alle raadsleden deze ongelukkige timing betreuren.

In de media hebben we de argumenten van de buurtbewoners kunnen horen, evenals de uitleg van de schepen. Hij zal ons zeker meer uitleg geven, met name over de overlegprocedure en de nieuwe vragen die u aan deze Raad voorlegt.

In de media hebben we de emotionele impact gezien die de omgehakte bomen hebben teweeggebracht. Deze emoties zijn begrijpelijk en zal ik nog op terugkomen. Uiteraard kunnen we bepaalde misstanden niet door de vingers zien, maar ik kan emotionele reacties wel begrijpen.

We zijn het met u eens dat grote bomen in de stad essentieel zijn, zowel om onze openbare ruimte te verfraaien als om de temperatuur te koelen tijdens hittegolven die steeds heviger zullen worden in onze steden. Vorige week nog hoorden we dat het laatste rapport van het Copernicus observatorium stelt dat de temperaturen in Europa met 2,92 graden zijn gestegen ten opzichte van het pre-industriële gemiddelde (eind 19e eeuw). De situatie is alarmerend en de grote bomen in onze steden zullen helpen om de impact van deze hittegolven te verminderen. Niet alleen dankzij hun schaduw, want deze bomen kunnen ook enorme hoeveelheden CO2 opnemen en opslaan. Daarom steunen we het College, dat het tot zijn missie heeft gemaakt om nog meer bomen te planten in Vorst, zowel in de vorige zittingsperiode als in deze.

Ik wil nog even terugkomen op de emotionele impact van het kappen van die 26 bomen op het Sint-Denijsplein. Ik begrijp deze emoties: ik ben huurder van een flatje in laag Vorst, maar ik heb het grote geluk dat er veel bomen in mijn straat staan die de straat verfraaien en verfrissen in de zomer. Ik woon er bijna 30 jaar. Mijn burens en ik kunnen ons niet voorstellen wat het verdwijnen van onze bomen met ons zou doen, zowel materieel als emotioneel. Tot slot moeten we allemaal de aanwezigheid en het planten van bomen in onze gemeenschap steunen.

Antwoord van de heer SPAPENS

Bedankt voor uw interpellatie en uw aanwezigheid. Bedankt voor uw deelname aan het voorbije participatieproces.

Ik sluit me aan bij iedereen aangaande de interpellatie van de vorige raad waarop schriftelijk geantwoord werd. Ik wijs op het feit dat besturen ook betekent dat je keuzes moet maken voor de toekomst. We dromen er natuurlijk van om geen bomen te kappen en we zouden dat liefst nooit doen. Er zijn beslissingen die genomen moeten worden, en dat zijn niet de beslissingen van het hart, maar ze moeten genomen worden om de toekomst van onze gemeente op lange termijn te verbeteren. Zoals de heer Dagrín net aangaf, heb ik ook het geluk dat ik aan een weg met bomen woon en ik begrijp het emotionele gevoel volkomen, ook al zijn bepaalde dingen af en toe

verder gegaan dan redelijk is, maar dat kan begrepen worden in de emotie van het moment. Mensen herinneren aan het belang van bomen is ook cruciaal. We delen het echt. U zult het zien in de algemene beleidsverklaring.

Dat zal de bomen niet terugbrengen. Onze keuze is gemaakt met het oog op de toekomst. We zouden bepaalde bomen op natuurlijke wijze hebben laten sterven en geleidelijk hebben vervangen. Helaas is dat niet de manier waarop projecten kunnen worden uitgevoerd.

We kunnen natuurlijk bijzondere aandacht schenken aan de manier waarop bomen worden geplant en de kwaliteit ervan, zodat we niet eindigen met bomen die slecht groeien of helemaal niet groeien.

Namens het College wil ik benadrukken dat we uw ergernis begrijpen. We erkennen dit emotionele en authentieke moment om een zaak te verdedigen die ook wij verdedigen.

Antwoord van de heer MUGABO

Ik sluit me aan bij al mijn collega's die voor mij het woord hebben genomen.

Ik ga niet het hele project opnieuw bespreken, omdat het een zeer langdurig proces is. Ik nodig iedereen die meer wil weten, uit om de diagnose van wijkcontract ABY uit 2014 te bekijken, waarin al werd vermeld dat het Sint-Denijsplein moest worden herbestemd. De term herbestemming wordt vaak gebruikt door stedenbouwkundigen en is synoniem met renovatie en herinrichting. Er is geen juridische betekenis aan deze term verbonden. De diagnose maakte melding van een plein met een onafgewerkte inrichting, omdat de inrichting van begin jaren 2000 niet helemaal overeenkomt met wat het bestuur destijds had gepland, aangezien er beroep werd aangetekend tegen de inrichting van de noordkant, die daardoor niet voetgangersvriendelijk werd zoals in het oorspronkelijke project was voorzien. Het is een soort rotonde geworden met veel meer autoverkeer dan voorzien. De diagnose van 2014 benadrukte de wens om een gezelliger plek te vinden die beantwoordt aan de klimaatuitdagingen waar verschillende collega's op hebben gewezen en die aansluit bij het Copernicus-project.

Het doel van dit project is om de begroeiing te versterken, met name door grote bomen te planten die veel beter aangepast zijn aan de toekomstige klimaatomstandigheden en veel meer schaduw bieden dan nu. Tijdens dit hele proces was er oog voor uitwisseling en participatie. De documenten van dit proces zijn gemakkelijk online te vinden.

Zoals we in ons schriftelijke antwoord hebben aangegeven, betekent burgerparticipatie niet automatisch dat men het met elk punt eens is. We hebben een lijst opgesteld van alle punten die door de bewoners naar voren zijn gebracht en waarop de overheid positief heeft gereageerd. In deze brief hebben we ook opgemerkt dat het enige punt waarop niet aan de vraag van de bewoners kon worden voldaan, de kwestie van de bomen aan de noordkant was. We hebben wel geprobeerd om antwoorden te vinden op een reeks vragen van de omwonenden.

De inventaris van het bomenbestand is opgesteld om de toestand van onze bomen beter te kunnen volgen en beter te kunnen zien waar de begroeiing moet worden versterkt. Deze inventaris is een intern instrument dat oorspronkelijk niet bedoeld was om te worden gepubliceerd. Aangezien er steeds meer vragen daaromtrent komen, bekijken we momenteel hoe we bepaalde of alle elementen van deze inventaris openbaar kunnen maken.

Wat betreft het advies van de overlegcommissie over de mogelijkheid om te overwegen de essen aan de noordkant te behouden, hebben we gekeken wat er mogelijk was, maar dit bracht andere knelpunten met zich mee (overwegen om andere soorten bomen te verwijderen, ...).

Ik wil terugkomen op een element dat vaak terugkomt. De commissie brengt een advies uit dat niet conform is, waarna de afgevaardigde ambtenaar van Urban op basis van alle beschikbare informatie, waaronder het advies van de overlegcommissie, een beslissing moet nemen. Urban

heeft beslist de vergunning te verlenen en heeft, nadat de gemeente haar argumenten had aangevoerd, uitgelegd dat er geen andere mogelijkheid was dan de essen aan de noordkant te verwijderen om een kwalitatieve groene inrichting te realiseren. Zo kon de huidige configuratie, die te veel op rijbaan gericht is, worden vermeden.

Wat de toekomst betreft, kan niemand u zeggen welke beslissingen over enkele decennia door de gemeentelijke instanties van dat moment zullen worden genomen. Wat zeker is, is dat we nu een inrichting realiseren die groener is en beantwoordt aan de klimatologische en sociale uitdagingen. Via begeleiden verbeteren we de werking van onze dienst Groene Ruimten, zodat zij met minder middelen een versterkte en veel groenere openbare ruimte beter kunnen beheren. We werken samen met onderzoekers van VUB en ULB en onze gemeentelijke arbeiders om de bomen die we binnenkort gaan planten, zo goed mogelijk te verzorgen.

Repliek van de burger

Wij danken ieder van jullie voor uw poging tot antwoord. Ik kan niet zeggen dat we vandaag tevreden zijn. U moet namelijk goed begrijpen dat er een grote kloof bestaat tussen de politieke intentieverklaringen en wat wij dagelijks op het terrein meemaken.

Wij behouden ons het recht voor om al uw antwoorden buiten deze raad om te bekijken en indien nodig zullen we binnen de termijn volgens het gemeentereglement opnieuw contact met u opnemen.

Wij sluiten af met een collectieve noot: laten we het leven, het bestaande bovenal behouden, voor onze kinderen en onszelf.

3 annexes / 3 bijlagen

7 Interpellation citoyenne relative à la question du patrimoine d'Audi sur le territoire communal. (Complémentaire)

Burgerinterpellatie over het patrimonium van Audi op het gemeentelijk grondgebied .

(Aanvullend)

Nous venons parler du parc immobilier d'Audi. Des bâtiments de l'usine, mais aussi de tous les bâtiments appartenant à Audi dans notre commune: 15 hectares de bâtiments désaffectés, plus de 10% du territoire forestois. Notre commune est liée à ces 15 hectares par plusieurs questions que nous posons aujourd'hui:

- l'usine Audi est en partie construite sur du terrain appartenant à la commune. Quels sont les projets de la commune concernant en particulier ces parties?
- La commune connaît une crise du logement accessible aux petits et moyens revenus. Est-ce, pour la commune, la réaffectation d'Audi pourrait y remédier ?
- Le taux de chômage des habitants de la commune est fort élevé. Comment la commune

interviendra-t-elle pour maintenir une fonction industrielle, pourvoyeuse d'emploi accessible au profil des Forestois et Forestoises sans emploi?

- 150 années d'activités industrielles sur le territoire d'Audi ont généré des pollutions des sols dans une zone à fort aléa d'inondation. Comment la commune entend-elle peser sur la dépollution nécessaire de ces terres? Est-ce qu'Audi doit intervenir -pratiquement ou financièrement dans l'opération?

- Plusieurs institutions et administrations se penchent aujourd'hui sur le devenir d'Audi. La commune se sent-elle entendue?

- Où en est le cahier des charges lancé par le comité Brussels Invest ? comment sera diffusé son contenu et les positions prises par la commune envers celui-ci ?

- Quelle place la commune souhaite-elle donner aux comités et collectifs d'habitants pour décider de l'avenir d'Audi? Comment les informer? Comment assurera-t-elle la transparence des documents produits par ces administrations et institutions?

- des projets solidaires, éducatifs, sociaux et artistiques peinent à trouver des espaces vacants accessibles. Audi est frileuse d'accorder un accès, même temporaire, à ses infrastructures inoccupées. Comment la commune compte-elle appuyer les occupations temporaires?

C'est un sujet plein de questions. Nous les posons toutes car elles sont liées les unes aux autres; c'est ce qui rend le sujet passionnant. S'il faut choisir, nous voulons mettre l'accent sur un point: l'occupation immédiate de ces 15 hectares.

Bruxelles: 1.000.000 de mètres carrés de bureaux vides. 4500 logements inoccupés. Environ 10.000 personnes sans-abris. Des gens manquent d'espace, des espaces manquent de gens. Face à ce paradoxe, notre commune prend position pour concilier les besoins de chacun.e: d'une part le besoin de lieux pour habiter, créer, travailler, s'épanouir et d'autre part le besoin de sécurité, de confiance et de garantie pour les propriétaires qui voient leurs biens occupés par des inconnu.es. Depuis des années, notre commune tolère des squats illégaux, elle signe des conventions sur les bâtiments vides qui lui appartiennent, elle encourage les propriétaires privés à négocier plutôt qu'expulser. Merci à Forest: elle prouve que les institutions publiques, les propriétaires privés, les squatteur.ses peuvent collaborer, et que le potentiel de ces collaborations est énorme.

Audi possède à Forest des bâtiments vides depuis des années. Prenons l'exemple du Kraft, le bâtiment rue Saint Denis 12. Il a servi de bureaux à la commune. Suite à un problème de sécurité, il est resté vide. En septembre 2024 il a été squatté par une ASBL. Malgré le rôle positif joué par la commune, les négociations n'ont pas abouti, les occupants ont été expulsés. Aujourd'hui le bâtiment est vide. Plus récemment, le bâtiment rue de la Soierie a connu une histoire similaire. L'usine d'Audi n'est plus utilisée; elle rejoint donc la liste des bâtiments vides.

Tous ces bâtiments ont fait vivre notre commune.

Ils ont fait travailler des milliers de personnes. Ils ont forgé notre économie. Ils ont créé des liens forts, des solidarités ouvrières, des parcours de vie, des histoires d'amour. Aujourd'hui c'est l'économie mondiale, à travers les lois du marché, qui appuie sur "pause": pendant un temps indéterminé, ces bâtiments ne font plus rien. Plus de travail, plus d'économie, plus de liens, plus de solidarité, plus de vie, plus d'amour sauf peut-être pour les pigeons qui trouvent toujours une fenêtre ouverte. C'est comme si ces bâtiments n'existaient plus. Pourtant ils sont là.

Et la ville est pleine de gens qui cherchent des bâtiments. Des gens qui veulent quitter la rue, les foyers, le SAMU social, des gens pour qui un logement décent et autonome sera la première

étape, la base. Des gens qui réinventent le travail, passant des heures à faire ce qu'ils aiment sans gagner d'argent, qu'importe, ils savent que c'est important, des gens pour qui un hangar se transforme en atelier. Des gens qui ont besoin de rencontres, parler, se découvrir, sortir de l'isolement, tisser des liens mais pour ça, ils ont besoin d'un espace.

Des gens qui vont occuper ces hectares vides, et qui les occupent peut-être déjà. Ils sont pleins de respect, de savoir-vivre, de bienveillance. S'ils ouvrent la porte sans toquer, c'est parce qu'ils sont dans le besoin. Ils connaissent le temps long des administrations, ils imaginent la complexité de la situation, la commune de Forest en pourparlers avec Audi, ils ne veulent pas saboter le dialogue. Ils sont simplement pragmatiques: tant que ces bâtiments sont vides, ils les font vivre. Notre

interpellation est un appel à l'empathie envers ces gens, futurs ou actuels occupants de ces bâtiments. Nous espérons que notre commune pourra les comprendre et les accueillir à sa manière, comme elle l'a toujours fait.

Cette situation est particulièrement complexe pour vous, échevins et échevins, et pour vous monsieur le bourgmestre. Vous avez d'un côté une entreprise à but lucratif, dirigée par des gens loin de Bruxelles; et de l'autre vous avez des gens, des associations, des collectifs à but social, culturel, des habitants de Forest pleins d'idées, de critiques, de réclamations. La question de ces 15 hectares vides, vous y travaillez déjà et nous vous en remercions. Notre interpellation est un encouragement à poursuivre ce dialogue, pour que ces bâtiments ne servent pas qu'aux pigeons. Nous sommes avec vous. Nous vous encourageons aussi à rester ferme. Vous avez épargné à Audi la taxe sur la vacance immobilière pour ces bâtiments, au nom de la collaboration historique entre la commune et l'entreprise. Aujourd'hui la donne a changé, et la question de la taxe se pose si Audi refuse que ses bâtiments soient occupés. Il existe aussi cet outil peu connu: la réquisition d'un bâtiment au nom de l'intérêt public. Selon l'évolution de la situation, vous aurez peut-être l'occasion de vous en servir.

La ville se transforme. Elle vit sa révolution notamment dans les occupations temporaires, avec ou sans conventions. Les bâtiments vides sont une absurdité, une occasion pour donner un sens nouveau à nos vies: apprendre à s'organiser différemment, réfléchir ensemble, prendre soin des ressources communes, croiser les pratiques artistiques, construire des relations sincères. Les bâtiments vides sont

le terrain des initiatives qui ne trouvent pas leurs places ailleurs: les projets non rémunérés qui ne permettent pas de payer un loyer; les idées qui ne répondent pas aux appels à projets, car ceux qui les ont n'écrivent pas le français. Notre commune porte en elle de quoi se réinventer: elle a le pouvoir de son territoire. Le départ d'Audi est une tragédie mais aussi une chance, si nous osons rebondir. Les ruines d'une époque forment le terrain d'une nouvelle.

La question de ces 15 hectares se pose et se posera encore ailleurs, dans d'autres villes, avec d'autres entreprises, dans d'autres pays. Par notre réaction en tant que commune nous participons au dessin d'un nouveau monde.

Dans l'immédiat, nos questions sont donc:

Où en est le dialogue avec Audi ?

Comment unir nos forces en tant que commune, habitants, associations, forestois, échevins, bourgmestre concernés par l'avenir de ces bâtiments

Intervention de Mr Martin :

Dans notre majorité, nous avons des membres qui ont vécu dans leur chair ce qui s'est passé chez Audi. Je voudrais rappeler que notre commune a un ADN très industriel, que l'histoire de

Forest est profondément marquée par son passé industriel et que l'espace qu'occupe Audi sur notre territoire suscite énormément de questions et de fantasmes bien légitimes. Mon groupe a été fort choqué de la fermeture du site et du drame social qu'elle a engendré dans notre commune et au-delà. On parle de 4000 travailleurs si on compte les sous-traitants. Par rapport à cette grande souffrance, on veut dans un premier temps penser à l'emploi et donner un avenir plutôt industriel au site d'Audi. C'est un défi de taille au vu de toutes les questions que ça soulève, à commencer par les questions de la pollution et de la dépollution du site. On sait qu'il y a eu des sujets extrêmement polémiques par rapport à l'avenir du site par rapport à des questions d'installer une industrie liée à l'armement sur le site,... Notre groupe réaffirme clairement sa volonté de soutenir l'installation d'activités économiques privées en lien avec les nombreux atouts du site (proximité du rail, du canal, du ring,). On sera cependant toujours ultra vigilants sur les questions de la sécurité des Forestois. On ne peut pas faire tout et n'importe quoi sur ce site. Notre première préoccupation est le bien-être et la sécurité des Forestois.

Intervention de Mme DE LAVELEYE :

Un grand merci pour votre interpellation. Vous nous avez offert un moment de réflexion, une parenthèse dans les contraintes journalières de la politique communale.

Le 10 septembre, nous avons voté ici une motion de solidarité avec les 3.000 employé.es, 1.000 sous-traitants d'Audi dans laquelle notre Conseil communal exprimait, entre autres, un soutien à toutes les pistes qui permettront de garantir un avenir industriel à ce site adapté au contexte urbain et qui s'inscrit dans la durée, dans le cadre d'une transition juste.

Depuis, les mois ont passé, les annonces, parfois virilistes et belliqueuses, se sont succédées, les visites enchaînées, mais le site reste sans repreneur.

Pourtant, le renouveau industriel du site d'Audi Forest mérite un projet cohérent et tourné vers l'avenir. Pour nous, écologistes, la reconversion du site d'Audi Forest représente une opportunité historique d'accélérer la transition écologique de Bruxelles. Relocaliser nos modes de production, répondre aux besoins des populations proches, cela nécessite des espaces productifs, et le site Audi reste à ce titre stratégique.

L'avenir du site ne peut pas être laissé à l'improvisation. Nous avons besoin d'une approche coordonnée et ambitieuse. Il faut que les différents niveaux de pouvoir se coordonnent. On se réjouit que la région bruxelloise remette un cahier de charge, avec des critères sociaux et environnementaux ambitieux pour orienter les choix futurs.

En attendant, nous comprenons bien entendu les préoccupations et questions des forestois et forestoises. Et nous apprécions grandement l'élan de solidarité véhiculé par les interpellants. Nous partageons bien entendu l'essentiel des attentes : des logements décents et accessibles pour toutes et tous, la lutte contre les bâtiments vides, l'hospitalité, le besoin de ce qu'on appelle des tiers-lieux, mais dans ce cas, cela dépasse dans une large mesure les leviers communaux.

Merci néanmoins d'avoir mis en avant ce que la commune tente de faire pour créer du dialogue et trouver des solutions.

Continuons à créer chaque jour le monde que nous voulons.

Intervention de Mr CLAISE

C'est un moment de rêve et d'émotions qu'on a partagé grâce à vous et on vous en remercie. Nous sommes dans une situation mondiale catastrophique. Nous en subissons ici et chacun les conséquences directes que ce soit sur le plan social avec une forme d'insécurité. Nous allons donc effectivement vers une société de plus en plus difficile. Ce que vous souhaitez comme projets, ce sont des projets auxquels nous sommes particulièrement sensibles. Ces projets seront

soumis, il y aura des travaux, des questions qui seront posées. Il y aura des interpellations que nous ferons par rapport à l'opportunité

Je trouve tout ceci fondamental mais il relève là de l'avenir à tous. Vous me faites penser aux mots d'un poète que j'aime beaucoup « quand les prisons deviendront bibliothèques ».

Intervention de Mr Dagrín

Merci d'avoir mis à l'ordre du jour de notre Conseil communal un débat concernant l'avenir des 57 hectares du site d'Audi, et des bâtiments éloignés du cœur de la production de l'usine, 10% du territoire de la commune comme vous le précisez. Deux interpellations citoyennes pour ce soir, c'est plus que d'habitude, nous avons de la chance.

Je souhaite vous préciser que je fais partie des 4.000 travailleurs d'Audi et de la sous-traitance qui ont perdu leur emploi. J'y ai travaillé plus de 40 ans, dont une vingtaine d'années avec la fonction de délégué syndical. Comme vous l'avez écrit dans votre texte, une grande usine n'est pas qu'un lieu de production, c'est aussi un lieu de vie, mais également un lieu de luttes, de lutte pour de meilleures conditions de travail, autant que pour des avancées sociales et démocratiques dont les travailleurs et travailleuses moins organisés, dans de plus petites entreprises, ont pu bénéficier ensuite. Une grande usine, c'est une locomotive pour obtenir du progrès social ou pour résister au recul social, ce qui est malheureusement souvent le cas depuis la période du thatchérisme.

Ici, je m'exprime au nom de mon groupe politique, le PTB. Plus loin dans le Conseil, il y aura une autre discussion concernant le site d'Audi, deux conseillers communaux ont mis cela à l'ordre du jour. Ma réponse sur certains aspects dont l'idée d'en faire une usine d'armement sera présentée lors des discussions en fin de Conseil communal.

Une grande usine est, comme expliqué précédemment, un lieu où on produit des biens de consommation, mais aussi des richesses, c'est là plus que dans les parlements, qu'on lutte pour la répartition de ces richesses produites. D'un côté les capitalistes qui souhaitent en garder un maximum, de l'autre côté, la classe travailleuse qui souhaite un retour de ces richesses qu'ils ont eux-mêmes produites. Un retour pour eux et pour la collectivité dans toute sa complexité.

Notre région voit de plus en plus d'entreprises productives quitter Bruxelles pour aller ailleurs dans le pays ou même dans d'autres pays. Nous avons 93.000 demandeurs d'emploi en région bruxelloise, nous ne devons pas les laisser sur le côté. Bruxelles ne pourra pas vivre économiquement qu'avec des emplois de type tertiaires, nous avons besoin d'entreprises productives dans nos 19 communes. Et le site d'Audi est particulièrement indiqué pour de la production industrielle, de la production créatrice de richesse nécessaire au fonctionnement de notre société, créatrice d'emploi durable et de qualité, et aussi créatrice de biens matériels qui permettront de répondre aux nombreux défis qui sont devant nous dont les défis climatiques et environnementaux.

Le débat pour l'avenir de ce site est difficile parce qu'Audi reste le prioritaire de la quasi-totalité du terrain et des bâtiments. Vous évoquez à juste titre dans votre texte un tabou de notre société libéral, c'est l'expropriation. Nous avons réfléchi à cette piste car pour le PTB, l'expropriation n'est pas un tabou. Nous avons analysé les pistes qui se trouvent dans la législation régionale, il y a bien une possibilité qui se trouve dans le « code bruxellois de l'aménagement du territoire », en résumé, il y a une législation bruxelloise qui oblige les propriétaires à réhabiliter ou réaffecter leur site industriel. Une procédure d'expropriation y est attachée, c'est notamment les articles 257, 253, et 251. Dans ces articles, la procédure d'expropriation est décrite, il faut notamment que le site ne soit plus actif depuis plus d'un an. Mais l'expropriation se fait moyennant l'achat forcé du terrain aux tarifs du marché donc c'est cher. Ni la commune, ni la région n'ont les moyens de se payer une telle expropriation. Il nous semble plus intéressant de soutenir la piste utilisée pour d'autres sites équivalents en Flandre

(anciennes usines Opel et Ford), en Wallonie (ancienne usine Caterpillar) qui ont été rachetées en commun accord par la région pour un euro. Caterpillar a même donné plusieurs millions d'euro à la région wallonne pour financer l'assainissement du site. A l'heure actuelle, la direction d'Audi n'a toujours pas exprimé publiquement sa volonté.

Abordons la question de la dépollution et de qui va payer. Pour le PTB, le dernier propriétaire, c'est-à-dire Audi, devra prendre en charge la dépollution. A ce propos, mon activité syndicale sur le site d'Audi a fait que j'ai une certaine connaissance de l'éventuelle pollution qui s'y trouve. Le désamiantage total de l'usine a été effectué et terminé vers 2010. Sous les bâtiments qui ont été démolis et reconstruits dans les années 2000, il a fallu enlever et traiter plus d'un mètre de terre qui était pollué par de l'arsenic, l'industrie automobile n'ayant jamais utilisé ce produit, il faut trouver l'origine de la pollution à l'arsenic dans la présence des imprimeries qui y produisaient il y a plus d'un siècle. Globalement, il devrait s'y trouver peu de pollution. Et plus anecdotique, savez-vous qu'il y a un risque que des bombes y soient enterrées ? En effet, à la fin de la deuxième guerre mondiale, les alliés ont bombardé à juste titre cette zone déjà industriel. Et lorsqu'on effectuait des travaux en profondeur, par exemple pour enfoncer des pieux de fondation, on devait consulter une carte des lieux précis où on pouvait trouver d'éventuelles bombes qui se seraient enterrées sans exploser.

Vous comprenez que pour mon groupe, un avenir industriel reste la priorité. Vous évoquez dans votre texte deux autres usages possibles que sont le logement des sans-abris, et en faire un lieu d'activité pour des artistes, ce sont deux nobles causes. Les bâtiments purement dédiés à la production industrielle automobile ne me semblent pas indiqués pour ce genre d'activité entre autres pour des raisons de sécurité, si c'est cela l'avenir du site, il faudra raser ces grands bâtiments industriels avant de tout reconstruire, ni la commune, ni la région n'ont les moyens de financer cela. Vous évoquez le cas particulier de l'ancienne usine de fromage « Franco-Suisse » située au coin de la rue des Abbesses et St Denis. Il y a là plus de potentiels pour ce que vous évoquez, mais il faudra aussi y effectuer des travaux. Dans le même ordre d'idée, il y a tout le pâté de maisons et anciennes PME situés au coin de la rue de la Soierie et du boulevard, presque tous ces bâtiments ont été achetés par Audi dans l'idée d'une future expansion, Audi n'en a utilisé qu'un petit hangar pour du stockage. Ceux qui occupent une partie de ces bâtiments sont locataires d'Audi. Peut-être est-ce intéressant de voir avec Audi ce qu'ils veulent faire de ces deux terrains qui n'ont pas vraiment d'intérêt industriel, ils sont d'ailleurs situés hors des clôtures de l'usine. Seraient-ils intéressés de les céder à la commune comme ce fut le cas pour le bout de terrain entre le parc de l'abbaye et Audi ?

Il faut que je m'arrête-là, mais je reste à disposition de tous ceux qui souhaitent aborder avec moi ce sujet. Il y a tellement de choses à débattre comme par exemple l'avenir du plus grand parc privé bruxellois de panneaux solaires qui couvrent la quasi-totalité des toits de l'usine, ou de ses stations d'épurations d'eau. C'est pour tout ça que le PTB demande le maximum de transparence dans les débats sur l'avenir de ce magnifique site. Ce que nous voulons surtout, c'est éviter le scénario d'une énorme spéculation immobilière comme ce fut le cas pour le site de Tour et Taxi.

Intervention de Mr PEYCKER :

Cette interpellation citoyenne rejoint des préoccupations que notre groupe a déjà exprimées officiellement, Audi Forest se réinvite d'ailleurs à l'ordre du jour de notre conseil communal.

Ce site, c'est bien plus qu'une usine. C'est une mémoire industrielle vivante, un écosystème économique, un marqueur identitaire pour Forest.

On sait que la situation autour d'Audi évolue, que des incertitudes planent. Mais précisément, c'est dans les périodes d'incertitude que la transparence et l'anticipation sont essentielles.

Nous soutenons donc pleinement cette interpellation citoyenne et demandons que le Conseil soit

étroitement associé aux évolutions sur ce dossier stratégique.

Réponse de Mr SPAPENS :

J'ai un peu le mauvais rôle parce que vous avez déposé un décor un peu de rêve... Je vais moi devoir ramener cyniquement la réalité tout en maintenant notre engagement d'aider dans chacune des occupations temporaires. On s'est engagés, depuis la dernière législature, de n'avoir aucun bâtiment vide à Forest. Dès qu'il y en avait dans le privé, de pouvoir faire le liens avec les acteurs privés. Comme vous le savez ; ce n'est pas toujours facile mais nous n'abandonnons jamais sauf si une obligation légale s'oppose à nous.

Le site représente 53 hectares donc dix pour cents de note territoire. Petite précision importante : il n'y a pas de parcelle communale sur le site d'Audi. Le site comprend d'anciennes voiries, principalement un tronçon de l'avenue de la deuxième armée britannique et rue des anciens étangs, qui ont été rachetées par l'usine et c'est donc devenu des voiries privées bien que le tracé existe encore.

Cette réaffectation pose de nombreux défis. Nous l'avons déjà dit et répéter et je le répète encore aujourd'hui, un des enjeux et de maximiser au maximum le nombre d'emplois. On s'engage à maintenir un site qui est attractif pour la création d'emplois parce qu'on trouve que c'est super important de garder des emplois en ville et que le taux de chômage ne nous permet pas de ne pas avoir des emplois. Audi, c'était très peu d'emplois forestois (on en a un dans notre conseil), dans les sous-traitants, il y en avait déjà un peu plus. Néanmoins, Audi faisait largement et à tous niveaux , partie de la vie forestoise. Ca a fait fonctionner les commerces à une certaine époque. Comme vous l'avez romantisé, ça a certainement créé de nombreuses histoires d'amour ou autres. Il y a eu une vie autour d'Audi. Globalement, pour les Forestois, l'usine Audi fait partie de leur vie. On aperçoit l'usine de partout quand on est à Forest. Ca fait intégralement partie du paysage urbain et ce n'est donc pas anodin. On veut aussi entamer une réflexion mémorielle sur tout ce qui s'est passé sur le site, par respect pour tous les travailleurs.

Est-ce que ça pourrait directement remédier à la crise du logement ? Aujourd'hui, non. Demain ? On devra voir de quoi demain est fait. Mais je rappelle qu'Audi est propriétaire du site et des bâtiments. Aujourd'hui, il y a donc des taskforces qui sont mises en place à la fois par le fédéral et la région. On y est activement présents. Si demain, Audi décide de vendre son site à quelqu'un, la parole de la commune ou de la région ça sera des autorisations en terme d'exploitation ou de mobilité mais Audi peut vendre son site. Actuellement, l'affectation du sol (PRASS) ne permet pas d'y faire du logement. Par contre, comme vous le releviez vous-même, il y a d'autres bâtiments appartenant à Audi, qui ne sont pas sur son site industriel. On pensait aux bâtiments Kraft, aux bâtiments de sous-traitants sis rue Margueritte Bervoets ou au square du gré du loup ou de la rue de la soierie.

Pour la question du maintien, on s'est engagés à maintenir une fonction industrielle pour maintenir un nombre conséquent d'emplois et on fera tout notre possible pour que la réaffectation profite aux Forestois et aux Bruxellois. Toutefois, les critères économiques et spatiaux seront non contraignants .La région a mis en place un taskforce qui reprend Finance. Brussels, Hub. Brussels, Perspective. Brussels, les différents cabinets politiques et la commune de Forest. Cette taskforce devra aide Audi à définir des critères pour le futur.

Audi a décidé de faire ce qu'ils appellent une « dataroom », c'est-à-dire des données qu'ils donneront aux investisseurs les plus intéressants pour eux. A partir de là, on pourra mettre des conditions mais celles-ci resteront toujours non contraignantes. Pour l'instant, Audi a l'air de jouer le jeu. Mais vous savez qu'avec ce type de multinationale, on ne sait pas toujours d'où sont prises les décisions. Actuellement, tant les gouvernement fédéral et régional et la commune sont relativement alignés sur le futur du site.

Concernant la pollution des sols et qui doit payer, la législation en la matière est assez claire.

C'est à charge du propriétaire et donc d'Audi. Mais de nouveau, comme dans tout type de vente, il est possible que des aménagements soient faits. Le repreneur pourrait prendre en charge, en tout ou en partie, la dépollution du sol. La dépollution devra de toute façon être effectuée.

Est-ce que la commune se sent entendue dans les missions et travaux en cours ? Oui. Mais même si les différentes taskforces travaillent activement, tant qu'Audi n'a pas été très clair c'est difficile de faire autre chose que de la prospective. On est présents dans l'état des lieux du site puisqu'il se trouve sur notre territoire. On ne peut évidemment pas diffuser d'autres informations que celles qu'Audi diffuse vu qu'ils sont propriétaires de ces données.

On entend beaucoup de choses sur l'avenir du site. La reconversion d'un site de 53 hectares ne peut pas se faire dans la précipitation. Il est important de s'accorder le temps de la réflexion et de dézoomer. Le site va jusqu'aux abords du canal, ce qui permet d'avoir de nouveaux atouts puisqu'on sait que les bords du canal peuvent être utilisés pour l'industrie et il y a des surfaces qui sont encore libre en bordure du canal à proximité du site d'Audi.

Tant que les balises ne sont pas claires, on ne veut pas donner de faux espoir sur la place que les comités d'habitants pourraient prendre dans le processus puisqu'aujourd'hui, on travaille tous de manière proactive. Ça ne sert à rien de faire croire que tout va pouvoir être pris en compte, si jamais il y a une décision qui vient tout à fait d'ailleurs. Il faut bien avouer que dans les échanges quotidiens avec les comités et les collectifs, ça nourrit nos réflexions et ça vaut tant pour le site d'Audi que pour d'autres sites.

En terme d'information et de transparence de tous les résultats des travaux en cours, nous plaiderons pour qu'un maximum d'informations puisse être communiqué. Mais je le répète, c'est un acteur privé qui le vend et il y a la problématique des secrets industriels à prendre en compte.

Concernant les occupations temporaires, vous me connaissez maintenant, c'est bien le premier sujet que j'ai abordé avec Audi. Je ne les ai pas convaincus tout de suite. Je ne désespère pas de les convaincre, en tout cas pour les sites annexes puisqu'on pense que c'est quelque chose de fondamental.

Contrairement à ce que vous pouvez penser, Audi n'a jamais été défiscalisé, n'a jamais eu de régime d'exception de la part de la commune sur une taxe. Donc des bâtiments comme celui que vous citez, Kraft ou Franco-Suisse, les actes ont déjà été envoyés pour être taxés comme immeubles vides ainsi que d'autres bâtiments. La commune n'a jamais fait de cadeau fiscal à Audi, au contraire, on a essayé de la taxer directement mais en respect de l'équité des contribuables, on n'a pas pu le faire. (mais ceci remonte déjà à plus de dix ans).

On sera toujours attentifs à des besoins d'espaces accessibles, on mettra toujours en places des occupations temporaires et transitoires dans nos bâtiments et on poussera toujours à ce que les propriétaires privés le fassent aussi. Ça a des avantages : ils ne doivent pas payer de frais de gardiennage, ils ont un avantage et puis, ils ne paient pas la taxe d'occupation.

Comme l'a dit Mr Dagrín, Audi ne produit plus mais son site est toujours occupé. Il y a toujours des travailleuses et travailleurs sur le site ainsi qu'un travail de démantèlement interne à Audi qui doit s'y faire.

Pour la réquisition, c'est une très bonne idée sur papier mais il y a beaucoup de règles à respecter et donc à présent, ce n'est ni possible, ni payable puisque le site est encore occupé.

A votre enthousiasmante question qui est de savoir comment unir nos forces, à ce stade on ne sait pas encore vraiment. Mais une question comme ça permet aussi de venir avec des idées. D'autres citoyens en ont porté ici.

Soyez assurés qu'on fera tout ce qui est en notre pouvoir pour défendre nos priorités qui sont : de laisser le moins possible un site vide et de le transformer au plus vite. On plaidera pour que des occupations rapides du site soient mises en place, fussent-elles temporaires ou définitives mais inscrites dans une réflexion à long terme dans une vision micro et macroéconomique.

Réplique du citoyen :

Merci pour toutes ces réponses. C'est en effet un sujet bien complexe et je ne suis pas spécialistes de toutes ces questions , je suis à vrai dire à la fois dépassé et reconnaissant de ces informations. Il y a quelque chose de décourageant, en tant que citoyens, de se rendre compte que la plupart du pouvoir et dans les mains d'Audi et c'est important de le rappeler pour qu'on ne fasse pas de fantasmes sur le pouvoir public. On verra ce que l'avenir nous réserve.

Wij willen het hebben over de gebouwen van Audi. Niet alleen de fabriek, maar alle gebouwen van Audi in onze gemeente: 15 hectare ongebruikte gebouwen, meer dan 10% van het Vorstse grondgebied. Onze gemeente is met deze 15 hectare verbonden door verschillende vragen die we vandaag stellen:

- De Audi-fabriek is deels gebouwd op grond van de gemeente. Welke plannen heeft de gemeente daarmee?**
- De gemeente kampt met een crisis op het vlak van woningen die toegankelijk zijn voor lage en middeninkomens. Denkt de gemeente dat de herbestemming van Audi daar iets aan kan doen?**
- De werkloosheid onder de Vorstenaren is erg hoog. Wat gaat de gemeente ondernemen voor de vrijwaring van de industriële activiteit, die werkgelegenheid biedt voor Vorstenaren die zonder werk gevallen zijn?**
- 150 jaar industriële activiteit op de Audi-site heeft bodemverontreiniging teweeggebracht in een zone met een hoog overstromingsrisico. Hoe denkt de gemeente aan te sturen op de noodzakelijke sanering van deze grond? Moet Audi praktisch of financieel bijdragen aan die operatie?**
- Een aantal instanties en overheden buigen zich momenteel over de toekomst van Audi. Voelt de gemeente zich gehoord?**
- Hoe ver staat het met het lastenboek dat door het comité Brussels Invest werd gelanceerd? Hoe worden de inhoud ervan en de standpunten van de gemeente in dat kader verspreid?**
- Welke rol wil de gemeente toekennen aan buurtcomités en burgergroeperingen bij het beslissingsproces over de toekomst van de Audi-site? Hoe kunnen we hen informeren? Hoe zal de gemeente de transparantie van de door deze instanties opgestelde documenten waarborgen?**
- Solidaire, educatieve, sociale en artistieke projecten vinden moeilijk toegankelijke geschikte ruimten. Audi aarzelt om toegang te verlenen – zelfs tijdelijk – tot hun leegstaande infrastructuur. Hoe wil de gemeente tijdelijke gebruiksvormen ondersteunen?**

Zo veel vragen. Wij stellen ze allemaal, omdat ze met elkaar samenhangen en dat maakt het net zo boeiend. Als we moeten kiezen, willen we één punt benadrukken: de onmiddellijke benutting van deze 15 hectare.

Brussel: 1.000.000 m² kantoorruimte staat leeg; 4.500 woningen staan leeg; zowat 10.000 mensen zijn dakloos. Mensen zoeken ruimte en ruimten zoeken mensen. Ten aanzien van deze paradox neemt onze gemeente een standpunt in om de verschillende behoeften met elkaar te

verzoenen: enerzijds de nood aan plaatsen om te wonen, te creëren, te werken en zich te ontplooiën, en anderzijds de nood aan veiligheid, vertrouwen en garantie voor eigenaars die hun eigendom bezet zien door vreemden. Jarenlang heeft ons gemeentebestuur kraakpanden getolereerd, overeenkomsten ondertekend met betrekking tot leegstaande gemeentegebouwen en privé-eigenaars aangemoedigd om te onderhandelen in plaats van mensen eruit te zetten. Dank aan Vorst, want dit bewijst dat openbare instellingen, privé-eigenaars en krakers kunnen samenwerken en dat het potentieel voor zo'n samenwerking enorm is.

Audi is eigenaar van gebouwen in Vorst die al jaren leegstaan. Neem bijvoorbeeld het Kraftgebouw, Sint-Denijsstraat 12. De gemeente gebruikte het als kantoren. Door veiligheidsproblemen kwam het leeg te staan. In september 2024 werd het gekraakt door een vzw. Ondanks de positieve houding van de gemeente liepen de onderhandelingen spaak en werden de bezetters het gebouw uitgezet. Het gebouw staat nu leeg. Recenter een vergelijkbaar verhaal met het gebouw aan de Zijdeweverijstraat. De Audi-fabriek is niet langer in gebruik en komt dus ook op de lijst met leegstaande gebouwen.

Al deze gebouwen brachten leven in onze gemeente.

Ze hebben duizenden mensen werk verschaft. Ze hebben onze economie geolied. Ze hebben sterke banden gesmeed, solidariteit tussen werknemers teweeggebracht, levensverhalen en zelfs liefdesverhalen. Vandaag is het de wereldeconomie die door de wetten van de markt de 'pauzeknop' indrukt: voor onbepaalde tijd doen deze gebouwen niets meer. Geen werk meer, geen economie meer, geen banden meer, geen solidariteit meer, geen leven meer, geen liefde meer ... tenzij misschien voor de duiven die altijd een open raam vinden. Het is alsof deze gebouwen niet meer bestaan. Toch zijn ze er nog.

En de stad is vol mensen op zoek naar gebouwen. Mensen die weg willen van de straat of opvangplekken, mensen voor wie fatsoenlijke, zelfstandige huisvesting de eerste stap is, de basis. Mensen die terug een activiteit vinden, urenlang doen wat ze graag doen zonder geld te verdienen, maar die weten dat het belangrijk is, mensen voor wie een schuurtje wordt omgetoverd tot werkplaats. Mensen die behoefte hebben aan ontmoeting, een gesprek, sociaal contact, maar daarvoor een ruimte nodig hebben.

Mensen die deze lege hectaren gaan benutten en dat misschien al doen. Zij zijn respectvol, beleefd en van goede wil. Als ze de deur openen zonder te kloppen, is dat omdat ze in nood zijn. Ze beseffen dat de administratie tijd nodig heeft, ze weten dat de situatie complex is. Ze willen de dialoog tussen de gemeente Vorst en Audi niet saboteren. Ze zijn gewoon pragmatisch: zolang de gebouwen leeg staan, zorgen zij voor leven. Onze interpellatie is een oproep tot empathie voor deze mensen, de gebruikers van deze gebouwen vandaag of morgen.

Wij hopen dat onze gemeente ze begrijpt en ze op haar manier ontvangt, zoals ze altijd heeft gedaan.

Deze situatie is bijzonder complex voor u, dames en heren schepenen en burgemeester. Aan de ene kant is er een bedrijf dat winst wil maken, dat geleid wordt door mensen die ver van Brussel staan, en aan de andere kant zijn er mensen, verenigingen, sociale en culturele groepen en Vorstenaren met ideeën, kritiek en klachten. Deze 15 lege hectaren, u bent er al mee bezig en wij danken u daarvoor. Onze interpellatie is een aanmoediging om deze dialoog voort te zetten, zodat deze gebouwen niet alleen voor de duiven zouden zijn. Wij steunen u hierin. Wij moedigen u ook aan om voet bij stuk te houden. U hebt Audi de belasting op leegstand voor deze gebouwen bespaard, in naam van de historische samenwerking tussen de gemeente en het bedrijf. Vandaag is de situatie anders en rijst de vraag van die belasting als Audi weigert zijn gebouwen te laten gebruiken. Er is ook de weinig gekende mogelijkheid om een gebouw op te eisen in het algemeen belang. Afhankelijk van de evolutie van de situatie kan u misschien de mogelijkheid krijgen om er gebruik van te maken.

De stad verandert. Ze ondergaat een revolutie, vooral op het vlak van tijdelijk gebruik, met of zonder overeenkomsten. Leegstaande gebouwen zijn een absurditeit, een kans om ons leven een nieuwe betekenis te geven: leren om ons anders te organiseren, samen na te denken, zorg te dragen voor gemeentelijke middelen, artistieke kruisbestuiving, het opbouwen van oprechte relaties. De lege gebouwen zijn

een plek voor initiatieven die moeilijk een plaats vinden: onbezoldigde projecten die geen mogelijkheid hebben om huur te betalen; ideeën die geen antwoord zijn op projectoproepen omdat de mensen die ze hebben geen Frans schrijven. Onze gemeente heeft potentieel om zichzelf opnieuw uit te vinden: ze heeft de kracht van haar grondgebied. Het vertrek van Audi is een tragedie, maar ook een opportuniteit, als we durven rekenen op veerkracht. De ruïnes van een tijdperk vormen de basis voor een nieuw.

De kwestie van deze 15 hectare zal zich ook elders blijven voordoen, in andere steden, met andere bedrijven, in andere landen. Door onze reactie als gemeente helpen we een nieuwe wereld vorm te geven.

Onze vragen:

- Hoe ver staat de dialoog met Audi?
- Hoe kunnen we onze krachten bundelen als gemeente, inwoners, verenigingen, Vorstenaren, schepenen en burgemeester, die begaan zijn met de toekomst van deze gebouwen?

Tussenkomst van de heer MARTIN

In onze meerderheid zijn er leden die aan den lijve hebben ondervonden wat er bij Audi is gebeurd. Ik wil u eraan herinneren dat onze gemeente een zeer industrieel DNA heeft, dat de geschiedenis van Vorst diep getekend is door zijn industrieel verleden en dat de ruimte die Audi inneemt op ons grondgebied heel wat terechte vragen en fantasieën oproept. Mijn fractie was erg geschokt door de sluiting van de site en de sociale tragedie die dat veroorzaakte in onze gemeente en daarbuiten. We hebben het over 4.000 werknemers als we de onderaannemers meerekenen. Met betrekking tot dit grote leed willen we in eerste instantie nadenken over banen en de Audi-site een industriële toekomst geven. Dit is een grote uitdaging, gelet op alle vragen die dit oproept, in de eerste plaats op het gebied van vervuiling en sanering van het terrein. We weten dat er enkele zeer hete hangijzers zijn geweest over de toekomst van de site in verband met vragen over het opzetten van een wapenindustrie op het terrein, ... Onze fractie bevestigt opnieuw duidelijk haar wens om de ontwikkeling van particuliere economische activiteiten te ondersteunen die verband houden met de vele troeven van de site (nabijheid van het spoort, het kanaal, de ring). We zullen echter nog steeds uiterst waakzaam blijven als het gaat om de veiligheid van de Vorstenaren. We kunnen niet zomaar alles doen op deze site. Onze eerste zorg is het welzijn en de veiligheid van de inwoners van Vorst.

Tussenkomst van mevrouw DE LAVELEYE

Hartelijk dank voor uw interpellatie. U hebt ons een bezinningsmoment geboden, een pauze in de dagelijkse beslommingen van de gemeentepolitiek.

Op 10 september hebben we hier een motie aangenomen van solidariteit met de 3.000 werknemers en 1.000 onderaannemers van Audi, waarin onze gemeenteraad onder andere zijn steun uitsprak voor alle oplossingen die voor deze site een industriële toekomst garanderen, die aangepast is aan de stedelijke context en duurzaam is in het kader van een rechtvaardige transitie.

Sindsdien zijn er maanden verstreken, zijn er aankondigingen gedaan - waarvan sommige virilistisch en oorlogszuchtig - en volgden bezoeken elkaar op, maar de site heeft nog steeds geen overnemer.

Toch verdient de industriële vernieuwing van de site van Audi Vorst een coherent, toekomstgericht project. Voor ons, Ecolo-Groen, is de reconversie van de Audi Vorst-site een historische kans om de ecologische transitie van Brussel te versnellen. Het verplaatsen van onze productiewijzen en voldoen aan de behoeften van de lokale bevolking vereisen productieruimten, en de Audi-site blijft in dat opzicht van strategisch belang.

De toekomst van de site mag niet aan het toeval worden overgelaten. We hebben een gecoördineerde en ambitieuze aanpak nodig. De verschillende overheidsniveaus moeten samenwerken. Het verheugt ons dat het Brussels Gewest een bestek zal indienen, met ambitieuze sociale en milieucriteria als leidraad voor toekomstige keuzes.

Ondertussen begrijpen we uiteraard de bezorgdheid en de vragen van de inwoners van Vorst. En we appreciëren ten zeerste de golf van solidariteit van de interpellanten. Natuurlijk delen we het grootste deel van de verwachtingen: fatsoenlijke en toegankelijke huisvesting voor iedereen, de strijd tegen leegstand, gastvrijheid, de behoefte aan wat we derde plekken noemen, maar in dit geval gaat het veel verder dan de gemeentelijke hefbomen.

Toch bedankt om te benadrukken wat de gemeente probeert te doen om dialoog te creëren en oplossingen te vinden.

Laten we doorgaan met elke dag de wereld te creëren die we willen.

Tussenkomst van de heer CLAISE

Het was een moment van dromen en emoties dat we dankzij u deelden, en we danken u daarvoor. We bevinden ons in een catastrofale wereldwijde situatie. Ieder van ons lijdt onder de directe gevolgen, zowel op sociaal gebied als op het vlak van onzekerheid. We gaan dus effectief een steeds moeilijker samenleving tegemoet. De projecten die u graag wilt, zijn projecten waar we bijzonder gevoelig voor zijn. Deze projecten zullen worden ingediend, er zullen werken worden verricht en er zullen vragen worden gesteld. We zullen interpellaties doen over hun geschiktheid.

Ik denk dat dit alles belangrijk is, maar het is een kwestie van ieders toekomst. U doet me denken aan de woorden van een dichter waar ik veel van hou, "quand les prisons deviendront bibliothèques".

Tussenkomst van de heer DAGRIN

Bedankt dat u op de agenda van onze gemeenteraad een debat hebt geplaatst over de toekomst van de Audi-site van 57 hectare en de gebouwen die zich ver van het hart van de productie van de fabriek bevinden, 10% van het grondgebied van de gemeente zoals u aangeeft. Twee burgerinterpellaties vanavond, wat meer is dan anders. We hebben geluk.

Ik wil erop wijzen dat ik een van de 4.000 Audi-werknemers en onderaannemers ben die hun baan hebben verloren. Ik heb er meer dan veertig jaar gewerkt, waarvan ongeveer twintig jaar als vakbondsafgevaardigde. Zoals u in uw tekst schreef, is een grote fabriek niet alleen een productiesite, het is ook een plaats waar geleefd wordt, maar ook gestreden, gestreden voor betere arbeidsomstandigheden, net zo goed als voor de sociale en democratische vooruitgang waarvan minder georganiseerde werknemers in kleinere ondernemingen vervolgens hebben kunnen profiteren. Een grote fabriek is een motor voor sociale vooruitgang of verzet tegen sociale achteruitgang, wat helaas vaak het geval is geweest sinds het Thatcheriaanse tijdperk.

Ik spreek hier namens mijn fractie, de PTB-PVDA. Later in de gemeenteraad zal de Audi-site nog verder worden besproken, aangezien twee gemeenteraadsleden dit op de agenda hebben gezet. Mijn reactie op bepaalde aspecten, waaronder het idee om er een wapenfabriek van te

maken, zal tijdens de besprekingen aan het einde van de gemeenteraad worden gepresenteerd.

Een grote fabriek is, zoals eerder uitgelegd, een plaats waar consumptiegoederen worden geproduceerd, maar ook rijkdom, en het is daar, meer dan in parlementen, dat de strijd om de verdeling van die geproduceerde rijkdom plaatsvindt. Aan de ene kant zijn er de kapitalisten die er zoveel mogelijk van willen houden, en aan de andere kant de arbeidersklasse die deze rijkdom, die ze zelf heeft geproduceerd, terug wil. Terug voor henzelf en voor de gemeenschap in al haar complexiteit.

In ons Gewest vertrekken steeds meer productiebedrijven uit Brussel naar andere delen van het land of zelfs naar andere landen. We hebben 93.000 werkzoekenden in het Brussels Gewest en we mogen hen niet in de kou laten staan. Brussel kan economisch niet overleven met alleen tertiaire jobs. We hebben productiebedrijven nodig in onze 19 gemeenten. En de Audi-site is bijzonder geschikt voor industriële productie, productie die de rijkdom creëert die nodig is voor de werking van onze maatschappij, die duurzame en kwaliteitsvolle banen creëert en die ook de materiële goederen voortbrengt waarmee we de vele uitdagingen kunnen aangaan waarmee we geconfronteerd worden, onder andere op het vlak van klimaat en milieu.

Het debat over de toekomst van deze site is moeilijk omdat Audi eigenaar blijft van bijna alle grond en gebouwen. U wijst in uw tekst terecht op een taboe in onze liberale samenleving, namelijk onteigening. We hebben nagedacht over deze oplossing, want voor de PTB-PVDA is onteigening geen taboe. We hebben de mogelijkheden in de gewestelijke wetgeving geanalyseerd. Er is inderdaad een mogelijkheid in het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening. Samengevat is er een Brusselse wetgeving die eigenaars verplicht om hun industrieterrein te rehabiliteren of te herbestemmen. Hieraan is een onteigeningsprocedure verbonden, met name artikelen 257, 253 en 251. Deze artikelen beschrijven de onteigeningsprocedure en vereisen met name dat de site al meer dan een jaar inactief is. Onteigening gebeurt echter door de afgedwongen aankoop van grond tegen marktprijzen en is dus duur. Noch de gemeente, noch het Gewest kan zich een dergelijke onteigening veroorloven. We denken dat het interessanter zou zijn om de aanpak te steunen die werd gebruikt voor andere gelijkwaardige sites in Vlaanderen (voormalige Opel- en Ford-fabrieken) en Wallonië (voormalige Caterpillar-fabriek), die in onderling overleg door het Gewest werden gekocht voor één euro. Caterpillar heeft zelfs enkele miljoenen euro's gegeven aan het Waals Gewest om de sanering van de site te financieren. Tot op heden heeft de directie van Audi zich nog niet publiekelijk bereid verklaard om dit te doen.

Laten we het hebben over de kwestie van de sanering en wie er zal betalen. Volgens de PTB-PVDA moet de laatste eigenaar, Audi, voor de sanering betalen. In dit verband heb ik door mijn vakbondsactiviteiten op de Audi-site een zekere kennis van de mogelijke vervuiling aldaar. De fabriek is in 2010 volledig van asbest ontdaan. Onder de gebouwen die in de jaren 2000 werden afgebroken en heropgebouwd, moest meer dan een meter met arseen vervuilde grond worden verwijderd en verwerkt. Aangezien de auto-industrie dit product nooit heeft gebruikt, moet de bron van de arseenvervuiling gezocht worden in de drukkerijen die daar meer dan een eeuw geleden produceerden. Over het geheel genomen zou er zeer weinig vervuiling moeten zijn. En, meer anekdotisch, wist u dat er een risico is dat er bommen begraven zijn? Aan het einde van de Tweede Wereldoorlog bombardeerden de geallieerden terecht deze al industriële zone. En als er werkzaamheden op diepte werden uitgevoerd, bijvoorbeeld om funderingspalen te heien, moest er een kaart worden geraadpleegd met de precieze locaties van bommen die begraven waren zonder te ontploffen.

U begrijpt dat voor mijn fractie een industriële toekomst de prioriteit blijft. In uw tekst noemt u twee andere mogelijke toepassingen: huisvesting voor daklozen en er een activiteitencentrum voor kunstenaars van maken, beide nobele doelen. Ik denk niet dat gebouwen die puur gericht zijn op de industriële productie van auto's geschikt zijn voor dit soort activiteiten, o.a. om veiligheidsredenen. Als dit de toekomst van de site is, zullen deze grote industriële gebouwen

moeten worden afgebroken voordat alles opnieuw kan worden opgebouwd, en noch de gemeente noch het Gewest heeft de middelen om dit te financieren. U noemt het specifieke geval van de voormalige kaasfabriek "Franco-Suisse" op de hoek van de Abdissen- en de Sint-Denijssstraat. Er is daar meer potentieel voor waar u het over hebt, maar er moeten ook werkzaamheden worden uitgevoerd. In dezelfde lijn is er het hele blok huizen en voormalige kmo's op de hoek van de Zijdeweeverijstraat en de boulevard. Bijna alle gebouwen zijn gekocht door Audi met het oog op toekomstige uitbreiding, maar Audi gebruikte slechts een kleine hangar voor opslag. De mensen die een deel van deze gebouwen bewonen zijn huurders van Audi. Misschien is het interessant om met Audi te praten over wat ze willen doen met deze twee terreinen, die niet echt industrieel belang hebben en buiten de fabriekspoorten liggen. Zouden ze geïnteresseerd zijn om ze aan de gemeente te verkopen, zoals het geval was voor het stuk grond tussen het park van de Abdij en Audi?

Ik moet het hierbij laten, maar ik blijf beschikbaar voor iedereen die met mij over dit onderwerp wil praten. Er zijn zoveel dingen te bespreken, zoals de toekomst van het grootste particuliere zonnepanelenpark in Brussel, dat bijna alle daken van de fabriek bedekt, of de waterzuiveringsinstallaties. Om al deze redenen vraagt de PTB-PVDA om maximale transparantie in de debatten over de toekomst van deze prachtige site. We willen vooral het scenario van enorme vastgoedspeculatie vermijden, zoals het geval was met de site van Tour & Taxis.

Tussenkomst van de heer PEYCKER

Deze burgerinterpellatie sluit aan bij de bezorgdheden die onze fractie al officieel heeft geuit. Audi Vorst staat immers opnieuw op de agenda van onze gemeenteraad.

Deze site is veel meer dan een fabriek. Het is een levend industrieel geheugen, een economisch ecosysteem, een identiteitsmarker voor Vorst.

We weten dat de situatie rond Audi verandert, dat er onzekerheden zijn. Maar net in tijden van onzekerheid zijn transparantie en anticipatie essentieel.

Daarom steunen we deze burgerinterpellatie ten volle en vragen we dat de gemeenteraad nauw betrokken wordt bij de ontwikkelingen rond dit strategische dossier.

Antwoord van de heer SPAPENS

Ik ben een beetje de slechterik, want u hebt nogal een droombeeld neergezet ... Ik zal de realiteit op meedogenloze wijze moeten terugbrengen, terwijl we ons blijven inzetten om te helpen met elk van de tijdelijke bezettingen. Sinds de vorige bestuursperiode hebben we ons ertoe verbonden geen gebouwen meer te laten leegstaan in Vorst. Om zodra die er waren in de privésector, contact te kunnen leggen met particuliere actoren. Zoals u weet, is dat niet altijd gemakkelijk, maar we geven nooit op, tenzij een wettelijke verplichting ons in de weg staat.

De site beslaat 53 hectare, dus tien procent van ons grondgebied. Belangrijke verduidelijking: er zijn geen gemeentelijke percelen op de Audi-site. De site omvat voormalige wegen, voornamelijk een deel van de Britse Tweedelegerlaan en de Oude Vijversstraat, die door de fabriek werden gekocht en nu privéwegen zijn geworden, hoewel het tracé nog steeds bestaat.

Deze herbestemming brengt tal van uitdagingen met zich mee. We hebben het al eerder gezegd en herhaald en ik zeg het vandaag weer: een van de uitdagingen is het maximaliseren van het aantal jobs. We verbinden ons ertoe een site te behouden die aantrekkelijk is om jobs te creëren, omdat we het heel belangrijk vinden om jobs in de stad te houden en de werkloosheidsgraad toont dat we het ons niet kunnen veroorloven om geen jobs te hebben. Audi creëerde heel weinig banen in Vorst (we hebben er één in onze raad). Bij de onderaannemers waren er al een paar meer. Toch maakte Audi in ruime zin en op alle niveaus deel uit van het Vorstse leven. Op een

bepaald moment hield het de handelszaken draaiende. Zoals u het romantiseerde, zorgde het zeker voor veel liefdesverhalen of zo. Er was een leven rond Audi. Globaal maakt de Audi-fabriek deel uit van het leven van de Vorstenaren. Je ziet de fabriek van overal als je in Vorst bent. Ze maakt integraal deel uit van het stedelijk landschap, dus ze is niet onbelangrijk. Uit respect voor alle arbeiders willen we ook stilstaan bij alles wat er op de site gebeurd is.

Kan dit de huisvestingscrisis rechtstreeks oplossen? Op dit moment niet. En morgen? We zullen moeten zien wat morgen brengt. Maar ik herinner eraan dat Audi eigenaar is van de site en de gebouwen. Dus inmiddels zijn er taskforces opgezet, zowel door de federale overheid als het Gewest. We zijn er actief bij betrokken. Als Audi morgen beslist om zijn site aan iemand te verkopen, zal de gemeente of het Gewest iets te zeggen hebben over de vergunningen op het vlak van exploitatie of mobiliteit, maar kan Audi zijn site verkopen. Op dit moment staat het bestemmingsplan (GBP) niet toe dat er huisvesting wordt gecreëerd. Anderzijds zijn er, zoals u zelf al aangaf, andere gebouwen van Audi die zich niet op het industrieterrein bevinden. Denk maar aan de Kraft-gebouwen, de gebouwen van onderaannemers in de Marguerite Bervoetsstraat, op de Emile des Grées du Loûsquare of in de Zijdeweeverijstraat.

Wat het behoud betreft, hebben we ons ertoe verbonden een industriële functie te vrijwaren om heel wat banen te behouden, en we zullen alles in het werk stellen om ervoor te zorgen dat de herbestemming ten goede komt aan de inwoners van Vorst en Brussel. De economische en ruimtelijke criteria zullen echter niet bindend zijn. Het Gewest heeft een taskforce opgericht met finance.brussels, hub.brussels, perspective.brussels, de verschillende politieke kabinetten en de gemeente Vorst. Deze taskforce moet Audi helpen om criteria voor de toekomst te bepalen.

Audi heeft besloten om een 'dataroom' op te zetten, d.w.z. gegevens die ze zullen geven aan de investeerders die voor hen het meest interessant zijn. Vanaf dan kunnen er voorwaarden worden gesteld, maar die zullen altijd vrijblijvend zijn. Op dit moment lijkt Audi het spel mee te spelen. Maar u weet dat u bij dit soort multinationals niet altijd weet waar de beslissingen worden genomen. Momenteel zitten zowel de federale als de gewestelijke overheid en de gemeente redelijk op één lijn wat betreft de toekomst van de site.

Wat betreft de bodemverontreiniging en wie er moet betalen, is de wetgeving vrij duidelijk. Dit is voor rekening van de eigenaar, dus Audi. Maar zoals bij elk type verkoop is het mogelijk dat er aanpassingen worden gedaan. De overnemer zou geheel of gedeeltelijk de bodemsanering op zich kunnen nemen. De sanering zal in ieder geval moeten worden uitgevoerd.

Voelt de gemeente zich gehoord bij de lopende opdrachten en werkzaamheden? Ja. Maar ook al zijn de verschillende taskforces actief aan het werk, zolang Audi geen duidelijkheid heeft, is het moeilijk om iets anders te doen dan prognoses maken. Wij zijn betrokken bij de plaatsbeschrijving van de site, aangezien die zich op ons grondgebied bevindt. We kunnen natuurlijk geen andere informatie geven dan de informatie die door Audi wordt verstrekt, aangezien zij de eigenaar van deze gegevens zijn.

We horen veel over de toekomst van de site. De herontwikkeling van een site van 53 hectare mag niet overhaast gebeuren. Het is belangrijk om de tijd te nemen voor reflectie en uit te zoomen. De site strekt zich uit tot aan de oevers van het kanaal, wat nieuwe mogelijkheden biedt, aangezien we weten dat de oevers van het kanaal gebruikt kunnen worden voor industriële doeleinden, en er zijn nog terreinen beschikbaar langs het kanaal in de buurt van de Audi-site.

Zolang de grenzen niet duidelijk zijn, willen we geen valse hoop geven over de rol die bewonerscomités in het proces zouden kunnen spelen, want vandaag werken we allemaal proactief. Het heeft geen zin om te doen alsof met alles rekening kan worden gehouden als er ooit een beslissing wordt genomen die ergens anders vandaan komt. We moeten toegeven dat dit ons in onze dagelijkse contacten met de comités en collectieven stof tot nadenken geeft, zowel voor de Audi-site als voor andere sites.

Op het vlak van transparantie van alle resultaten van de werkzaamheden, zullen wij ervoor pleiten om zoveel mogelijk informatie te communiceren. Maar nogmaals, het is een particuliere speler die verkoopt en er moet rekening worden gehouden met industriële geheimen.

Wat het tijdelijk gebruik betreft, kent u me ondertussen: het is het eerste onderwerp dat ik bij Audi ter sprake bracht. Ik heb ze niet meteen overtuigd. Maar ik verlies de hoop niet, in ieder geval niet voor de naburige sites, want we denken dat dit iets fundamenteels is.

In tegenstelling tot wat u misschien denkt, heeft Audi nooit belastingvrijstelling gekregen en heeft het nooit een uitzonderingsregeling van de gemeente gekregen voor een belasting. Dus voor gebouwen zoals die welke u noemt, Kraft of Franco-Suisse, zijn de documenten al verzonden om te worden belast als leegstaande gebouwen, net als andere gebouwen. De gemeente heeft Audi nooit belastingvoordeel gegeven, integendeel, we hebben geprobeerd om het rechtstreeks te belasten, maar uit eerlijkheid tegenover de belastingbetalers kon dat niet. Maar dat is al meer dan tien jaar geleden.

We zullen altijd aandacht blijven besteden aan de behoefte aan toegankelijke ruimtes, we zullen altijd tijdelijk en overgangsgebruik in onze gebouwen organiseren en we zullen er altijd op aandringen dat particuliere eigenaars dat ook doen. Dat heeft voordelen: ze hoeven geen bewakingskosten te betalen, ze hebben een voordeel en bovendien betalen ze geen leegstandbelasting.

Zoals de heer Dagrin zei, produceert Audi niet meer, maar het terrein is nog steeds bezet. Er zijn nog steeds werknemers op de site en er moet nog intern bij Audi worden ontmanteld.

De opvoeding is een goed idee op papier, maar er zijn regels die moeten worden nageleefd en daarom is dat nu niet mogelijk en ook niet betaalbaar, aangezien de site nog steeds in gebruik is.

Op uw enthousiaste vraag hoe we onze krachten kunnen bundelen, hebben we op dit moment nog geen echt antwoord. Maar een vraag als deze stimuleert ook om met ideeën te komen. Andere burgers hebben hier ideeën aangedragen.

Je mag zeker zijn dat we alles zullen doen wat we kunnen om onze prioriteiten te verdedigen, nl. een site zo min mogelijk leeg laten staan en zo snel mogelijk transformeren. We zullen pleiten voor een snelle bezetting van de site, tijdelijk of definitief, maar passend bij een langetermijnvisie vanuit micro- en macro-economisch perspectief.

Replik van de burger

Bedankt voor de antwoorden. Het is inderdaad een complex onderwerp en ik ben geen specialist, maar eerlijk gezegd ben ik zowel overweldigd als dankbaar voor deze informatie. Het is ontmoedigend om als burger te beseffen dat de macht vooral in handen is van Audi. Het is belangrijk om dit in gedachten te houden, zodat we geen illusies koesteren over de macht van de overheid. We zullen zien wat de toekomst brengt.

4 annexes / 4 bijlagen

8 Approbation du procès-verbal du conseil communal.

Le conseil approuve les procès verbaux des séances des 21 janvier 2025 et 18 février 2025. .

37 votants : 37 votes positifs.

Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraad.

De raad keurt de proces-verbal van de zittingen van 21 januari en 18 februari 2025.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Marc-Jean Ghysseels quitte la séance / verlaat de zitting.

9 Affaires générales – Déclaration de politique générale – Prise de connaissance.

LE CONSEIL,

Considérant que suite aux élections communales, la nouvelle majorité a pour coutume d'établir une « déclaration de politique générale » afin de déterminer les axes politiques fondamentaux et une vision pour la durée de la législature, en l'occurrence 2024-2030 ;

Considérant qu'il y a lieu de porter cette déclaration à la connaissance des conseillers communaux, ainsi que de la rendre publique via le site Internet de la Commune ;

PREND CONNAISSANCE :

De la déclaration de politique générale établie par la nouvelle majorité politique (PS-Vooruit/Ecolo-Groen/ PTB- PVDA) pour la durée de la législature 2024-2030.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 24 votes positifs, 12 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Sophie Michez.

Algemene Zaken – Algemene beleidsverklaring – Kennisname.

DE RAAD,

Overwegende dat het gebruikelijk is dat de nieuwe meerderheid na de gemeenteraadsverkiezingen een "algemene beleidsverklaring" opstelt om de fundamentele beleidslijnen en een visie voor de duur van de bestuursperiode te bepalen, met name 2024-2030;

Overwegende dat deze verklaring ter kennis moet worden gebracht van de gemeenteraadsleden en dat deze openbaar moet worden gemaakt via de website van de gemeente;

NEEMT KENNIS:

Van de algemene beleidsverklaring opgesteld door de nieuwe politieke meerderheid (PS-Vooruit/Ecolo-Groen/PTB-PVDA) voor de duur van de bestuursperiode 2024-2030.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 24 positieve stemmen, 12 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie

Présentation de Mr SPAPENS :

Nous présentons notre déclaration de politique générale maintenant parce que nous voulions confronter cette DPG à la fois au budget de la commune et à la fois la travailler avec le personnel communal pour attester de la réalité de ce qui est proposé.

CONSTRUIRE À FOREST UN AVENIR COMMUN, JUSTE ET RESPONSABLE

Contexte politique et budgétaire :

Face aux tensions sociales, à la crise environnementale, à la montée des discours de division et aux politiques d'austérité,

- Le niveau communal reste un rempart démocratique et un levier concret d'action.

Forest, comme d'autres communes bruxelloises, fait face à une situation financière tendue, où les marges budgétaires sont déjà étroites, et risquent de l'être davantage face aux mesures décidées par le gouvernement Arizona.

Cette coalition s'est formée autour d'un projet cohérent. La DPG qui en découle a été construite en concertation avec les services communaux et pour défendre un modèle de société plus juste, plus solidaire et plus écologique.

Notre priorité : rassembler.

Au niveau de l'enseignement, l'école est un lieu de dignité, d'égalité et de construction citoyenne. Nous voulons une école qui donne à chacun les mêmes chances de réussir quels que soient ses origines ou son parcours. Concrètement cela veut dire :

- La poursuite de la gratuité scolaire (fournitures,...),**
- Le lancement d'un projet pilote d'étude gratuite dès la 3e primaire dans chaque école,**
- L'évaluation et adaptation des devoirs pour réduire les inégalités à la maison,**
- Le maintien et développement de l'accueil d'enfants à besoins spécifiques,**
- Un Plan renforcé de prévention à l'accrochage scolaire et de soutien en santé mentale,**
- Renforcement des liens avec le tissu associatif local,**

Notre école est aussi un lieu de respect de sécurité et de réflexion sur le monde où on apprend à vivre ensemble, à penser par soi-même et à construire un avenir commun.

Au niveau de la Petite enfance, les inégalités se manifestent dès les premiers de la vie, c'est pourquoi notre politique de la petite enfance est un pilier de notre engagement. Nos objectifs sont :

- l'augmentation des places en crèches publiques et associatives, avec tarifs adaptés aux revenus ,**
- Le maintien du dispositif de multi-accueil, souple et accessible pour les parents en insertion, formation ou en situation de précarité,- L'accueil des enfants à besoins spécifiques garanti,**

- Le renforcement des partenariats avec le CPAS et les associations pour l'accueil des enfants de familles précarisées,- L'amélioration de l'information aux parents sur les démarches d'inscription,

- La mise à jour du "Guide de la Petite Enfance", diffusé largement,-En dehors de l'accueil *per se* : Pôle culturel de la petite enfance, travail avec l'HoReCa, service de garde enfants malades.

Concernant la jeunesse, nos jeunes ont du talent, de l'énergie et de et des idées, à nous de leur donner les moyens d'e s'exprimer, d'agir et de se construire. Notre politique jeunesse repose sur la confiance.

Nos grands axes sont :

- Un soutien renforcé aux associations de jeunesse, lieux de prévention, de création et de confiance,

- Le déploiement d'activités dans l'espace public, notamment en période estivale et dans les quartiers moins couverts,

- La valorisation de l'engagement citoyen des jeunes via des projets participatifs ou via un conseil consultatif des jeunes,

- Des lieux d'études mis à disposition, travail sur l'inclusion numérique, etc., - Le soutien aux projets favorisant l'autonomie des jeunes : orientation, accès à la culture, insertion locale ,

- Le renforcement des actions intergénérationnelles(avec les aîné•es, les écoles, les clubs de sport...).

Concernant les aînés, vieillir à Forest, c'est pour nous, pouvoir rester chez soi, dans son quartier, entouré et respecté. Nous portons une vision inclusive du vieillissement, une commune où les aînées et aînés, participent, s'expriment et se rencontrent.

Cela se traduit par :

- Le renforcement des services d'aide à domicile pour favoriser le maintien à domicile,

- Le déploiement de logements solidaires et intergénérationnels, en lien avec les acteurs du logement,

- Des aménagements urbains adaptés (accessibilité, bancs, cheminements sécurisés, etc.)

- L'instauration de personne de référence "aîné•es actif•ves" pour orienter, informer et accompagner,

- Redynamisation des lieux de rencontre et de concertation pour favoriser la participation des seniors,

- La mise en place d'un plan communal de sensibilisation aux maladies neurodégénératives : prévention, soutien aux aidant•es, adaptation de l'espace public.

Concernant le sport, Celui-ci est un levier d'inclusion, de santé et d'égalité. Il est aussi un formidable outil d'émancipation. Nous voulons que chaque Forestois, chaque Forestoise, quels que soient son âge, son genre ou ses moyens, ait accès à une pratique sportive de qualité.

Cela se traduit par :

L'amélioration des infrastructures sportives : modernisation, entretien, accessibilité PMR.

- Le soutien aux initiatives sportives dans l'espace public(parcs, quartiers), notamment pour les

jeunes et les femmes,

**-La création d'une plateforme en ligne pour rendre l'offre sportive plus claire et accessible, -
L'organisation d'événements sportifs fédérateurs,**

- La valorisation du handisport et des pratiques inclusives (autodéfense, sport doux) dans les équipements communaux,

- Le développement du sport comme outil d'émancipation et de prévention : passerelle vers la santé, la socialisation, le bien-être.

Concernant la culture et les événements, la culture c'est ce qui relie, ce qui fait sens, ce qui donne voix. Nous voulons une commune où la culture est partout, pour toutes et tous. Nous souhaitons renforcer les liens entre les écoles et les centres culturels, soutenir les artistes émergents,

Cela se traduit par :

- La finalisation du projet ABY et développement du pôle culturel,- La réhabilitation du Movy Club,

- Le renforcement des bibliothèques et de la ludothèque,- L'inclusion des artistes forestois dans les activités : conseil consultatif de la culture, soutien aux projets culturels émergents,

- Le soutien aux partenariats entre écoles, centres culturels, bibliothèques, maison de jeunes et associations pour faire vivre la culture dans tous les quartiers,

- L'inclusion de tous les publics : création d'un pôle petite enfance, charte contre les violences sexistes et sexuelles (points Sacha),

- Une meilleure communication de l'offre culturelle - Nieuw cultuurbeleidsplan 2025-2030 opgesteld aan de Nederlandsestalige kant in samenwerking met Ten Weyngaert, lokale spelers en de bewoners zelf.

Concernant l'extra et le parascolaire, le temps en dehors de l'école est aussi un lieu d'apprentissage, de découvertes et de socialisation. Nous voulons que chaque enfant ait accès à une activité riche, épanouissante ; peu importe le quartier où il grandit et le revenu de ses parents.

Cela se traduit par :

- Le déploiement d'une offre variée d'activités extrascolaires (culture, sport, expression...) dans les écoles communales,

De nouvelles aires de jeux adaptées à tous les âges,

- Une meilleure valorisation du personnel d'accueil,- Une coordination entre les différents services communaux, les écoles et les associations pour une offre cohérente et de qualité : mutualisation et bâtiments, etc,

- Le développement d'écoles des devoirs et aides à la réussite.- Des activités pour les tout-petits,- Une meilleure information des familles sur les offres disponibles et les modalités d'inscription.

Concernant la cohésion sociale, à Forest la solidarité est un engagement concret. Nous croyons au pouvoir du tissu associatif et à l'énergie des citoyens et à la richesse des diversités. Nous soutiendrons activement les projets citoyens, créerons des plateformes de quartier et garantirons une présence dans tous les territoires y compris les moins couverts. La cohésion sociale c'est faire société ensemble, construire des ponts entre les cultures, les générations et les

vécus.

Concernant l'économie et les commerces, les commerces de proximité sont le cœur vivant de nos quartiers. Ils créent du lien, soutiennent l'économie locale et participent à l'animation de l'espace public. Nous voulons donner l'accès à une offre commerciale dynamique, diversifiée et de qualité à chaque Forestois quel que soit son quartier. C'est pourquoi nous renforcerons le dialogue avec les associations de commerçants, renforcerons les aides spécifiques en cas de travaux et développerons des partenariats pour soutenir les initiatives locales. Nous souhaitons valoriser les espaces de coworking pour stimuler l'innovation et promouvoir les commerces forestois à travers la campagne « J'achète 1190 ». Le commerce équitable fera aussi partie de nos priorités. Enfin, un plan des commerces par quartier est en cours d'élaboration avec une attention particulière aux cellules vides où seront organisées des occupations temporaires. Nous souhaitons renforcer les marchés et leur attractivité. Nous continuerons à nous battre pour l'installation de nouveaux distributeurs de billets.

Au nouveau des finances, nous savons que la commune est confrontée à une situation budgétaire tendue. Notre choix est clair. La rigueur oui, l'austérité non. Nous ne souhaitons pas augmenter les impôts pour les ménages forestois. Nous souhaitons maintenir les primes pour les propriétaires occupants, lutter contre la spéculation immobilière. Nous allons réaliser un audit de nos services pour renforcer leur efficacité.

Cependant, depuis notre accord de majorité, de mauvaises nouvelles sont partagées sans qu'on ait d'informations réelles sur leur impact. Il est évident que si des transferts de compétences devaient venir d'autres niveaux de pouvoir sans transferts de moyens, comme d'autres, nous serons contraints de chercher de nouvelles recettes.

Les services communaux sont le cœur battant de la commune. Nous voulons des services modernes et humains qui accueillent, prennent soin et accompagnent. Cela signifie valoriser le travail de nos agents, améliorer les conditions d'accueil, simplifier les démarches en ligne sans exclure ceux qui ne sont pas connectés et lutter contre toutes les discriminations (dans nos guichets, en matière d'emploi ou de logement). Une administration exemplaire, c'est une administration au service de toutes et tous,

La sécurité n'est pas une logique de contrôle ou de repli, c'est un droit fondamental que nous devons garantir à toute la population forestoise. C'est une condition pour que toutes et tous puissent vivre sereinement. Nous portons une vision globale de la sécurité, ancrée dans la proximité, la prévention et la confiance dans la police. Cela se traduira par l'ouverture d'un commissariat central aux trois communes, accessible 24h/24, 7j/7, par le dépôt d'une candidature d'antenne LISA dans le quartier St-Antoine, par une police de proximité renforcée, par un dialogue renforcé entre les habitants, les services communaux et la zone de police. Nous lutterons aussi contre les violences intrafamiliales, les nuisances de voisinages et les comportements délictueux. La sécurité ne peut pas être à géométrie variable. Elle est pour tout le monde, dans tous les quartiers.

Nous devons aussi parler, dans notre déclaration de politique générale, parler de tous grands projets qui bien qu'ils ne dépendent pas directement de la commune, auront une implication importante. Il s'agit du stade de l'Union Saint-Gilloise, l'avenir du site Audi et de celui du site des anciennes prisons.

Intervention de Mr DE BEER

Concernant le logement, voici les axes sur lesquels nous voulons travailler :

- L'objectif d'ouvrir 200 nouveaux logements sociaux ou communaux d'ici 2030 ;
- Le développement de l'AIS de Forest : objectif de +20 nouveaux logements/an ;
- La lutte contre les logements vides et terrains vides ;
- La Lutte contre l'insalubrité et les marchands de sommeil ;

Les actions contre les discriminations au logement (testing Unia, recours à l'inspection régionale)- Les aides aux propriétaires occupants (prime Be Home, prime premier logement).

Concernant la propreté, nous allons travailler sur quatre axes :

- Améliorer les dispositifs existants et apporter solutions innovantes pour répondre aux besoins ;**
- Optimiser l'utilisation des recyparks, encourager les collectes en conteneurs, utiliser les outils de dissuasion pour les tags (façades fleuries, etc.) et poursuite du travail de la cellule anti-tag ;**
- Sensibiliser et informer, notamment au niveau des écoles, des habitant.es et de publics spécifiques,- Valoriser l'engagement citoyen, notamment avec la campagne Wake-Up Clean-Up,**
- Sanctionner les incivilités et nuisances (caméras, fouilles de sacs, etc.) avec notamment des sanctions réparatrices.**

Concernant la Prévention, nous voulons :

- Renforcer les actions préventives dans les quartiers en consultant et faisant participer les habitant.es, en créant des événements positifs et fédérateurs (Nouvel An) ;**
- Proposer des actions spécifiques envers les jeunes :accrochage scolaire, soutien scolaire, tutorat, projets mobilisateurs, comme l'atelier d'apiculture ;**
- Proposer une campagne sur les risques liés à la consommation de drogues (séances d'information, formation du personnel ;)**
- Lutter contre les violences intrafamiliales ;**
- Améliorer la coordination avec les acteurs locaux.**

Concernant l'emploi, nous voulons :

- Renforcer les synergies entre employeurs, acteurs de l'insertion :en augmentant l'emploi local, avec la mise sur pied du projet-pilote de recrutement pour grandes entreprises en partenariat avec le CPAS, la Mission Locale et Actiris,**
- Favoriser un accès équitable à l'emploi avec le testings anti-discrimination, une meilleure information et un soutien à l'entrepreneuriat féminin L'inauguration de la Maison des Initiatives, pour devenir un centre forestois de l'économie sociale.**

Concernant la santé, voici nos grands axes de travail :

- Le renforcement de l'échevinat de la santé ;**
- La participation active au projet régional « Santé dans toutes les politiques », avec notamment l'objectif d'inclure la santé comme priorité transversale ;**
- Les synergies avec les maisons médicales et le monde associatif autour de projets concrets (marche santé, stands dans la maison communale...) ;**
- Une cartographie des professionnel•les de la santé ;Une attention particulière accordée à la santé mentale, notamment chez les jeunes et les publics vulnérables ;**
- Un travail au niveau de l'alimentation (Maison de l'alimentation, cantines communales, sécurité sociale alimentaire)**

Et voici les grandes lignes concernant la participation citoyenne :

La majorité poursuivra les mesures d'information ;

- Elle renforcera les dispositifs de consultation ;

- Les mesures de co-construction seront poursuivies ; - Enfin, une nouvelle mesure de co-décision sera créée : le droit d'initiative citoyenne.

Intervention de Mme DE LAVELEYE :

1. Volet environnemental de notre accord.

Notre majorité prend la mesure de la crise environnementale (climatique, de biodiversité et des pollutions) à laquelle nous sommes collectivement confrontés, et de ses impacts, dont on prend de plus en plus la mesure, partout dans le monde, y compris en Europe, en Belgique, en ce compris à Forest bien-sûr. Forest connaît les inondations, les pics de chaleur dans les quartiers les plus denses, les enjeux de pollution de l'air.

Cette majorité rappelle que lutter contre cette crise est aussi un enjeu de solidarité puisque ce sont les personnes les plus fragiles qui sont plus impactées.

Nous poursuivrons donc le travail entamé sous les législatures précédentes. La commune s'est dotée d'un plan climat en 2023, avec une centaine de mesures en matière de réduction de nos émissions de GES et d'adaptation de notre territoire. L'enjeu pour les années qui viennent est de mettre en œuvre ce plan, dont plusieurs mesures sont déjà en cours de réalisation.

En matière d'atténuation de nos émissions, nous poursuivrons le travail en matière d'isolation des bâtiments publics, d'accompagnement pour l'isolation des bâtiments privés (rénovation collective part quartier) mais aussi nos efforts en matière d'économie circulaire.

En matière d'adaptation, différentes priorités seront mises en œuvre.

Nous poursuivrons la végétalisation de l'espace public pour tendre vers la stratégie 3-30-300 (3 arbres vus de chez soi, 30% de l'espace public arboré et un espace vert à 300 m de chez soi) avec notamment un objectif de minimum 500 nouveaux arbres plantés en plus des autres axes de végétalisation.

Nous poursuivrons notre politique de gestion durable de l'eau, en vue de lutter contre les inondations et préserver au mieux cette ressource précieuse.

Dans ce cadre, nous poursuivrons notamment la politique de débétonisation de notre espace public, avec un objectif de 14.000 m² (équivalent du parc Jacques Brel).

La majorité préservera aussi au maximum les espaces non-bâties. A ce titre, elle veillera à la préservation notamment de tout marais Wiels (y compris la roselière nord), l'entièreté du jardin de la Villa Dewin, le plateau de la Grappe.

Un axe sur les nuisances sonores est aussi porté par la majorité, notamment en intensifiant sa collaboration avec Bruxelles Environnement afin d'identifier, cartographier et surveiller les principales sources de nuisances sonores impactant la qualité de vie des Forestois•es.

2. Mobilité

La mobilité est un enjeu à la croisée des politiques climatique, de santé publique, de sécurité routière et de partage de l'espace public. A ce titre, la majorité portera cette matière de façon à la fois responsable, ambitieuse et dans l'écoute et le respect de chacun et chacune.

Nous poursuivrons la mise en œuvre du Plan communal de mobilité adopté en 2022 ainsi que contrats locaux de mobilité en vue apaiser l'espace public et renforcer la sécurité routière. Un focus central sera fait sur les modes actifs, sous le principe STOP (piétons, cyclistes et transports publics), et le principe BABE (bon aménagement au bon endroit) sera la boussole.

Le deuxième axe vise à organiser un usage plus équilibré de l'espace public, encourager les alternatives accessibles à toutes et tous, et mieux connecter les quartiers. Cela passera par un plaidoyer et dialogue soutenu avec la STIB et la SNCB pour renforcer les transports publics, mais aussi la facilitation des parkings hors-voirie, notamment via le partage des parkings privés le soir et le week-end, et le développement des outils de voitures partagées.

3. Développement urbain

Forest est une commune en plein essor. Son développement urbain doit répondre aux différents besoins de ses habitants, tout en respectant les limites planétaires.

Alors, outre les grands projets auxquels le bourgmestre a déjà fait allusion, la majorité veillera aussi :

1) Tout d'abord à avoir une vision partagée d'une commune agréable, respirable, avec un espace public accueillant.

Pour cela, un Plan développement durable sera développé en concertation avec les citoyens, avec un focus sur une « ville à 10 minutes » et une ville verte.

2) Ensuite, poursuivre la revitalisation des quartiers : finaliser les projets en cours à travers les contrats de quartier, certains quasi finis, d'autres en cours, vous les connaissez : Albert – Primeurs/Pont de Luttre, Abbaye, Wiels-sur-Senne, Deux cités.

4. En matière de solidarité, quelques mots sur notre CPAS.

Une Déclaration de politique générale sera développée par le Conseil de l'action sociale. Mais on peut déjà en dire un mot.

Nous avons actuellement à Forest environ 2250 bénéficiaires du RIS. L'annonce du gouvernement Arizona de mettre fin aux allocations de chômage dans le temps amènerait, à Forest, l'exclusion de 2160 personnes environ, dont on estime qu'un tiers arrivera au CPAS. Plus de 700 personnes donc rien que pour le RI, sans parler des aides sociales supplémentaires malheureusement inévitables.

Malgré le transfert abrupte annoncé par le fédéral de la charge de la solidarité vers les communes, notre CPAS entend continuer sa politique de soutien des plus fragiles.

Notamment via une politique d'accès au logement, d'accès à la santé, d'accès à l'énergie, mais aussi d'accompagnement socio-professionnel individualisé, et un accueil digne et agréable pour nos aînés.

Intervention de Mr SPAPENS :

En conclusion, nous vous avons présenté les grands axes de notre déclaration de politique générale, le document complet est disponible sur le site communal.

Le but est d'avoir une gestion à la fois responsable, juste, humaine et qui réponde aux demandes des Forestois et des Forestoises.

Intervention de Mr MARTIN :

Nous soutenons cette déclaration de politique générale qui est quelque chose d'essentiel. C'est

surtout un appel qui vise à prendre le contrepied d'une tendance prise au niveau fédéral qui s'attaque à nos communes, services publics et à nos valeurs les plus essentielles. Cette déclaration est enthousiasmante et ouvre un champ des possibles très positif ainsi qu'une résistance à un monde où la régression sociale et la violence sont très présentes. Cette déclaration est une bouffée de printemps face à l'austérité qui s'annonce. Notre commune va bien sûr agir le plus concrètement à l'échelle locale. Cette déclaration est notre ambition et nous oblige.

Intervention de Mme ANGELI :

Au nom du groupe Ecolo-Groen, je souhaite soutenir cette Déclaration de Politique Générale, fruit d'un travail collectif, ambitieux, profondément aligné avec les enjeux de notre temps et dans la continuité de la dernière législature.

Face à l'urgence climatique, à la crise sociale qui frappe durement de nombreux foyers forestois, face à la montée des inégalités et à la méfiance démocratique, nous n'avons pas le droit d'avancer à petits pas. Et cette DPG, nous en sommes convaincu.es, porte une réponse structurante, transversale et volontariste.

Nous connaissons la situation budgétaire, les communes sont acculées de toutes parts. C'est le cas partout en Belgique et singulièrement à Bruxelles dont Forest ne fait malheureusement pas exception. Les communes doivent de plus en plus assumer les manquements des autres niveaux de pouvoir, que ce soit en matière de priorité ou encore de police. Dans ce contexte, la pression sur nos services publics ne fait qu'augmenter.

Pour le climat et l'environnement, nous assumons une vision claire : adapter Forest aux bouleversements en cours tout en réduisant son empreinte écologique. Cela passe par la végétalisation massive de l'espace public, la débétonisation de 14.000 milliers de m² de sols, la restauration du cycle naturel de l'eau, la plantation de 500 centaines d'arbres, et la protection ferme de nos espaces verts. Nous continuerons aussi à rendre la nature accessible à toutes et tous, car ce sont souvent les plus précaires qui en sont les plus éloignés.

Pour une mobilité plus juste, nous poursuivons une vision apaisée et inclusive. Priorité aux piétons, aux cyclistes, aux transports publics, à une mobilité pensée pour toutes les générations, sans jamais oublier la dimension sociale. Nous voulons une mobilité qui relie et qui soutient nos commerces, qui favorise la santé, la sécurité et la convivialité dans nos quartiers.

Pour le logement, nous réaffirmons qu'avoir un toit digne est un droit, pas un privilège. L'objectif de 200 nouveaux logements sociaux ou communaux d'ici 2030, la lutte contre les discriminations, l'insalubrité et les logements vides, ainsi que le développement du logement intergénérationnel et solidaire sont au cœur de notre engagement.

Pour les jeunes, les enfants, les familles, cette DPG est aussi celle de l'égalité des chances. Crèches, écoles, temps libre, sport, santé mentale, lutte contre le harcèlement, nous investissons dans la jeunesse pour qu'elle puisse s'épanouir, rêver, construire son avenir ici, à Forest. Nous nous engageons aussi à soutenir les parents/mamans solos, les familles précaires, celles qui se battent au quotidien et que nous devons accompagner avec dignité.

Enfin, pour une démocratie locale vivante, nous allons plus loin en renforçant les conseils citoyens, en créant un droit d'initiative locale, en instaurant une culture de la concertation à chaque étape des projets. Car nous croyons que la transition ne peut être que collective et participative.

Oui, cette déclaration est exigeante. Et c'est tant mieux. Parce que les défis sont immenses. Mais nous avons l'énergie, la cohérence, l'alliance des urgences écologiques et sociales pour y répondre.

À Forest, nous ne voulons pas choisir entre l'environnement et la justice sociale. Nous savons que les deux sont indissociables. Et cette déclaration le prouve.

Intervention de Mr DAGRIN :

Déjà le titre nous plait « Construire à Forest un avenir commun, juste et responsable ». Ainsi que l'intitulé du préambule « Pour une commune qui rassemble ». Ce sont des objectifs ambitieux que nous devons soutenir. Le contenu de la déclaration reflète cette ambition.

Pourtant, la situation budgétaire communale rend l'inclusion difficile. Faisons un peu de politique fiction, la droite en charge de Forest aurait certainement reproduit ce que l'on voit au niveau régional en Wallonie et au niveau fédéral, c'est à dire une casse social accompagnée d'exclusions et d'austérité qui met en colère la population.

Le résultat des élections communales l'a démontré, les Forestoises et les Forestois dans leur majorité appellent à trouver des solutions tous ensemble, sans laisser une partie de nos concitoyens sur le bas-côté de la route.

Le contexte régional, le contexte national et international ne sont pas faciles. Et par conséquent, difficile pour notre bourgmestre et nos échevins de répondre à l'entière des besoins des gens avec un financement de la région et du fédéral qui est insuffisant. La région est dans un budget compliqué, le fédéral ne finance pas assez, pire, il veut réduire le budget régional de plus d'un milliard. Les communes bruxelloises vont en souffrir. L'impact des exclusions des allocations de chômage annoncées pour 2026 vont impacter notre CPAS et notre commune.

C'est donc avec la volonté de maintenir un budget en équilibre que la déclaration de politique générale du collège ambitionne de répondre aux attentes des forestoises et des forestois. Mon groupe soutiendra cette ambition.

Intervention de Mr PIERRE-DE PERMENTIER :

Aujourd'hui est un jour important pour notre commune, probablement le plus important de la législature. Après de longs mois d'attente, nous prenons enfin connaissance des intentions et des projets de la nouvelle majorité pour les 5 ans et demi à venir.

Cependant, avant de vous livrer l'analyse du groupe MR+DéFI, j'aimerais porter à votre connaissance un courriel adressé par l'ensemble des groupes de l'opposition à l'attention du Bourgmestre et de la Présidente.

Dans notre courriel commun, nous signalons avoir pu prendre connaissance du texte de votre déclaration de politique générale que ce vendredi matin, veille de week-end de Pâques. Alors que ce point est inscrit à l'ordre du jour du conseil communal depuis lundi passé, le texte n'est disponible sur BOS que depuis ce vendredi matin. En pratique, les conseillers communaux de la majorité et de l'opposition n'ont donc eu qu'une poignée d'heures à prendre sur leur week-end pour examiner un texte de 54 pages.

C'est un texte important qui mérite d'être lu avec attention par les conseillers communaux. Les conseillers communaux ne sont, pour la très grande majorité, pas des professionnels de la politique, ils ont un boulot « à côté », une vie de famille... En matière d'équilibre vie privée-vie professionnelle, c'est franchement déplorable. Le Bourgmestre n'étant d'ailleurs pas disponible pour répondre à notre courriel.

Nous ne comprenons pas pourquoi cet important texte n'a pas été communiqué lundi, comme le règlement du conseil communal le prévoit. En effet, pour rappel, pour être valablement inscrit à l'ordre du jour du conseil, la délibération ET les annexes doivent être communiqués dans les délais réglementaires, en l'espèce ici, lundi 14 avril.

Chacun comprendra que pour une majorité communale, qui, je vous cite « se veut claire dans ses choix, responsable dans sa mise en œuvre et fidèle à une ambition de construire une commune qui rassemble », on commence déjà bien. En effet, en ne respectant pas le règlement d'ordre intérieur du conseil et en mettant à mal les conditions de travail de l'opposition démocratique vous faites preuve d'une responsabilité particulièrement lourde.

En agissant de cette façon, vous crachez au visage des listes de l'opposition, dont celle qui est arrivée première lors des élections communales, et dont le projet politique a été plébiscité par le plus grand nombre d'électeurs. Jamais, nous n'avons assisté à pareil mépris pour les membres du conseil communal.

Dans un paysage politique difficile, alors que les deux partis issus de la précédente majorité ont largement perdu les élections. Je le rappelle, ces deux formations passent de 21 élus en 2018 à 17 en 2024, vous avez donc perdu 20% de vos conseillers communaux. Les Forestois ont sanctionné votre inaction et vos promesses de Gascon ;

Et votre mépris, déjà, à l'égard de celles et ceux qui ne partageaient pas idées. Aujourd'hui, c'est donc au conseil communal que vous vous en prenez.

Cette majorité inédite n'est donc possible que par l'intégration de l'extrême gauche dans le Collège communal. Un mariage douteux que de nombreux Forestois ne vous pardonnent pas.

Revenons-en au fruit de votre travail de près de six mois. 54 pages largement recyclées de la précédente législature. Il s'agit pour la grande majorité de projets que vous n'étiez alors pas parvenus à clôturer. A titre d'exemple, sur la bonne centaine de mesures annoncées, on retrouve l'occurrence « poursuivre ou finaliser » une septantaine de fois. Chacun le sait, la commune a du mal à boucler son budget, la fiscalité a atteint un plafond et vous devez vendre un programme qui justifie cette coalition si particulière, et donc vous faites de la cosmétique et de la diversion. In fine, j'ai listé environ 20 à 30 projets neufs, dont certains qui participent à la modernisation de l'administration communale et des services aux usagers ou encore en sécurité, que nous retrouvons d'ailleurs dans notre programme. Pour le reste, cette DPC ce n'est clairement pas la Grande révolution culturelle ni la campagne des cent fleurs pour rester dans un thème printanier cher à mon homologue socialiste, c'est même plutôt mou et flou. En fait, ce sont les recettes de l'ancien collège avec quelques mesurette pour communiquer dessus.

Je vais prendre un exemple de mesurette pour communiquer : les études gratuites. C'était la grosse mesure du programme du PTB, et bien ça se transforme en un projet-pilote à partir de la 3e primaire, et je vous le demande, pour une école ? Vous admettez qu'à l'épreuve de l'exécutif, les belles promesses s'envolent et il ne reste pas grand-chose, juste un tout petit nombre de bénéficiaires.

Cette législature nous promet également de grands moments, désormais le PTB soutiendra le plan de mobilité et Goodmove alors qu'il s'y oppose farouchement à la région et jusqu'à présent à la commune. Il en va de même pour les sanctions administratives communales ou les armes létales des policiers, où systématiquement, les communistes s'y opposaient. Désormais, ce temps est heureusement révolu et nos policiers ne devront pas se munir de bâtons en bois pour intervenir face aux narcotrafiquants lourdement armés. Je pense à Simon De Beer et à sa fascination pour les robocops, qui seront désormais soutenus également par le PTB.

Je vous rassure, il n'y a pas que le PTB qui trahit ses électeurs, le PS fait très fort aussi. Rappelez-vous le commissariat Patinage fermé la nuit par l'ancienne majorité. Durant la campagne, l'ancien bourgmestre socialiste et le nouveau nous expliquent qu'il s'agissait d'une erreur et qu'ils veulent sa réouverture. Aujourd'hui, nous découvrons qu'il n'est plus question de rouvrir Patinage mais en fait que les Forestois devront se rendre rue des deux gares à Anderlecht, toujours, pour leurs démarches. Concrètement, pour les parties de la commune les plus éloignées, cela représente des trajets de 30 à 40 minutes en transports en commun, voire

plus selon les heures de la nuit. Ce n'est pas vraiment notre définition d'un service de proximité et je pense que les Forestois sont une fois de plus les dindons de la zone de la Police.

Toujours en matière de sécurité, c'est ECOLO qui a dû avaler de travers, je vous parle ici des caméras de surveillance que les écologistes honnissent. Alors, de notre côté, nous nous réjouissons qu'enfin la commune décide d'agir. Bien que la formule reste évasive qu'entend-on par « demande justifiée de la police », doit-on attendre d'avoir des hotspots dans la plupart de nos quartiers pour vous voir réagir ou est-ce que des zones où la petite délinquance sévit pourraient d'initiative être concernées ?

Je m'interroge sur plusieurs mesures prévues en matière d'investissements de sécurité en lien avec la zone de police, notamment la part communale réservée au projet Com X du futur commissariat au regard de la réforme annoncée par le Ministre de l'Intérieur.

Je constate aussi que la majorité a joué à « pique une idée de MR-DéFI sans le dire ». Quand vous proposez de créer des conseils de quartier, rassemblant la police, des habitants volontaires et la commune en vue de sécuriser un secteur, ça s'appelle un PLP. Je comprends qu'après avoir voté contre nos propositions en la matière durant 6 ans, cela fait mal à admettre. Mais on passe l'éponge, c'est une vraie mesure positive pour plusieurs quartiers.

On retrouve également quelques vieilles connaissances dans cette DPC : la chimérique piscine communale de Monsieur Quartassi, l'enfouissement de containers alors que le bilan est quasi nul sous la précédente législature ou encore la prolongation du tram 7 que vous souhaitez hors voirie alors que la STIB vous explique noir sur blanc que c'est une mauvaise idée et qu'il faut creuser.

Le marais Wiels fait aussi une apparition sans que la formulation ne soit très claire ni rassurante, vous parlez de sa protection en totalité, encore ce soir dans votre présentation. Pourtant, dans la DPC, il est ensuite question de trouver un équilibre avec d'autres fonctions urbaines dont le logement, vous mentionnez la roselière nord mais je m'interroge sur l'impact d'un chantier et d'un projet d'ampleur sur la biodiversité présente sur le site.

Concernant l'avenir du site des prisons, là aussi ce n'est pas clair. Vous présentez un écoquartier avec une mixité de logements publics, sans évoquer de logements privés donc. Et pour la période de transition, vous faites écho à la motion du conseil de 2022 en visant un site 100% public, ignorant ici la situation des finances communales qui s'est considérablement dégradée.

Manifestement, vous étiez peu au clair sur les dossiers stratégiques car vos visions pour Audi et le site de l'Union sont évasives. Pour Audi, vous commencez en indiquant que vous créerez des conditions favorables à sa reconversion. Qu'est-ce que cela veut-il bien dire ? Serait-ce un plan fiscal avantageux ? Certainement pas, vu que vous projetez de revoir la fiscalité pour les grandes entreprises et donc un futur repreneur du site. Vous l'admettez, c'est flou. Et ce n'est clairement pas à la hauteur des enjeux qui sont pourtant cruciaux. Après 6 mois de réflexion et le soutien des structures régionales, je m'attendais à des propositions chocs pour ne pas avoir un Caterpillar géant au cœur de notre commune. Après avoir dit non au Ministre de la Défense pour un projet sur le site, pour des raisons dogmatiques, sans même en connaître les tenants et aboutissants, je suis curieux de voir ce que vous proposerez pour que l'on sorte de l'impasse.

Concernant l'avenir de l'Union, il y a de quoi être inquiet également. Les saisons passent et votre dossier n'avance pas. Pire encore, à la lecture de la DPC la liste des conditions semble s'être allongée. Désormais, vous conditionnez l'aboutissement du projet à un financement régional pour des infrastructures communales impactées. Si je résume la situation, vous entendez donc céder un terrain pour un certain prix tout en demandant à un autre, ici la région d'intervenir financièrement afin de reconstruire. A un moment, il faut arrêter de jouer, j'attendais de votre DPC que vous prévoyiez une échéance à laquelle le conseil se positionne sur

les conditions que vous négociez depuis 3 ans. Et renvoyer la responsabilité de la décision sur les épaules du conseil, c'est un peu gros. La motion que vous mentionnez prévoit bien que le collège informe le conseil, cela n'a jamais été le cas. Et tout d'un coup, ce serait le conseil qui devrait valider votre deal sans rien en savoir. En pratique, le Collège mettre un projet de décision qui intègre l'accord négocié à la décision du conseil. Je sais qu'un parti de la majorité s'est montré particulièrement hostile au projet durant la campagne mais à un moment donné, et bien que le Collège soit particulièrement doué pour jouer à « ni oui ni non », le temps de la décision arrive. Ce serait salubre tant pour le club, les riverains, et les différentes parties prenantes.

Ce flou artistique est également présent dans le projet de réaménagement des abords de la place de l'altitude 100 et d'un projet global. De nombreux commerçants sont inquiets face à ces intentions, notamment quant à la création d'un piétonnier. Leur préoccupation actuelle est celle de la sécurité et la propreté de la place. Plutôt que de vouloir réaménager, les rares moyens financiers disponibles seraient bien plus utiles s'ils étaient affectés par priorité à ces deux problématiques.

Je note également que la majorité prévoit d'encourager la diversification des commerces, c'est un enjeu important pour une ville à 10 minutes. Si l'objectif est louable, je m'interroge sur votre façon de procéder. Avec le flou qui règne, je me demande si vous préférerez soutenir les commerces innovants via une prime ou s'il s'agira de taxer certains commerces comme c'est le cas pour les night shops.

Vous souhaitez agir pour lutter contre les discriminations, en menant des testings basés sur les méthodes d'Unia. Entendez-vous mandater des agents communaux pour mener ces testings ? Si oui, combien d'ETP seront mandatés pour cette mission qui sort des missions communales et qui me semble revenir à Unia en première ligne pour agir.

Je note que pour le travail de mémoire que vous entendez mener depuis 2021, vous souhaitez faire appel à un travail participatif, là où s'impose un travail scientifique rigoureux. Je rappelle que la motion date de 2021 et que rien si rien n'a été fait en 4 ans, on est donc clairement dans du remplissage pour la DPC. A vouloir tout faire, vous vous dispersez et vous ne le faites pas forcément bien. Il me semble que votre DPC pourrait être épurée car vous recyclez beaucoup de projets que vous ne parviendrez pas à faire aboutir.

Enfin, en ce qui concerne la gestion du CPAS, vous persistez dans une logique de dépendance qui contribue à tirer notre commune vers le bas. Il n'y a qu'une seule petite phrase sur l'insertion socio-professionnelle et c'est là où je me rends compte qu'on ne vit pas sur la même planète. L'insertion socio-professionnelle et la formation des demandeurs d'emploi est probablement l'enjeu majeur de cette législature pour les CPAS. Le nombre de bénéficiaires va augmenter et votre réflexe est de vous plaindre du Gouvernement fédéral, alors que vous êtes absolument incapables de travailler à votre échelle pour sortir les personnes de la précarité. Je vous invite sérieusement à vous renseigner auprès des 18 autres CPAS bruxellois pour développer des synergies et des projets en collaboration avec la région, notamment la Cité des Métiers. Honnêtement, en lisant que « l'accompagnement du CPAS ne se résume pas à l'aide financière » et que je regarde cette unique mesure, j'en arrive à la conclusion que vous n'avez absolument aucun projet émancipateur. Pas un seul mot sur la création d'emploi, sur la formation aux métiers en pénurie, sur le soutien que vous pourriez apporter pour que certains jeunes au CPAS développent leurs compétences, acquièrent un diplôme, soient fiers d'eux. Vous proposez uniquement d'entretenir leur détresse.

Je terminerai ici en vous disant que c'est dommage d'avoir bâclé cette DPC. Les enjeux sont importants et je crains que votre gestion faite de pirouettes et d'artifices a été comprise par les électeurs qui vous ont déjà sanctionné. Six années auraient été nécessaires pour remettre la commune sur de bons rails, pour que Forest fasse à nouveau envie. Malheureusement, vous ne tirez pas les leçons de la législature précédente.

Intervention de Mr LOENWENSTEIN :

« Le printemps forestois »... J'ai l'impression, à la lecture complète de cette déclaration de politique générale et à l'écoute de la majorité, que cette majorité est toute nouvelle, vierge de toute participation au pouvoir, alors que, que au sein de ses 3 composantes, 2, le PS et Ecolo, sont au pouvoir à Forest depuis maintenant 18 ans, avec une parenthèse salubre de 6 belles années, entre 2012 et 2018, lors de laquelle PS et Ecolo ont eu la chance de compter sur un partenaire sérieux et constructif, sur un bon gestionnaire, vous l'aurez deviné, sur DéFI donc, avec qui il a été possible de fournir un travail de qualité pour toutes les Forestoises et tous les Forestois.

Cette DPG est remplie de belles intentions et, comme l'a rappelé Cédric, enfonce aussi une série de portes ouvertes.

En la lisant et en vous écoutant, en voyant ce beau powerpoint, le lecteur et le spectateur non avertis ne pourraient y voir que du bien. Et c'est bien l'objectif de la majorité PS-PTB-Ecolo, celui de maquiller la mariée pour qu'elle soit présentée sous son plus beau jour.

Je comptais pour ma part ici reprendre certains passages de votre déclaration après les avoir démaquillés :

- Vous parlez beaucoup de rassembler plutôt que diviser, de lien, de discours qui divisent ou qui rassemblent. Il est important que chacun puisse faire son autocritique.

Les discours qui divisent, qui clivent ne viennent pas que d'un camp. Quant à la notion de rassemblement, chacun l'interprétera à sa façon.

Annoncer que les « électrices et les électeurs ont adressé en octobre 2024 un message sans ambiguïté permettant aux 3 formations politiques ayant rassemblé 67% des suffrages de se réunir en majorité », c'est nier que 33% de la population forestoise n'a pas voté pour ces 3 partis et que ces 33% vivent plus majoritairement dans certains quartiers que d'autres.

Pour qu'une majorité puisse réellement prétendre à rassembler les Forestoises et les Forestois, il eut fallu construire une majorité autour des listes qui ont obtenu le plus grand nombre de sièges. Comme c'est souvent fait ailleurs. Ça c'est réellement rassembler.

Malheureusement pour une partie de la population qui ne se sent pas représentée, vous avez décidé, malgré vos beaux discours, de rester dans ce clivage gauche-droite et vous ne manquez pas de le rappeler à diverses occasions.

- C'est par ailleurs beau et cela peut sembler responsable de préciser en introduction que « la responsabilité budgétaire est un impératif. Mais elle ne sera jamais un prétexte au renoncement. »

Être responsable nécessitera par la force des choses de faire des choix et donc de renoncer à certaines choses.

Or, on se demande comment vous allez réussir votre pari alors que vous prenez toute une série de nouveaux engagements (qui ne sont pas évalués budgétairement ici (études gratuites pour les enfants, visites gratuites d'ergothérapeutes pour les aînés, nouvelles places en crèches, nouveaux logements, l'engagement d'un ETP en santé, réduction du coût de certains documents administratifs...), tout cela sans proposer de mesures pour réduire les dépenses.

Le plus gros effort qui semble être concrétisé passerait par la nouvelle recette via la taxe « coliving ».

Alors certes, la majorité prévoit un audit de la commune, du CPAS et de la zone de police, ce

que nous saluons bien entendu, nous l'avons-nous-mêmes ardemment défendu dans notre programme, mais où va-t-elle chercher des marges supplémentaires ?

Par contre, je peux lire que « la majorité étudiera les mécanismes de contribution des grands acteurs du secteur privé (...) ». Qu'est-ce que cela veut dire ? Est-ce juste une phrase pour faire plaisir au PTB sachant que la législation régionale empêche les communes de faire peser de nouvelles charges sur les entreprises ? Que cherche-t-on ? Faire partir d'autres entreprises qu'Audi et ensuite venir pleurer face aux licenciements de masse ? Profiter de leur départ pour y construire des logements sociaux ?

Quid par ailleurs de la vision de la majorité par rapport à la capacité contributive de ses habitants ? Votre vision vise certes à vouloir accueillir davantage de personnes précarisées mais jusqu'à quel point ? Comment assurer un équilibre, comment s'assurer d'une capacité contributive des habitants sans aller taxer davantage ceux qui contribuent déjà le plus et les inciter à plier bagages ? Forest ne peut pas se permettre de vivre sous perfusion.

Et quand je lis dans votre chapitre « finances » que « la majorité aura pour objectif de ne pas augmenter les impôts qui impactent les ménages (PRI, IPP) », certains se diront « super, PS-PTB-ECOLO ne va pas augmenter les impôts ».

Ma lecture est toute autre : c'est bien l'objectif de la majorité, mais cela ne signifie pas qu'elle pourra l'atteindre, et elle s'y prépare déjà.

Elle pourra dire « on a été forcé d'augmenter les impôts, mais ce n'était pas notre objectif, ce n'est pas de notre faute, c'est à cause de l'Arizona, de Trump, de Poutine (non, pas Poutine)... ».

Par ailleurs, s'engager à ne pas augmenter les PRI et IPP signifie donc que, à l'inverse, les impôts qui ne touchent pas directement les ménages pourront être augmentés. On verra sans doute au fil des conseils ceux qui subiront ces augmentations d'impôts.

- En matière de logement, vous ne prenez pas beaucoup de risques avec vos objectifs chiffrés qui intègrent des projets en cours qu'il sera facile de s'approprier lorsqu'ils seront finalisés par le Foyer du Sud. Vous annoncez en effet « l'ouverture 200 logements sociaux ou à finalité sociale sous la législature », tout en précisant le Foyer du Sud va ouvrir 63 nouveaux logements à Diamond Board et 96 à Verrerie, soit 159. Que le parc de la Régie foncière sera augmenté, on ne sait pas encore comment ; et que l'AIS prévoira 20 nouveaux logements par an. Votre objectif qui semble a priori ambitieux ne devrait finalement pas être compliqué à atteindre puisque, rien qu'avec les projets en cours du Foyer et les AIS, on arriverait en 2030 à 259 logements sociaux ou à finalité sociale supplémentaire, tout cela, sans que le Collège, qui s'appropriera bien évidemment tous les mérites, ne fasse quoi que ce soit.

Je m'interroge néanmoins sur ce qui se cache derrière la phrase suivante, toujours dans le chapitre logement « Les sites constructibles, publics ou privés, seront identifiés et mis à contribution (...) ». Que prévoyez-vous d'imposer aux propriétaires privés ? Comment prévoyez-vous de les mettre à contribution ? Va-t-on imposer du logement social dans tous les projets et décourager tout investisseur privé à développer des projets immobiliers à Forest ?

- En matière de mobilité, en complément de ce qu'a dit Cédric, je note à la fois que « la mise en œuvre du plan communal de mobilité sera poursuivie », « la mise en œuvre des mailles apaisées » également, tout en mettant en place une « concertation renforcée », apparemment sur le principe du Conseil citoyen forestois, dispositif fort couteux au demeurant. Et en précisant par ailleurs que la majorité plaidera activement auprès de la STIB, notamment pour « l'extension du tram 7 en surface ».

C'est peut-être un détail pour vous, mais pour moi ça veut dire beaucoup, ça veut dire que la

commune, malgré ses velléités de concertation renforcée, impose le passage en surface du tram 7 avenue Reine Marie-Henriette, alors que les riverains ont clairement exprimé leur vive opposition.

- Enfin, en matière de stationnement, le Collège annonce que « La tarification sera révisée pour s'aligner sur les communes voisines ». Cela peut sembler cohérent a priori, mais il sera intéressant de savoir sur quelle commune voisine Forest s'inspirera, et je suppose que ce sera plus Saint-Gilles, qu'Uccle... Ce qui me laisse penser que, d'une part, les tarifs vont augmenter et que, d'autre part, Forest sera découpée en zones et les Forestois ne pourront plus se garer gratuitement que dans leur propre zone. Et je suppose que tout cela est déjà décidée et se fera encore sans aucune concertation !

- J'en viens à la sécurité (sujet sur lequel Cédric est aussi intervenu et Michel complètera) : il suffit ici de lire le premier point du programme de cette nouvelle majorité pour constater le retournement de veste, le reniement total des engagements pris lors des élections : « Une ouverture de commissariat 24/24 et 7/7 à proximité directe de Forest (rue des 2 Gares) ».

Intéressant cette notion de « proximité directe ». De chez moi, c'est à 3km à vol d'oiseau, mais ça va me prendre 40 minutes pour l'atteindre en transports en commun.

Par ailleurs, on est loin du commissariat Patinage que quasi tous les partis souhaitaient voir rouverts la nuit.

On sera aussi loin de l'engagement que vous prenez dans votre chapitre « développement urbain » où vous avez pour ambition de, je cite, « faire de Forest une « commune à 10 minutes », où tous les services essentiels sont accessibles (...) à proximité directe du lieu de vie ». Apparemment donc pas pour la sécurité et la police...

Par-dessus tout, si je ne me trompe pas, ce commissariat, rue des 2 Gares, est censé être le nouveau QG de la zone Midi, le Com X. Est-ce encore pertinent de poursuivre dans la construction d'un nouveau QG à l'heure où les zones de police se dirigent vers une fusion, peu importe d'ailleurs que l'on adhère à cette fusion ou pas ? Par ailleurs, ce nouveau projet de commissariat central est coûteux. La part forestoise dans l'investissement de la zone serait de plus de 10 millions €. Est-ce bien une dépense que l'on peut se permettre au regard de la situation budgétaire de la commune et de cette dynamique lancée de fusion ?

Je suis par ailleurs content de lire que « des caméras pourront être installées sur demande justifiée de la police ». Le lecteur non averti pourra se dire « chouette, la majorité va enfin faire installer des caméras ». Nenni. Je relève bien ici la touche Ecolo qui en contrepartie de la mention « caméra », de ce mot tabou, il fallait l'assortir de toutes les précautions d'usage qui permettent de ne pas voir le projet aboutir : « pourront », « demande justifiée »... Il eut été beaucoup mieux d'écrire « x nombre de caméras seront installées aux endroits a, b, c et d dans un délai de x mois »...

Enfin, je note qu'« une réflexion sur les balises et les échelles des sanctions administratives sera menée. Les procédures de contestations seront simplifiées, et les possibilités de mesures alternatives à l'amende administrative seront clarifiées. ». On reconnaît ici la touche PTB, touche qui ne sera pas sans impact sur les finances communales puisque ces dernières années le Collège a pris pour habitude de gonfler ses recettes SAC pour tenter de présenter des budgets en équilibre et, s'il est sérieux dans ses évaluations à venir, devra diminuer ces recettes puisque l'on privilégiera des mesures alternatives aux amendes administratives... Et la même dynamique est d'ailleurs prévue, dans le chapitre suivant, en propreté, où l'on semble vouloir développer des « sanctions réparatrices » en lieu et place de sanctions pécuniaires pour les dépôts clandestins.

- En matière de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, je ne vais rien démaquiller

mais faire une remarque pour laquelle j'attends une réponse : je ne suis pas d'accord avec la manière dont vous présentez les différentes formes de discriminations en les mettant dans des cases, je cite « La lutte contre les stéréotypes et les préjugés sera renforcée, qu'ils soient liés à l'origine ou l'appartenance réelle ou supposée à un groupe culturel ou ethnique (antisémitisme, négrophobie, romophobie, etc.), à la religion ou aux convictions (islamophobie, etc.), au genre ou à l'orientation sexuelle (sexisme, LGBTQIA+-phobie), à l'apparence physique (grossophobie, etc.), ou à toute autre caractéristique personnelle (validisme, etc.) ». Je ne comprends pas trop l'intérêt de classer ces différentes discriminations. L'antisémitisme par exemple pourrait également alors figurer dans la « case » « religion et convictions » et dans la mesure où il n'a pas y être cité 2 fois, à moins qu'il y ait une intention délibérée derrière cette classification pour laquelle je souhaiterais alors une explication, il serait opportun de reformuler tout à fait cette phrase.

- En matière culturelle, vous dites vouloir maintenir une programmation qui reflète la diversité culturelle de Forest. J'espère que, dans ce cadre, vous prévoyez désormais une programmation qui reflète toute la diversité culturelle de Forest, accessible aux populations de tous les quartiers. Et je regrette que, pour commencer votre mandature, le BRASS confonde culture et politique au travers de l'événement qu'il organise ce vendredi autour d'un sujet politiquement très sensible qui sera « modéré » par quelqu'un de politiquement très marquée puisqu'ancienne députée bruxelloise et chef de groupe PTB au sein de notre conseil communal. On est très loin ici des projets rassembleurs que vous appelez de vœux.

- J'en viens brièvement au sport pour faire deux observations :

Je peux lire que « le tarif de location des infrastructures sportives communales sera adapté en fonction du montant des cotisations pratiquées par les clubs ». A priori, on peut penser que c'est une bonne mesure de justice sociale mais il n'en est rien. Elle est stupide et méconnaît totalement la réalité du terrain. Les cotisations peuvent varier d'un club à l'autre pour plein de raisons :

- o parce qu'un club offre par exemple plus d'équipements qu'un autre,
- o parce qu'un club a moins de recettes sponsors qu'un autre,
- o parce qu'un club fait payer plus cher les cotisations pour disposer d'une marge pour permettre d'accueillir gratuitement ou à moindre coût des jeunes dont les familles n'ont pas les moyens de payer une cotisation,
- o ou encore, parce qu'un club doit payer pour la sécurité de ses membres...

En résumé, une cotisation plus élevée ne signifie pas que le club se met plein de pognon dans les poches

Par ailleurs, je note qu'une « plateforme en ligne rendra claire et accessible toute l'offre sportive présente sur la commune ». Quand on précise « toute », j'espère que ce sera bien le cas. Pas comme le dernier journal communal qui a fait l'impasse sur Forest Domaine. Forest Domaine qui, certes n'est pas une infrastructure sportive gérée directement par la commune, mais qui est mise en concession et qui est tout de même un des joyaux de notre commune. Ce n'est pas parce que c'est acteur privé qui le gère qu'il faut le rayer de la carte des activités sportives présentes sur le territoire forestois. La situation actuelle est très mal perçue par certains Forestois.

S'il y a encore beaucoup de choses à redire, et notre groupe reviendra sur différents éléments de cette DPG lors des conseils communaux à venir, je terminerai sur un élément préoccupant qui n'a pas évolué entre la majorité précédente et cette nouvelle majorité : à savoir, votre incapacité à prendre vos responsabilités sur certains sujets. Je pense au Marais Wiels ou encore au futur stade de l'Union évoqués par Cédric, sujets sur lesquels vous restez dans l'ambiguïté, vous

laissez encore planer le doute sur vos intentions... comme toujours...

Enfin, à la lecture des 54 pages de cette DPG, mise à part la numérotation des pages, il n'y a pas vraiment de chiffres. On ne retrouve bien évidemment ni évaluations budgétaires, ni calendrier programmatique.

Nous nous interrogeons tout simplement comment chaque mesure proposée non chiffrée pourra être mise en œuvre alors qu'à la dernière modification budgétaire 2024 la commune affichait un déficit cumulé de 1,3 millions d'euros.

Le personnel communal, déjà sous pression, ne pourra sans doute pas supporter de nouvelles charges de travail et les recrutements seront certainement gelés hors obligations légales.

Nous attendons donc avec intérêt le plan triennal chiffré et documenté qui devra accompagner le budget 2025, tant pour la commune que pour le CPAS.

La suite donc au prochain épisode...

Intervention de Mr CLAISE :

Je trouve que votre approche de la sécurité est très bien. Je l'ai lue avec plaisir. J' ai d'ailleurs un peu l'impression d'être copié parce que c'est un peu ce que j'avais présenté durant la campagne au fédéral. Je vais insister sur deux points. Le premier est le commissariat de proximité et ce que nous allons devenir avec la fusion des zones de police et les projets à court moyen et long terme, ce qui est plus fondamental qu'un commissariat ouvert 24h/24 et 7j/7.. Le second concerne les caméras pour lesquelles je vais proposer quelque chose d'objectif : faisons la cartographie des points importants en matière de délinquance sur notre territoire et posons y des caméras.

Il est urgent aussi que nous puissions utiliser les drones dans la mesure où c'est une arme qui est à la fois répressive que dissuasive. Croyez-moi que si on les utilise par rapport à des points -de deal, ceux-ci s'en vont.

Intervention de Mr POTELLE :

Deux points : je voudrais signalé que vous avez oublié de publier la DPG sur le site comme annoncé.

Vous parlez d'équilibre budgétaire mais il n'y a pas de chiffres dans votre texte. Vous parlez de diminution de recettes (la tarification des documents administratifs qui diminue), d'augmentation des dépenses, j'en ai trouvé 16, et même si elles sont raisonnables, ça déséquilibre le budget. Je n'ai pas trouvé de diminutions de dépenses et la seule augmentation des recettes qui tienne globalement la route, c'est la taxe du coliving. A vue de nez, même sans chiffres, on est en déséquilibre.

Intervention de Mr PEYCKER

Nous sommes aujourd'hui appelés à débattre d'un document stratégique, qui trace les grandes lignes politiques pour les six années à venir. C'est un moment important pour la vie démocratique forestoise, et nous aurions aimé l'aborder dans des conditions à la hauteur de l'enjeu.

Or ce n'est pas le cas.

Le texte de cette Déclaration de Politique Communale – dense, 54 pages – nous a été transmis le vendredi matin précédant un week-end de Pâques, soit à peine un jour ouvrable avant la séance.

Cela ne permet ni une analyse sérieuse, ni un débat démocratique digne de ce nom.

Ce n'est pas qu'un problème de calendrier. C'est un problème de méthode.

Un Conseil communal n'est pas une chambre d'enregistrement. Et la démocratie locale, ce n'est pas une formalité technique.

Elle suppose de l'anticipation, de la loyauté institutionnelle, et du respect pour le rôle des conseillers.

Nous déplorons aussi d'avoir appris via les réseaux sociaux que la DPC serait aujourd'hui à l'OJ préférant en priorité informer un groupe de lobbying plutôt que les élus. Nous espérons d'ailleurs que votre refus du report du point n'est pas lié à cet événement de lobbying.

Pour autant, le groupe Les Engagé.e.s ne se dérobe pas.

Nous avons travaillé. Nous avons lu. Nous avons analysé.

Et nous vous livrons ici une lecture critique, exigeante mais constructive, de votre déclaration.

Nous structurons notre intervention autour de 10 axes, qui nous semblent révélateurs des forces et surtout des limites de votre projet :

Nous reviendrons sur chacun de ces points.

Parce que notre rôle, dans l'opposition, n'est pas de dénoncer par réflexe. C'est d'examiner, de questionner, et de proposer une autre voie, fidèle aux valeurs que nous défendons : solidarité, durabilité, équité et participation réelle.

AXE 1 – SANTÉ

La santé, c'est l'affaire de toute la commune.

À Forest, nous voulons faire de la santé un enjeu transversal, pas une compétence isolée.

La majorité s'engage dans cette voie, notamment avec la charte «Sant é dans toutes les politiques ». C'est une bonne base.

Mais maintenant, il faut que ça suive dans les actes.

Première boussole : mieux structurer la politique de santé communale.

Un coordinateur santé-handicap à temps plein, c'est un bon départ.

Mais il faudra aussi plus de budget, plus de soutien aux équipes et un vrai pilotage politique.

Deuxième priorité : la prévention de proximité.

Oui, la commune peut agir : en lien avec les maisons médicales, les associations, les écoles...

Il faut cartographier les professionnels de santé, organiser des campagnes claires, et renforcer les partenariats locaux.

Troisième axe : la santé mentale.

Le suicide est la première cause de mortalité chez les jeunes. C'est insupportable.

Forest doit mettre en place un contrat local social-santé, avec tous les acteurs de terrain.

Et surtout, adapter ses actions aux réalités: isolement des jeunes, fatigue parentale, vulnérabilité des migrants, souffrance des aînés.

Enfin, l'alimentation.

Manger sainement ne doit pas être un privilège.

Forest veut lancer une Maison de l'alimentation avec restaurant solidaire, soutenir les circuits courts, transformer les cantines.

Très bien. Mais le défi, c'est de tenir dans la durée, de créer un droit réel à l'alimentation durable, accessible à tous.

Les Engagé.e.s soutiennent cette ambition. Mais la santé ne se décrète pas. Elle se construit.

Avec de l'écoute, de la rigueur, des moyens, et avec une vraie mobilisation de la première ligne en difficulté à Forest.

AXE 2 – LOGEMENT

Vous annoncez la création de 200 logements communaux supplémentaires. L'ambition est importante, et nous la partageons.

Mais nous nous interrogeons : ces 200 logements comprennent-ils les 160 déjà prévus sous la précédente législature, à savoir les 96 logements Van Roy et les 63 du projet DiamantBoart ?

Si c'est le cas, il ne s'agit pas d'un nouvel engagement, mais d'un recyclage de projets existants.

Par ailleurs, nous ne voyons ni feuille de route foncière, ni priorités sociales définies, ni calendrier opérationnel. Où est la vision pour renforcer la mixité, lutter contre l'exode des familles, soutenir les publics fragiles ?

Le logement, ce n'est pas qu'une affaire de chiffres. C'est un levier de justice sociale, d'autonomie et de cohésion territoriale.

Le groupe Les Engagé.e.s défend un droit au logement plein et entier : vivre dignement, durablement, en sécurité, dans des quartiers équilibrés, et construits avec les habitants.

Nos questions :

- Confirmez-vous que les 160 logements Van Roy et DiamantBoart sont comptabilisés dans les 200 annoncés ?**
- Quelle stratégie foncière sera mise en œuvre pour développer de nouveaux logements accessibles ?**

AXE 3 – MOBILITÉ & ESPACE PUBLIC

Votre déclaration mobilise trois concepts :

- STOP**
- BABE**
- 3-30-300**

Ce sont des repères solides. Mais dans votre déclaration, ils deviennent des slogans. Aucun calendrier. Aucune hiérarchisation. Aucun arbitrage assumé.

Vous parlez de rues scolaires, de quartiers apaisés. Très bien. Mais où ? Quand ? Avec qui ? Et comment créer de l'adhésion ?

Le groupe Les Engagé.e.s défend une mobilité juste pour tous les usagers, en ce compris les automobilistes, une mobilité cohérente, qui libère l'espace public au service du vivre-ensemble. Des rues plus sûres, plus vertes et plus accessibles en voiture aussi .

Nos questions :

- Quels sont les tronçons ou quartiers pilotes pour mettre en œuvre concrètement les principes STOP, BABE et 3-30-300 ?**
- Quelle méthode de concertation utiliserez-vous pour garantir l'adhésion aux projets de réaménagement ?**

AXE 4 – ENSEIGNEMENT & JEUNESSE

Forest est une commune jeune. C'est une réalité démographique, mais aussi une opportunité politique. Encore faut-il se donner les moyens d'y répondre.

L'école forestoise peut mieux faire.

La majorité annonce des mesures pour une école plus inclusive, plus ouverte, plus équitable. On salue l'étude gratuite dès la 3e primaire, la lutte contre le décrochage, les efforts d'inclusion.

Mais plusieurs zones d'ombre subsistent.

Où sont les moyens concrets pour rénover les écoles et les rendre accessibles à tous ? Qui va encadrer l'étude gratuite dans chaque établissement ?

Les Engagé.e.s défendent une école qui réussit avec tous et pour tous. Une école qui respecte le rythme de chaque enfant, forme des esprits critiques et lutte activement contre les inégalités.

Nous serons exigeants et constructifs. Parce que chaque enfant mérite bien plus que de belles intentions.

AXE 5 – SPORT

Le sport est évoqué dans votre déclaration, lié à la santé, à l'inclusion, à l'éducation. Et c'est heureux. Mais où est la stratégie ? Où sont les moyens ? Où sont les priorités ?

À Forest, le sport doit être un droit.

La majorité annonce de belles intentions : sport pour tous les âges, toutes les bourses, tous les corps. Infrastructures modernisées, événements fédérateurs, handisport, lutte contre les discriminations... Très bien.

Mais on attend encore des engagements clairs sur deux fronts :

Quand et comment seront financés les nouveaux équipements promis ?

Quelle réponse concrète pour les Forestois.es qui, aujourd'hui, n'ont toujours pas accès à une piscine ?

Le sport, ce n'est pas juste transpirer. C'est créer du lien, s'émanciper, construire une commune plus juste. Mais pour ça, il faut des moyens, des espaces, du suivi.

Les Engagé.e.s veulent un sport accessible, durable et émancipateur. Un sport qui rassemble, qui soigne, qui fait société.

Pas des promesses sur papier glacé.

AXE 8 – FINANCES & SOUTENABILITÉ

Forest est une commune structurellement fragile sur le plan budgétaire. Cela, tout le monde le sait.

Et pourtant, dans les 54 pages de votre déclaration, vous ne consacrez peu de paragraphes à la question des finances, peu de données chiffrées.

Aucune analyse de la situation de départ. Aucune trajectoire pour garantir l'équilibre à moyen terme. Aucune réflexion sur la fiscalité locale, la maîtrise des dépenses, ou les marges de manœuvre à rechercher auprès de la Région.

Vous faites des promesses. Mais avec quels moyens ? Et avec quelle crédibilité si vous ne fixez aucun cap financier ?

Le groupe Les Engagé.e.s défend une gestion exigeante, responsable, lucide, qui assume les choix politiques et ne reporte pas les problèmes sur les mandats suivants.

Notre question :

- Quels investissements seront prioritaires en cas de contraintes financières accrues ?

AXE 10 – STADE DE L'UNION SAINT-GILLOISE

Le projet de stade au Bempt porté par l'Union Saint-Gilloise est bien mentionné dans votre Déclaration de Politique Communale. Une phrase l'évoque comme un dossier qui « continuera d'être suivi de près », dans le cadre d'un développement « durable et intégré ».

Mais justement : ce projet ne peut se résumer à une phrase. Il touche à l'urbanisme, à la mobilité, à l'environnement, aux finances communales, à l'usage des espaces publics. Il soulève des attentes et des inquiétudes. Il est structurant.

Le silence relatif de votre déclaration sur les modalités de gouvernance, sur le calendrier, sur les garanties pour les clubs locaux et les usagers du Bempt, interroge. C'est une esquivé, et nous le regrettons.

CONCLUSION

Cette déclaration de politique communale contient des intentions louables. Mais elle manque d'ancrage, de clarté, de données chiffrées/financières et surtout de courage.

Trop de flou, trop d'absences, trop de formules. Pas assez de cap, pas assez de méthode, pas assez d'engagements assumés.

Nous, Les Engagé.e.s, ne sommes pas dans l'opposition par principe.

Mais nous serons dans l'exigence, dans la vigilance, et dans la proposition permanente.

Car Forest mérite une politique publique juste, durable, lisible et construite avec ses habitants. Ce sera notre ligne. Et nous la tiendrons.

Je voudrais ajouter ceci, pour signaler l'importance du temps pour analyser un document comme cette DPG. Je suis dyslexique et si je ne prépare pas ce type d'exercice, c'est une catastrophe à l'oral.

Réplique de Mr SPAPENS :

Concernant le délai de transmission : il était certes court mais je rappelle que nous nous étions engagés, au conseil précédent, de la mettre à l'ordre du jour de ce conseil. Cette DPG existe

depuis des mois. Des choses ont pu encore changer comme par exemple le commissariat central et l'annonce de la fusion des zones de police voulue par le fédéral alors que tout le conseil communal s'y oppose. Je rappelle qu'actuellement le commissariat ouvert 24h/h 24 est à Démosthène. Maintenant, des Forestois habitent à 400 m du commissariat qui va ouvrir. Ça ne veut pas dire qu'on abandonne le commissariat patinage. Il ne faut pas oublier que celui-ci est dans un état déplorable et qu'il va devoir être vidé et rénové. Le commissariat central sera ouvert dans moins d'un an.

Mr De Permentier, votre réplique est un cliché d'aberrations, une liste sans aucun sens. On attaque un petit coup chaque parti de la majorité. C'est intéressant et on pourrait vous rétorquer des boutades mais ici on est dans un exercice qui demandait du sérieux.

En ce qui concerne Audi et le stade de l'Union, nous sommes extrêmement clairs et le timing est extrêmement précis. Une fois que l'Union dépose un permis, ce sera mis au conseil communal, idem si l'union reçoit un permis d'urbanisme. La Région n'ayant pas encore de gouvernement de plein exercice, le dialogue avec celle-ci est actuellement entre parenthèse.

Je voudrais rappeler que 67 % des électeurs ont voté pour les partis de la coalition actuelle et ce n'est pas rien. Je m'inscris en faux, Mr Loewenstein, quand vous dites que certains quartiers ont voté en masse pour certaines listes. C'est un cliché de systématiquement séparer notre commune entre le haut et le bas.

Concernant la fin de Audi, j'espère qu'aucun de vous ne pense que c'est lié aux taxes communales.

Par rapport aux augmentations d'impôts, notre souhait est très clair de ne pas les augmenter.

Concernant les caméras, aucun parti ne souhaite des caméras qui ne servent à rien. Je rappelle que certaines des fusillades ont eu lieu sous nos caméras. Depuis le début de cette législature, quatre caméras ont été placées pour des phénomènes précis dont on a parlé lors du conseil précédent. D'après la police, il est plus pertinent d'avoir des caméras mobiles que des caméras fixes. Quand il a fallu placer des caméras, la majorité l'a fait même si ce sont des placements temporaires.

Je n'ai pas du tout l'impression que le montant des SAC soit surestimé.

La tarification sportive se veut réellement exemplaire. Evidemment que des distinctions devront être faites, entre autres en fonction des sports. C'est sur qu'une cotisation de foot ne coûte pas la même chose qu'une cotisation de taekwondo.

Je vous rejoins concernant les terrains de tennis de Forest domaine. C'est d'ailleurs un des endroits où on investit avec entre autres le placement en cours de nouvelles bulles. Il sera bien ajouté dans le texte.

Concernant les caméras, il y a une réflexion d'avoir des caméras bien placées. Je ne me positionne pas par rapport aux drones, pas par dogmatisme mais par méconnaissance. Actuellement, nous avons demandé à la zone de police dans quel contexte les drones peuvent être utilisés (la zone dispose d'un drone). Les drones ont été utilisés pendant la période covid et pourraient être utilisés dans certains types d'intervention. Je me renseigne auprès de la zone de police et reviendrai vers vous.

Nous n'abandonnons pas un commissariat de quartier. Notre ambition est de maintenir un commissariat à Patinage. Le commissariat central commun aux trois communes sera situé rue des deux gares.

Par rapport au déséquilibre souligné par Mr Potelle. Certains d'entre vous font remarquer que la DPG n'est pas pleine de révolution et de nouveaux projets. Cela est évidemment vrai parce

que nous avons voulu tenir compte d'un équilibre. Nous n'y avons pas mis tous nos rêves. Nous y avons mis ce qui était réaliste et réalisable. Dans les nouvelles mesures, nous ne sommes pas à des coûts qui sont supérieurs à 500 000 €. Par rapport aux diminutions escomptées, il y a d'une part certaines taxes qui ne ramèneront pas cette somme. Cependant, des économies vont être faites suivant des réflexions sur des choses qui devront être maintenues ou non. Et sur un audit d'efficacité et de modernisation de nos processus ; ce qui ne veut pas dire licenciement de personnel.

Réplique de Mr MUGABO :

Concernant le Marais Wiels, je vous invite à relire la DPG, il est bien indiqué que la commune s'engage à protéger tout le marais, y compris sa roselière nord. Le terrain n'appartient pas à la commune mais elle s'engage sur un positionnement clair à ce site.

Nous ne parlons pas de refaire un conseil citoyen mais d'en utiliser les avantages, à savoir une représentativité de la diversité sociologique des citoyens. Je voulais aussi vous mettre devant vos contradictions qui veulent à la fois de la participation citoyenne et que ce ne soit pas trop cher. Si vous voulez de la participation citoyenne de qualité, vous pouvez demander à n'importe quel expert, ça demande des moyens et de l'investissement. Je suis sûr que vous serez à nos côtés pour soutenir cet investissement nécessaire pour renforcer la participation citoyenne dans la commune.

Par apport au tram 7, ça me fait sourire que vous soyez encore callés sur une vieille étude de la STIB qui date de 2018-19, allez demander à la STIB ce qu'elle pense maintenant de creuser des tunnels dans le sous-sol bruxellois. S'ils ont des problèmes au Palais du midi, vous n'imaginez pas les problèmes que nous pourrions avoir ici, en bas de vallée, avec un sol sablonneux et une nappe phréatique afférente.

Réplique de Mr DE BEER :

Je suis assez perturbé par la position du MR. Quand nous étions dans l'opposition, vous nous reprochiez de ne pas faire de compromis. Maintenant qu'on est en majorité, vous nous reprochez d'en faire. Il faudra donc que vous m'expliquiez. Le premier mérite de notre participation dans cette majorité est d'avoir maintenu vos partis dans l'opposition. Quand on voit ce que vous nous préparez comme plan de casse sociale dans les autres niveaux de pouvoirs, je suis très fier de faire partie d'une majorité communale qui essaie d'éviter un même scénario au niveau communal dans un contexte très difficile. Vous êtes revenus sur le fait que nous nous plaignons du manque de financement des communes mais c'est effectivement un point clé. Pour donner un exemple, un impôt sur la fortune comme le réclament le PTB, Ecolo et le PS, c'est si on prend le modèle du PTB qui veut un impôt de 2% sur les fortunes de plus de 5 millions, sin on répartissait de manière équitable ce que ça rapporte entre les communes en fonction de la population, ça rapporterait annuellement 40 millions d'euros à une commune comme Forest. Avec cette somme, on peut diminuer le précompte immobilier, on peut engager le double de balayeurs de rues, on peut renforcer considérablement l'échevinat de la santé. Et ça c'est avec un prélèvement sur une petite partie des fortunes accumulées grâce au travail collectif de tout le monde. Oui, la question du financement est centrale. Ici, on doit maintenir et mettre en place des politiques avec des bouts de ficelle en regard des richesses qui sont produites en Belgique.

Vous nous reprochez aussi de ressasser en permanence des vieilles recettes de l'ancienne majorité. Je trouve que c'est vous qui revenez en permanence avec les mêmes critiques à tel point que vous voyez le mal partout dans la DPG comme par exemple pour le marais Wiels, le dossier du stade, sur les tests anti discriminations, ... Je trouve ça dommage parce que vos interventions sont peu constructives.

Vous nous reprochez d'avoir peu de chiffres. Pour le logement, j'en ai mis quelques-uns. Nous avons l'objectif d'ouvrir 200 logement communaux à finalité sociale. Je parle donc ici des

logements du Foyer et de la régie. A cela s'ajoutent les 120 logements AIS. Donc 320 en tout. On hérite effectivement de projets qui ont déjà été entamés. C'est pour ça qu'on s'emploie dès maintenant à développer des nouveaux projets qui pourront voir le jour sous les futures majorités. Nous avons, avec mes services, identifiés sept sites avec lesquels nous sommes en discussion pour avoir des projet de logements à finalité sociale de différentes formes. Ce travail est indispensable parce que les 320 logements ne suffiront pas pour faire face à la crise du logement qu'on connaît actuellement.

Réplique de Mme DE LAVELEYE :

Je vais réagir sur ce qui concerne le CPAS. Nous avons un Contrat Local Sante (CLSS) à Forest pour l'avenir duquel on a très peur à cause de l'absence de gouvernement régional bruxellois. On aura bien une DPG propre au CPAS et le débat sur celle-ci aura lieu au conseil d'action sociale. Je suis toujours très mal à l'aise quand je reçois quelque chose qui pourrait ressembler à du mépris de classe quand on parle des plus fragiles d'entre nous. On a encore eu une présentation d'ACTIRIS qui nous a montré le gouffre qu'il y a entre le profil des demandeurs d'emplois bruxellois et les offres d'emploi sur le territoire bruxellois. Ça ne se décrète pas de faire de l'accompagnement pour l'emploi. Et laisser entendre que le CPAS n'est pas à la hauteur de ses missions en terme d'accompagnement de ce qu'on appelle la mission d'ISP, je vous engage à les demander à vos collègues qui ont siégé au conseil d'action sociale avec beaucoup d'implication, pour voir qu'il y a sûrement une marge d'amélioration mais que le travail est largement mené. Pour pouvoir faire mieux, il faudra avoir plus d'assistants sociaux à l'avenir. Plus d'assistants sociaux, c'est plus de moyens et plus de moyens, on n'en aura pas à l'avenir.

Juste un petit clin d'œil à Mr Loewenstein. Quand on est cinq hommes de l'opposition à prendre la parole pour tirer à boulet rouge sur le DPG, évitons de parler de la mariée qui est trop maquillée, ça pourrait être mal perçu.

Réplique de Mme FLAMME :

Par rapport aux remarques concernant la mobilité, nous n'avons jamais dit que nous allons diviser Forest en zones.

En ce qui concerne le contrat local de mobilité de l'Altitude cent, ce projet est encore en phase d'étude et donc rien n'est décidé à ce stade notamment par rapport à une éventuelle zone piétonne.

Il n'y a pas de chiffres fixes ou prédéfinis concernant les rues scolaires . L'idée est d'avancer en dialogue avec les écoles qui en font la demande. Nous allons informer les écoles , leur présenter le principe et proposer un accompagnement pour celles qui souhaitent s'y engager. La mise en place se fait avec les équipes éducatives, les parents et les services communaux. C'est une démarche collaborative qui s'adapte au contexte de chaque école.

Réplique de Mr PIERRE DE PERMENTIER :

Je trouve ça un peu gros de parler de caricatures alors que vous affichez clairement du mépris pour les conseillers. Les conditions de travail sont déplorables et vous ironisez encore dessus. Vos réponses n'en sont pas, ce sont des attaques en règle car nous remettons en cause vos orientations politiques Je vous ai posé des questions mais plutôt que d'y répondre vous fuyez le débat en vous retranchant derrière des réponses ad hominem.

Réplique de Mr LOEWENSTEIN :

_Je reviens sur certains points :

- Concernant l'Union : les conclusions ne sont pas claires dans la DPG. En effet, une fois que

toutes les conditions seront remplies, que le permis sera octroyé, elle précise que le Conseil communal « tranchera ». Ce que l'on aurait aimé voir écrit, c'est « le collège proposera au conseil la vente de son terrain ». Ça c'est une formulation claire et sans ambiguïté. Et si c'est réellement votre intention, merci de le préciser ici. Cela sera alors repris au procès-verbal.

- Quant aux redevances différenciées pour l'occupation des infrastructures sportives, il ne faudra pas faire une distinction uniquement en fonction des sports (vous évoquez le foot et le taekwondo)... La réalité est bien plus subtile, au sein d'une même discipline on peut avoir des différences de cotisations pour les raisons que j'ai citées. Et donc je vous invite aussi à tenir compte de cela. Je vous invite aussi à bien faire attention à ce que vous allez mettre en place parce qu'un taux de redevance différencié doit être bien justifié pour ne pas rompre le principe d'égalité et de non-discrimination coulé dans la Constitution.

- Pour ce qui est du Marais Wiels : je vais lire la phrase : page 17 « Les espaces non-bâtis seront préservés au maximum, tout en veillant à maintenir un équilibre avec les autres fonctions urbaines. Cela inclut notamment l'ensemble du marais Wiels (y compris la roselière nord), l'entièreté du jardin de la Villa Dewin, le plateau de la Grappe, etc. ; » . D'un côté on précise que les espaces seront préservés « au maximum », de l'autre on évoque l'étendue de certains d'entre-eux. Est-ce que vous me confirmez ici que l'entièreté du site sera préservé.

- Sur le stationnement, je n'invente pas grand-chose, il est écrit noir sur blanc que « La tarification sera révisée pour s'aligner sur les communes voisines ». La commune de Saint-Gilles, qui a souvent été un modèle pour ce Collège, pratique des tarifs plus chers que Forest et a bien découpé son territoire en zone. Si vous vous alignez la tarification sur Saint-Gilles, on ira dans ce sens. Est-ce que c'est ce qui est souhaité ? A quelle commune est-il fait allusion si ce n'est pas le cas ? Uccle ? Ixelles ?

-Enfin concernant le Tram 7 en surface, arrêtez de caricaturer mes propos. Ce que l'on vous reproche, c'est que vous faites fi des objections de la population directe qui va subir les nuisances de ces trams. Il y a un refus de la part des habitants de la voirie parcourue et vous persistez dans ce projet. La bonne nouvelle, malheureusement pour la future rocade ouest, viendra peut-être des finances régionales et des projets qui devront être abandonnés par la STIB.

- La concertation est fondamentale tout comme le respect des citoyens.

Réplique de Mr POTTIER:

Par rapport à ma questions concernant la non publication de la DPG sur le site avant ce soir, n'y aurait-il pas eu moyen de la publier en indiquant « draft » dessus ? Ca permettrait d'améliorer un manque de transparence.

Réplique de Mr SPAPENS:

Pardon je n'ai pas répondu. On ne publie pas avant que ce ne soit présenté. On l'aurait fait, vous nous l'auriez reproché.

Réplique de Mr PEYCKER

Merci pour vos réponses même si elles ne sont pas toutes satisfaisantes.

Concernant le stade. Je ne suis pas dans le secret des dieux ça a l'air de bien avancer. Je me pose des questions au niveau timing. Si l'union met plus de temps à rentrer un permis d'urbanisme, il y a peut-être des questions à se poser à partir du moment où celle-ci met ses équipes d'élite garçons à Zaventem et que les filles jouent à Drogenbos. On se retrouve avec une usine vide, ce serait dommage de se retrouver à aussi devoir gérer un stade vide.

Presentatie van de heer SPAPENS

We presenteren onze algemene beleidsverklaring nu omdat we deze zowel aan de gemeentebegroting wilden toetsen als samen met het gemeentepersoneel wilden uitwerken om de haalbaarheid van het voorstel aan te tonen.

BOUWEN AAN EEN GEMEENSCHAPPELIJKE, RECHTVAARDIGE EN VERANTWOORDE TOEKOMST IN VORST

Politieke en budgettaire context:

In een context van sociale spanningen, milieucrisis, polariserende discours en bezuinigingsmaatregelen

- blijft het gemeentelijk niveau een democratisch bolwerk en een concrete hefboom voor actie.

Vorst kampt, net als andere Brusselse gemeenten, met een gespannen financiële situatie, waarbij de budgettaire marges al krap zijn en nog krappere dreigen te worden door de maatregelen die de Arizona-regering heeft genomen.

Deze coalitie is gevormd rond een coherent project. De daaruit voortvloeiende beleidsverklaring is opgesteld in overleg met de gemeentediensten en om een billijker, solidairder en ecologischer maatschappijmodel te verdedigen.

Onze prioriteit: samenbrengen.

Op het vlak van onderwijs is de school een plaats van waardigheid, gelijkheid en burgerschapsvorming. We willen een school die iedereen dezelfde kansen op succes biedt, ongeacht afkomst of achtergrond. Concreet:

- Het voortzetten van gratis onderwijs (benodigdheden, ...),
- Het opstarten van een proefproject voor gratis onderwijs vanaf het derde leerjaar in elke school,
- Het evalueren en aanpassen van huiswerk om ongelijkheden thuis te verminderen,
- Het behoud en de uitbouw van de opvang van kinderen met specifieke behoeften,
- Een versterkt plan voor preventie van schooluitval en ondersteuning op vlak van geestelijke gezondheid,
- Versterking van de banden met het lokale verenigingsleven,

Onze school is ook een plek waar veiligheid en reflectie over de wereld worden gerespecteerd, waar men leert samenleven, zelfstandig denken en een gemeenschappelijke toekomst opbouwen.

In de vroege kinderjaren komen ongelijkheden al vanaf het prille begin tot uiting. Daarom is ons beleid voor het jonge kind een pijler van ons engagement. Onze doelstellingen:

- meer plaatsen in kinderdagverblijven, met tarieven die aangepast zijn aan het inkomen,- handhaving van het flexibele en toegankelijke opvangaanbod voor ouders die een inschakelingstraject of een opleiding volgen of in een precare situatie verkeren,- gegarandeerde opvang voor kinderen met speciale behoeften,- versterking van de samenwerking met het OCMW en de verenigingen voor de opvang van kinderen uit kwetsbare gezinnen,- verbetering van de informatie aan ouders over de inschrijvingsprocedure,- actualisering van de “Gids voor de vroegkinderopvang”, die ruim wordt verspreid,- buiten de opvang zelf: Culturele pool voor jonge kinderen, samenwerking met de horeca, dienst thuisopvang voor zieke kinderen.

Wat jongeren betreft: onze jongeren hebben talent, energie en ideeën, het is aan ons om hen de middelen te geven om zich te uiten, te handelen en zich te ontwikkelen. Ons jeugdbeleid is gebaseerd op vertrouwen.

Onze pijlers:

- Meer steun voor jeugdverenigingen, plaatsen van preventie, creatie en vertrouwen,- Het organiseren van activiteiten in de openbare ruimte, met name in de zomer en in minder goed bereikbare wijken,- Het stimuleren van maatschappelijke betrokkenheid van jongeren via participatieve projecten of via een adviesraad voor jongeren, - Het ter beschikking stellen van studieruimtes, werken aan digitale inclusie, ..., - Ondersteuning van projecten die de autonomie van jongeren bevorderen: oriëntatie, toegang tot cultuur, lokale integratie ,- Versterking van intergenerationele activiteiten (met ouderen, scholen, sportclubs, ...).

Wat ouderen betreft, betekent ouder worden in Vorst voor ons dat je thuis kunt blijven wonen, in je eigen buurt, omringd door mensen en gerespecteerd. We hebben een inclusieve visie op ouder worden, een gemeente waar ouderen participeren, zich kunnen uiten en elkaar ontmoeten.

Dat vertaalt zich in:

- Het versterken van thuishulpdiensten zodat mensen in hun eigen huis kunnen blijven wonen,**
- Het opzetten van solidaire en intergenerationele huisvesting, in samenwerking met belanghebbenden op het vlak van huisvesting,**
- Aangepaste stadsontwikkeling (toegankelijkheid, bankjes, veilige paden, ...)**

De invoering van een referentiepersoon “actieve senioren” voor begeleiding, informatie en ondersteuning,

- Het revitaliseren van ontmoetings- en overlegplaatsen om de participatie van senioren aan te moedigen,**
- Implementatie van een gemeentelijk sensibiliseringsplan voor neurodegeneratieve ziekten: preventie, ondersteuning van verzorgers, aanpassing van openbare ruimten.**

Sport is een hefboom voor inclusie, gezondheid en gelijkheid. Het is ook een formidabel instrument voor emancipatie. We willen dat elke Vorstenaar, ongeacht leeftijd, gender of middelen, toegang heeft tot kwaliteitssport.

Dat vertaalt zich in:

Verbetering van sportfaciliteiten: modernisering, onderhoud, toegang voor PBM.- Ondersteuning van sportinitiatieven in de openbare ruimte (parken, wijken), met name voor jongeren en vrouwen,

- Creatie van een online platform om het sportaanbod duidelijker en toegankelijker te maken,**
- Organisatie van verbindende sportevenementen,**
- Bevordering van gehandicaptensport en inclusieve praktijken (zelfverdediging, zachte sport) in de gemeentelijke voorzieningen,**
- Sport ontwikkelen als instrument voor emancipatie en preventie: springplank naar gezondheid, sociale contacten en welzijn.**

Wat cultuur en evenementen betreft: cultuur is wat mensen verbindt, wat zinvol is, wat een stem geeft. We willen een gemeente waar cultuur overal is, voor iedereen. We willen de banden tussen scholen en culturele centra versterken en opkomende kunstenaars ondersteunen.

Dat vertaalt zich in:

- Voltooing van het ABY-project en ontwikkeling van de culturele pool,
- Rehabilitatie van de Movy Club,
- Versterking van de bibliotheken en de ludotheek,
- Lokale kunstenaars betrekken bij activiteiten: culturele adviesraad, ondersteuning van opkomende culturele projecten,
- Ondersteunen van samenwerkingsverbanden tussen scholen, culturele centra, bibliotheken, jeugdcentra en verenigingen om cultuur in alle wijken tot leven te brengen,
- Inclusie van alle doelgroepen: oprichting van een pool voor het jong kind, een charter tegen seksistisch en seksueel geweld (Sacha-punten),
- Betere communicatie van het culturele aanbod
- Nieuw cultuurbeleidsplan 2025-2030 opgemaakt aan de Nederlandstalige kant in samenwerking met Ten Weyngaert, lokale spelers en de bewoners zelf.

Wat buitenschoolse activiteiten betreft, is tijd buiten school ook een moment om te leren, te ontdekken en sociale contacten te hebben. We willen dat elk kind toegang heeft tot een verrijkende activiteit, ongeacht de buurt waar het opgroeit of het inkomen van de ouders.

Dat vertaalt zich in:

- Het aanbieden van een gevarieerd aanbod aan buitenschoolse activiteiten (cultuur, sport, expressie, ...) in gemeentescholen,
- Nieuwe speelplekken voor alle leeftijden,
- Betere valorisering voor opvangpersoneel,
- Coördinatie tussen de verschillende gemeentediensten, scholen en verenigingen om een coherent en kwaliteitsvol aanbod te garanderen: krachten bundelen, gebouwen, ...,
- De ontwikkeling van huiswerkscholen en leerondersteuning,- Activiteiten voor de allerkleinsten,
- Betere informatie voor gezinnen over het aanbod en inschrijvingen.

Wat sociale cohesie betreft, is solidariteit een concreet engagement in Vorst. We geloven in de kracht van verenigingen, de energie van burgers en de rijkdom van diversiteit. We zullen actief burgerprojecten ondersteunen, buurtplatforms oprichten en een aanwezigheid garanderen in alle wijken, ook die met de minste dekking.

Sociale cohesie betekent samen bouwen aan een samenleving, bruggen slaan tussen culturen, generaties en ervaringen.

Wat economie en handel betreft, zijn buurtwinkels het levende hart van onze wijken. Ze creëren banden, steunen de lokale economie en dragen bij tot de levendigheid van de openbare ruimte. We willen alle Vorstenaren toegang geven tot een dynamisch, divers en kwaliteitsvol winkelaanbod, ongeacht hun buurt. Daarom zullen we de dialoog met handelaarsverenigingen intensiveren, specifieke bijstand voor werken opvoeren en partnerschappen ontwikkelen om lokale initiatieven te ondersteunen. Wij willen coworkingruimtes in de kijker plaatsen om innovatie te bevorderen en Vorstse handelszaken promoten met de campagne “Ik koop 1190 - J'achète 1190”. Fair trade wordt ook een prioriteit. Tot slot wordt er een plan van de handelszaken per wijk opgesteld, met bijzondere aandacht voor leegstaande panden waar tijdelijk gebruik zal worden mogelijk gemaakt. We willen de markten versterken en aantrekkelijker maken. We blijven strijden voor de plaatsing van nieuwe geldautomaten.

Wat de financiën betreft, weten we dat de gemeente te maken heeft met een krappe begroting. Onze keuze is duidelijk. Soberheid ja, gierigheid nee. We willen de belastingen voor onze

gezinnen niet verhogen. We willen de premies behouden voor eigenaars die in hun eigen woning wonen en vastgoedspeculatie tegengaan. We gaan een audit uitvoeren van onze diensten om hun efficiëntie te verbeteren.

Maar sinds ons meerderheidsakkoord is er slecht nieuws gedeeld zonder echte informatie over de impact. Het is evident dat als bevoegdheden van andere bestuursniveaus zouden worden overgeheveld zonder enige overdracht van middelen, wij, net als anderen, gedwongen zullen worden om op zoek te gaan naar nieuwe inkomsten.

Gemeentediensten vormen het kloppende hart van de gemeente. We willen moderne en menselijke diensten die gastvrij, zorgzaam en ondersteunend zijn. Dit betekent dat we het werk van ons personeel moeten waarderen, het onthaal verbeteren, de onlineprocedures vereenvoudigen zonder mensen uit te sluiten die geen internet hebben, en alle vormen van discriminatie moeten bestrijden (aan onze loketten, op de arbeidsmarkt of bij huisvesting). Een voorbeeldige administratie is een administratie ten dienste van iedereen.

Veiligheid is geen kwestie van controle; het is een fundamenteel recht dat we moeten garanderen aan de hele Vorstse bevolking. Het is een voorwaarde voor iedereen om sereen te kunnen leven.

We hebben een globale visie op veiligheid, geworteld in nabijheid, preventie en vertrouwen in de politie. Dit zal tot uiting komen in de opening van een centraal commissariaat voor de drie gemeenten, dat 24/7 toegankelijk zal zijn, door de indiening van een aanvraag voor een LISA-antenne in de Sint-Antoniuswijk, door een versterkte wijkpolitie, door een versterkte dialoog tussen bewoners, gemeentediensten en politiezone.

We zullen ook huiselijk geweld, buurtoverlast en crimineel gedrag bestrijden.

Veiligheid kan niet variabel zijn. Het geldt voor iedereen, in elke buurt.

In onze algemene beleidsverklaring moeten we het ook hebben over een aantal grote projecten die, hoewel ze niet rechtstreeks van de gemeente afhangen, een grote impact zullen hebben. Het gaat om het stadion voor Union, de toekomst van de Audi-site en de site van de voormalige gevangenen.

Tussenkomst van de heer DE BEER

Wat huisvesting betreft, zijn dit de pijlers waaraan we willen werken: - De doelstelling om 200 nieuwe sociale of gemeentelijke woningen te openen tegen 2030;

- Ontwikkeling van het SVK Vorst: doelstelling van +20 nieuwe woningen/jaar;
- Strijd tegen leegstand en braakliggende terreinen;
- Strijd tegen insalubriteit en huisjesmelkers;
- Actie tegen discriminatie op vlak van huisvesting (Unia-testing, beroep op de gewestelijke inspectie);
- Steun voor eigenaars in eigen woning (Be Home premie, eerste woning premie).

Op het vlak van netheid willen we rond vier pijlers werken:

- Bestaande systemen verbeteren en innovatieve oplossingen bieden om aan de behoeften te voldoen; - Het gebruik van recyclageparken optimaliseren, het inzamelen in containers aanmoedigen, hulpmiddelen gebruiken om tags te ontmoedigen (bloemrijke gevels, ...) en het werk van de antitag-cel voortzetten;
- Sensibilisering en informatieverstrekking, met name aan scholen, bewoners en specifieke doelgroepen;
- Burgerengagement bevorderen, met name via de Wake-Up Clean-Up campagne;

- Onburgerlijk gedrag en overlast (camera's, tassen doorzoeken, ...) bestraffen, met name met corrigerende sancties.

Op het gebied van preventie willen we:

- De preventieve acties in de wijken versterken door de bewoners te raadplegen en erbij te betrekken en door positieve en verbindende evenementen te organiseren (Nieuwjaar);

- Specifieke initiatieven voor jongeren voorstellen: strijd tegen schooluitval, bijles, motiverende projecten, zoals de workshop bijenteelt;

- Een campagne voorstellen over de risico's van drugsgebruik (infosessies, vorming voor personeel, ...);

- Huiselijk geweld bestrijden;

- De coördinatie met lokale actoren verbeteren.

Op het vlak van tewerkstelling willen we:

- Versterking van de synergie tussen werkgevers en inschakelingsactoren: verhoging van de lokale werkgelegenheid door het opzetten van een proefproject voor de aanwerving door grote bedrijven in samenwerking met het OCMW, de Lokale Opdracht en Actiris;

- Bevordering van een billijke toegang tot werk met antidiscriminatietests, betere informatie en steun voor vrouwelijke ondernemers;

- De inhuldiging van het Initiatievenhuis, dat een Vorsts centrum voor sociale economie moet worden.

Inzake gezondheid zijn onze voornaamste werkgebieden:

- Versterking van het schepenambt voor gezondheid;

- Actieve deelname aan het gewestelijk project “Gezondheid in alle beleidsdomeinen”, met als doel gezondheid als transversale prioriteit op te nemen;

- Synergie met medische huizen en verenigingen rond concrete projecten (gezondheidswandelingen, stands in het gemeentehuis, ...); - Een kaart van de gezondheidswerkers;

- Speciale aandacht voor geestelijke gezondheid, met name bij jongeren en kwetsbare groepen;

- Werk rond voeding (Huis van de Voeding, gemeentelijke kantines, sociale voedselzekerheid).

En dit zijn de pijlers inzake burgerparticipatie:

De meerderheid werkt voort rond informatie:- De raadplegingsmechanismen worden versterkt;

- De maatregelen voor coconstructie worden voortgezet;

- Tot slot wordt er een nieuwe medebeslissingsmaatregel gecreëerd: het initiatiefrecht van de burgers.

Tussenkoms van mevrouw DE LAVELEYE

1. Het milieuhooftstuk van ons akkoord.

Onze meerderheid beseft de milieucrisis (klimaatcrisis, biodiversiteit en vervuiling) waarmee we allen geconfronteerd worden en de impact ervan, die overal ter wereld steeds duidelijker worden, ook in Europa, in België en natuurlijk in Vorst. Vorst kent overstromingen, hittepieken in de dichtstbevolkte wijken en luchtvervuiling.

Deze meerderheid onderstreept dat de strijd tegen deze crisis ook een kwestie van solidariteit is,

want het zijn de meest kwetsbaren die het meest getroffen worden.

We zullen dus doorgaan met het werk dat in de vorige bestuursperioden is begonnen. De gemeente heeft een klimaatplan aangenomen in 2023, met een honderdtal maatregelen om onze uitstoot van broeikasgassen te verminderen en onze omgeving aan te passen. De uitdaging voor de komende jaren is om dit plan uit te voeren, met verschillende maatregelen die al in gang zijn gezet.

Wat betreft het verminderen van onze uitstoot, zullen we verdergaan met het isoleren van openbare gebouwen, het begeleiden van de isolatie van privépanden (collectieve renovatie per wijk), maar ook met onze inspanningen op het vlak van circulaire economie.

Wat aanpassing betreft, zullen er verschillende prioriteiten worden geïmplementeerd.

We zullen doorgaan met de vergroening van de openbare ruimte om te streven naar de 3-30-300-strategie (3 bomen zichtbaar vanuit huis, 30% groene openbare ruimte en een groene ruimte op 300 m van huis), met als doel om naast de andere vergroeningsprojecten minimaal 500 nieuwe bomen te planten.

We zullen ons beleid van duurzaam waterbeheer voortzetten, om overstromingen tegen te gaan en deze kostbare hulpbron zo goed mogelijk te vrijwaren.

In dat kader zullen we ook onze openbare ruimte verder ontharden, met een doelstelling van 14.000 m² (equivalent van het Jacques Brel-park).

De meerderheid zal ook de niet-bebouwde ruimte zoveel mogelijk vrijwaren. In dat verband zal zij toezien op de bescherming van het hele Wielsmoeras (inclusief het noordelijke rietveld), de hele tuin van Villa Dewin en het Tros/Grappe-plateau.

De meerderheid legt ook de nadruk op geluidsoverlast, met name door de samenwerking met Leefmilieu Brussel te intensifiëren, om de belangrijkste bronnen van geluidshinder die een impact hebben op de levenskwaliteit van de Vorstenaar, in kaart te brengen en op te volgen.

2. Mobiliteit

Mobiliteit is een uitdaging die raakvlakken heeft met het beleid inzake klimaat, volksgezondheid, verkeersveiligheid en gebruik van de openbare ruimte. Daarom zal de meerderheid deze kwestie op een verantwoordelijke en ambitieuze manier aanpakken, waarbij naar iedereen wordt geluisterd en iedereen wordt gerespecteerd.

We zullen de uitvoering van het gemeentelijk mobiliteitsplan dat in 2022 werd goedgekeurd, voortzetten, evenals lokale mobiliteitsconvenanten om de openbare ruimte autoluw te maken en de verkeersveiligheid te verbeteren. De focus zal vooral liggen op de actieve verplaatsingswijzen, volgens het STOP-principe (stappen, trappen en openbaar vervoer), en het BABE-principe (bon aménagement au bon endroit) zal als kompas dienen.

De tweede pijler heeft tot doel een evenwichtiger gebruik van de openbare ruimte, alternatieven aanmoedigen die voor iedereen toegankelijk zijn en wijken beter met elkaar verbinden. Dit zal gebeuren door middel van pleidooien en dialoog met de MIVB en de NMBS om het openbaar vervoer te versterken, maar ook door het faciliteren van parkeren buiten de openbare weg, met name door het delen van privéparkeerplaatsen 's avonds en in het weekend, en de ontwikkeling van tools voor autodelen.

3. Stedelijke ontwikkeling

Vorst is een groeiende en bloeiende gemeente. De stedelijke ontwikkeling moet tegemoetkomen aan de verschillende behoeften van de inwoners, met respect voor de grenzen van de planeet.

Naast de grote projecten waarnaar de burgemeester verwees, zal de meerderheid ook werken aan:

1) Een gedeelde visie van een aangename, leefbare gemeente met een gastvrije openbare ruimte.

Daartoe zal er in overleg met de burgers een duurzaamheidsplan worden uitgewerkt, met de focus op een “10-minutenstad” en een groene stad.

2) Vervolgens zullen we de revitalisering van de wijken voortzetten: de lopende projecten via wijkcontracten afronden, waarvan sommige bijna voltooid zijn en andere nog in uitvoering zijn, zoals u weet: Albert – VroegeGroenten/Luttrebrug, Abdij, Wiels aan de Zenne, 2 Cités.

4. Inzake solidariteit: iets over ons OCMW.

De Raad voor Maatschappelijk Welzijn zal een algemene beleidsverklaring opstellen. Maar we kunnen er nu al iets over zeggen.

Momenteel hebben we in Vorst 2.250 leefloners. De aankondiging van de regering om de werkloosheidsuitkeringen in tijd te beperken, zou in Vorst leiden tot de uitsluiting van 2.160 mensen, waarvan naar schatting een derde bij het OCMW zal terechtkomen. Dat zijn dus meer dan 700 mensen alleen al voor het leefloon, om nog maar te zwijgen van de helaas onvermijdelijke aanvullende steun.

Ondanks de abrupte verschuiving van de solidariteitslast van de federale overheid naar de gemeenten, is ons OCMW van plan zijn beleid ter ondersteuning van de meest kwetsbaren voort te zetten.

Met name via een beleid van toegang tot huisvesting, toegang tot gezondheidszorg, toegang tot energie, maar ook via geïndividualiseerde socioprofessionele begeleiding en een waardige en aangename opvang voor onze senioren.

Tussenkomst van de heer SPAPENS

Wij hebben u de hoofdlijnen van onze algemene beleidsverklaring voorgesteld. Het volledige document is beschikbaar op de gemeentewebsite.

Het doel is om een verantwoord, billijk en menselijk bestuur te voeren dat tegemoetkomt aan de behoeften van de Vorstenaars.

Tussenkomst van de heer MARTIN

Wij steunen deze algemene beleidsverklaring, die van essentieel belang is. Het is vooral een oproep om tegen de trend op federaal niveau in te gaan die onze gemeenten, openbare diensten en onze meest essentiële waarden aanvalt.

Deze verklaring is inspirerend en opent een heel positief scala aan mogelijkheden, evenals verzet tegen een wereld waarin sociale achteruitgang en geweld zeer aanwezig zijn. Deze verklaring is een verademing in het licht van de aangekondigde bezuinigingen. Onze gemeente zal natuurlijk zo concreet mogelijk op lokaal niveau optreden.

Deze verklaring is onze ambitie.

Tussenkomst van mevrouw ANGELI

Namens de fractie Ecolo-Groen spreek ik onze steun uit voor deze algemene beleidsverklaring, die het resultaat is van een collectieve, ambitieuze inspanning, die volledig aansluit bij de uitdagingen van onze tijd en in het verlengde ligt van de vorige bestuursperiode.

Gelet op de klimaatverandering, de sociale crisis die veel Vorstenaars hard treft, de toenemende ongelijkheid en het wantrouwen in de democratie, hebben we niet het recht om kleine stapjes te zetten. En deze beleidsverklaring biedt een structurerend, transversaal en proactief antwoord.

We kennen de financiële situatie: de gemeenten worden van alle kanten onder druk gezet. Dat is overal in België het geval en in het bijzonder in Brussel, waarop Vorst helaas geen uitzondering vormt. De gemeenten moeten steeds vaker de tekortkomingen van andere bestuursniveaus opvangen, zowel op het vlak van prioriteiten als op het vlak van politiek. Zo neemt de druk op onze openbare diensten alleen maar toe.

Wat klimaat en milieu betreft, hebben we een duidelijke visie: Vorst aanpassen aan de veranderingen en tegelijk de ecologische voetafdruk verkleinen. Dat kan via grootschalige vergroening van de openbare ruimte, de ontharding van 14.000 m², het herstel van de natuurlijke watercyclus, het planten van 500 bomen en de bescherming van onze groene ruimtes. We zullen ook de natuur toegankelijk blijven maken voor iedereen, want het zijn vaak de meest kwetsbaren die er het verst van verwijderd zijn.

Voor een billijke mobiliteit hebben we een autoluwe en inclusieve visie. Prioriteit voor voetgangers, fietsers en openbaar vervoer, een mobiliteit die ontworpen is voor alle generaties, zonder de sociale dimensie uit het oog te verliezen. We willen een mobiliteit die onze handelszaken met elkaar verbindt en ondersteunt, die de gezondheid, veiligheid en gezelligheid in onze wijken bevordert.

Wat huisvesting betreft, bekrachtigen we dat een fatsoenlijke woning een recht is, geen voorrecht. De doelstelling van 200 nieuwe sociale of gemeentelijke woningen tegen 2030, de strijd tegen discriminatie, onbewoonbaarheid en leegstand, en de uitbouw van intergenerationele en solidaire huisvesting staan centraal in ons engagement.

Voor jongeren, kinderen en gezinnen staat deze beleidsverklaring ook voor gelijke kansen. Kinderdagverblijven, scholen, vrije tijd, sport, geestelijke gezondheid, bestrijding van pesten: we investeren in jongeren zodat ze zich kunnen ontplooiën, dromen en hun toekomst hier in Vorst kunnen opbouwen. We zetten ons ook in voor alleenstaande ouders/moeders, kwetsbare gezinnen, gezinnen die dagelijks moeten vechten en die we met waardigheid moeten begeleiden.

Ten slotte gaan we voor een levendige lokale democratie nog een stap verder door de burgerraden te versterken, een lokaal initiatiefrecht in te voeren en een cultuur van overleg te creëren in elke fase van de projecten. Want wij geloven dat de transitie alleen collectief en participatief kan zijn.

Ja, deze verklaring is veeleisend. En dat is maar goed ook. Want de uitdagingen zijn enorm. Maar we hebben de energie, de samenhang en de alliantie van ecologische en sociale noodsituaties om ze aan te gaan.

In Vorst willen we niet kiezen tussen het milieu en sociale rechtvaardigheid. We weten dat beide onlosmakelijk met elkaar verbonden zijn. En deze verklaring bewijst dat.

Tussenkomst van de heer DAGRIN

De titel spreekt ons al aan: “Bouwen aan een gemeenschappelijke, rechtvaardige en verantwoorde toekomst in Vorst”. Evenals de titel van de preambule: “Voor een gemeente die mensen samenbrengt”. Het zijn ambitieuze doelstellingen die we moeten ondersteunen. De inhoud van de verklaring weerspiegelt deze ambitie.

De toestand van de gemeentebegroting maakt inclusie echter moeilijk. Laten we even politiek fictief denken: als rechts aan de macht was geweest in Vorst, zou het zeker hebben gedaan wat we op gewestelijk niveau in Wallonië en op federaal niveau zien, namelijk sociale afbraak gepaard gaand met uitsluiting en bezuinigingen die de bevolking boos maken.

Het resultaat van de gemeenteraadsverkiezingen heeft aangetoond dat de meerderheid van de Vorstenaren oproepen om samen oplossingen te vinden, zonder een deel van onze medeburgers aan de kant te laten staan.

De gewestelijke, nationale en internationale context is niet gemakkelijk. Het is dan ook moeilijk voor onze burgemeester en onze schepenen om aan alle behoeften van de mensen te voldoen met onvoldoende financiering van het Gewest en de federale overheid. Het Gewest heeft een ingewikkelde begroting, de federale overheid financiert onvoldoende en wil bovendien de gewestbegroting met meer dan een miljard verminderen. De Brusselse gemeenten zullen daaronder lijden. De gevolgen van de voor 2026 aangekondigde uitsluitingen van werkloosheidsuitkeringen zullen een impact hebben op ons OCMW en onze gemeente.

Het is dus met de wil om een evenwichtige begroting te behouden dat de algemene beleidsverklaring van het College ernaar streeft om aan de verwachtingen van de Vorstenaren

te voldoen. Mijn fractie zal deze ambitie steunen.

Tussenkomst van de heer PIERRE-DE PERMENTIER

Vandaag is een belangrijke dag voor onze gemeente, waarschijnlijk de belangrijkste van de bestuursperiode. Na maandenlang wachten krijgen we eindelijk zicht op de intenties en plannen van de nieuwe meerderheid voor de komende 5,5 jaar.

Alvorens u de analyse van de MR+DéFI-fractie te geven, wil ik u echter wijzen op een e-mail die door alle oppositiefracties aan de burgemeester en de voorzitter is gestuurd.

In onze gemeenschappelijke e-mail melden we dat we pas vrijdagochtend, aan de vooravond van het paasweekend, kennis hebben kunnen nemen van de tekst van uw algemene beleidsverklaring. Hoewel dit punt sinds maandag op de agenda van de gemeenteraad stond, is de tekst pas sinds vrijdagochtend beschikbaar op BOS. In de praktijk hebben de gemeenteraadsleden van de meerderheid en de oppositie dus slechts enkele uren de tijd gekregen, in het weekend, om een tekst van 54 pagina's te bestuderen.

Het is een belangrijke tekst die de gemeenteraadsleden aandachtig moeten lezen. De raadsleden zijn voor het overgrote deel geen beroepspolitici, ze hebben een 'bijbaan', een gezinsleven ... Wat betreft het evenwicht tussen privé- en beroepsleven is dit ronduit betreurenswaardig. De burgemeester was overigens niet beschikbaar om onze e-mail te beantwoorden.

We begrijpen niet waarom deze belangrijke tekst maandag niet is meegedeeld, zoals het reglement van de gemeenteraad voorschrijft. Ter herinnering: om geldig op de agenda van de raad te worden geplaatst, moeten zowel de beraadslaging als de bijlagen binnen de wettelijke termijn worden meegedeeld, in dit geval maandag 14 april.

Iedereen begrijpt dat dit voor een meerderheid die schrijft dat ze duidelijk wil zijn in haar keuzes, verantwoordelijk in de uitvoering ervan en trouw aan haar ambitie om een gemeente op te bouwen die mensen samenbrengt, al goed begint. Door het huishoudelijk reglement van de raad niet na te leven en de werkomstandigheden van de democratische oppositie te ondermijnen, neemt u een bijzonder zware verantwoordelijkheid op u.

Door zo te handelen, spuugt u in het gezicht van de oppositielijsten, waaronder die welke als eerste uit de bus kwam bij de verkiezingen en waarvan het politieke project door de meerderheid van de kiezers werd gesteund. Nooit eerder hebben we zo'n minachting voor de leden van de gemeenteraad gezien.

In een moeilijk politiek landschap, waarin de twee partijen uit de vorige meerderheid de verkiezingen ruimschoots hebben verloren. Ik herinner u eraan dat deze twee partijen van 21 verkozenen in 2018 naar 17 in 2024 zijn gegaan: u hebt dus 20 % van uw raadsleden verloren. De Vorstenaars hebben uw gebrek aan actie en loze beloften afgestraft.

En uw minachting voor degenen die uw ideeën niet deelden. Vandaag doet u het ten aanzien van het gemeentebestuur.

Deze nieuwe meerderheid is alleen mogelijk door de opname van extremlinks in het College. Een dubieus huwelijk dat veel Vorstenaren u niet vergeven.

Laten we terugkomen op het resultaat van uw werk van bijna zes maanden. 54 pagina's die grotendeels zijn overgenomen uit de vorige bestuursperiode. Het gaat grotendeels om projecten die u toen niet hebt kunnen afronden. Van de ruim honderd aangekondigde maatregelen komt bv. zo'n zeventig keer de term 'voortzetten of afronden' voor. Iedereen weet dat de gemeente moeite heeft om haar begroting rond te krijgen, dat de belastingen hun plafond hebben bereikt en dat u een programma moet verkopen dat deze bijzondere coalitie rechtvaardigt, en dus doet u aan opsmuk en afleiding. Uiteindelijk heb ik 20 à 30 nieuwe projecten opgelijst, waarvan sommige bijdragen aan de modernisering van het gemeentebestuur en de diensten aan de gebruikers of aan de veiligheid, die we trouwens ook in ons programma terugvinden. Voor het overige is deze beleidsverklaring duidelijk geen 'grote culturele revolutie' of de '100 bloemen campagne', om in het lentethema te blijven dat mijn socialistische collega zo na aan het hart ligt, maar eerder slap en vaag. In feite zijn het de recepten van het vorige College met enkele kleine

maatregelen om over te communiceren.

Ik zal een voorbeeld geven van een kleine maatregel: gratis onderwijs. Dat was dé grote maatregel in het programma van de PVDA, maar nu wordt het een proefproject vanaf het derde leerjaar: voor een school? U zal toegeven dat mooie beloften in de praktijk verdwijnen en dat er niet veel overblijft, alleen een heel klein aantal begunstigden.

Deze legislatuur belooft ons ook grote momenten: voortaan zal de PVDA het mobiliteitsplan en GoodMove steunen, terwijl ze zich daar fel tegen verzet op gewestelijk niveau en tot nu toe ook in de gemeente. Hetzelfde geldt voor de gemeentelijke administratieve sancties of de dodelijke wapens van de politie, waar de communisten zich systematisch tegen verzetten. Nu is die tijd gelukkig voorbij en hoeven onze politieagenten geen houten stokken meer mee te nemen om op te treden tegen zwaarbewapende drugshandelaren. Ik denk aan Simon De Beer en zijn fascinatie voor robocops, die voortaan ook door de PVDA zullen worden gesteund.

Ik kan u geruststellen, niet alleen de PVDA verraadt haar kiezers, ook de PS doet het. Denk maar aan het commissariaat aan de Schaatsstaat dat door de vorige meerderheid 's nachts werd gesloten. Tijdens de campagne leggen de voormalige socialistische burgemeester en de nieuwe ons uit dat dit een vergissing was en dat ze het opnieuw willen openen. Vandaag vernemen we dat er geen sprake meer is van een heropening van de Schaatsstraat, maar dat de Vorstenaren voor hun formaliteiten naar de Tweestationsstraat in Anderlecht moeten blijven gaan. Concreet betekent dit voor de meest afgelegen delen van de gemeente 30 tot 40 minuten met het openbaar vervoer of zelfs meer naargelang het tijdstip van de nacht. Dat is niet echt onze definitie van een lokale dienstverlening en ik denk dat de Vorstenaren eens te meer de dupe zijn van de politiezone.

Nog steeds op het vlak van veiligheid is het Ecolo dat een bittere pil heeft moeten slikken, i.v.m. de bewakingscamera's die we verafschuwen. Wij zijn dan ook verheugd dat de gemeente eindelijk besluit om actie te ondernemen. Hoewel de formule vaag blijft, wat wordt er verstaan onder “gemotiveerd verzoek van de politie”? Moeten we wachten tot er hotspots zijn in de meeste van onze wijken voordat u reageert, of kunnen zones waar kleine criminaliteit welig tiert, worden aangepakt?

Ik heb vragen bij verschillende geplande maatregelen op het vlak van veiligheidsinvesteringen in verband met de politiezone, met name het gemeentelijk aandeel dat is gereserveerd voor het Com X-project van het toekomstige commissariaat in het licht van de door de minister van Binnenlandse Zaken aangekondigde hervorming.

Ik stel ook vast dat de meerderheid het spelletje speelt “steel een idee van MR-DéFI zonder het te zeggen”. Wanneer u voorstelt om wijkraden op te richten, met de politie, vrijwillige inwoners en de gemeente, om een zone veiliger te maken, dan heet dat een BIN. Ik begrijp dat het pijnlijk is om toe te geven, nadat men 6 jaar lang tegen onze voorstellen op dit vlak heeft gestemd. Maar we laten het achter ons, want het is een echt positieve maatregel voor verschillende wijken.

We vinden ook enkele oude bekenden terug in deze beleidsverklaring: het utopische gemeentelijke zwembad van de heer Quartassi, het ondergronds plaatsen van containers terwijl de balans onder de vorige legislatuur bijna nul was, of nog de verlenging van tram 7 die u buiten de openbare weg wilt, terwijl de MIVB u zwart op wit uitlegt dat dit een slecht idee is en dat er gegraven moet worden.

Ook het Wielsmoeras komt ter sprake, zonder dat de formulering erg duidelijk of geruststellend is. U spreekt over de volledige bescherming ervan, ook vanavond nog in uw presentatie. In de beleidsverklaring wordt echter gesproken over het vinden van een evenwicht met andere stedelijke functies, waaronder huisvesting. U noemt het rietveld, maar ik vraag me af wat de impact is van een bouwproject en een grootschalig project op de biodiversiteit op de site.

Ook over de toekomst van de gevangenis is de tekst onduidelijk. U presenteert een eco-wijk met een mix van overheidswoningen, zonder dus te denken aan privéwoningen. En voor de overgangperiode verwijst u naar de motie van de raad van 2022 door te streven naar een 100% openbare site, waarbij u voorbijgaat aan de situatie van de gemeentefinanciën, die aanzienlijk is verslechterd.

Het is duidelijk dat u niet goed op de hoogte was van de strategische dossiers, want uw visie voor Audi en de Union-site is vaag. Wat Audi betreft, begint u met te zeggen dat u gunstige voorwaarden zal creëren voor de reconversie. Wat betekent dat precies? Zou het een voordelig fiscaal plan zijn? Zeker niet, aangezien u van plan bent om de belastingen voor grote ondernemingen en dus ook voor een toekomstige overnemer van de site te herzien. Geef toe dat het vaag is. En het is duidelijk niet opgewassen tegen de uitdagingen, die nochtans cruciaal zijn. Na zes maanden nadenken en steun van de regionale structuren had ik opvallende voorstellen verwacht, zodat er geen gigantische Caterpillar in het hart van onze gemeente komt te staan. Nadat u om dogmatische redenen nee hebt gezegd tegen de minister van Defensie voor een project op de site, zonder zelfs maar de ins en outs te kennen, ben ik benieuwd wat u gaat voorstellen om uit deze impasse te komen.

Wat de toekomst van Union betreft, is er ook reden tot bezorgdheid. De seizoenen gaan voorbij en uw dossier vordert niet. Erger nog, bij het lezen van de beleidsverklaring lijkt de lijst met voorwaarden langer te worden. Nu maakt u de voltooiing van het project afhankelijk van gewestelijke financiering voor de getroffen gemeentelijke infrastructuur. Als ik de situatie samenvat, bent u dus van plan een stuk grond voor een bepaalde prijs te verkopen en tegelijkertijd een andere partij, in dit geval het Gewest, te vragen financieel bij te dragen aan de bouw. Op een gegeven moment moet er een einde komen aan dit spel. Ik verwachtte van uw beleidsverklaring dat u een deadline zou vaststellen waarop de raad zich zou uitspreken over de voorwaarden waarover u al drie jaar onderhandelt. En de verantwoordelijkheid voor de beslissing bij de raad leggen, dat gaat wel erg ver. De motie waar u naar verwijst, bepaalt wel degelijk dat het College de raad op de hoogte moet brengen, maar dat is nooit gebeurd. En plotseling zou de raad uw deal moeten goedkeuren zonder er iets van te weten. In de praktijk legt het College een ontwerpbesluit voor dat de onderhandelde overeenkomst in het besluit van de raad opneemt. Ik weet dat een meerderheidspartij zich tijdens de campagne vijandig tegen het project heeft opgesteld, maar op een gegeven moment – en hoewel het College heel bedreven is in het spelen van “noch ja, noch nee” – komt het moment van de beslissing. Dat zou zowel voor de club, de omwonenden als de verschillende belanghebbenden heilzaam zijn.

Deze vaagheid is ook aanwezig in het herinrichtingsproject van de omgeving van het Hoogte 100-plein en in een algemeen project. Veel handelaars maken zich zorgen over deze plannen, met name over de aanleg van een voetgangerszone. Hun zorg betreft de veiligheid en netheid van het plein. In plaats van te willen herinrichten, zouden de schaarse financiële middelen veel nuttiger zijn als ze bij voorrang aan deze twee problemen zouden worden besteed.

Ik merk ook op dat de meerderheid van plan is om de diversificatie van de winkels aan te moedigen, wat een belangrijke uitdaging is voor een stad op 10 minuten afstand. Hoewel het doel prijzenswaardig is, vraag ik me af hoe u dit wilt aanpakken. Gezien de onduidelijkheid vraag ik me af of u innovatieve winkels wilt ondersteunen via een premie of dat u bepaalde winkels wilt belasten, zoals het geval is voor nachtwinkels.

U wil discriminatie bestrijden door tests uit te voeren op basis van de methoden van Unia. Bent u van plan gemeenteammbtenaren te mandateren om deze tests uit te voeren? Zo ja, hoeveel VTE zullen worden ingezet voor deze opdracht, die buiten de gemeentelijke taken valt en die in de eerste plaats Unia toekomt naar mijn mening?

Ik merk op dat u voor het herdenkingswerk dat u sinds 2021 wilt uitvoeren, een beroep wilt doen op participatief werk, terwijl hier juist rigoureuus wetenschappelijk werk nodig is. Ik herinner eraan dat de motie dateert van 2021 en dat er in vier jaar tijd niets is gebeurd, dus we hebben hier duidelijk te maken met een opvulling voor de beleidsverklaring. Door alles te willen doen, versnippert uw aandacht en doet u het niet noodzakelijk goed. Het lijkt mij dat uw beleidsverklaring zou kunnen worden vereenvoudigd, want u recycleert veel projecten die u niet tot een goed einde zal brengen.

Wat ten slotte het beheer van het OCMW betreft, blijft u vasthouden aan een logica van afhankelijkheid die onze gemeente naar beneden haalt. Er staat slechts één kleine zin over de socioprofessionele inschakeling en daar besef ik dat we niet op dezelfde planeet leven. Socioprofessionele inschakeling en opleiding van werkzoekenden is waarschijnlijk de belangrijkste uitdaging van deze legislatuur voor de OCMW's. Het aantal begunstigden zal toenemen en uw reflex is om te klagen over de federale regering, terwijl u absoluut niet in staat bent om op uw niveau te werken om mensen uit de precaire situatie te halen. Ik raad u aan om

informatie in te winnen bij de 18 andere Brusselse OCMW's om synergieën en projecten te ontwikkelen in samenwerking met het Gewest, met name het Beroepenpunt. Eerlijk gezegd, als ik lees dat “de ondersteuning van het OCMW verder gaat dan financiële hulp” en ik naar deze ene maatregel kijk, kom ik tot de conclusie dat u absoluut geen emancipatieprojecten hebt. Geen woord over het creëren van banen, over opleidingen voor knelpuntberoepen, over de steun die u zou kunnen bieden om bepaalde jongeren bij het OCMW te helpen hun vaardigheden te ontwikkelen, een diploma te behalen en trots op zichzelf te zijn. U stelt alleen maar voor om hun ellende in stand te houden.

Ik sluit af met te zeggen dat het jammer is dat u deze beleidsverklaring zo slordig hebt afgehandeld. Er staat veel op het spel en ik vrees dat uw beleid van pirouettes en kunstgrepen begrepen is door de kiezers, die u al hebben afgestraft. Er waren zes jaar nodig geweest om de gemeente weer op het juiste spoor te krijgen, zodat Vorst weer aantrekkelijk zou worden. Helaas trekt u geen lessen uit de vorige bestuursperiode.

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN

“De Vorstse lente” ... Na het lezen van deze algemene beleidsverklaring en het aanhoren van de meerderheid, heb ik de indruk dat deze meerderheid helemaal nieuw is, zonder enige ervaring in het bestuur, terwijl twee van de drie componenten, PS en Ecolo/groen, al 18 jaar aan de macht zijn in Vorst, met een deugddoende onderbreking van zes mooie jaren tussen 2012 en 2018, waarin PS en Ecolo/Groen het geluk hadden te kunnen rekenen op een ernstige en constructieve partner, een goede beheerder, u raadt het al, DéFI dus, met wie het mogelijk was om goed werk te leveren voor alle Vorstenaars.

Deze beleidsverklaring zit vol goede voornemens en – zoals Cédric al zei – trapt ook een aantal open deuren in.

Als je het hoort en leest, en de mooie slides ziet, kan de onwetende lezer en toeschouwer er enkel goeds in zien. En dat is precies het doel van de meerderheid PS-PVDA-Ecolo/Groen: de bruid opmaken zodat ze zich van haar mooiste kant laat zien.

Ik wou hier enkele passages uit uw verklaring citeren nadat ik ze 'ontmaskerd' heb:

- U hebt het veel over verenigen in plaats van verdelen, over verbondenheid, over discours dat verdeelt of verenigt. Het is belangrijk dat iedereen zelfkritisch kan zijn.

Verdelende, polariserende discoursen komen niet alleen uit één hoek. Wat het begrip ‘verbinden’ betreft, zal iedereen dat op zijn eigen manier interpreteren.

Beweren dat de kiezers in oktober 2024 een ondubbelzinnige boodschap hebben gegeven waardoor de drie politieke formaties die samen 67 % van de stemmen behaalden, een meerderheid kunnen vormen, is negeren dat 33 % van de bevolking van Vorst niet op deze drie partijen heeft gestemd en dat deze 33 % vooral in bepaalde wijken woont.

Om echt te kunnen beweren dat een meerderheid alle Vorstenaren vertegenwoordigt, had er een meerderheid moeten worden gevormd rond de lijsten die het grootste aantal zetels hebben behaald. Zoals dat elders vaak gebeurt. Dat is pas echt verenigen.

Helaas voor een deel van de bevolking dat zich niet vertegenwoordigd voelt, hebt u ondanks uw mooie discours besloten om in deze links-rechtsverdeling te blijven en u laat dat bij diverse gelegenheden duidelijk blijken.

- Het is overigens mooi en lijkt verantwoord om in de inleiding te vermelden dat “budgettaire verantwoordelijkheid een must is”. Maar het zal nooit een excuus zijn om op te geven. “

Verantwoordelijk zijn betekent noodzakelijkerwijs keuzes maken en dus bepaalde dingen opgeven.

Maar wij vragen ons af hoe jullie het doel gaan bereiken als je een hele reeks nieuwe toezeggingen doet (die hier niet budgettair worden geraamd, zoals gratis onderwijs voor kinderen, gratis bezoeken van ergotherapeuten voor ouderen, nieuwe plaatsen in kinderdagverblijven, nieuwe woningen, de aanstelling van een voltijdse gezondheidswerker,

verlaging van de kosten van bepaalde administratieve documenten ...), zonder maatregelen voor te stellen om de uitgaven te verminderen.

De grootste inspanning die lijkt te worden geleverd, zou de nieuwe inkomsten uit de “coliving”-belasting zijn.

De meerderheid voorziet weliswaar een audit van de gemeente, het OCMW en de politiezone, wat wij natuurlijk toejuichen en zelf ook krachtig hebben verdedigd in ons programma, maar waar gaat zij extra marges halen?

Ik lees daarentegen dat “de meerderheid zal nagaan hoe grote spelers uit de privésector op een eerlijke manier kunnen bijdragen”. Wat betekent dit? Is dit slechts een zin om de PVDA tevreden te stellen, wetende dat de regionale wetgeving gemeenten verbiedt om bedrijven nieuwe lasten op te leggen? Wat is het doel? Andere bedrijven dan Audi weggagen en dan klagen over massale ontslagen? Van hun vertrek profiteren om er sociale woningen te bouwen?

Hoe zit het trouwens met de visie van de meerderheid op het draagvermogen van haar inwoners? Uw visie is zeker gericht op het opvangen van meer mensen in preciaire situaties, maar tot op welk punt? Hoe kan een evenwicht worden gewaarborgd, hoe kan worden gezorgd voor een bijdragevermogen van de inwoners zonder degenen die al het meest bijdragen nog meer te belasten en hen ertoe aan te zetten weg te gaan? Vorst kan het zich niet veroorloven om aan de inhuus te leven.

En als ik in uw hoofdstuk “financiën” lees “de meerderheid zal zich ertoe verbinden geen verhoging door te voeren van belastingen die een directe impact hebben op gezinnen (onroerende voorheffing, personenbelasting)”, zullen sommigen zeggen: “Geweldig, PS-PVDA-Ecolo/Groen gaat de belastingen niet verhogen”.

Ik lees dat heel anders: dat is weliswaar het doel van de meerderheid, maar dat betekent niet dat ze dat ook zal kunnen bereiken en ze bereidt zich daar al op voor.

Ze zal kunnen zeggen: “We waren genooddaakt de belastingen te verhogen, maar dat was niet ons doel, het is niet onze schuld, het komt door Arizona, Trump, Poetin (nee, niet Poetin) ...”

Bovendien betekent de toezegging om de onroerende voorheffing en de personenbelastingen niet te verhogen dat belastingen die niet rechtstreeks van invloed zijn op huishoudens, wel kunnen worden verhoogd. In de loop van de raadsvergaderingen zal ongetwijfeld blijken wie deze belastingverhogingen zullen ondergaan.

- Wat huisvesting betreft, neemt u niet veel risico's met uw streefcijfers, die lopende projecten omvatten die gemakkelijk kunnen worden overgenomen wanneer ze door Zuiderhaard afgewerkt zijn. U kondigt namelijk aan dat er “tijdens de zittingsperiode 200 sociale woningen of woningen met sociale doeleinden zullen worden geopend”, waarbij u aangeeft dat de Zuiderhaard 63 nieuwe woningen zal openen in Diamond Boart en 96 in de Glasblazerij, dus 159 in totaal. Dat het woningbestand van de Grondregie zal worden uitgebreid, weten we nog niet hoe; en dat het SVK 20 nieuwe woningen per jaar zal voorzien. Uw doelstelling, die op het eerste gezicht ambitieus lijkt, zou uiteindelijk niet moeilijk te bereiken moeten zijn, aangezien alleen al met de lopende projecten van de Zuiderhaard en het SVK in 2030 259 bijkomende sociale woningen of woningen met sociale doeleinden zouden worden gerealiseerd, zonder dat het College, dat uiteraard alle eer zal opstrijken, daar iets voor hoeft te doen.

Ik vraag me echter af wat er schuilgaat achter de volgende zin, eveneens in het hoofdstuk over huisvesting: “Bebouwbare terreinen, zowel openbare als privéterreinen, zullen worden geïdentificeerd en gebruikt (...)”. Wat bent u van plan op te leggen aan particuliere eigenaars? Hoe bent u van plan hen in te zetten? Gaat u sociale woningen opleggen in alle projecten en particuliere investeerders ontmoedigen om vastgoedprojecten te ontwikkelen in Vorst?

- Wat mobiliteit betreft, merk ik, in aanvulling op wat Cédric heeft gezegd, op dat “de uitvoering van het gemeentelijk mobiliteitsplan zal worden voortgezet”, evenals “de uitvoering van verkeersluwe zones”, terwijl er tegelijkertijd een “versterkt overleg” zal worden opgezet, blijkbaar op basis van het principe van de Vorstse burgerraad, een overigens redelijk duur initiatief. Daarnaast wordt vermeld dat de meerderheid actief zal pleiten bij de MIVB, met

name voor “de uitbreiding van tram 7 boven de grond”.

Voor u is dat misschien een detail, maar voor mij betekent het veel: het betekent dat de gemeente, ondanks haar streven naar versterkt overleg, de bovengrondse tram 7 in de Koningin Maria-Hendrikalaan oplegt, terwijl de omwonenden duidelijk fel verzet hebben geuit.

- Ten slotte kondigt het College aan dat “de tarieven voor parkeren zullen worden herzien om ze in overeenstemming te brengen met die van buurgemeenten”. Dat lijkt op het eerste gezicht logisch, maar het zal interessant zijn om te weten op welke buurgemeente Vorst zich zal baseren, en ik veronderstel dat dat eerder Sint-Gillis zal zijn dan Ukkel ... Dat doet me denken dat enerzijds de tarieven zullen stijgen en anderzijds Vorst in zones zal worden opgedeeld en de Vorstenaars alleen nog gratis zullen kunnen parkeren in hun eigen zone. En ik neem aan dat dit alles al beslist is en weer zonder enig overleg zal gebeuren!

- Dan kom ik nu bij de veiligheid (een onderwerp waar Cédric ook iets over heeft gezegd en Michel zal aanvullen): je hoeft alleen maar het eerste punt van het programma van deze nieuwe meerderheid te lezen om te zien dat ze van koers zijn veranderd en hun verkiezingsbeloften volledig hebben verloochend: “Een politiebureau dat 24 uur per dag en 7 dagen per week open is, in de onmiddellijke nabijheid van Vorst (Tweestationsstraat)”.

Interessant, dat begrip “onmiddellijke nabijheid”. Van bij mij thuis is het 3 km in vogelvlucht, maar met het openbaar vervoer doe ik er 40 minuten over om er te komen.

Bovendien zijn we nog ver van het commissariaat in de Schaatsstraat, dat bijna alle partijen 's nachts weer open wilden zien.

We zijn ook nog ver verwijderd van de belofte die u doet in uw hoofdstuk “stedelijke ontwikkeling”, waarin u de ambitie heeft om, ik citeer, “van Vorst een ‘10-minuten-gemeente’ te maken, waar alle essentiële diensten (...) bereikbaar zijn in de onmiddellijke nabijheid van waar mensen wonen”. Blijkbaar dus niet voor de veiligheid en de politie ...

Bovendien – als ik me niet vergis – zou dit commissariaat in de Tweestationsstraat het nieuwe hoofdkwartier van zone Zuid, Com X, moeten worden. Is het nog steeds relevant om door te gaan met de bouw van een nieuw hoofdkwartier op een moment dat de politiezones denken aan een fusie, ongeacht of men het eens is met deze fusie of niet? Bovendien is dit nieuwe project voor een centraal commissariaat duur. Het aandeel van Vorst in de investering voor deze zone zou meer dan 10 miljoen euro bedragen. Is dit wel een uitgave die we ons kunnen veroorloven, gezien de financiële situatie van de gemeente en het fusieproces dat op gang is gekomen?

Ik ben overigens blij te lezen dat er “op gemotiveerd verzoek van de politie camera's kunnen worden geïnstalleerd”. De onwetende lezer zou kunnen denken: “Geweldig, de meerderheid gaat eindelijk camera's plaatsen”. Nee hoor. Ik wijs hier op de Ecolo/Groen-toets die, als tegenprestatie voor het gebruik van het taboe-woord “camera”, gepaard moest gaan met alle gebruikelijke voorzorgsmaatregelen om te voorkomen dat het project er komt: “kunnen”, “gemotiveerd verzoek”... Het zou veel beter zijn geweest om te schrijven: “x aantal camera's zal binnen x maanden worden geïnstalleerd op plaats a, b, c en d”.

Tot slot merk ik op dat “er zal worden nagedacht over de criteria en de schaal van de administratieve sancties”. De betwistingsprocedures zullen worden vereenvoudigd en de mogelijkheden voor alternatieve maatregelen voor de administratieve boete zullen worden verduidelijkt.” Hier herkennen we de PVDA-involed, die niet zonder gevolgen zal blijven voor de gemeentefinanciën, aangezien het College de afgelopen jaren de gewoonte heeft genomen om de GAS-inkomsten op te blazen om een evenwichtige begroting te kunnen voorleggen. Als het College zijn toekomstprognoses serieus neemt, zal het deze inkomsten moeten verlagen, aangezien de voorkeur zal worden gegeven aan alternatieve maatregelen voor administratieve boetes ... Dezelfde dynamiek is trouwens te vinden in het volgende hoofdstuk, over netheid, waar men “herstelmaatregelen” lijkt te willen uitwerken in plaats van geldboetes voor sluikestorten.

- Wat betreft de strijd tegen discriminatie en voor gelijkheid, ga ik niets 'ontmaskeren', maar wel een opmerking maken waarop ik een antwoord verwacht: ik ben het niet eens met de manier waarop u de verschillende vormen van discriminatie presenteert door ze in hokjes te plaatsen. Ik citeer: “De strijd tegen stereotypen en vooroordelen zal worden opgevoerd, of ze nu

verband houden met afkomst of de echte of vermeende aanhorigheid tot een culturele of etnische groep (antisemitisme, negrofobie, romofobie, ...), religie of geloof (islamofobie, ...), geslacht of seksuele geaardheid (seksisme, LGBTQIA+-fobie), fysieke verschijning (grossofobie, ...), of een ander persoonlijk kenmerk (validisme, ...)." Ik begrijp niet goed waarom deze verschillende vormen van discriminatie worden geclassificeerd. Antisemitisme zou bv. ook in het vakje "godsdienst en overtuiging" kunnen vallen en aangezien het niet twee keer wordt genoemd, tenzij er een bewuste keuze achter deze classificatie schuilgaat, waarvoor ik dan graag een uitleg zou willen, zou het goed zijn om deze zin volledig te herschrijven.

- Op cultureel gebied zegt u dat u een programmering wilt handhaven die de culturele diversiteit van Vorst weerspiegelt. Ik hoop dat u in dit kader voortaan een programmering voorziet die de volledige culturele diversiteit van Vorst weerspiegelt en toegankelijk is voor de bevolking van alle wijken. Ik betreur het dat BRASS aan het begin van uw mandaat cultuur en politiek door elkaar haalt met het evenement dat het vrijdag organiseert rond een politiek zeer gevoelig onderwerp, dat zal worden 'gemodereerd' door iemand met een uitgesproken politieke kleur, nl. een voormalig Brussels parlementslid en PvdA-fractievoorzitter in onze gemeenteraad. Dit staat ver af van de verbindende projecten waarmee u dweept.

- Ik kom even kort op sport terug, om twee opmerkingen te maken:

- Ik lees dat "de huurprijzen voor gemeentelijke sportfaciliteiten zullen worden aangepast aan de bedragen van het lidgeld dat de clubs vragen". Op het eerste gezicht lijkt dit een goede maatregel voor sociale rechtvaardigheid, maar dat is het niet. Het is een domme maatregel die de realiteit op het terrein totaal miskent. Het lidgeld kan om tal van redenen van club tot club verschillen:

o omdat de ene club bv. meer uitrusting aanbiedt dan de andere,

o omdat de ene club minder sponsorinkomsten heeft dan de andere,

o omdat een club hoger lidgeld vraagt om een marge te hebben om jongeren wier families zich geen lidgeld kunnen veroorloven, gratis of tegen lagere kosten te kunnen toelaten,

o of omdat een club moet betalen voor de veiligheid van de leden ...

Kortom, hoger lidgeld betekent niet dat de club veel geld in haar zakken steekt.

Ik merk trouwens op dat een "onlineplatform het hele sportaanbod in de gemeente overzichtelijk en toegankelijk zal maken". Als men "het hele aanbod" zegt, hoop ik dat dit ook echt het geval zal zijn. Niet zoals in het laatste gemeentelijk infoblad, waarin Forest Domaine werd overgeslagen. Forest Domaine is weliswaar geen sportinfrastructuur die rechtstreeks door de gemeente wordt beheerd, maar het is wel in concessie gegeven en toch een van de pareltjes van onze gemeente. Het is niet omdat het door een private actor wordt beheerd, dat het van de kaart van de sportactiviteiten in Vorst moet worden geschrapt. De huidige situatie wordt door sommige Vorstenaren zeer slecht opgevat.

Er valt nog veel te zeggen en onze fractie zal tijdens de komende gemeenteraden terugkomen op verschillende elementen van deze beleidsverklaring, maar ik wil afsluiten met een zorgwekkend element dat niet veranderd is tussen de vorige en de nieuwe meerderheid, nl. uw onvermogen om uw verantwoordelijkheid te nemen op bepaalde gebieden. Ik denk aan het Wielsmoeras of het toekomstige stadion van Union, waar Cédric het over had, onderwerpen waarover u vaag blijft en nog steeds twijfel laat bestaan over uw bedoelingen ... zoals altijd ...

Tot slot, bij het lezen van de 54 pagina's van deze beleidsverklaring, zijn er, afgezien van de paginanummering, niet echt cijfers te vinden. Er zijn geen begrotingsramingen of kalenders te vinden.

We vragen ons af hoe elke voorgestelde maatregel zonder cijfers kan worden uitgevoerd, terwijl de gemeente bij de laatste begrotingswijziging in 2024 een gecumuleerd tekort van 1,3 miljoen euro had.

Het gemeentepersoneel, dat al onder druk staat, zal wellicht geen nieuwe werklast aankunnen en de aanwervingen zullen zeker worden bevroren, behalve voor wettelijke verplichtingen.

We kijken dan ook met belangstelling uit naar het gedocumenteerde driejarenplan met cijfers dat bij de begroting 2025 moet worden gevoegd, zowel voor de gemeente als voor het OCMW.

Wordt dus vervolgd ...

Tussenkomst van de heer CLAISE

Ik vind uw benadering van veiligheid erg goed. Ik heb het met veel plezier gelezen. Ik heb trouwens een beetje het gevoel dat ik gekopieerd ben, want het is een beetje wat ik tijdens de federale campagne gepresenteerd had. Ik wil twee punten benadrukken. Het eerste punt betreft het lokale commissariaat en wat er met ons gaat gebeuren door de fusie van de politiezones en de projecten op korte, middellange en lange termijn, wat fundamenteeler is dan een politiebureau dat 24 uur per dag en 7 dagen per week open is. Het tweede punt betreft de camera's, waarvoor ik een objectief voorstel wil doen: laten we de belangrijke punten op vlak van criminaliteit op ons grondgebied in kaart brengen en daar camera's plaatsen.

Het is ook dringend dat we drones kunnen inzetten, aangezien dit een wapen is dat zowel repressief als afschrikkend werkt. Geloof me, als we ze inzetten bij drugsdealers, verdwijnen die.

Tussenkomst van de heer POTELLE

Twee punten: ik wil erop wijzen dat u bent vergeten de beleidsverklaring op de website te plaatsen, zoals aangekondigd.

U spreekt over een evenwichtige begroting, maar uw tekst bevat geen cijfers. U spreekt over een daling van de inkomsten (de tarieven voor administratieve documenten dalen) en een stijging van de uitgaven. Ik heb er 16 gevonden, en zelfs als ze redelijk zijn, brengt dat de begroting uit evenwicht. Ik heb geen dalingen in de uitgaven gevonden en de enige stijging in de inkomsten die over het algemeen klopt, is de co-living belasting. Op het eerste gezicht, zelfs zonder cijfers, is er sprake van een onevenwicht.

Tussenkomst van de heer PEYCKER

Vandaag debatteren we over een strategisch document dat de grote lijnen van het beleid voor de komende zes jaar uitzet. Dit is een belangrijk moment voor het democratische leven in Vorst en we hadden dit graag besproken in omstandigheden die recht doen aan het belang van de uitdaging.

Dat is echter niet het geval.

De tekst van deze gemeentelijke beleidsverklaring – een lijvig document van 54 pagina's – werd ons op de vrijdagochtend voor het paasweekend bezorgd, amper één werkdag voor de vergadering.

Dat laat geen ernstige analyse toe, noch een democratisch debat dat die naam waardig is.

Dit is niet alleen een kwestie van timing. Het is een kwestie van methode.

Een gemeenteraad is geen registratiekamer. En lokale democratie is geen technische formaliteit.

Het veronderstelt anticipatie, institutionele loyaliteit en respect voor de rol van de raadsleden.

We betreuren het ook dat we via sociale media vernamen dat de beleidsverklaring vandaag op de agenda stond en er de voorkeur aan wordt gegeven om een lobbygroep te informeren in plaats van de verkozenen. We hopen trouwens dat uw weigering om het punt uit te stellen geen verband houdt met dit lobby.

De fractie Les Engagé.e.s gaat het dossier niet uit de weg.

Wij hebben gewerkt. Wij hebben gelezen. Wij hebben geanalyseerd.

En wij geven u hier een kritische, veeleisende maar constructieve lezing van uw verklaring.

We structureren onze interventie rond 10 pijlers, die volgens ons de sterke punten en vooral de beperkingen van uw project aan het licht brengen:

We zullen op elk van deze punten terugkomen.

Want onze rol in de oppositie is niet om alles per definitie af te breken. Het is onderzoeken, vragen stellen en een andere weg voorstellen, trouw aan de waarden die wij behartigen: solidariteit, duurzaamheid, billijkheid en echte participatie.

PIJLER 1 – GEZONDHEID

Gezondheid is een zaak van de hele gemeente.

In Vorst willen we van gezondheid een transversaal thema maken, geen geïsoleerde bevoegdheid.

De meerderheid zet zich hiervoor in, met name met het charter ‘Gezondheid in alle beleidsdomeinen’. Dat is een goede basis.

Maar nu moet het ook in daden worden omgezet.

Eerste kompas: het gemeentelijk gezondheidsbeleid beter structureren.

Een fulltime coördinator gezondheid-handicap is een goed begin.

Maar er is ook meer budget nodig, meer ondersteuning voor de teams en een echte politieke sturing.

Tweede prioriteit: preventie in de buurt.

Ja, de gemeente kan actie ondernemen: in samenwerking met medische centra, verenigingen, scholen ...

We moeten de gezondheidswerkers in kaart brengen, duidelijke campagnes organiseren en lokale partnerschappen versterken.

Derde pijler: geestelijke gezondheid.

Zelfmoord is de belangrijkste doodsoorzaak bij jongeren. Dat is onaanvaardbaar.

Vorst moet een lokaal sociaal-gezondheidscontract opstellen, met alle terreinactoren.

En bovenal moet het zijn acties aanpassen aan de realiteit: isolement van jongeren, vermoeidheid van ouders, kwetsbaarheid van migranten, lijden van ouderen.

Tot slot, voeding.

Gezond eten mag geen voorrecht zijn.

Vorst wil een Huis van de Voeding opstarten met een solidair restaurant, korte ketens ondersteunen en de kantines transformeren.

Heel goed. Maar de uitdaging is om dit vol te houden, om een echt recht op duurzame voeding te creëren dat voor iedereen toegankelijk is.

Les Engagé•e•s steunen deze ambitie. Maar gezondheid kan niet worden opgelegd. Die moet worden opgebouwd.

Met luisteren, strengheid, middelen en met een echte mobilisatie van de eerstelijns die het moeilijk heeft in Vorst.

PIJLER 2 – HUISVESTING

U kondigt de bouw van 200 extra gemeentelijke woningen aan. Dat is een ambitieuze

doelstelling, die wij delen.

Maar we vragen ons af: zijn deze 200 woningen inclusief de 160 woningen die al tijdens de vorige bestuursperiode gepland waren, nl. de 96 woningen Van Roy en de 63 woningen van het project Diamond Boart?

Als dat het geval is, is het geen nieuwe verbintenis, maar hergebruik van bestaande projecten.

Bovendien zien we geen vastgoedplanning, geen vastgelegde sociale prioriteiten en geen operationele kalender. Waar is de visie om de diversiteit te versterken, de uittocht van gezinnen tegen te gaan en kwetsbare groepen te ondersteunen?

Huisvesting is niet alleen een kwestie van cijfers. Het is een hefboom voor sociale rechtvaardigheid, autonomie en territoriale cohesie.

De groep Les Engagé.e.s verdedigt het recht op volledige huisvesting: waardig, duurzaam en veilig leven in evenwichtige wijken die samen met de bewoners zijn gebouwd.

Onze vragen:

- Bevestigt u dat de 160 woningen van Van Roy en DiamantBoart zijn meegeteld in de 200 aangekondigde woningen?

- Welke strategie zal worden gevolgd om nieuwe betaalbare woningen te ontwikkelen?

PIJLER 3 – MOBILITEIT & OPENBARE RUIMTE

Uw verklaring bevat 3 concepten:

- STOP

- BABE

- 3-30-300

Dat zijn solide referentiepunten. Maar in uw verklaring worden het slogans. Geen kalender. Geen hiërarchisering. Geen duidelijke keuzes.

U hebt het over schoolstraten, autoluwe wijken. Heel goed. Maar waar? Wanneer? Met wie? En hoe creëer je draagvlak?

De fractie Les Engagé.e.s pleit voor een rechtvaardige mobiliteit voor alle weggebruikers, inclusief automobilisten, een coherente mobiliteit die openbare ruimte vrijmaakt ten dienste van het samenleven. Veiligere, groenere en ook met de auto beter bereikbare straten.

Onze vragen:

- Welke weggedeelten of wijken zijn geschikt om de principes STOP, BABE en 3-30-300 concreet toe te passen?

- Welke overlegmethode gaat u gebruiken om draagvlak voor de herinrichtingsprojecten te creëren?

PIJLER 4 – ONDERWIJS & JEUGD

Vorst is een jonge gemeente. Dat is een demografische realiteit, maar ook een politieke kans. We moeten ons echter wel de middelen verschaffen om erop in te spelen.

De Vorstse school kan beter.

De meerderheid kondigt maatregelen aan voor een meer inclusieve, open en billijke school. We juichen het gratis onderwijs vanaf het derde leerjaar, de strijd tegen schooluitval en de inspanningen op het vlak van inclusie toe.

Maar er blijven nog onduidelijkheden.

Waar zijn de concrete middelen om scholen te renoveren en voor iedereen toegankelijk te maken? Wie gaat het gratis onderwijs in elke instelling omkaderen?

Les Engagé.e.s pleiten voor een school die succesvol is met iedereen en voor iedereen. Een school die het tempo van elk kind respecteert, kritische geesten vormt en ongelijkheid actief bestrijdt.

We zullen veeleisend en constructief zijn. Want elk kind verdient veel meer dan alleen goede bedoelingen.

PIJLER 5 – SPORT

Sport wordt in uw verklaring genoemd in verband met gezondheid, inclusie en onderwijs. En dat is een goede zaak. Maar waar is de strategie? Waar zijn de middelen? Waar zijn de prioriteiten?

In Vorst moet sport een recht zijn.

De meerderheid kondigt mooie voornemens aan: sport voor alle leeftijden, alle budgetten, ... Gemoderniseerde infrastructuur, verbindende evenementen, gehandicaptensport, strijd tegen discriminatie ... Prima.

Maar we wachten nog steeds op duidelijke toezeggingen op 2 fronten:

Wanneer en hoe worden de beloofde nieuwe voorzieningen gefinancierd?

Wat is het concrete antwoord voor Vorstenaars die nog steeds geen toegang hebben tot een zwembad?

Sport is niet alleen maar zweten. Het is een manier om banden te smeden, grenzen te verleggen en te bouwen aan een rechtvaardigere gemeente. Maar daarvoor zijn middelen, ruimte en opvolging nodig.

Les Engagé.e.s willen toegankelijke en duurzame sportbeleving. Sport die mensen samenbrengt, heelt en verbondenheid bevordert.

Geen beloften op papier.

PIJLER 8 – FINANCIËN & HAALBAARHEID

Vorst is een gemeente die structureel kwetsbaar is op budgettair vlak. Dat weet iedereen.

En toch wijdt u in uw 54 pagina's tellende verklaring slechts enkele paragrafen aan de financiën, met weinig cijfergegevens.

Geen analyse van de uitgangssituatie. Geen traject om het evenwicht op middellange termijn te garanderen. Geen redenering over de lokale belastingen, de beheersing van de uitgaven of de manoeuvreerruimte die bij het Gewest moet worden gezocht.

U doet beloftes. Maar met welke middelen? En met welke geloofwaardigheid als u geen financiële koers uitzet?

De fractie Les Engagé.e.s staat voor een veeleisend, verantwoordelijk en helder beheer, dat politieke keuzes maakt en problemen niet voor zich uitschuift.

Onze vraag:

- Welke investeringen krijgen voorrang in geval van toenemende financiële beperkingen?

PIJLER 10 – STADION VAN UNION SAINT-GILLOISE

Het project rond een stadion voor Union in de Bempt wordt vermeld in uw beleidsverklaring. In

één zin wordt het genoemd als een dossier dat nauwlettend zal worden gevolgd in het kader van een duurzame en geïntegreerde ontwikkeling.

Maar dat is het net: dit project kan niet in één zin worden samengevat. Het heeft te maken met stedenbouw, mobiliteit, milieu, gemeentefinanciën en het gebruik van openbare ruimte. Het wekt verwachtingen en zorgen. Het is structurerend.

De relatieve stilte in uw verklaring over de wijze van bestuur, de planning en de garanties voor de lokale clubs en de gebruikers van de Bempt roept vragen op. Dat is ontwijkend en dat vinden wij jammer.

CONCLUSIE

Deze gemeentelijke beleidsverklaring bevat lovenswaardige intenties. Maar het ontbreekt aan verankering, duidelijkheid, cijfers/financiële gegevens en vooral aan moed.

Te veel vaagheid, te veel leemtes, te veel formules. Te weinig koers, te weinig methode, te weinig concrete verbintenissen.

Wij, Les Engagé.e.s, zijn niet uit principe in de oppositie.

Maar we zullen veeleisend zijn, waakzaam en voortdurend voorstellen doen.

Want Vorst verdient een rechtvaardig, duurzaam en begrijpelijk overheidsbeleid dat samen met de inwoners wordt opgebouwd. Dat zal onze lijn zijn. En die zullen we vasthouden.

Ik wil er nog aan toevoegen dat het belangrijk is om de tijd te nemen om een document als deze beleidsverklaring te analyseren. Ik ben dyslectisch en als ik dit soort oefening niet voorbereid, wordt het een ramp als ik het mondeling moet brengen.

Repliek van de heer SPAPENS

Wat betreft de termijn voor indiening: die was inderdaad kort, maar ik herinner eraan dat we tijdens de vorige raadsvergadering hadden toegezegd dit punt op de agenda van deze vergadering te zetten. Deze algemene beleidsverklaring bestaat al maanden. Er kunnen nog dingen veranderen, bv. het centrale commissariaat en de aankondiging van de fusie van de politiezones die de federale overheid wil doorvoeren, terwijl de hele gemeenteraad zich hiertegen verzet. Ik herinner eraan dat het commissariaat dat momenteel 24 uur per dag open is, Demosthenes is. Nu wonen Vorstenaars op 400 m van het politiebureau dat zal worden geopend. Dat betekent niet dat we het commissariaat aan de Schaatsstraat opgeven. We mogen niet vergeten dat het in erbarmelijke staat verkeert en dat het moet worden leeggemaakt en gerenoveerd. Het centraal commissariaat gaat over minder dan een jaar open.

Mijnheer De Permentier, uw antwoord is een cliché, een lijst van onwaarheden. Elke partij van de meerderheid wordt een beetje aangevallen. Dat is interessant en we zouden u met grapjes kunnen antwoorden, maar we zijn hier met een ernstige oefening bezig.

Wat Audi en het stadion van Union betreft, zijn we heel duidelijk en is de timing heel precies. Zodra Union een vergunning aanvraagt, wordt deze voorgelegd aan de gemeenteraad, idem als Union een stedenbouwkundige vergunning krijgt. Aangezien het Gewest nog geen nieuwe regering heeft, staat de dialoog met het Gewest momenteel on hold.

Ik wil eraan herinneren dat 67 % van de kiezers op de partijen van de huidige coalitie heeft gestemd, en dat is niet niets. Ik ben het niet eens met uw bewering, mijnheer Loewenstein, dat bepaalde wijken massaal op bepaalde lijsten hebben gestemd. Het is een cliché om onze gemeente systematisch op te splitsen in een hoger en een lager gelegen deel.

Wat het einde van Audi betreft, hoop ik dat niemand van u denkt dat dit te maken heeft met de gemeentebelastingen.

Wat de belastingen betreft, is het onze duidelijke wens om deze niet te verhogen.

Wat de camera's betreft, wil geen enkele partij camera's die nergens voor dienen. Ik herinner

eraan dat sommige schietpartijen onder onze camera's gebeurden. Sinds het begin van deze zittingsperiode zijn er vier camera's geplaatst voor specifieke verschijnselen waarover we tijdens de vorige raad hebben gesproken. Volgens de politie is het relevanter om mobiele camera's te hebben dan vaste. Toen er camera's moesten worden geplaatst, heeft de meerderheid dat gedaan, ook al zijn het tijdelijke.

Ik heb helemaal niet de indruk dat het bedrag van de GAS overschat wordt.

De sporttarieven zijn echt voorbeeldig. Uiteraard moeten er onderscheiden worden gemaakt, o.a. op basis van de sporten. Het is duidelijk dat een bijdrage voor voetbal niet hetzelfde kost als voor taekwondo.

Ik ben het met u eens wat betreft de tennisbanen van Forest Domaine. Dat is trouwens een van de plaatsen waar we investeren, o.a. in de plaatsing van nieuwe ballen. Dat zal in de tekst worden toegevoegd.

Wat de camera's betreft, wordt er nagedacht om ze zo goed mogelijk te plaatsen. Ik neem geen standpunt in over drones, niet uit dogmatisme, maar omdat ik er niet veel over weet. Momenteel hebben we de politie gevraagd in welke context drones kunnen worden ingezet (de politie beschikt over een drone). Drones werden tijdens de coronaperiode ingezet en zouden bij bepaalde soorten interventies kunnen worden gebruikt. Ik zal navraag doen bij de politiezone en kom hierop terug.

We geven geen wijkcommissariaat op. Het is onze ambitie om een commissariaat in de Schaatsstraat te behouden. Het centrale commissariaat voor de drie gemeenten komt in de Tweestationsstraat.

Wat betreft het door de heer Potelle gesignaleerde onevenwicht. Sommigen onder u merken op dat de beleidsverklaring niet overloopt van revoluties of nieuwe projecten. Dat klopt, omdat we rekening hebben gehouden met evenwicht. We hebben niet al onze dromen erin gestopt. We hebben erin gestopt wat realistisch en haalbaar was. In de nieuwe maatregelen zitten we niet boven de 500.000 euro. Wat de verwachte dalingen betreft, zijn er enerzijds bepaalde belastingen die dit bedrag niet zullen terugbrengen. Er zullen echter besparingen worden gerealiseerd op basis van overwegingen over zaken die al dan niet moeten worden behouden. En op basis van een audit van de efficiëntie en modernisering van onze processen, wat niet betekent dat er personeel zal worden ontslagen.

Repliek van de heer MUGABO

Wat het Wielsmoeras betreft, verwijs ik naar de beleidsverklaring, waarin staat dat de gemeente zich ertoe verbindt het hele moeras te beschermen, inclusief het rietveld aan de noordkant. Het terrein is geen eigendom van de gemeente, maar zij neemt wel een duidelijk standpunt in ten aanzien van deze site.

We hebben het niet over het opnieuw oprichten van een burgerraad, maar over het benutten van de voordelen ervan, nl. representativiteit van de sociologische diversiteit van de burgers. Ik wilde u ook wijzen op tegenstrijdigheden, nl. dat u zowel burgerparticipatie wil als dat het niet te duur mag zijn. Als u kwalitatieve burgerparticipatie wilt, vergt dat middelen en investeringen. Ik ben er zeker van dat u ons zult steunen in deze noodzakelijke investering om de burgerparticipatie in de gemeente te versterken.

Wat tram 7 betreft, vind ik het grappig dat u nog steeds vasthoudt aan een oude studie van de MIVB uit 2018-2019. Ga eens vragen aan de MIVB wat zij nu vinden van het graven van tunnels in de Brusselse ondergrond. Als ze al problemen hebben in het Zuidpaleis, kunt u zich niet voorstellen welke problemen wij hier, in laaggelegen gebied, kunnen krijgen met onze zandgrond en dito grondwater.

Repliek van de heer DE BEER

Ik ben verward over het standpunt van de MR. Toen we in de oppositie zaten, verweten jullie ons dat we geen compromissen sloten. Nu we in de meerderheid zitten, verwijten jullie ons dat we dat wel doen. U zal me dus uitleg moeten geven. De eerste verdienste van onze deelname aan

deze meerderheid is dat we uw partijen in de oppositie hebben gehouden. Als we zien welke plannen jullie hebben voor sociale afbraak op andere bestuursniveaus, ben ik trots deel uit te maken van een gemeentelijke meerderheid die probeert hetzelfde scenario op gemeentelijk niveau te vermijden in een zeer moeilijke context. U bent teruggekomen op het feit dat wij klagen over het gebrek aan financiering van de gemeenten, maar dat is effectief een belangrijk punt. Een voorbeeld: een vermogensbelasting zoals de PVDA, Ecolo en de PS eisen, zou, als we het model van de PVDA nemen die een belasting van 2% wil op vermogens van meer dan 5 miljoen, en als we de opbrengst daarvan eerlijk zouden verdelen over de gemeenten op basis van het aantal inwoners, jaarlijks 40 miljoen euro opleveren voor een gemeente als Vorst. Met dit bedrag kan men de onroerende voorheffing verlagen, dubbel zoveel straatvegers aanwerven en de schepen voor gezondheid aanzienlijk versterken. En dat met een heffing op een klein deel van de fortuinen die dankzij de collectieve inspanningen van iedereen zijn opgebouwd. Ja, de kwestie van de financiering staat centraal. Hier moeten we beleid handhaven en bijeenschrapen als we kijken naar de rijkdom die in België wordt geproduceerd.

U verwijt ons ook dat we voortdurend terugkomen op de oude recepten van de vorige meerderheid. Ik vind dat u het bent die voortdurend met dezelfde kritiek komt, in die mate dat u overal in de beleidsverklaring het kwaad ziet, bv. in het Wielsmoeras, het stadiondossier, de antidiscriminatie-tests, ... Ik vind dat jammer, want uw interventies zijn weinig constructief.

U verwijt ons weinig cijfers te hebben. Voor huisvesting heb ik er enkele gezet. We willen 200 gemeentewoningen met sociaal doel openen. Ik heb het hier dus over de woningen van de haard en de Regie. Daar komen nog eens 120 SVK-woningen bij. Dat zijn er dus 320 in totaal. We erven inderdaad projecten die al zijn gestart. Daarom werken we nu aan de ontwikkeling van nieuwe projecten die onder toekomstige meerderheden kunnen worden gerealiseerd. Samen met mijn diensten hebben we zeven sites geïdentificeerd waarmee we in gesprek zijn om sociale woningbouwprojecten in verschillende vormen te realiseren. Dit werk is essentieel omdat de 320 woningen niet voldoende zullen zijn om de huidige woningcrisis het hoofd te bieden.

Repliek van mevrouw DE LAVELEYE

Ik zal reageren op wat het OCMW aangaat. We hebben een Lokaal Gezondheidscontract in Vorst, waarvan we bang zijn voor de toekomst zolang er geen Brusselse regering is. We zullen een eigen beleidsverklaring voor het OCMW krijgen en het debat hierover zal plaatsvinden in de raad voor maatschappelijk welzijn. Ik voel me altijd erg ongemakkelijk als ik te maken krijg met klassenminachting als we het hebben over de meest kwetsbaren onder ons. We hebben nog een presentatie van ACTIRIS gekregen, die ons de kloof toonde tussen het profiel van de werkzoekenden in Brussel en het jobaanbod in het Brussels Gewest. Begeleiding bij het zoeken naar werk kan niet bij decreet worden opgelegd. En als u suggereert dat het OCMW zijn taken op het vlak van begeleiding van de SPI niet naar behoren vervult, dan raad ik u aan om dit te vragen aan uw collega's die zetelden in de OCMW-raad, zodat u kunt zien dat er zeker ruimte is voor verbetering, maar dat er al veel werk wordt verzet. Om het nog beter te kunnen doen, zijn er in de toekomst meer maatschappelijk werkers nodig. Meer maatschappelijk werkers betekent meer middelen, en meer middelen zullen we in de toekomst niet hebben.

Even een knipoog naar de heer Loewenstein. Als vijf mannen uit de oppositie het woord nemen om de beleidsverklaring onder vuur te nemen, laten we dan niet spreken over de bruid die te veel make-up draagt, want dat zou verkeerd kunnen worden opgevat.

Repliek van mevrouw FLAMME

Wat de opmerkingen over mobiliteit betreft, hebben we nooit gezegd dat we Vorst in zones gaan opdelen.

Wat het lokale mobiliteitscontract van Hoogte 100 betreft: dit project bevindt zich nog in de studiefase en er is dus nog niets beslist, met name wat betreft een eventuele voetgangerszone.

Er zijn geen vaste of vooraf bepaalde cijfers betreffende de schoolstraten. Het idee is om in dialoog te gaan met de scholen die hierom vragen. We gaan de scholen informeren, hen het principe voorstellen en ondersteuning bieden aan de scholen die hieraan willen deelnemen. De uitvoering gebeurt in samenwerking met de onderwijsteams, ouders en gemeentediensten. Het is een gezamenlijke aanpak die wordt aangepast aan de context van elke school.

Replik van de heer PIERRE-DE PERMENTIER

Ik vind het een beetje overdreven om over karikaturen te spreken terwijl u duidelijk minachting toont voor de raadsleden. De werkomstandigheden zijn erbarmelijk en u maakt er nog grapjes over. Uw antwoorden zijn geen antwoorden, het zijn regelrechte aanvallen omdat wij uw politieke koers in twijfel trekken. Ik heb u vragen gesteld, maar in plaats van ze te beantwoorden, ontwijkt u het debat door u te verschuilen achter ad hominem-antwoorden.

Replik van de heer LOEWENSTEIN

- Ik kom terug op enkele punten:

- Wat betreft Union: de conclusies in het beleidsverklaring zijn niet duidelijk. Zodra aan alle voorwaarden is voldaan en de vergunning is verleend, staat er namelijk dat de gemeenteraad “zal beslissen”. Wat we graag hadden gezien, is “het College zal de raad voorstellen om zijn grond te verkopen”. Dat is een duidelijke en ondubbelzinnige formulering. En als dat echt uw bedoeling is, gelieve dat dan hier te vermelden. Dat zal dan in het verslag worden opgenomen.

- Wat betreft de gedifferentieerde vergoedingen voor het gebruik van sportfaciliteiten, mag er niet alleen een onderscheid worden gemaakt op basis van de sport (u noemt voetbal en taekwondo) ... De werkelijkheid is veel subtieler: binnen dezelfde discipline kunnen er verschillen in bijdragen zijn om de redenen die ik heb genoemd. Ik verzoek u dan ook hiermee rekening te houden. Ik verzoek u ook goed na te denken over wat u gaat invoeren, want een gedifferentieerd tarief moet goed gemotiveerd zijn om het in de grondwet verankerde beginsel van gelijkheid en non-discriminatie niet te schenden.

- Wat betreft het Wielsmoeras, lees ik op pg. 17: "Onbebouwde ruimten zullen zoveel mogelijk gevrijwaard worden, waarbij ervoor gezorgd wordt dat er een evenwicht blijft bestaan met andere stedelijke functies. Dit omvat in het bijzonder het hele Wielsmoeras (inclusief het noordelijke rietveld), de hele tuin van Villa Dewin, het Tros-/Grappe-plateau, ... Aan de ene kant wordt vermeld dat de ruimtes “zoveel mogelijk” behouden zullen blijven, aan de andere kant wordt de omvang van sommige ervan genoemd. Kunt u mij bevestigen dat de hele site behouden blijft?

- Wat betreft de parkeerplaatsen, verzin ik niet veel; er staat zwart op wit: “de tarieven zullen worden herzien om ze in overeenstemming te brengen met die van de naburige gemeenten”. De gemeente Sint-Gillis, die vaak een voorbeeld is geweest voor dit College, hanteert duurdere tarieven dan Vorst en heeft haar grondgebied duidelijk in zones ingedeeld. Als u de tarieven afstemt op die van Sint-Gillis, gaan we die kant op. Is dat wat u wil? Naar welke gemeente wordt er dan verwezen als dat niet het geval is? Ukkel? Elsene?

- Wat betreft tram 7 bovengronds: stop met het verdraaien van mijn woorden. Wat men u verwijt, is dat u geen rekening houdt met de bezwaren van de mensen die rechtstreeks hinder zullen ondervinden van deze tram. De omwonenden zijn tegen het project, maar u zet het toch door. Het goede nieuws, helaas voor de toekomstige westelijke ringweg, komt misschien van de gewestfinanciën en de projecten die de MIVB moet opgeven.

- Overleg is van fundamenteel belang, net als respect voor de burgers.

Replik van de heer POTELLE

Wat betreft mijn vraag over het niet publiceren van de beleidsverklaring op de website vóór vanavond, was het dan niet mogelijk geweest om deze te publiceren met de vermelding “draft”? Dat zou de transparantie ten goede komen.

Replik van de heer SPAPENS

Sorry dat ik niet heb gereageerd. We publiceren niets voordat het is voorgelegd. Als we dat wel hadden gedaan, had u ons dat verweten.

Replik van de heer PEYCKER

Bedankt voor uw antwoorden, ook al zijn ze niet allemaal bevredigend.

Wat betreft het stadion. Ik ben niet op de hoogte van de geheimen van de goden, maar het lijkt goed te vorderen. Ik heb mijn twijfels over de timing. Als Union meer tijd nodig heeft om een vergunning aan te vragen, zijn er misschien vragen te stellen vanaf het moment dat ze hun elite jongens naar Zaventem brengen en de meisjes in Drogenbos spelen. We zitten al met een lege fabriek; het zou jammer zijn als we ook met een leeg stadion komen te zitten.

2 annexes / 2 bijlagen

Sophie Michez quitte la séance / verlaat de zitting.

10 **Affaires générales - Conseil communal - Commissions - Composition - Revu.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 44 et 45 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal ;

DECIDE,

D'arrêter comme repris en ci-dessous la composition des commissions du conseil communal:

Affaires relevant du Bourgmestre, M. Charles SPAPENS Affaires générales – SIPP – Police – Secrétariat – Relations Publiques – Protocole - Coopération européenne et internationale – Solidarité internationale et migration – Prospective et Stratégie - Transition de l'administration (compétence partagée) – Communication – Subsidies – Tutelle CPAS – Finances – Culture (Bibliothèque francophone, Grands événements, Festivités) – Développement économique – Service central d'achats – Affaires juridiques

Président : Liesbeth GOOSSENS

Président suppléant : /

Membres effectifs : Michel CLAISE, Eitan BERGMAN, Charles POTELLE, Teresa VETTER, Francis DAGRIN, Sébastien GILLARD, Maud DE RIDDER, Gilles MARTIN, Ahmed OUARTASSI.

Membres suppléants : Cédric PIERRE-DEPERMENTIER, Marc LOEWENSTEIN, Dominique GILLARD, Antoine LEBESSIS, Vanessa DOS SANTOS, Alitia ANGELI, Rokia BAMBA, Zakaria YACCOUBI.

Observateur effectif : Stéphane PEYCKER

Observateur suppléant : Sophie MICHEZ

Affaires relevant du 1^{er} Echevin M. Alain MUGABO – Echevin de la ville verte : Climat – Urbanisme (permis d'urbanisme et permis d'environnement) – Planification urbaine (compétence partagée) – Revitalisation urbaine – Environnement – Agriculture urbaine – Espace vert – Énergie – Eau – Participation citoyenne (compétence partagée) – Transition de l'administration (compétence partagée)

Président : Marie POULAERT

Président suppléant : Cédric PIERRE-DEPERMENTIER

Membres effectifs : Cédric PIERRE-DEPERMENTIER, Marc LOEWENSTEIN, Marie POULAERT, Teresa VETTER, Francis DAGRIN, Sébastien GILLARD, Alitia NAGELI, Liesbeth GOOSSENS, Marc-Jean GHYSSELS, Nadia EL YOUSFI, Zakaria YACCOUBI.

Membres suppléants : Eitan BERGMAN, Dominique GOLDBERG, Charles POTELLE, Antoine LEBESSIS, Vanessa DOS SANTOS, Rokia BAMBA, Maud DE RIDER, Gilles MARTIN, Ahmed OUARTASSI.

Observateur effectif : Sophie MICHEZ

Observateur suppléant : Stéphane PEYCKER

Affaires relevant du 2^{ème} Echevin Mr. DE BEER - Logement (y compris la Régie foncière) – Propriétés communales – Propreté publique – Informatique – Transition de l'administration (compétence partagée) .

Président : Zakaria YACCOUBI

Président suppléant : Ahmed OUARTASSI

Membres effectifs : Marc LOEWENSTEIN, Dominique GOLDBERG, Charles POTELLE, Teresa VETTER, Francis DAGRIN, Sébastien GILLARD, Alitia ANGELI, Maud DE RIDDER, Nadia EL YOUSFI, Gilles MARTIN.

Membres suppléants : Michel CLAISE, Elvis KOLA, Marie POULAERT, Antoine LEBESSIS, Vanessa DOS SANTOS, Rokia BAMBA, Liesbeth GOOSSENS, Marc-Jean GHYSSELS.

Observateur effectif : Sophie MICHEZ

Observateur suppléant : Stéphane PEYCKER

Affaires relevant du 3^{ème} Echevine Mme Françoise PÈRE – 3^{ème} Echevine - Enseignement – Petite enfance – Académie de musique, de danse et des arts parlés – Personnel – Travaux publics (sauf voirie et espace vert) – Marchés publics

Président : Teresa VETTER

Président suppléant : Francis DAGRIN

Membres effectifs : Cédric PIERRE-DEPERMENTIER, Margaux AGGUIARO, Marie POULAERT, Sébastien GILLARD, Antoine LEBESSIS, Vanessa DOS SANTOS, Alitia ANGELI, Rokia BAMBA, Zakaria YACCOUBI, Gilles MARTIN, Ahmed OUARTASSI.

Membres suppléants : Marc LOEWENSTEIN, Eitan BERGMAN, Dominique GOLDBERG, Francis DAGRIN, Liesbeth GOOSSENS, Maud DE RIDDER, Marc-Jean GHYSSELS, Nadia EL YOUSFI.

Observateur effectif : Sophie MICHEZ

Observateur suppléant : Stéphane PEYCKER

Affaires relevant de la 4^{ème} Echevine Mme Oumnia BERRAHAL – Prévention – Emploi – Economie sociale

Président : Francis DAGRIN

Président suppléant : Teresa VETTER

Membres effectifs : Michel CLAISE, Dominique GOLDBERG, Charles POTELLE, Sébastien GILLARD, Antoine LEBESSIS, Vanessa DOS SANTOS, Alitia ANGELI, Liesbeth GOOSSENS, Gilles MARTIN, Nadia EL YOUSFI, Zakria YACCOUBI.

Membres suppléants : Margaux AGGUIJARO, Dominique GILLARD, Elvis KOLA, Teresa VETTER, Rokia BAMBA, Maud DE RIDDER, Marc-Jean GHYSSELS, Ahmed OUARTASSI.

Observateur effectif : Sophie MICHEZ

Observateur suppléant : Stéphane PEYCKER

Affaires relevant de la 5^{ème} Echevine M. Saïd TAHRI - Sports – Commerces – Foires et marchés (y compris les brocantes) – Bien-être animal

Président : Elvis KOLA

Président suppléant : Dominique GILLARD

Membres effectifs : Elvis KOLA, Dominique GILLARD, Marie POULAERT, Teresa VETTER, Francis DAGRIN, Sébastien GILLARD, Rokia BAMBA, Maud DE RIDDER, Zakaria YACCOUBI, Gilles MARTIN, Nadia EL YOUSFI.

Membres suppléants : Marc LOEWENSTEIN, Eitan BERGMAN, Margaux AGGUIJARO, Antoine LEBESSIS, Vanessa DOS SANTOS, Alitia ANGELI, Liesbeth GOOSSENS, Marc-Jean GHYSSELS.

Observateur effectif : Stéphane PEYCKER

Observateur suppléant : Sophie MICHEZ

Affaires relevant du 6^{ème} Echevine Mme Fatima EL OMARI - Cohésion sociale – Vie associative – Intergénérationnel – Jeunesse – Aînés – Parascolaire

Président : Zakaria YACCOUBI

Président suppléant : Nadia EL YOUSFI

Membres effectifs : Margaux AGGUIJARO, Dominique GILLARD, Elvis KOLA, Teresa VETTER, Francis DAGRIN, Sébastien GILLARD, Rokia BAMBA, Liesbeth GOOSSENS, Gilles MARTIN, Ahmed OUARTASSI.

Membres suppléants : Michel CLAISE, Charles POTELLE, Marie POULAERT, Antoine LEBESSIS, Vanessa DOS SANTOS, Alitia ANGELI, Maud DE RIDDER, Marc-Jean GHYSSELS.

Observateur effectif : Stéphane PEYCKER

Observateur suppléant : Sophie MICHEZ

Affaires relevant de la 7^{ème} Echevine Mme Jacyara FARIAS DE AZEVEDO - Population – Affaires sociales (Santé, Handicap, Pension) – Egalité des droits (y compris cultes et laïcité) – Participation citoyenne (compétence partagée) .

Président : Maud DE RIDDER

Président suppléant : /

Membres effectifs : Eitan BERGMAN, Dominique GOLDBERG, Margaux AGGUIJARO, Teresa VETTER, Francis DAGRIN, Sébastien GILLARD, Alitia ANGELI, Gilles MARTIN, Ahmed OUARTASSI, Nadia EL YOUSFI.

Membres suppléants : Elvis KOLA, Dominique GILLARD, Charles POTELLE, Antoine LEBESSIS, Vanessa DOS SANTOS, Liesbeth GOOSSENS, Rokia BAMBA, Marc-Jean GHYSSELS, Zakaria YACCOUBI.

Observateur effectif : Stéphane PEYCKER

Observateur suppléant : Sophie MICHEZ

Affaires relevant de la 8^{ème} Echevine Mme Flo FLAMME - Mobilité – Stationnement – Voiries communales – Affaires néerlandophones

Président : Dominique GILLARD

Président suppléant : Eitan BERGMAN

Membres effectifs : Marc LOEWENSTEIN, Dominique GILLARD, Eitan BERGMAN, Teresa VETTER, Francis DAGRIN, Sébastien GILLARD, Rokia BAMBA, Liesbeth GOOSSENS, Marc-Jean GHYSSELS, Gilles MARTIN, Zakaria YACCOUBI.

Membres suppléants : Cédric PIERRE-DEPERMENTIER, Margaux AGGUIJARO, Dominique GOLDBERG, Antoine LEBESSIS, Vanessa DOS SANTOS, Alitia ANGELI, Maud DE RIDDER, Ahmed OUARTASSI, Nadia EL YOUSFI.

Observateur effectif : Sophie MICHEZ

Observateur suppléant : Stéphane PEYCKER

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Algemene zaken - Gemeenteraad - Commissies - Samenstelling - Herziening.

DE RAAD,

Gelet op artikel 44 en 45 van het reglement van interne orde van de gemeenteraad;

BESLIST

De samenstelling van de commissies van de Gemeenteraad als volgt vast te stellen:

Zaken die onder de bevoegdheid vallen van de Burgemeester, dhr. Charles SPAPENS – Algemene Zaken – Burgerlijke stand – IDPB – Politie – Secretariaat – Public Relations – Protocol – Europese en Internationale Samenwerking – Internationale Solidariteit en Migratie – Toekomstvisie en Strategie – Transitie van het Bestuur (gedeelde bevoegdheid) – Communicatie – Subsidies – Toezicht OCMW – Financiën – Cultuur (Franstalige Bibliotheek, Grote Evenementen, Feestelijkheden) – Economische Ontwikkeling – Aankoopdienst – Juridische Zaken

Voorzitter: Liesbeth GOOSSENS

Plaatsvervangend voorzitter: /

Effectieve leden: Michel CLAISE, Eitan BERGMAN, Charles POTELLE, Teresa VETTER, Francis DAGRIN, Sébastien GILLARD, Maud DE RIDDER, Gilles MARTIN, Ahmed OUARTASSI.

Plaatsvervangende leden: Cédric PIERRE-DEPERMENTIER, Marc LOEWENSTEIN, Dominique GILLARD, Antoine LEBESSIS, Vanessa DOS SANTOS, Alitia ANGELI, Rokia BAMBA, Zakaria YACCOUBI.

Effectief waarnemer: Stéphane PEYCKER.

Plaatsvervangend waarnemer: Sophie MICHEZ.

Zaken die onder de bevoegdheid vallen van de 1^e Schepen, dhr. Alain MUGABO – Schepen van de Groene Stad: Klimaat – Stedenbouw (stedenbouwkundige vergunningen en milieuvergunningen) – Stadsplanning (gedeelde bevoegdheid) – Stadsheropleving – Leefmilieu – Stadslandbouw – Groene Ruimte – Energie – Water – Burgerparticipatie (gedeelde bevoegdheid) – Transitie van het Bestuur (gedeelde bevoegdheid)

Voorzitter: Marie POULAERT

Plaatsvervangend voorzitter: Cédric PIERRE-DEPERMENTIER

Effectieve leden: Cédric PIERRE-DEPERMENTIER, Marc LOEWENSTEIN, Marie POULAERT, Teresa VETTER, Francis DAGRIN, Sébastien GILLARD, Alitia NAGELI, Liesbeth GOOSSENS, Marc-Jean GHYSSELS, Nadia EL YOUSFI, Zakaria YACCOUBI.

Plaatsvervangende leden: Eitan BERGMAN, Dominique GOLDBERG, Charles POTELLE, Antoine LEBESSIS, Vanessa DOS SANTOS, Rokia BAMBA, Maud DE RIDER, Gilles MARTIN, Ahmed OUARTASSI.

Effectief waarnemer: Sophie MICHEZ

Plaatsvervangend waarnemer: Stéphane PEYCKER

Zaken die onder de bevoegdheid vallen van de 2^e Schepen, dhr. Simon DE BEER – Huisvesting (met inbegrip van de Grondregie) – Gemeente-eigendommen – Openbare Netheid – Informatica – Transitie van het Bestuur (gedeelde bevoegdheid) .

Voorzitter: Zakaria YACCOUBI

Plaatsvervangend voorzitter: Ahmed OUARTASSI

Effectieve leden: Marc LOEWENSTEIN, Dominique GOLDBERG, Charles POTELLE, Teresa VETTER, Francis DAGRIN, Sébastien GILLARD, Alitia ANGELI, Maud DE RIDDER, Nadia EL YOUSFI, Gilles MARTIN.

Plaatsvervangende leden: Michel CLAISE, Elvis KOLA, Marie POULAERT, Antoine LEBESSIS, Vanessa DOS SANTOS, Rokia BAMBA, Liesbeth GOOSSENS, Marc-Jean GHYSSELS.

Effectief waarnemer: Sophie MICHEZ.

Plaatsvervangend waarnemer: Stéphane PEYCKER

Zaken die onder de bevoegdheid vallen van de 3^e Schepen, mevr. Françoise PÈRE – Onderwijs – Kinderopvang – Academie voor muziek, dans en woordkunsten – Personeel – Openbare Werken (behalve wegenis en groene ruimten) – Overheidsopdrachten

Voorzitter: Teresa VETTER

Plaatsvervangend voorzitter: Francis DAGRIN

Effectieve leden: Cédric PIERRE-DEPERMENTIER, Margaux AGGUIJARO, Marie POULAERT, Sébastien GILLARD, Antoine LEBESSIS, Vanessa DOS SANTOS, Alitia ANGELI, Rokia BAMBA, Zakaria YACCOUBI, Gilles MARTIN, Ahmed OUARTASSI.

Plaatsvervangende leden: Marc LOEWENSTEIN, Eitan BERGMAN, Dominique GOLDBERG, Francis DAGRIN, Liesbeth GOOSSENS, Maud DE RIDDER, Marc-Jean GHYSSELS, Nadia EL YOUSFI.

Effectief waarnemer: Sophie MICHEZ.

Plaatsvervangend waarnemer: Stéphane PEYCKER

Zaken die onder de bevoegdheid vallen van de 4^e Schepen, mevr. Oumnia BERRAHAL – Preventie – Tewerkstelling – Sociale Economie

Voorzitter: Francis DAGRIN

Plaatsvervangend voorzitter: Teresa VETTER

Effectieve leden: Michel CLAISE, Dominique GOLDBERG, Charles POTELLE, Sébastien GILLARD, Antoine LEBESSIS, Vanessa DOS SANTOS, Alitia ANGELI, Liesbeth GOOSSENS, Gilles MARTIN, Nadia EL YOUSFI, Zakaria YACCOUBI.

Plaatsvervangende leden: Margaux AGGUIJARO, Dominique GILLARD, Elvis KOLA, Teresa VETTER, Rokia BAMBA, Maud DE RIDDER, Marc-Jean GHYSSELS, Ahmed OUARTASSI.

Effectief waarnemer: Sophie MICHEZ.

Plaatsvervangend waarnemer: Stéphane PEYCKER

Zaken die onder de bevoegdheid vallen van de 5^e Schepen, dhr. Saïd TAHRI – Sport – Handel – Kermissen en markten (met inbegrip van rommelmarkten) – Dierenwelzijn

Voorzitter: Elvis KOLA

Plaatsvervangend voorzitter: Dominique GILLARD

Effectieve leden: Elvis KOLA, Dominique GILLARD, Marie POULAERT, Teresa VETTER, Francis DAGRIN, Sébastien GILLARD, Rokia BAMBA, Maud DE RIDDER, Zakaria YACCOUBI, Gilles MARTIN, Nadia EL YOUSFI.

Plaatsvervangende leden: Marc LOEWENSTEIN, Eitan BERGMAN, Margaux AGGUIJARO, Antoine LEBESSIS, Vanessa DOS SANTOS, Alitia ANGELI, Liesbeth GOOSSENS, Marc-Jean GHYSSELS.

Effectief waarnemer: Stéphane PEYCKER.

Plaatsvervangend waarnemer: Sophie MICHEZ.

Zaken die onder de bevoegdheid vallen van de 6^e Schepen, mevr. Fatima EL OMARI – Sociale Cohesie – Verenigingsleven – Intergenerationele Zaken – Jeugd – Senioren – Naschoolse Activiteiten

Voorzitter: Zakaria YACCOUBI

Plaatsvervangend voorzitter: Nadia EL YOUSFI

Effectieve leden: Margaux AGGUJARO, Dominique GILLARD, Elvis KOLA, Teresa VETTER, Francis DAGRIN, Sébastien GILLARD, Rokia BAMBA, Liesbeth GOOSSENS, Gilles MARTIN, Ahmed OUARTASSI.

Plaatsvervangende leden: Michel CLAISE, Charles POTELLE, Marie POULAERT, Antoine LEBESSIS, Vanessa DOS SANTOS, Alitia ANGELI, Maud DE RIDDER, Marc-Jean GHYSSELS.

Effectief waarnemer: Stéphane PEYCKER.

Plaatsvervangend waarnemer: Sophie MICHEZ.

Zaken die onder de bevoegdheid vallen van de 7^e Schepen, mevr. Jacyara FARIAS DE AZEVEDO – Bevolking – Sociale Zaken (Gezondheid, Handicap, Pensioen) – Gelijke Rechten (met inbegrip van Erediensten en Vrijzinnigheid) – Burgerparticipatie (gedeelde bevoegdheid).

Voorzitter: Maud DE RIDDER

Plaatsvervangend voorzitter: /

Effectieve leden: Eitan BERGMAN, Dominique GOLDBERG, Margaux AGGUJARO, Teresa VETTER, Francis DAGRIN, Sébastien GILLARD, Alitia ANGELI, Gilles MARTIN, Ahmed OUARTASSI, Nadia EL YOUSFI.

Plaatsvervangende leden: Elvis KOLA, Dominique GILLARD, Charles POTELLE, Antoine LEBESSIS, Vanessa DOS SANTOS, Liesbeth GOOSSENS, Rokia BAMBA, Marc-Jean GHYSSELS, Zakaria YACCOUBI.

Effectief waarnemer: Stéphane PEYCKER.

Plaatsvervangend waarnemer: Sophie MICHEZ.

Zaken die onder de bevoegdheid vallen van de 8^e Schepen, mevr. Flo FLAMME – Mobiliteit – Parkeren – Gemeentewegen – Nederlandstalige Aangelegenheden

Voorzitter: Dominique GILLARD

Plaatsvervangend voorzitter: Eitan BERGMAN

Effectieve leden: Marc LOEWENSTEIN, Dominique GILLARD, Eitan BERGMAN, Teresa VETTER, Francis DAGRIN, Sébastien GILLARD, Rokia BAMBA, Liesbeth GOOSSENS, Marc-Jean GHYSSELS, Gilles MARTIN, Zakaria YACCOUBI.

Plaatsvervangende leden: Cédric PIERRE-DEPERMENTIER, Margaux AGGUJARO, Dominique GOLDBERG, Antoine LEBESSIS, Vanessa DOS SANTOS, Alitia ANGELI, Maud DE RIDDER, Ahmed OUARTASSI, Nadia EL YOUSFI.

Effectief waarnemer: Sophie MICHEZ.

Plaatsvervangend waarnemer: Stéphane PEYCKER.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Sécurité civile - Civiele bescherming

11 Sécurité civile – Police administrative – Ordre public – Ordonnance de police – Confirmation.

LE CONSEIL,

Vu les articles 133, 134, §1er et 135, §2 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues, et ses arrêtés de prolongation du 1er octobre 2024 et 26 février 2025;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 25 avril 2024 définissant le périmètre du quartier dit « Saint-Antoine » dans le cadre de l'exécution des dispositions de l'Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 précité;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 2 mai 2024 portant sur l'exécution de certaines dispositions de l'arrêté du Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 précité ;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 24 mars 2025 portant sur la prolongation de l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 2 mai 2024 précitée, jointe au dossier ;

Considérant que l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 février 2025 précité prolonge les mesures de police administrative visant à lutter contre le trafic de stupéfiants et l'augmentation des violences qu'il génère sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ; que ces mesures sont prolongées jusqu'au 3 septembre 2025 inclus ;

Que cette prolongation s'inscrit dans le cadre d'une action conjointe et continue de l'ensemble des acteurs de la Prévention et de la Sécurité ;

Considérant que l'ordonnance de police du bourgmestre du 2 mai 2024 portant sur l'exécution de certaines dispositions de l'arrêté du Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 précité, est la déclinaison locale de l'arrêté régional précité ; qu'il y a lieu de prolonger l'ordonnance de police du bourgmestre du 2 mai 2024 ;

Attendu que l'article 134, §1er précité de la Nouvelle loi communale habilite le Bourgmestre, "En cas d'émeutes, d'attroupements hostiles, d'atteintes graves portées à la paix publique ou d'autres événements imprévus, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants, [...] [à] faire des ordonnances de police, à charge d'en donner sur le champ communication au conseil [...], en y joignant les motifs pour lesquels il a cru devoir se dispenser de recourir au conseil. [...]. Ces ordonnances cesseront immédiatement d'avoir effet si elles ne sont confirmées par le conseil à sa plus prochaine réunion » ;

Qu'à c'est égard, il convient de confirmer l'ordonnance du 24 mars 2025 en application de l'article 134, §1er de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De confirmer l'ordonnance de police du Bourgmestre du 24 mars 2025 portant sur la prolongation de l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 2 mai 2024 portant sur l'exécution de certaines

dispositions de l'arrêté du Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Civiele veiligheid – Bestuurlijke politie – Openbare orde – Politieverordening – Bekrachtiging.

DE RAAD,

Gelet op artikel 133, 134, §1 en 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politiemaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen, en de verlengingsbesluiten van 1 oktober 2024 en 26 februari 2025;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 25 april 2024 tot afbakening van de perimeter van de 'Sint-Antoniuswijk' in het kader van de uitvoering van de bepalingen van het bovengenoemde besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 2 mei 2024 tot uitvoering van een aantal bepalingen van het bovengenoemde besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 24 maart 2025 tot verlenging van de bovengenoemde politieverordening van de Burgemeester van 2 mei 2024, toegevoegd aan het dossier;

Overwegende dat bovengenoemd besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 26 februari 2025 de bestuurlijke politiemaatregelen ter bestrijding van de drugshandel en het toenemende geweld dat deze veroorzaakt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, verlengt; dat deze maatregelen worden verlengd tot en met 3 september 2025;

Dat deze verlenging deel uitmaakt van gezamenlijke en aangehouden inspanningen van alle preventie- en veiligheidsactoren;

Overwegende dat de politieverordening van de burgemeester van 2 mei 2024 tot uitvoering van een aantal bepalingen van het bovengenoemde besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 de lokale versie is van voornoemd gewestelijk besluit; Dat deze politieverordening van de burgemeester van 2 mei 2024 verlengd moet worden;

Overwegende dat het bovengenoemde artikel 134, §1 van de Nieuwe Gemeentewet de burgemeester de bevoegdheid geeft, "In geval van oproer, kwaadwillige samenscholing, ernstige stoornis van de openbare rust of andere onvoorziene gebeurtenissen, waarbij het geringste uitstel gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de inwoners, [...] politieverordeningen [te] maken, onder verplichting om daarvan onverwijld aan de gemeenteraad kennis te geven [...], met opgave van de redenen waarom hij heeft gemeend zich niet tot de raad te moeten wenden. [...]. Die verordeningen vervallen dadelijk, indien zij door de raad in de eerstvolgende vergadering niet worden bekrachtigd";

Dat in dit verband de verordening van 24 maart 2025 moet worden bekrachtigd in toepassing van artikel 134, §1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

De politieverordening van de Burgemeester van 24 maart 2025 te bekrachtigen tot verlenging van de politieverordening van de Burgemeester van 2 mei 2024 tot uitvoering van een aantal bepalingen van het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politiemaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

12 **Sécurité civile – Police administrative – Ordre public – Ordonnance de police – Confirmation.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 133, 134, §1er et 135, §2 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues, et ses arrêtés de prolongation du 1er octobre 2024 et 26 février 2025 ;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 25 avril 2024 définissant le périmètre du quartier dit « Saint-Antoine » dans le cadre de l'exécution des dispositions de l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 précité ;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 24 mars 2025 portant sur la prolongation de l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 2 mai 2024 portant sur l'exécution de certaines dispositions de l'arrêté du Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues ;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 4 avril 2025 élargissant le périmètre d'application de l'ordonnance du 24 mars 2025 précitée, jointe au dossier ;

Considérant que les trois communes couvertes par la zone de police locale 5341 ont identifiés des zones (ci-après dénommées « hotspots ») particulièrement concernées par les menaces et atteintes à l'ordre public liées au trafic, à la vente et à la consommation de drogues dès avril 2024 ;

Qu'il ressort de l'évaluation de la stratégie locale mise en place pour lutter contre le phénomène précité, la nécessité de faire la jonction entre certains de ces hotspots afin de lutter de manière plus efficace et efficiente contre ce phénomène ;

Qu'afin de faire la jonction avec l'un des hotspots situé à Saint-Gilles, il y a lieu d'étendre le périmètre actuel du hotspot « Saint-Antoine » ;

Attendu que l'article 134, §1er précité de la Nouvelle loi communale habilite le Bourgmestre, "En cas d'émeutes, d'attroupements hostiles, d'atteintes graves portées à la paix publique ou d'autres événements imprévus, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages

pour les habitants, [...] [à] faire des ordonnances de police, à charge d'en donner sur le champ communication au conseil [...], en y joignant les motifs pour lesquels il a cru devoir se dispenser de recourir au conseil. [...]. Ces ordonnances cesseront immédiatement d'avoir effet si elles ne sont confirmées par le conseil à sa plus prochaine réunion » ;

Qu'à c'est égard, il convient de confirmer l'ordonnance du 4 avril 2025 en application de l'article 134, §1er de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De confirmer l'ordonnance de police du Bourgmestre du 4 avril 2025 élargissant le périmètre d'application de l'ordonnance du 24 mars 2025 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Civiele veiligheid – Bestuurlijke politie – Openbare orde – Politieverordening – Bekrachtiging.

DE RAAD,

Gelet op artikel 133, 134, §1 en 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politiematregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen, en de verlengingsbesluiten van 1 oktober 2024 en 26 februari 2025;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 25 april 2024 tot afbakening van de perimeter van de 'Sint-Antoniuswijk' in het kader van de uitvoering van de bepalingen van het bovengenoemde besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 24 maart 2025 tot verlenging van de politieverordening van de Burgemeester van 2 mei 2024 tot uitvoering van een aantal bepalingen van het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politiematregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 4 april 2025 tot uitbreiding van het toepassingsgebied van de bovengenoemde politieverordening van de Burgemeester van 24 maart 2025, toegevoegd aan het dossier;

Overwegende dat de drie gemeenten die onder de lokale politiezone 5341 vallen, vanaf april 2024 zones (hierna 'hotspots' genoemd) hebben aangewezen die in het bijzonder te maken hebben met bedreigingen en aantastingen van de openbare orde toe te schrijven aan drugshandel, -verkoop en -gebruik;

Dat uit de evaluatie van de lokale strategie die is ingevoerd om bovengenoemd fenomeen te bestrijden, blijkt dat het noodzakelijk is om een aantal van deze hotspots met elkaar te verbinden om dit fenomeen doeltreffender en efficiënter te bestrijden;

Dat om de verbinding met een van de hotspots in Sint-Gillis te maken, de huidige perimeter van de

hotspot 'Sint-Antonius' moet worden uitgebreid;

Overwegende dat het bovengenoemde artikel 134, §1 van de Nieuwe Gemeentewet de Burgemeester de bevoegdheid geeft, "In geval van oproer, kwaadwillige samenscholing, ernstige stoornis van de openbare rust of andere onvoorziene gebeurtenissen, waarbij het geringste uitstel gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de inwoners, [...] politieverordeningen [te] maken, onder verplichting om daarvan onverwijld aan de gemeenteraad kennis te geven [...], met opgave van de redenen waarom hij heeft gemeend zich niet tot de raad te moeten wenden. [...]. Die verordeningen vervallen dadelijk, indien zij door de raad in de eerstvolgende vergadering niet worden bekrachtigd";

Dat in dit verband de verordening van 4 april 2025 moet worden bekrachtigd in toepassing van artikel 134, §1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

De politieverordening van de Burgemeester van 4 april 2025 te bekrachtigen tot uitbreiding van het toepassingsgebied van de verordening van 24 maart 2025 tot invoering van enkele bestuurlijke politiemaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

RECEVEUR - ONTVANGER

Recette - Ontvangsten

13 **Finances – Receveur – Approbation du contrat transactionnel entre la Commune de Forest et la société Atos Worldline pour le paiement des factures hors marché public (janvier 2025).**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu le Code civil belge, notamment les articles 2044 à 2058 ;

Vu sa décision du 17 octobre 2019 relative à l'approbation de l'attribution du marché public « Fourniture de terminaux de paiement » (2020-F-002) à la société Atos Worldline Belgique ;

Considérant que le marché visant à équiper différents services de la commune de Forest en terminaux de paiement par voie de location (terminaux de paiement fixes, terminaux de paiement mobiles) ou d'achat (lecteurs de carte pour des terminaux de paiement mobiles avec paiement par smartphone) a pris fin le 31 décembre 2023 ;

Considérant que le marché n'a pas encore été renouvelé et que la commune a continué à faire appel aux services de la société Atos Worldline, sise chaussée de Haacht 1442 à 1130 Bruxelles, afin de garantir aux citoyens un mode de paiement qui est en règle avec toutes les normes de paiements européennes ;

Considérant que les factures se rapportant à des commandes postérieures au 31/12/2023, date de fin d'exécution du marché terminaux de paiement fixes, terminaux de paiement mobiles, doivent être réglées par contrat de transaction ;

Attendu que le nouveau marché a été attribué en date du 19/09/2024 et notifié le 10/12/2024 ;

Considérant qu'en raison des contraintes techniques et des délais impartis, le nouveau fournisseur a proposé que la date de migration soit fixée à la mi-janvier 2025;

Considérant que les parties ont décidé d'y mettre fin de commun accord par voie de transaction en vertu des articles 2044 à 2058 inclus du Code civil belge ;

DECIDE,

Art.1 : D' approuver le contrat de transaction conclu entre la commune de Forest et Atos Worldline, sise chaussée de Haacht 1442 à 1130 Bruxelles, afin de procéder au paiement des factures (voir tableau en annexe) s'élevant à 376,26 € pour la période du 1er janvier au 16 janvier 2025, effectuées en dehors du cadre d'un marché public, ainsi que des frais de huissier de justice.

D'inscrire la dépense aux articles 121/124-06/22 et 844/123-13/19 du service ordinaire du budget 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 24 votes positifs, 11 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.

Financiën – Ontvanger – Goedkeuring van de dadingsovereenkomst tussen de gemeente Vorst en Atos Worldline voor de betaling van facturen buiten het kader van een overheidsopdracht (januari 2025).

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Belgisch Burgerlijk Wetboek, met name artikel 2044 tot 2058;

Gelet op de beslissing van 17 oktober 2019 betreffende de goedkeuring van de gunning van de overheidsopdracht "Levering van betaalterminals" (2020-F-002) aan Atos Worldline Belgium;

Overwegende dat de opdracht die verschillende diensten van de gemeente Vorst beoogt uit te rusten met betaalterminals door middel van huur (vaste en mobiele betaalterminals) of aankoop (kaartlezers voor mobiele betaalterminals met betaling via smartphone), afliep op 31 december 2023;

Overwegende dat de opdracht nog niet vernieuwd is en dat de gemeente gebruik is blijven maken van de diensten van Atos Worldline, Haachtsesteenweg 1442 in 1130 Brussel, om de burgers een betaalmiddel te garanderen dat voldoet aan alle Europese betalingsnormen;

Overwegende dat de facturen die betrekking hebben op bestellingen na 31 december 2023, de einddatum van de uitvoering van de opdracht voor vaste en mobiele betaalterminals, moeten worden vereffend door middel van een dadingsovereenkomst;

Overwegende dat de nieuwe opdracht op 19 september 2024 werd gegund en op 10 december 2024 werd betekend;

Overwegende dat gezien de technische beperkingen en deadlines de nieuwe leverancier heeft voorgesteld de migratiedatum vast te stellen op midden januari 2025;

Overwegende dat de partijen besloten hebben in onderling overleg hieraan een einde te stellen door

middel van een dading krachtens artikel 2044 tot 2058 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek;

BESLIST

Art. 1: Goedkeuring te verlenen aan de dadingsovereenkomst tussen de gemeente Vorst en Atos Worldline, Haachtsesteenweg 1442 in 1130 Brussel, voor de betaling van de facturen (zie bijgevoegde tabel) ten bedrage van 376,26 euro (1 tot 16 januari 2025) buiten het kader van een overheidsopdracht, evenals de kosten van de gerechtsdeurwaarder;

De uitgave in te schrijven op artikel 121/124-06/22 en 844/123-13/19 van de gewone dienst van de begroting 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 24 positieve stemmen, 11 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.

Intervention de Mr LOEWENSTEIN :

C'est la suite de la transaction que le Conseil communal a adoptée lors de sa réunion du 21 janvier dernier. Pour rappel, on valide donc ici, on légalise a posteriori une dépense qui a été faite en dehors de tout marché public.

Nous nous sommes abstenus lors du conseil du 21/1, et lors des inscriptions de toutes les transactions qui ont été inscrites à l'ordre du jour des conseils communaux depuis 2020, nous nous abstiendrons ici également.

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN

Dit is het vervolg op de transactie die de gemeenteraad op de vergadering van 21 januari jl. heeft goedgekeurd. Ter herinnering: hier wordt dus achteraf een uitgave goedgekeurd die buiten enige openbare aanbesteding om is gedaan.

We hebben ons tijdens de raadsvergadering van 21 januari onthouden van stemming en zullen ons ook onthouden van stemming over alle transacties die sinds 2020 op de agenda van de gemeenteraad staan.

1 annexe / 1 bijlage

14 Finances – Menus débours – Provisions : transfert.

LE CONSEIL,

Considérant que l'arrêté royal du 02 août 1990 portant le règlement général sur la comptabilité communale ne prévoit pas l'usage de caisse de menus débours;

Vu sa décision du 21 mars 1995 maintenant cette pratique indispensable au bon fonctionnement des services, approuvé par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale le 16 juin 1995 ;

Vu la nomination de Madame DE VISSCHER Hilde en tant que Secrétaire communale f.f. en remplacement de Madame MOENS Betty, pensionnée au 1^{er} avril 2025 ;

DECIDE,

De transférer la provision de 500,00 € à Madame Hilde DE VISSCHER, Secrétaire communale f.f.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Financiën – Kleine uitgaven – Voorschotten: overdracht.

DE RAAD,

Overwegende dat het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit niet voorziet in het gebruik van kasvoorschotten voor kleine uitgaven;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 21 maart 1995 inzake handhaving van deze onontbeerlijke gewoonte om kasvoorschotten aan verschillende diensten ter beschikking te stellen, goedgekeurd door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 16 juni 1995;

Gelet op de benoeming van mevrouw Hilde DE VISSCHER als waarnemend Gemeentesecretaris, ter vervanging van mevrouw Betty MOENS, op rust gesteld met ingang van 1 april 2025;

BESLIST,

Het kasvoorschot van 500,00 € over te dragen aan mevrouw Hilde DE VISSCHER, waarnemend Gemeentesecretaris.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Culture FR - Cultuur FR

- 15 **Culture et Evénements – Convention entre l'asbl Visit Brussels et la Commune de Forest dans le cadre de l'organisation de la Fête de l'Iris le samedi 3 mai 2025 – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la proposition de convention de partenariat, en annexe, de Visit Brussels, l'agence de promotion et

de communication bruxelloise dédiée au rayonnement touristique, culturel et événementiel de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que depuis 2023, la Fête de l'Iris se décline dans les communes, fête dans la fête ayant pour objectif de témoigner ensemble du bouillonnement culturel de la capitale et de décentraliser le tourisme en mettant en avant la diversité bruxelloise pour attirer le public tant proche qu'international ;

Considérant qu'à cette occasion (35e anniversaire de la Région de Bruxelles-Capitale), Visit Brussels souhaite mettre à l'honneur cette année les communes de Molenbeek, Anderlecht, Saint-Gilles et Forest ;

Considérant la proposition de Visit Brussels de financer des événements forestois dans le cadre de la Fête de l'Iris ;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins du 27 mars 2025 d'attribuer les marchés :

- « Organisation et visites guidées de l'Hôtel Communal de Forest dans le cadre de la fête de l'Iris 2025 » ;
- « Gardiennage de l'Hôtel Communal » ;
- « Ouverture du Petit Train à Vapeur de Forest gratuitement lors de fête de l'Iris le 3 mai » ;

Considérant que par la convention, Visit Brussels s'engage au paiement d'une somme forfaitaire de 3500 euros pour financer les activités précitées ;

DECIDE :

D'approuver la convention de partenariat, en annexe, avec Visit Brussels dans le cadre de la Fête de l'Iris dans les communes (Bruxelles-ouest).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

Cultuur en Evenementen – Overeenkomst tussen de vzw Visit Brussels en de gemeente Vorst voor de organisatie van het Irisfestival op zaterdag 3 mei 2025 – Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het bijgevoegde voorstel van partnerschapsovereenkomst van Visit Brussels, het Brussels promotie- en communicatieagentschap voor de toeristische en culturele uitstraling van en evenementen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het Irisfeest sinds 2023 in de gemeenten wordt georganiseerd, een dubbel feest, met als doel de culturele levendigheid van de hoofdstad te delen en het toerisme te decentraliseren door de diversiteit van Brussel in de verf te zetten om zowel lokale als internationale bezoekers aan te trekken;

Overwegende dat Visit Brussels bij deze gelegenheid (de 35e verjaardag van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest) dit jaar de gemeenten Molenbeek, Anderlecht, Sint-Gillis en Vorst in de kijker wil zetten;

Overwegende het voorstel van Visit Brussels om evenementen in Vorst te financieren in het kader van het Irisfeest;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 maart 2025 om de volgende opdrachten te gunnen:

- "Organisatie en rondleidingen in het Gemeentehuis van Vorst in het kader van het Irisfeest 2025";
- "Bewaking van het Gemeentehuis";
- "Gratis opening van het Stoomtreintje van Vorst tijdens het Irisfeest op 3 mei ";

Overwegende dat krachtens de overeenkomst Visit Brussels zich ertoe verbindt een forfaitair bedrag van 3500 euro te betalen om de hierboven vermelde activiteiten te financieren

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde partnerschapsovereenkomst met visit.brussels met betrekking tot het Irisfeest in de gemeenten (Brussel-West);

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Intervention de Mr PEYCKER :

Cette année, la Fête de l'Iris prend une tonalité particulière. Car comment célébrer les 35 ans de la Région bruxelloise alors qu'elle est toujours sans gouvernement ?

Même si le cœur n'est pas entièrement à la fête, nous tenons à rappeler que cette fête appartient à tous les Bruxellois. Elle ne doit pas être confisquée ou vidée de son sens par l'absence de pilotage politique.

Nous saluons la participation de Forest, mais nous espérons que cet événement profite réellement aux habitants, aux associations, aux artistes de notre commune. Et qu'il serve à renforcer, au moins symboliquement, ce que Bruxelles fait de mieux : se réinventer ensemble.

Tussenkomst van de heer PEYCKER

Dit jaar krijgt het Irisfeest een bijzondere toon. Want hoe kunnen we de 35e verjaardag van het Brussels Gewest vieren terwijl er nog steeds geen regering is?

Ook al zijn we niet helemaal in feeststemming, willen we er toch op wijzen dat dit feest van alle Brusselaars is. Het mag niet worden gekaapt of van zijn betekenis ontdaan door het gebrek aan politieke leiders.

We zijn blij met de deelname van Vorst, maar we hopen dat dit evenement echt ten goede komt aan de inwoners, verenigingen en kunstenaars van onze gemeente. En dat het – al was het maar symbolisch – bijdraagt aan het versterken van wat Brussel het beste doet: zichzelf samen heruitvinden.

1 annexe / 1 bijlage

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Centrale d'achats - Aankoopcentrale

16 Centrale d'achats – Collaboration entre la Commune et le CPAS de Forest pour la réalisation d'un marché public conjoint d'assurances – Approbation de la convention de collaboration.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 48 (Marchés conjoints occasionnels) ;

Considérant que le marché public de services ayant pour objet le « Renouvellement du portefeuille d'assurance de la Commune et du CPAS de Forest » (2022-S-005) arrive à échéance le 31 décembre 2025 et qu'il est indispensable d'en relancer un nouveau afin de couvrir les frais que certains risques de la vie entraînent ;

Considérant que ni la Commune ni le CPAS ne disposent d'un service d'assurance ayant les compétences nécessaires pour définir leurs besoins respectifs et que cette mission sera confiée à un conseiller en assurances externe ;

Vu la décision du Conseil communal du 15 décembre 2020 d'approuver la convention de collaboration entre la Commune et le CPAS de Forest pour la réalisation d'un marché conjoint de conseil en assurances ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ladite convention afin de régler toutes les modalités de collaboration entre la Commune et le CPAS de Forest dans le cadre de ce marché conjoint ;

Considérant que cette nouvelle convention de collaboration figure en annexe de la présente délibération ;

DECIDE :

D'approuver la convention de collaboration entre la Commune et le CPAS de Forest ci-jointe relative à la réalisation d'un marché public conjoint d'assurances.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

Aankoopcentrale – Samenwerking tussen de Gemeente en het OCMW van Vorst voor de uitvoering van een gezamenlijke overheidsopdracht voor verzekeringen – Goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 117;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de

bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 48 (specifieke gezamenlijke opdrachten);

Overwegende dat de overheidsopdracht voor diensten betreffende de “Vernieuwing van de verzekeringsportefeuille van de Gemeente en het OCMW van Vorst” (2022-S-005) op 31 december 2025 afloopt en dat het noodzakelijk is een nieuwe opdracht uit te schrijven om de kosten te dekken die bepaalde levensrisico's met zich meebrengen;

Overwegende dat noch de Gemeente, noch het OCMW over een verzekeringsdienst beschikken die over de nodige competenties beschikt om hun respectieve behoeften te bepalen en dat deze opdracht aan een externe verzekeringsadviseur zal worden toevertrouwd;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 15 december 2020 tot goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente en het OCMW van Vorst voor de uitvoering van een gezamenlijke verzekeringsopdracht;

Overwegende dat deze overeenkomst hernieuwd moet worden om alle samenwerkingsmodaliteiten tussen de Gemeente en het OCMW van Vorst in het kader van deze gezamenlijke opdracht te regelen;

Overwegende dat deze nieuwe samenwerkingsovereenkomst als bijlage bij deze beraadslaging is gevoegd;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente en het OCMW van Vorst betreffende de uitvoering van een gezamenlijke overheidsopdracht voor verzekeringen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

17 Centrale d'achats - Marchés publics - Fourniture de livres scolaires - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2025-F-001 - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant que le marché public relatif à la fourniture de livres scolaires (2023-F-006) a pris fin le 31 décembre 2024 et qu'il y a lieu d'en relancer un nouveau pour couvrir les besoins des écoles francophones et néerlandophones ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 6 février 2025 de passer un marché public ayant pour objet “ Fourniture de livres scolaires ” (SCA-2025-F-001) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à € 75.471,70 hors TVA ou € 80.000,00 6% TVA comprise ;

Considérant que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires 7201/124-02/16 et 7202/124-02/51 du service ordinaire de l'exercice 2025 et feront l'objet d'une proposition d'inscription pour l'exercice 2026 ;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale notamment l'article 14 (crédits provisoires) ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 décembre 2024 d'autoriser la disposition de trois douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février et mars 2025 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 6 février 2025 de passer un marché public ayant pour objet “ Fourniture de livres scolaires ” (SCA-2025-F-001) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à € 75.471,70 hors TVA ou € 80.000,00 6% TVA comprise.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Aankoopcentrale - Overheidsopdrachten - Levering van schoolboeken - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - SCA-2025-F-001 - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat de overheidsopdracht betreffende de levering van schoolboeken (2023-F-006) afliep op 31 december 2024 en dat er een nieuwe moet worden uitgeschreven om in de behoeften van de Franstalige en de Nederlandstalige scholen te voorzien;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 februari 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Levering van schoolboeken" (SCA-2025-F-001) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor een geraamd bedrag van 75.471,70 € excl. btw of 80.000,00 €, 6% btw inbegrepen;

Overwegende dat de kredieten ter financiering van deze uitgaven worden opgenomen in begrotingsartikelen 7201/124-02/16 en 7202/124-02/51 van de gewone dienst van begrotingsjaar 2025

en het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel tot inschrijving voor begrotingsjaar 2026;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, inzonderheid artikel 14 (voorlopige kredieten);

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 16 december 2024 om drie voorlopige twaalfden voor de maanden januari, februari en maart 2025 toe te staan;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 februari 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Levering van schoolboeken" (SCA-2025-F-001) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor een geraamd bedrag van 75.471,70 € excl. btw of 80.000,00 €, 6% btw inbegrepen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Instruction publique - Openbaar onderwijs

- 18 **Instruction Publique – Ecoles Kaléidoscope maternelle et primaire – Convention de partenariat avec le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP) dans le cadre de du projet « Opération Recyclons » – De janvier 2024 à février 2027 – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Considérant le souhait des écoles Kaléidoscope maternelle et primaire, situées Rue Timmermans 54-56 à 1190 Forest, de participer au projet "Opération Recyclons" proposé par le CECP, située Avenue des Gaulois 32 à 1040 Bruxelles, représenté par Mme Yuli Nakasone ;

Considérant que le partenariat vise à soutenir l'objectif suivant : diminuer les déchets résiduels de 75% en 3 ans, moins de gaspillage alimentaire, moins d'emballages à usage unique, mieux trier (qualité et quantité), meilleure valorisation des biodéchets, des écoles plus propres (cours de

récréation) ;

Considérant qu'une convention de partenariat est proposée en annexe, entre la Commune de Forest et le CECP ;

Considérant que la convention est conclue sous la conditions suspensive de l'octroi de la subvention par Bruxelles Environnement ;

DECIDE :

D'approuver la convention jointe en annexe concernant le projet "Opération Recyclons" pour les écoles Kaléidoscope maternelle et primaire, située Rue Timmermans 54-56 à 1190 Forest, avec le CEPC, situé Avenue des Gaulois 32 à 1040 Bruxelles.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Openbaar Onderwijs – Kleuter- en lagere school Kaléidoscope – Partnerschapsovereenkomst met de Franstalige Onderwijsraad van gemeenten en steden (CECP) in het kader van het project "Opération Recyclons" – Van januari 2024 tot februari 2027 – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de kleuter- en lagere school Kaléidoscope, Timmermansstraat 54-56 te 1190 Vorst de CECP, Galliërslaan 32 te 1040 Brussel, vertegenwoordigd door mevrouw Yuli Nakasone, gekozen heeft als partner voor het project "Opération Recyclons";

Overwegende dat het partnerschap de volgende doelstelling wil ondersteunen: vermindering van restafval met 75% in 3 jaar, minder voedselverspilling, minder wegwerpverpakkingen, beter sorteren (kwaliteit en kwantiteit), betere valorisatie van bioafval, nettere scholen (speelplaatsen);

Overwegende dat in de bijlage een partnerschapsovereenkomst wordt voorgesteld tussen de Gemeente Vorst en de CECP;

Overwegende dat de overeenkomst wordt afgesloten onder de opschortende voorwaarde van toekenning van de subsidie door Leefmilieu Brussel;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde overeenkomst met betrekking tot het project "Opération Recyclons" voor de kleuter- en lagere school Kaléidoscope, Timmermansstraat 54-56 te 1190 Vorst met de CECP, Galliërslaan 32 te 1040 Brussel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

LE CONSEIL,

Vu le prescrit du Décret du 14 novembre 2002 organisant la représentation des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un représentant du Pouvoir organisateur de la commune de Forest auprès du Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces (CECP) ;

DECIDE :

De désigner Madame Françoise Père, échevine de l'Instruction publique, comme représentante du Pouvoir organisateur des écoles francophones de la Commune de Forest, à l'Assemblée générale du Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces, en qualité de membre effectif, et ce jusqu'à la fin de la législature en cours.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Openbaar onderwijs – Franstalige onderwijsraad – Aanstelling van een vertegenwoordiger in de algemene vergadering van de Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces (CECP).

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van het Decreet van 14 november 2002 tot organisatie van de vertegenwoordiging van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs en van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra;

Overwegende dat er een vertegenwoordiger van de inrichtende macht van de gemeente Vorst moet worden aangeduid bij de Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP);

BESLIST

Mevrouw Françoise Père in haar functie van schepen van Openbaar Onderwijs aan te wijzen als vertegenwoordiger van de inrichtende macht van de Franstalige scholen van de Gemeente Vorst, in de algemene vergadering van de Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP), als effectief lid, tot het einde van de lopende bestuursperiode.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

20 Instruction publique – Recrutement au poste de direction de l'école La Preuve par 9 – Résultats et relance – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu le Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné, notamment l'article 27bis définissant le Collège des Bourgmestres et Echevins comme Pouvoir Organisateur dans l'enseignement organisé par les villes et les communes ;

Vu l'article 56 §1^{er} et §2 du Décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 février 2025 d'autoriser la publication de l'appel à candidature au poste de direction à titre temporaire de l'école fondamentale La Preuve par 9 ;

Considérant qu'une candidatures au sein du Pouvoir Organisateur a été retenue : Madame Brasseur ;

Considérant qu'une candidature externe a été retenue : Madame Pilette;

Considérant qu'à l'issue de l'examen oral organisé le lundi 31 mars 2025, le jury a décidé de ne sélectionner aucun candidat ;

Considérant le rapport de la commission de sélection chargée de l'évaluation des candidats, repris en annexe ;

Considérant qu'il y a lieu de lancer un second appel à candidatures pour le poste de direction de l'école fondamentale d'enseignement ordinaire La Preuve par 9 ;

Considérant la consultation de la Commission paritaire locale (COPALOC) en date du 1^{er} avril 2025 ;

DECIDE :

D'acter que la commission de sélection chargée de l'évaluation des candidats a décidé de ne retenir aucun candidat ;

D'approuver le rapport de la commission de sélection chargée de l'évaluation des candidats, repris en annexe ;

D'approuver le lancement d'un second appel à candidatures de direction pour l'école fondamentale d'enseignement ordinaire La Preuve par 9 afin de pourvoir à une admission au stage dans un emploi définitivement vacant.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Openbaar Onderwijs – Aanwerving voor de functie van directeur van de school La Preuve par 9 – Resultaten en herlancering – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het decreet van 6 juni 1994 van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, inzonderheid artikel 27bis waarin het College van Burgemeester en Schepenen wordt aangewezen als inrichtende macht voor het onderwijs dat wordt georganiseerd door de steden en gemeenten;

Gelet op artikel 56 §1 en §2 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 februari 2025 om toestemming te verlenen voor de publicatie van de oproep tot kandidaatstellingen voor de functie van tijdelijk directeur voor basisschool La Preuve par 9;

Overwegende dat er één kandidatuur binnen de inrichtende macht werd geselecteerd: mevrouw Brasseur;

Overwegende dat er één externe kandidatuur werd geselecteerd: mevrouw Pilette;

Overwegende dat na afloop van het mondeling examen op maandag 31 maart 2025 de jury heeft

beslist geen enkele kandidaat te selecteren;

Overwegende het verslag van de selectiecommissie die belast is met de evaluatie van de kandidaten, als bijlage;

Overwegende dat er een tweede oproep tot kandidaatstellingen moet worden gelanceerd voor de functie van directeur van de basisschool voor gewoon onderwijs La Preuve par 9;

Overwegende het raadplegen van de plaatselijke paritaire commissie (PLAPACO) op 1 april 2025;

BESLIST:

Nota te nemen van het feit dat de selectiecommissie die belast is met de evaluatie van de kandidaten beslist heeft geen enkele kandidaat te selecteren;

Goedkeuring te verlenen aan het verslag van de selectiecommissie die belast is met de evaluatie van de kandidaten, als bijlage;

Goedkeuring te verlenen aan de lancering van een tweede oproep tot kandidaatstellingen voor de functie van directeur voor de basisschool van het gewoon onderwijs La Preuve par 9, om te voorzien in een toelating tot de stage in een definitief vacante betrekking.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

ATL - VTO

21 Accueil temps libre - Renouvellement de la Commission Communale d'Accueil (CCA) francophone pour l'enfance - Désignation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu le chapitre II du Décret du 3 juillet 2003 de la Communauté française, relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire ;

Vu le chapitre II de l'Arrêté du 3 décembre 2003 de la Communauté française, fixant les modalités d'application du susdit décret ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les nouveaux membres de la Commission communale d'accueil après les élections communales, notamment les représentants du Conseil communal ;

Considérant que siège d'office le membre du Collège désigné par ses pairs pour assurer la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et le soutien à l'accueil extrascolaire (arrêté du 3/12/2003, chapitre II, art. 2, § 1^{er}, 1.) et qu'il en assure d'office la présidence ;

Considérant qu'il y a donc lieu de désigner 5 représentants supplémentaires ainsi que 5 suppléants sur base d'une liste de candidats-membres du Conseil communal qui se sont préalablement déclarés ;

DECIDE :

De désigner comme membres effectifs et suppléants de la Commission communale d'accueil, les représentants suivants du Conseil communal :

- Madame Françoise Père en qualité de membre effectif – présidente ;
- Madame Oumnia Berrahal en qualité de suppléante de Madame Françoise Père ;
- Madame Fatima-Zohra El Omari en qualité de membre effectif et Monsieur Zakaria Yaakoubi en qualité de son suppléant ;
- Madame Teresa Vetter en qualité de membre effectif et Monsieur Sébastien Gillard en qualité de son suppléant ;
- Madame Maud De Ridder en qualité de membre effectif et Madame Alitia Angeli en qualité de sa suppléante ;
- Madame Dominique Goldberg en qualité de membre effectif et Madame Margaux Aggujaro en qualité de sa suppléante.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Vrijetijdsopvang - Hernieuwing van de Franstalige Gemeentelijke Opvangcommissie (GOC) voor de kinderen - Aanstelling.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op hoofdstuk II van het decreet van 3 juli 2003 van de Franse Gemeenschap, betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang;

Gelet op hoofdstuk II van het besluit van 3 december 2003 van de Franse Gemeenschap met betrekking tot de toepassingsregels van het hogervermelde decreet;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de nieuwe leden van de Gemeentelijke Opvangcommissie aan te stellen na de gemeenteraadsverkiezingen, meer bepaald de vertegenwoordigers van de Gemeenteraad;

Overwegende dat van ambtswege zetelt het lid van het College aangesteld door de andere leden om de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang te verzekeren (besluit 3/12/2003, hoofdstuk II, art. 2, § 1, 1.) en dat hij van ambtswege het voorzitterschap waarneemt;

Overwegende dat het noodzakelijk is om 5 bijkomende vertegenwoordigers en 5 vervangers aan te stellen op basis van een lijst van kandidaat-leden van de Gemeenteraad die zich vooraf kenbaar hebben gemaakt;

BESLIST

De volgende effectieve en plaatsvervangende leden aan te stellen als vertegenwoordigers van de Gemeenteraad in de Gemeentelijke Opvangcommissie:

- Mevrouw Françoise Père in de hoedanigheid van effectief lid – voorzitter;
- Mevrouw Oumnia Berrahal als plaatsvervanger van mevrouw Françoise Père;
- Mevrouw Fatima-Zohra El Omari als effectief lid en de heer Zakaria Yaakoubi als haar plaatsvervanger;
- Mevrouw Teresa Vetter als effectief lid en de heer Sébastien Gillard als haar plaatsvervanger;
- Mevrouw Maud De Ridder als effectief lid en mevrouw Alitia Angeli als haar plaatsvervanger;

- Mevrouw Dominique Goldberg als effectief lid en mevrouw Margaux Aggujaro als haar vervanger.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Intervention de Mr PEYCKER :

Nous saluons la désignation de cette nouvelle Commission communale d'accueil, mais un point saute aux yeux : elle est quasi exclusivement composée de femmes.

Cela souligne l'engagement remarquable de nos élues sur les enjeux d'accueil, d'enfance, d'éducation.

Mais cela pose aussi une question de fond : où sont les hommes de la majorité sur ces sujets ?

L'accueil des enfants n'est pas qu'une affaire « féminine ». C'est un enjeu collectif et structurant.

Le groupe Les Engagé.e.s'appelle donc à une véritable culture de la parité, y compris dans les dossiers qui, trop souvent, sont délégués par réflexe aux femmes. Et nous invitons ce groupe à prioriser l'inclusion et faire en sorte que Forest ne fasse plus partie des 7 communes qui n'ont pas encore signé la charte de l'inclusion.

Réplique de Mme PERE

En tant que présidente, je suis contente de n'avoir que des femmes. Après, c'est une affaire de groupes qui désignent chacun leurs représentants, je ne peux rien y faire.

Réplique de de Mr PEYCKER

Malheureusement nous ne pouvons pas en désigner.

Tussenkomst van de heer PEYCKER

We zijn verheugd over de samenstelling van deze nieuwe gemeentelijke commissie toe, maar één ding springt meteen in het oog: ze bestaat bijna uitsluitend uit vrouwen.

Dit onderstreept de opmerkelijke inzet van onze vrouwelijke verkozenen voor kinderopvang en opvoeding.

Maar het roept ook een fundamentele vraag op: waar zijn de mannen van de meerderheid in dit domein?

Kinderopvang is niet alleen een 'vrouwenzaak'. Het is een fundamenteel domein van onze samenleving.

De fractie Les Engagé.e.s roept daarom op tot een echte cultuur van gelijkheid, ook in dossiers die al te vaak automatisch aan vrouwen worden toegekend. En we nodigen deze groep uit om prioriteit te geven aan inclusie en ervoor te zorgen dat Vorst niet langer deel uitmaakt van de 7 gemeenten die het charter i.v.m. inclusie nog niet hebben ondertekend.

Repliek van mevrouw PÈRE

Als voorzitter ben ik blij dat ik alleen maar vrouwen heb. Het is een zaak van fracties die elk

hun vertegenwoordigers aanwijzen, daar kan ik niets aan doen.

Replik van de heer PEYCKER

Helaas kunnen wij niemand afvaardigen.

PERSONNEL & RH - PERSONNEEL & HR

Traitements et pensions - Wedden en pensioenen

22 Personnel - Statut pécuniaire - Modification section F "carrière en cas de promotion".

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 119 et 145 §1 ;

Vu le statut pécuniaire de l'administration communale, adopté en séance du 20 décembre 2002, et ses modifications ultérieures, notamment le chapitre II « Règles relatives à la fixation du traitement », section F « Carrière en cas de promotion », article 1b, qui stipule qu'en cas de changement de niveau vers le niveau A, le membre du personnel valorise deux tiers de son ancienneté pécuniaire ;

Vu également l'article 2 de la section H « Services antérieures admissibles » du même chapitre du statut pécuniaire de l'administration communale, qui stipule que « *Tous les services prestés dans le secteur public, y compris le service militaire effectué après engagement dans un pouvoir public, ainsi que les services prestés dans un autre état membre de l'Union européenne (CC 27/04/2004, MRBC 10/06/2004), sont pris en considération pour l'ancienneté pécuniaire, à concurrence des prestations effectuées* » ;

Considérant que les règles établies actuellement dans le statut pécuniaire de l'administration communale constituent un désavantage pécuniaire des agents actuellement en place, qui perdent un tiers de leur ancienneté pécuniaire en cas de promotion, vis-à-vis des candidats provenant d'un autre pouvoir public, qui conservent l'intégralité de leur ancienneté pécuniaire ;

Considérant que ceci constitue également un désavantage des agents promus au niveau A après une longue carrière par rapport aux agents promus après une carrière plus courte ;

Vu le protocole d'accord n° 488 intervenu en date du 11 septembre 2023 entre les organisations syndicales représentatives et l'autorité communale ;

DECIDE,

De modifier l'article 1b de la section F « Carrière en cas de promotion » du chapitre II « Règles relative à la fixation du traitement » du statut pécuniaire de l'administration communale comme suit :

Ancienne version :

« b) En cas de changement de niveau vers les niveaux D, C et B, un membre du personnel garde la totalité de son ancienneté pécuniaire.

En cas de changement de niveau vers le niveau A, le membre du personnel valorise deux tiers de son

ancienneté pécuniaire. »

Nouvelle version :

« b) En cas de changement de niveau vers les niveaux D, C et B, un membre du personnel garde la totalité de son ancienneté pécuniaire.

En cas de changement de niveau vers le niveau A, le membre du personnel valorise deux tiers de son ancienneté pécuniaire. Néanmoins, lorsque le changement de niveau vers le niveau A intervient après le 1^{er} janvier 2025, l'agent conserve l'intégralité de son ancienneté pécuniaire.».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Personeel - Geldelijk statuut - Wijziging afdeling F "loopbaan in geval van bevordering".

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 119 en 145 §1;

Gelet op het geldelijk statuut van het gemeentebestuur, aangenomen in zitting van 20 december 2002, en zijn latere wijzigingen, inzonderheid hoofdstuk II 'Regels met betrekking tot de vaststelling van de wedde', afdeling F 'Loopbaan in geval van bevordering', artikel 1b, dat bepaalt dat, in het geval van overgang naar niveau A, het personeelslid twee derde van zijn geldelijke anciënniteit valoriseert;

Tevens gelet op artikel 2 van afdeling H 'Toelaatbare diensten' van hetzelfde hoofdstuk van het geldelijk statuut van het gemeentebestuur, het volgende bepaalt: "*Alle diensten gepresteerd in de openbare sector, met inbegrip van de militaire dienstplicht, evenals de diensten gepresteerd in een openbare dienst van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap (GR 27/04/2004 – MBHG 10/06/2004), uitgeoefend na de indiensttreding in een openbare dienst, worden in aanmerking genomen voor de geldelijke anciënniteit, naar rata van de gepresteerde prestaties*";

Overwegende dat de huidige regels die werden vastgelegd in het geldelijk statuut van het gemeentebestuur, een nadeel vormen voor de personeelsleden die op dit ogenblik in dienst zijn, die in het geval van bevordering een derde van hun geldelijke anciënniteit verliezen, ten opzichte van kandidaten die afkomstig zijn uit een andere openbare dienst, die hun geldelijke anciënniteit volledig behouden;

Overwegende dat dit tevens een nadeel vormt voor personeelsleden die naar niveau A worden bevorderd na een lange loopbaan, ten opzichte van die personeelsleden die na een kortere loopbaan worden bevorderd;

Gelet op protocolakkoord nr. 488 gesloten op 11 september 2023 tussen de representatieve vakbonden en de gemeentelijke overheid;

BESLIST,

Artikel 1b van afdeling F 'Loopbaan in geval van bevordering' van hoofdstuk II 'Regels met betrekking tot de vaststelling van de wedde' van het geldelijk statuut van het gemeentebestuur als volgt te wijzigen:

Vroegere tekst:

“b) Bij overgang naar de niveaus D, C en B behoudt het personeelslid zijn volledige geldelijke anciënniteit.

In geval van overgang naar het niveau A valoriseert het personeelslid twee derden van zijn geldelijke

anciënniteit.”

Nieuwe tekst:

“b) Bij overgang naar de niveaus D, C en B behoudt het personeelslid zijn volledige geldelijke anciënniteit.

In geval van overgang naar het niveau A valoriseert het personeelslid twee derden van zijn geldelijke anciënniteit. Indien de overgang na het niveau A echter na 1 januari 2025 plaatsvindt, behoudt het personeelslid zijn volledige geldelijke anciënniteit.”

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Intervention de Mr LOEWENSTEIN :

Qu'est-ce qui a motivé initialement la différence de traitement entre les niveaux A (2/3) et les niveaux B, C et D (100%) pour le calcul de l'ancienneté?

Réponse de Mme Père

Historiquement, je ne sais pas pourquoi cette mesure a été prise. Je pense que c'était quelque chose de propre à Forest et que ça n'existait pas dans d'autres communes. Je vais me renseigner auprès du service du personnel, je vous répondrai par écrit.

Si on change, c'est une question d'équité.

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN

Wat was de oorspronkelijke reden voor het verschil in behandeling tussen niveau A (2/3) en niveau B, C en D (100%) bij de berekening van de anciënniteit?

Antwoord van mevrouw PÈRE

Historisch gezien weet ik niet waarom deze maatregel is genomen. Ik denk dat het iets specifiek was voor Vorst en dat het in andere gemeenten niet bestond. Ik zal navraag doen bij de Personeelsdienst en u schriftelijk antwoorden.

Als we het veranderen, is dat een kwestie van billijkheid.

3 annexes / 3 bijlagen

Recrutements et carrières - Aanwervingen en loopbanen

23 Personnel – Règlement des congés du personnel contractuel – Titre II " congés dus a des services

exceptionnels et congés compensatoires " point C – Ajout.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'art. 119 ;

Vu le règlement des congés applicable au personnel contractuel, adopté en sa séance du 26 juin 2001 et ses modifications ultérieures, en particulier son titre II "CONGES DUS A DES SERVICES EXCEPTIONNELS ET CONGES COMPENSATOIRES" point C "SERVICES EXCEPTIONNELS", article 1 "heures supplémentaires" ;

Considérant que ladite section dans son art. 1 prévoit que les heures supplémentaires ne sont jamais rémunérées, sauf dans 3 cas précis ;

Considérant que des visites guidées seront organisées au sein des bâtiments communaux; qu'il sera fait appel à un agent communal pour accompagner lesdites visites (+/- 12 par an) ;

Considérant que les visites organisées feront l'objet d'une redevance (montant prévu : 75 euro/visite), que ladite redevance sera fixée dans un règlement communal ;

Considérant qu'au vu du règlement actuel des congés, les visites organisées en dehors des heures de service, donneront lieu à la prestation d'heures supplémentaires; qu'afin de ne pas augmenter structurellement le quota des récupérations des heures supplémentaires, il est préférable de payer ces prestations exceptionnelles ;

Considérant que l'impact budgétaire sur la masse salariale est limité (estimé à max. 1.200 euros/an) ;

Considérant qu'afin d'intégrer la liquidation exceptionnelle desdites prestations dans le règlement de congés, il y a lieu d'adapter ledit règlement, en particulier son titre II point C ;

Vu le protocole d'accord n° 511 conclu entre les autorités et les organisations syndicales représentatives en date du 27 mars 2025 ;

DECIDE,

D'ajouter un point au titre II du règlement des congés applicables au personnel contractuel, "CONGES DUS A DES SERVICES EXCEPTIONNELS ET CONGES COMPENSATOIRES" point C "SERVICES EXCEPTIONNELS" comme suit :

Art 1. Heures supplémentaires

... Les heures supplémentaires ne sont jamais rémunérées sauf (cc 5/7/2007 – MRBC 5/9/2007) :

1. ...

2.

3...

4. *si l'agent a été requis par sa hiérarchie, avec accord du secrétaire communal, pour prêter son concours lors de visites guidées au sein des bâtiments de l'administration communale.*

Nul agent ne sera requis pour prêter ledit concours à plus de 6 reprises par an.

L'agent sera rémunéré au taux horaire équivalent à l'échelle barémique C3, échelon 31, avec un minimum journalier de 47,12 € brut lié à l'index pivot 138.01.

L'agent ayant un barème supérieur au niveau C3, échelon 31 sera payé suivant son barème .

Le Conseil approuve le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

Personeel – Verlofreglement voor contractuele personeelsleden – Titel II " verlof voor uitzonderlijke diensten en compensatieverlof " punt C – Toevoeging.

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 119;

Gezien het verlofreglement van toepassing op het contractueel personeel, goedgekeurd door de gemeenteraad tijdens zijn zitting van 26 juni 2001, en latere wijzigingen, meer bepaald titel II " VERLOF VOOR UITZONDERLIJKE DIENSTEN EN COMPENSATIEVERLOF punt C UITZONDERLIJKE DIENSTEN, artikel 1 "Overuren";

Overwegende dat in art. 1 van de bovenvermelde sectie bepaald staat dat overuren nooit uitbetaald worden, tenzij in 3 welbepaalde gevallen;

Overwegende dat begeleide rondleidingen georganiseerd zullen worden in de gemeentelijke gebouwen; dat er een beroep zal gedaan worden op een personeelslid van het gemeentebestuur om deze bezoeken te begeleiden (+/- 12 per jaar);

Overwegende dat de rondleidingen waarvan sprake, het voorwerp zullen uitmaken van een retributie (voorziene bedrag: 75 euro/rondleiding), dat deze retributie vastgesteld zal worden in een gemeentelijk reglement;

Overwegende dat rekening houdend met het huidige verlofreglement, de rondleidingen georganiseerd buiten de diensturen aanleiding zullen geven tot de prestatie van overuren; dat teneinde het aantal te recupereren overuren niet structureel te vermeerderen, deze uitzonderlijke diensten bij voorkeur vergoed worden;

Overwegende dat de budgettaire impact op de loonmassa beperkt is (geschat op max. 1.200 euro/jaar);

Overwegende dat teneinde deze uitzonderlijke vergoeding van de gepresteerde overuren te integreren in het verlofreglement, het noodzakelijk is het betreffende reglement te wijzigen, meer bepaald titel II, punt C;

Gezien het protocolakkoord nr. 511, afgesloten tussen de overheid en de representatieve vakbondsorganisaties, op datum van 27 maart 2025;

BESLIST

Een punt toe te voegen aan titel II van het verlofreglement van toepassing op het contractueel personeel, "Verlof voor uitzonderlijke diensten en compensatieverlof punt C 'Uitzonderlijke diensten' als volgt:

Art 1. Overuren

... Overuren worden nooit betaald, behalve (gr 5/7/2007 – MBHG 5/9/2007):

1. ...

2.

3...

4. als de agent verzocht werd door zijn hiërarchie, met het akkoord van de gemeentesecretaris, om

bezoeken van de gemeentelijke gebouwen te begeleiden.

Een agent mag ten hoogste 6 bezoeken per jaar begeleiden.

De agent wordt vergoed op basis van de weddeschaal C3, weddetrap 31, met een minimale dagvergoeding van 47,12 € bruto, aan de spilindex 138.01.

De agent met een hoger barema dan dat overeenstemmend met C3, weddetrap 31, wordt vergoed volgens zijn barema.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

24 Personnel – Règlement des congés du personnel statutaire et stagiaire – Titre II "congés dus a des services exceptionnels et congés compensatoires" point C – Ajout.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'art. 119 ;

Vu le règlement des congés applicable au personnel statutaire et aux agents en stage, adopté en sa séance du 26 juin 2001 et ses modifications ultérieures, en particulier son titre II "CONGES DUS A DES SERVICES EXCEPTIONNELS ET CONGES COMPENSATOIRES", point C "SERVICES EXCEPTIONNELS", article 1 "heures supplémentaires" ;

Considérant que ladite section dans son art. 1 prévoit que les heures supplémentaires ne sont jamais rémunérées, sauf dans 3 cas précis ;

Considérant que des visites guidées seront organisées au sein des bâtiments communaux; qu'il sera fait appel à un agent communal pour accompagner lesdites visites (+/- 12 par an) ;

Considérant que les visites organisées feront l'objet d'une redevance (montant prévu : 75 euros/visite), que ladite redevance sera fixée dans un règlement communal ;

Considérant qu'au vu du règlement actuel des congés, les visites organisées en dehors des heures de service, donneront lieu à la prestation d'heures supplémentaires ; qu'afin de ne pas augmenter structurellement le quota des récupérations des heures supplémentaires, il est préférable de payer ces prestations exceptionnelles ;

Considérant que l'impact budgétaire sur la masse salariale est limité (estimé à max. 1.200 euros/an) ;

Considérant qu'afin d'intégrer la liquidation exceptionnelle desdites prestations dans le règlement de congés, il y a lieu d'adapter ledit règlement, en particulier son titre II point C ;

Vu le protocole d'accord n° 511 conclu entre les autorités et les organisations syndicales représentatives en date du 27 mars 2025 ;

DECIDE,

D'ajouter un point au titre II du règlement des congés applicables au personnel statutaire et aux agents en stage, "CONGES DUS A DES SERVICES EXCEPTIONNELS ET CONGES COMPENSATOIRES" point C "SERVICES EXCEPTIONNELS" comme suit :

Art 1. Heures supplémentaires

... Les heures supplémentaires ne sont jamais rémunérées sauf (cc 5/7/2007 – MRBC 5/9/2007) :

1. ...

2.

3...

4. *si l'agent a été requis par sa hiérarchie, avec accord du secrétaire communal, pour prêter son concours lors de visites guidées au sein des bâtiments de l'administration communale.*

Nul agent ne sera requis pour prêter ledit concours à plus de 6 reprises par an.

L'agent sera rémunéré au taux horaire équivalent à l'échelle barémique C3, échelon 31, avec un minimum journalier de 47,12 € brut lié à l'index pivot 138.01.

L'agent ayant un barème supérieur au niveau C3, échelon 31 sera payé suivant son barème.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

**Personeel – Verlofreglement voor statutaire personeelsleden en agenten in stage – Titel II
"verlof voor uitzonderlijke diensten en compensatieverlof " punt C – Toevoeging.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 119;

Gelet op het verlofreglement van toepassing op het statutaire personeel en de agenten in stage, goedgekeurd door de gemeenteraad tijdens zijn zitting van 26 juni 2001, en latere wijzigingen, meer bepaald titel II " VERLOF VOOR UITZONDERLIJKE DIENSTEN EN COMPENSATIEVERLOF", punt C "UITZONDERLIJKE DIENSTEN", artikel 1 "Overuren";

Overwegende dat in art. 1 van de bovenvermelde sectie bepaald staat dat overuren nooit uitbetaald worden, tenzij in 3 welbepaalde gevallen;

Overwegende dat begeleide rondleidingen georganiseerd zullen worden in de gemeentelijke gebouwen; dat er een beroep zal gedaan worden op een personeelslid van het gemeentebestuur om deze bezoeken te begeleiden (+/- 12 per jaar);

Overwegende dat de rondleidingen waarvan sprake, het voorwerp zullen uitmaken van een retributie (voorziene bedrag: 75 euro/rondleiding), dat deze retributie vastgesteld zal worden in een gemeentelijk reglement;

Overwegende dat rekening houdend met het huidige verlofreglement, de rondleidingen georganiseerd buiten de diensturen aanleiding zullen geven tot de prestatie van overuren; dat teneinde het aantal te recupereren overuren niet structureel te vermeerderen, deze uitzonderlijke diensten bij voorkeur vergoed worden;

Overwegende dat de budgettaire impact op de loonmassa beperkt is (geschat op max. 1.200 euro/j);

Overwegende dat teneinde deze uitzonderlijke vergoeding van de gepresteerde overuren te integreren in het verlofreglement, het noodzakelijk is het betreffende reglement te wijzigen, meer bepaald titel II, punt C;

Gelet op het protocolakkoord nr. 511, afgesloten tussen de overheid en de representatieve vakbondsorganisaties, op 27 maart 2025;

BESLIST

Een punt toe te voegen aan titel II van het verlofreglement van toepassing op het statutaire personeel en de agenten in stage, "Verlof voor uitzonderlijke diensten en compensatieverlof", punt C "Uitzonderlijke diensten", als volgt:

Art 1. Overuren

... Overuren worden nooit betaald, behalve (gr 5/7/2007 – MBHG 5/9/2007):

1. ...

2.

3...

4. *als de agent verzocht werd door zijn hiërarchie, met het akkoord van de gemeentesecretaris, om bezoeken van de gemeentelijke gebouwen te begeleiden.*

Een agent mag ten hoogste 6 bezoeken per jaar begeleiden.

De agent wordt vergoed op basis van de weddeschaal C3, weddetrap 31, met een minimale dagvergoeding van 47,12 € brut, aan de spilindex 138.01.

De agent met een hoger barema dan dat overeenstemmend met C3, weddetrap 31, wordt vergoed volgens zijn barema.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

25 **Marchés publics – MP-2025-T-003 – Ecole 9 : Nouvel escalier extérieur – Approbation des conditions et de la procédure de passation – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l’article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant que, suite à la rénovation du réfectoire en sous-sol, le SIAMU exige le placement d'un nouvel escalier entre la cour basse et la cour de récréation principale comme voie d'évacuation ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 75.400,00 hors TVA ou € 79.924,00, 6% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 06 mars 2025 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-T-003 - Ecole 9 : Nouvel escalier extérieur», pour un montant estimé € 75.400,00 hors TVA ou € 79.924,00, 6% TVA comprise et inscrit, sous réserve d'approbation du budget, à l'article 7201/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et que le mode de financement est un emprunt;

DECIDE : (sous réserve de l'approbation du Budget 2025)

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 06 mars 2025 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-T-003 - Ecole 9 : Nouvel escalier extérieur», pour un montant estimé € 75.400,00 hors TVA ou € 79.924,00, 6% TVA comprise et inscrit, sous réserve d'approbation du budget, à l'article 7201/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et que le mode de financement est un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2025-T-003 – School 9: Nieuwe buitentrap – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat de DBDMH aansluitend op de renovatie van de refter in de kelderverdieping de plaatsing van een nieuwe trap eist tussen de lager gelegen speelplaats en de grote speelplaats als evacuatie-route;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 75.400,00 € excl. btw of 79.924,00 €, 6% btw inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te plaatsen via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 maart 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van

de opdracht “MP-2025-T-003 – School 9: Nieuwe buitentrapp”, voor een geraamd bedrag van 75.400,00 € excl. btw of 79.924,00 €, incl. 6% btw en ingeschreven, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting, op artikel 7201/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 en gefinancierd door een lening;

BESLIST (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2025)

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 maart 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2025-T-003 – School 9: Nieuwe buitentrapp”, voor een geraamd bedrag van 75.400,00 € excl. btw of 79.924,00 €, incl. 6% btw en ingeschreven, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting, op artikel 7201/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

26 **Marchés publics – MP-2025-S-004 – Entretien des espaces verts communaux en ce compris le cimetière (2 lots) – Approbation des conditions et de la procédure de passation – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant la nécessité de procéder à l'entretien des espaces verts communaux y compris ceux du cimetière ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Entretien des espaces verts sur la commune), estimé à € 41.565,00 hors TVA ou € 50.293,65, 21% TVA comprise, soit € 50.500,00, TVA et révision des prix comprises ;

* Lot 2 (Entretien des espaces verts dans le cimetière), estimé à € 41.215,00 hors TVA ou € 49.870,15, 21% TVA comprise, soit € 50.000,00, TVA et révision des prix comprises;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 82.780,00 hors TVA ou € 100.163,80, 21% TVA comprise, soit € 100.500,00, TVA et révision des prix comprises;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le budget 2025 n'a pas encore été voté par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 décembre 2024 autorisant la disposition des trois premiers douzièmes provisoires 2025 ;

Considérant que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 14 de l'AR du 2 août 1990 portant le règlement sur la comptabilité communale ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 27 mars 2025 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-S-004 - Entretien des espaces verts communaux en ce compris le cimetière (2 lots)», pour un montant global estimé à € 82.780,00 hors TVA ou € 100.163,80, 21% TVA comprise, soit € 100.500,00, TVA et révision des prix comprises (Lot 1 (Entretien des espaces verts sur la commune), estimé à € 41.565,00 hors TVA ou € 50.293,65, 21% TVA comprise, soit € 50.500,00, TVA et révision des prix comprises ; Lot 2 (Entretien des espaces verts dans le cimetière), estimé à € 41.215,00 hors TVA ou € 49.870,15, 21% TVA comprise, soit € 50.000,00, TVA et révision des prix comprises) et inscrit aux articles 766/124-06/38 (lot 1) et 878/124-06/38 (lot 2) du service ordinaire du budget de l'exercice 2025 (sous réserve de l'approbation de celui-ci);

DECIDE : (sous réserve de l'approbation du Budget 2025)

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 27 mars 2025 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-S-004 - Entretien des espaces verts communaux en ce compris le cimetière (2 lots)», pour un montant global estimé à € 82.780,00 hors TVA ou € 100.163,80, 21% TVA comprise, soit € 100.500,00, TVA et révision des prix comprises (Lot 1 (Entretien des espaces verts sur la commune), estimé à € 41.565,00 hors TVA ou € 50.293,65, 21% TVA comprise, soit € 50.500,00, TVA et révision des prix comprises ; Lot 2 (Entretien des espaces verts dans le cimetière), estimé à € 41.215,00 hors TVA ou € 49.870,15, 21% TVA comprise, soit € 50.000,00, TVA et révision des prix comprises) et inscrit aux articles 766/124-06/38 (lot 1) et 878/124-06/38 (lot 2) du service ordinaire du budget de l'exercice 2025 (sous réserve de l'approbation de celui-ci).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2025-S-004 – Onderhoud van de groene ruimten in de gemeente, met inbegrip van de begraafplaats (2 percelen) – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en de gunningswijze – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke

sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende de noodzaak om over te gaan tot het onderhoud van de groene ruimten van de gemeente, met inbegrip van die van de begraafplaats;

Overwegende dat deze opdracht in percelen is opgedeeld:

* Perceel 1 (Onderhoud van de groene ruimten in de gemeente), geraamd op 41.565,00 € excl. btw of 50.293,65 €, incl. 21% btw, zijnde 50.500,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen;

* Perceel 2 (Onderhoud van de groene ruimten op de begraafplaats), geraamd op 41.215,00 € excl. btw of 49.870,15 €, incl. 21% btw, zijnde 50.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 82.780,00 € excl. btw of 100.163,80 €, incl. 21% btw, zijnde 100.500,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te plaatsen via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de Gemeenteraad nog niet heeft gestemd over de begroting 2025;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 december 2024 om de drie eerste voorlopige twaalfden voor 2025 toe te staan;

Overwegende dat deze kredieten zullen worden gebruikt in overeenstemming met artikel 14 van het KB van 2 augustus 1990 houdende het reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 maart 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-S-004 - Onderhoud van de groene ruimten in de gemeente, met inbegrip van de begraafplaats (2 percelen)", voor een geraamd totaalbedrag van 82.780,00 € excl. btw of 100.163,80 €, incl. 21% btw, zijnde 100.500,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen (Perceel 1 (Onderhoud van de groene ruimten in de gemeente), geraamd op 41.565,00 € excl. btw of 50.293,65 €, incl. 21% btw, zijnde 50.500,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen; Perceel 2 (Onderhoud van de groene ruimten op de begraafplaats), geraamd op 41.215,00 € excl. btw of 49.870,15 €, incl. 21% btw, zijnde 50.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen) en ingeschreven op artikelen 766/124-06/38 (perceel 1) en 878/124-06/38 (perceel 2) van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 (onder voorbehoud van goedkeuring ervan);

BESLIST (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2025)

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 maart 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-S-004 - Onderhoud van de groene ruimten in de gemeente, met inbegrip van de begraafplaats (2 percelen)", voor een geraamd totaalbedrag van 82.780,00 € excl. btw of 100.163,80 €, incl. 21% btw, zijnde 100.500,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen (Perceel 1 (Onderhoud van de groene ruimten in de gemeente), geraamd op 41.565,00 € excl. btw of 50.293,65 €, incl. 21% btw, zijnde 50.500,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen; Perceel 2 (Onderhoud van de groene ruimten op de begraafplaats), geraamd op 41.215,00 € excl. btw of 49.870,15 €, incl. 21% btw, zijnde 50.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen) en ingeschreven op artikelen 766/124-06/38 (perceel 1) en 878/124-06/38 (perceel 2) van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 (onder voorbehoud van goedkeuring ervan).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

27 **Marchés publics – Grand chantier – Protocole de coopération avec BELIRIS – Restauration et mise en valeur du parc de Forest – Prise en charge des suppléments - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant l'Accord de Coopération Beliris du 15 septembre 1993 et ses avenants, conclu entre l'Etat fédéral belge et la Région de Bruxelles-Capitale prévoyant différentes initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles ;

Considérant que la Direction Infrastructure de Transport du SPF Mobilité et Transports (ci-après Beliris) est chargée de l'étude, de l'exécution et du contrôle de ces initiatives ;

Considérant que l'Accord de Coopération Beliris dans son chapitre 5 « Parc urbains », prévoit, en son initiative 5.1.11, la restauration du parc de Forest ; que cette initiative porte sur la restauration des bâtiments du parc (auvents et chalet), la démolition et reconstruction du bâtiment des jardiniers ainsi que sur la mise en valeur du parc (réaménagement des espaces publics) ;

Vu la délibération du conseil communal de Forest du 20 septembre 2022 approuvant le protocole d'Accord de Coopération Beliris ;

Considérant que les travaux consistent en :

- la restauration du chalet ;
- la restauration de 3 auvents ;
- la démolition du bâtiment des jardiniers existant et la réalisation d'une nouvelle construction compacte, discrète, lumineuse et ouverte sur le parc, intégrant toutes les commodités nécessaires pour les jardiniers ;
- le réaménagement du parc.

Considérant que dans son Avenant 14, l'Accord de Coopération prévoit un montant de maximum € 10.315.000,00, 21% TVA comprise pour la réalisation de l'ensemble des travaux et que tout supplément doit être pris en charge par la Commune de Forest ;

Considérant que le montant de € 100.000,00 est inscrit à l'article 766/635-51/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30 décembre 2024 faisant choix d'approuver l'engagement le montant de € 100.000,00 pour la prise en charge des travaux supplémentaires réalisés dans le cadre du protocole « 5.11.1 Parc de Forest – Restauration et remise en valeur du parc de Forest » ; d'inscrire la dépense à l'article 766/635-51/64 et financée par un emprunt ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 30 décembre 2024 faisant choix d'approuver l'engagement du montant de € 100.000,00 pour la prise en charge des travaux supplémentaires réalisés dans le cadre du protocole « 5.11.1 Parc de Forest – Restauration et remise en valeur du parc de Forest » ; d'inscrire la dépense à l'article 766/635-51/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 et de financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

Overheidsopdrachten – Grote werf – Samenwerkingsprotocol met BELIRIS – Restauratie en herwaardering van het park van Vorst – Tenlasteneming van de toeslagen – Kennisgeving.

DE RAAD,

Overwegende het Beliris-Samenwerkingsakkoord van 15 september 1993 en de aanhangsels ervan, gesloten tussen de Belgische Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die verschillende initiatieven voorzien, bestemd om de internationale rol en hoofdstedelijke functie van Brussel te bevorderen;

Overwegende dat de Directie Vervoersinfrastructuur van de FOD Mobiliteit en Vervoer (hierna Beliris) belast is met het bestuderen, uitvoeren en controleren van deze initiatieven;

Overwegende dat het Beliris-Samenwerkingsakkoord in hoofdstuk 5 "Stadsparken" in initiatief 5.1.11 voorziet in de restauratie van het park van Vorst; dat dit initiatief betrekking heeft op de restauratie van de gebouwen in het park (luifels en chalet), de afbraak en heropbouw van het tuiniersgebouw en de herwaardering van het park (heraanleg van de openbare ruimten);

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van Vorst van 20 september 2022 tot goedkeuring van het Beliris-protocolakkoord van samenwerking;

Overwegende dat de werken bestaan uit:

- de restauratie van de chalet;
- de restauratie van de 3 luifels;
- de afbraak van het bestaande tuiniersgebouw en de bouw van een nieuw, compact, discreet, licht gebouw met zicht op het park, met alle noodzakelijke voorzieningen voor de tuiniers;
- de heraanleg van het park.

Overwegende dat het Samenwerkingsakkoord in aanhangsel 14 voorziet in een maximumbedrag van 10.315.000,00 €, incl. 21% btw, voor de uitvoering van alle werkzaamheden en dat alle toeslagen ten laste moeten worden genomen door de Gemeente Vorst;

Overwegende dat het bedrag van 100.000,00 € ingeschreven is op artikel 766/635-51/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2024 om te kiezen voor de goedkeuring van de vastlegging van het bedrag van 100.000,00 € voor de tenlasteneming van de bijkomende werkzaamheden uitgevoerd in het kader van het protocol "5.11.1 Park van Vorst – Restauratie en herwaardering van het park van Vorst"; de uitgave in te schrijven op artikel 766/635-51/64 en te financieren met een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2024 om te kiezen voor de goedkeuring van de vastlegging van het bedrag van 100.000,00 € voor de tenlasteneming van de bijkomende werkzaamheden uitgevoerd in het kader van het protocol "5.11.1 Park van Vorst – Restauratie en herwaardering van het park van Vorst"; de uitgave in te schrijven op artikel 766/635-51/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 en de uitgave te financieren met een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

28 **Marchés publics – MP-2023-T-020 – Ecole AEC: réaménagement de la cour – Révision du mode de financement du lot 1 – Tranche ferme.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges N° MP-2023-T-020 relatif au marché “Ecole AEC: réaménagement de la cour” établi par le Département Travaux Publics - Grands Chantiers ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

- * Lot 1 (Aménagement global de la cour), estimé à € 706.689,53 hors TVA ou € 749.090,90, 6% TVA comprise, soit € 824.000,00, TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que ce lot est divisé en tranches :

- * Tranche ferme : Aménagement global de la cour hors la réalisation d'une mare (Estimé à : € 686.106,34 hors TVA ou € 727.272,72, 6% TVA comprise, soit € 800.000,00, TVA et révision des prix comprises)

- * Tranche conditionnelle : Réalisation d'une mare (Estimé à : € 20.583,19 hors TVA ou € 21.818,18, 6% TVA comprise, soit € 24.000,00, TVA et révision des prix comprises) ;

- * Lot 2 (Jeux et équipements), estimé à € 65.180,10 hors TVA ou € 69.090,91, 6% TVA comprise, soit € 76.000,00, TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 771.869,63 hors TVA ou € 818.181,81, 6% TVA comprise, soit € 900.000,00, TVA et révision des prix comprises ;

Vu la décision du conseil communal du 26 septembre 2023 approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation (procédure ouverte) de ce marché ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 29 décembre 2024 de ne pas attribuer le

Lot 2 et d'attribuer le Lot 1 (Aménagement global de la cour) à PHENIX GROUP, Rue Ilya Prigogine 9 à 1480 Saintes pour le montant d'offre contrôlé et corrigé de € 646.500,24 hors TVA ou € 685.290,25, 6% TVA comprise, soit € 753.819,28 TVA et révision des prix comprises. Le montant d'attribution est réparti comme suit :

* 1 : Tranche ferme (Aménagement global de la cour hors la réalisation d'une mare) : € 635.056,01 hors TVA ou € 673.159,37, 6% TVA comprise, soit € 740.475,31 TVA et révision des prix comprises ;

* 2 : Tranche conditionnelle (Réalisation d'une mare) : € 11.444,23 hors TVA ou € 12.130,88, 6% TVA comprise, soit € 13.343,97 TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que le crédit permettant la dépense relative à la tranche ferme du lot 1 est inscrit à l'article reporté 7201/724-60/2023/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 ;

Considérant que le mode de financement initialement prévu était un subside de la Fédération Wallonie-Bruxelles d'un montant de 480.000,00 € (article de recette : 7201/661-51/64), le solde restant étant financé par un emprunt à charge de la commune ;

Vu le courrier du 25 novembre 2024 du Conseil des Communes et des Provinces informant la Commune que le dossier de demande de subvention a été déclaré recevable et que le montant des subsides est estimé à 445.297,21 € (354.212,69€ en subvention PPT et 91.083,52 € via l'intervention FBSEOS) (article de recette : 7201/661-51/64);

Considérant que la promesse de subvention ne deviendra ferme qu'après l'avis positif de l'Inspection des Finances ;

Considérant qu'il convient dès lors de compléter le financement du lot 1 Tranche ferme (le subside octroyé par la Fédération Wallonie-Bruxelles qui s'élève à 445.297,21 €) par des charges d'urbanisme d'un montant de 34.702,79 € provenant du dossier de permis d'urbanisme PU 28110 délivré le 27/10/2022, permis délivré à BOUW FRANCIS BOSTOEN S.A. (JANSSENS) et visant à construire le lot 17 du PL47 (PL70), un immeuble mixte de gabarit R+2 (logements, bureaux et commerces), le solde restant étant financé par un emprunt à charge de la commune (article reporté 7201/724-60/2023/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024).

DECIDE:

Art 1 : De revoir le mode de financement du lot 1 Tranche ferme.

Art 2 : De financer la dépense relative à la tranche ferme du lot 1 (Aménagement global de la cour hors la réalisation d'une mare) par un subside de € 445.297,21 octroyé par la Fédération Wallonie-Bruxelles (article de recette : 7201/661-51/64), par les charges d'urbanisme de € 34.702,79 € liées au PU 28110 délivré le 27/10/2022, permis délivré à BOUW FRANCIS BOSTOEN S.A. (JANSSENS) et visant à construire le lot 17 du PL47 (PL70), un immeuble mixte de gabarit R+2 (logements, bureaux et commerces) et par le solde restant étant financé par un emprunt à charge de la commune (article reporté 7201/724-60/2023/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024) .

Art 3 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2023-T-020 – School AEC: herinrichting van de speelplaats – Herziening van de financieringswijze voor perceel 1 – Vast gedeelte.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 36 en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. MP-2023-T-020 voor de opdracht “School AEC: herinrichting van de speelplaats” opgesteld door het departement Openbare Werken - Grote Werven;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in percelen:

- * Perceel 1 (Globale inrichting van de speelplaats), geraamd op € 706.689,53 excl. btw of € 749.090,90 incl. 6% btw, zijnde € 824.000,00, btw en prijssherziening inbegrepen;

Overwegende dat dit perceel is opgedeeld in gedeelten:

- * Vast gedeelte: Globale inrichting van de speelplaats buiten de aanleg van een vijver (geraamd op € 686.106,34 excl. btw of € 727.272,72 incl. 6% btw, zijnde € 800.000,00, btw en prijssherziening inbegrepen);

- * Voorwaardelijk gedeelte: Aanleg van een vijver (geraamd op € 20.583,19 excl. btw of € 21.818,18 incl. 6% btw, zijnde € 24.000,00, btw en prijssherziening inbegrepen);

- * Perceel 2 (Speeltoestellen en voorzieningen), geraamd op € 65.180,10 excl. btw of € 69.090,91 incl. 6% btw, zijnde € 76.000,00, btw en prijssherziening inbegrepen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 771.869,63 excl. btw of € 818.181,81 incl. 6% btw, zijnde € 900.000,00, btw en prijssherziening inbegrepen;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 26 september 2023 tot goedkeuring van de voorwaarden, het geraamde bedrag en de gunningsprocedure (openbare procedure) voor deze opdracht;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 december 2024 om perceel 2 niet te gunnen en perceel 1 (Globale inrichting van de speelplaats) te gunnen aan PHENIX GROUP, Rue Ilya Prigogine 9, 1480 Saintes, voor het gecontroleerde en gecorrigeerde offertebedrag van € 646.500,24 excl. btw of € 685.290,25 incl. 6% btw, d.w.z. € 753.819,28 incl. btw en prijssherziening. Het gunningsbedrag is als volgt verdeeld:

- * 1: Vast gedeelte (Globale inrichting van de speelplaats buiten de aanleg van een vijver): € 635.056,01 exclusief btw of € 673.159,37 inclusief 6% btw, d.w.z. € 740.475,31 inclusief btw en prijssherziening;

- * 2: Voorwaardelijk gedeelte (Aanleg van een vijver): € 11.444,23 exclusief btw of € 12.130,88 inclusief 6% btw, d.w.z. € 13.343,97 inclusief btw en prijssherziening;

Overwegende dat het krediet voor de uitgave met betrekking tot het vast gedeelte van perceel 1 is opgenomen in overgedragen artikel 7201/724-60/2023/64 van de buitengewone dienst van de begroting voor het begrotingsjaar 2024;

Overwegende dat de oorspronkelijk voorziene financieringswijze bestond uit een subsidie van de Federatie Wallonië-Brussel ten bedrage van € 480.000,00 (artikel van ontvangst: 7201/661-51/64), waarbij het resterende saldo wordt gefinancierd door een lening ten laste van de gemeente;

Gelet op de brief van 25 november 2024 van de Conseil des Communes et des Provinces (Raad van gemeenten en provincies) waarin de gemeente wordt geïnformeerd dat het subsidiedossier ontvankelijk is verklaard en dat het bedrag van de subsidies wordt geraamd op € 445.297,21 (€ 354.212,69 PPW-subsidie en € 91.083,52 via de tussenkomst van het FBSEOS); (artikel van ontvangst: 7201/661-51/64);

Overwegende dat de subsidietoezegging pas definitief wordt na positief advies van de Inspectie van Financiën;

Overwegende dat de financiering van perceel 1 Vast gedeelte (de subsidie toegekend door de Federatie Wallonië-Brussel, die € 445.297,21 bedraagt) bijgevolg moet worden aangevuld met stedenbouwkundige lasten ten bedrage van € 34.702,79 uit het stedenbouwkundig vergunningsdossier PU 28110 afgeleverd op 27/10/2022, vergunning afgeleverd aan BOUW FRANCIS BOSTOEN nv (JANSSENS) voor de bouw van perceel 17 van PL47 (PL70), een gebouw voor gemengd gebruik GLV+2 (woningen, kantoren en winkels), waarbij het resterende saldo wordt gefinancierd door een lening ten laste van de gemeente (overgedragen artikel 7201/724-60/2023/64 van de buitengewone dienst van de begroting voor het begrotingsjaar 2024);

BESLIST

Art 1: De financieringswijze van perceel 1 Vast gedeelte te herzien.

Art 2: De uitgave met betrekking tot perceel 1 Vast gedeelte (globale inrichting van de speelplaats met uitzondering van de aanleg van een vijver) te financieren door een subsidie van € 445.297,21 toegekend door de Federatie Wallonië-Brussel (artikel van ontvangst: 7201/661-51/64), door de stedenbouwkundige lasten van € 34.702,79 met betrekking tot PU 28110 afgeleverd op 27/10/2022, vergunning afgeleverd aan BOUW FRANCIS BOSTOEN nv (JANSSENS) voor de bouw van perceel 17 van PL47 (PL70), een gebouw voor gemengd gebruik GLV+2 (woningen, kantoren en winkels), waarbij het resterende saldo wordt gefinancierd door een lening ten laste van de gemeente (overgedragen artikel 7201/724-60/2023/64 van de buitengewone dienst van de begroting voor het begrotingsjaar 2024).

Art 3: Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES DU CITOYEN - BURGERZAKEN

Développement économique - Economische ontwikkeling

- 29 **Développement Economique – Commerce – Chalet et guinguette du parc de Forest – Concession domaniale et de service public pour la gestion et l'exploitation du chalet et de la guinguette du**

parc de Forest (Avenue des Villas 80) – Approbation du cahier spécial des charges.

LE CONSEIL,

Considérant que la rénovation du chalet et de la guinguette du parc de Forest touche à sa fin ;

Considérant que la commune n'exploitera pas elle-même ces 2 espaces et qu'il y a lieu de faire appel à un concessionnaire ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession ;

Vu l'arrêté royal du 25 juin 2017 relatif à la passation et aux règles générales d'exécution des contrats de concession ;

Vu l'article 35 de la loi du 17 juin stipulant que la valeur d'une concession correspond au chiffre d'affaires total du concessionnaire généré pendant la durée du contrat, hors taxe sur la valeur ajoutée, estimé par l'adjudicateur, eu égard aux travaux et services qui font l'objet de la concession ainsi qu'aux fournitures complémentaires liées auxdits travaux et services ;

Considérant que la concession portera sur une durée de 9 ans et qu'il convient donc d'estimer la valeur de la concession comme l'estimation du chiffre d'affaire annuel du restaurant multiplié par neuf ;

Considérant l'estimation du chiffre d'affaires maximum de l'objet de la concession, estimée selon le calcul en annexe de la délibération à 285.120€ par an pour le restaurant et la guinguette, dans le meilleur des cas, le chiffre d'affaires portant sur l'ensemble de la durée de la concession ne dépassera donc pas 2.566.080€ €, ce qui place cette concession hors du champ d'application de la loi précitée du 17 juin 2016 et de ses arrêtés d'application ;

Considérant que dès lors, la présente concession n'est pas soumise à la réglementation sur les marchés publics, mais que le concédant est lié par les exigences de transparence, d'objectivité et de non-discrimination entre les candidats concessionnaires, conformément à la procédure de concession de service public ;

Considérant que la concession domaniale et de service a pour objet principal la gestion et l'exploitation du chalet et de la guinguette du parc de Forest, risques et périls du concessionnaire et aux clauses et conditions du cahier joint à la présente ;

Considérant que la redevance minimale est fixée de manière progressive comme suit :

- jusqu'au 9ème mois : gratuité
- du 10ème mois au 12ème mois : 3.500 euros
- année 2 à 15 : 4.500 euros ;

Vu la Nouvelle loi communale et notamment ses articles 109, 110, 123 et 232 ;

DECIDE :

1. que la gestion et l'exploitation des bâtiments «Chalet» et «Guinguette» situés dans le parc de Forest, fasse l'objet d'un contrat de concession domaniale et de service, à attribuer au terme d'une procédure d'appel à candidatures ;

2. en conséquence, d'adopter les documents, joints au dossier, à savoir :

- Cahier des charges relatif à la concession de service en vue de l'exploitation des bâtiments « Chalet » et « Guinguette » situés dans le parc de Forest ;

3. de charger le collège des bourgmestre et échevins de mettre en œuvre les règles de procédure visées ci-dessus ;

4. à l'issue de cette procédure, un contrat, dont les termes reflétant les principes établis dans le cahier spécial des charges ci-annexé et l'offre définitive du soumissionnaire sera approuvé ultérieurement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Economische ontwikkeling – Handel – Chalet en guingette/zomerbar van het park van Vorst – Domein- en dienstenconcessie voor het beheer en de uitbating van de chalet en de zomerbar van het park van Vorst (Villalaan 80) – Goedkeuring van het bijzonder bestek.

DE RAAD,

Overwegende dat de renovatie van de chalet en de zomerbar in het park van Vorst bijna voltooid is;

Overwegende dat de gemeente deze 2 ruimten niet zelf gaat uitbaten en dat er een concessiehouder moet worden aangesteld;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de concessieovereenkomsten;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 juni 2017 betreffende de plaatsing en de algemene uitvoeringsregels van de concessieovereenkomsten;

Gelet op artikel 35 van de wet van 17 juni, dat bepaalt dat de waarde van een concessie wordt gevormd door de totale tijdens de looptijd van de overeenkomst te behalen omzet van de concessiehouder, excl. btw, zoals deze door de aanbesteder is geraamd, als tegenprestatie voor de werken en diensten die het voorwerp van de concessie uitmaken, en ook voor de bijkomende leveringen in het kader van deze werken en diensten;

Overwegende dat de concessie een duur van 9 jaar zal hebben en dat de waarde van de concessie dus geraamd moet worden als de raming van de jaarlijkse omzet van het restaurant vermenigvuldigd met 9;

Overwegende dat de maximale omzet van het voorwerp van de concessie, volgens de berekening als bijlage van de beraadslaging geraamd werd op 285.120 € per jaar voor het restaurant en de zomerbar, in het beste geval, waardoor de omzet voor het geheel van de duur van de concessie niet hoger is dan 2.566.080 €, wat deze concessie buiten het toepassingsgebied van voornoemde wet van 17 juni 2016 en haar uitvoeringsbesluiten plaatst;

Overwegende dat deze concessie dus niet onder de reglementering op de overheidsopdrachten valt, maar dat de concessieverlener gebonden is aan de eisen van transparantie, objectiviteit en non-discriminatie tussen kandidaat-concessiehouders, overeenkomstig de concessieprocedure voor overheidsdiensten;

Overwegende dat de domein- en dienstenconcessie als voornaamste voorwerp het beheer en de uitbating van de chalet en de zomerbar van het park van Vorst op kosten, risico's en gevaar van de concessiehouder en volgens de bepalingen en voorwaarde van het hier bijgevoegde bestek heeft;

Overwegende de minimale retributie als volgt vastgesteld werd:

- tot de 9e maand: gratis
- van de 10e tot de 12de maand: 3.500 euro
- jaar 2 tot 15: 4.500 euro;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder de artikelen 109, 110, 123 en 232;

BESLIST:

1. Dat het beheer en de uitbating van de chalet en de zomerbar in het park van Vorst het voorwerp uitmaken van een domein- en dienstenconcessieovereenkomst die moet worden gegund na een kandidatuur oproep;
2. Bijgevolg de volgende documenten als bijlage bij het dossier aan te nemen, namelijk:
 - Bestek met betrekking tot de dienstenconcessie voor de exploitatie van de chalet en de zomerbar in het park van Vorst;
3. Het College van Burgemeester en Schepenen te gelasten bovenvermelde procedureregels uit te voeren;
4. Na afloop van deze procedure een contract, waarvan de bepalingen de principes vastgesteld in het bijzondere bestek als bijlage weerspiegelen, alsook de definitieve offerte van de concessiehouder goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Ecoles - Scholen

30 **Enseignement néerlandophone – Composition du Conseil d'école des écoles communales De Puzzel et De Wereldbrug – Mandature 2025-2029.**

LE CONSEIL,

Vu le Décret dd 2 avril 2004 relatif à la participation scolaire et le Vlaamse Onderwijsraad, notamment l'article 12, précisant l'obligation pour chaque école faisant partie de la Communauté flamande, de créer un Conseil d'école;

Considérant que le Décret prévoit que les écoles organisées par un même pouvoir organisateur sur le territoire de la même commune, peuvent créer un seul Conseil d'école pour les établissements qui se trouvent sur le territoire de cette commune;

Considérant que selon le Décret, le Conseil d'école doit être composé du/des directeur(s) de l'école, d'un minimum de 2 représentants du personnel, d'un minimum de 2 représentants des parents et d'un minimum de 2 représentants de la communauté locale ;

Vu la composition des bureaux électoraux par le Collège dd 6 février 2025 pour l'organisation des élections en vue de la désignation des membres du Conseil d'école nouvellement constitué ;

Considérant qu'après analyse des listes de candidats, les bureaux électoraux constatent que, tant pour

les membres du personnel que pour les membres des parents, il n'y a pas plus de candidats que de mandats à exercer;

Considérant qu'en vertu de l'article 12 du décret du 2 avril 2004 relatif à la participation scolaire et le Vlaamse Onderwijsraad, le vote ne sera dès lors pas nécessaire et les candidats seront considérés comme élus de plein droit ;

Considérant que le 18 mars 2025, les candidats comme élus de plein droit au Conseil d'école nouvellement constitué ont voté la cooptation des membres de la communauté locale ;

Considérant que selon le Décret, le Conseil d'école est constitué pour un mandat de 4 ans, et que le précédent Conseil d'école, lors de sa réunion du 18 mars 2025, a pris acte de la dissolution du Conseil et a également pris acte des candidats au nouveau Conseil d'école, pour la mandature du 1er avril 2025 au 31 mars 2029, notamment:

Les directions des écoles communales néerlandophones :

- Guy Biesemans, Stationstraat 90, 1785 Merchtem (directeur GBS De Wereldbrug);
- Roel Lefevre, Haagstraat 7, 1540 Herne (directeur GBS De Puzzel)

Les représentants des parents:

- Nele Vereecken, Halvemaanstraat 37, 1190 Vorst (parent GBS De Puzzel);
- Sarah Callens, Berthelostraat 54/19, 1190 Vorst (parent GBS De Puzzel);
- Meriam Bourbih, Octaaf de Kerckhove d'Exaerdestraat 52, 1502 Buizingen (parent GBS De Wereldbrug);
- Nadia Rouah, Fustendreef 22, 1190 Vorst (parent GBS De Wereldbrug);

Les représentants du personnel:

- Aïda Ben Sidhom, Lededries 40, 9050 Ledeberg (GBS De Puzzel);
- Yasmina Zibouh, Colignonplein 29, 1030 Schaarbeek (GBS De Puzzel);
- Carine Van der Wilt, Putsebaan 238 G, 3140 Keerbergen (GBS De Wereldbrug);
- Sanaa Erabbaa, Eikelenbergstraat 25, 1700 Dilbeek (GBS De Wereldbrug);
- En suppléants Mieke Vandenbroucke, Stationstraat 20, 1630 Linkebeek (GBS De Wereldbrug) en Alissia Sim, Wolvertemsesteenweg 283, 1850 Grimbergen (GBS De Wereldbrug);

Les représentants de la communauté locale:

- Elise Ghyselen, Van Volxemlaan 364, 1190 Vorst (Responsable de la bibliothèque communale néerlandophone de Forest) ;
- An De Winter, Bondgenotenstraat 54, 1190 Vorst (Responsable du Centre Communautaire Ten Weyngaert) ;
- En suppléants Florence Verschueren, Van Volxemlaan 364, 1190 Vorst (Bibliothécaire jeunesse de la bibliothèque communale néerlandophone de Forest) et Hugo Boutsen, Bondgenotenstraat 54, 1190 Vorst (Collaborateur socio-culturel au Centre Communautaire Ten Weyngaert)

DECIDE:

De prendre acte de la composition du Conseil d'école pour les écoles communales De Puzzel et De Wereldbrug pour le mandat couvrant la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2029, notamment:

Les directions des écoles communales néerlandophones :

- Guy Biesemans, Stationstraat 90, 1785 Merchtem (directeur GBS De Wereldbrug);
- Roel Lefevre, Haagstraat 7, 1540 Herne (directeur GBS De Puzzel)

Les représentants des parents:

- Nele Vereecken, Halvemaanstraat 37, 1190 Vorst (parent GBS De Puzzel);
- Sarah Callens, Berthelostraat 54/19, 1190 Vorst (parent GBS De Puzzel);
- Meriam Bourbih, Octaaf de Kerckhove d'Exaerdestraat 52, 1502 Buizingen (parent GBS De Wereldbrug);
- Nadia Rouah, Fustendreef 22, 1190 Vorst (parent GBS De Wereldbrug);

Les représentants du personnel:

- Aïda Ben Sidhom, Lededries 40, 9050 Ledeberg (GBS De Puzzel);
- Yasmina Zibouh, Colignonplein 29, 1030 Schaarbeek (GBS De Puzzel);
- Carine Van der Wilt, Putsebaan 238 G, 3140 Keerbergen (GBS De Wereldbrug);
- Sanaa Erabbaa, Eikelenbergstraat 25, 1700 Dilbeek (GBS De Wereldbrug);
- En suppléants Mieke Vandenbroucke, Stationstraat 20, 1630 Linkebeek (GBS De Wereldbrug) en Alissia Sim, Wolvertemsesteenweg 283, 1850 Grimbergen (GBS De Wereldbrug);

Les représentants de la communauté locale:

- Elise Ghyselen, Van Volxemlaan 364, 1190 Vorst (Responsable de la bibliothèque communale néerlandophone de Forest) ;
- An De Winter, Bondgenotenstraat 54, 1190 Vorst (Responsable du Centre Communautaire Ten Weyngaert) ;
- En suppléants Florence Verschueren, Van Volxemlaan 364, 1190 Vorst (Bibliothécaire jeunesse de la bibliothèque communale néerlandophone de Forest) et Hugo Boutsen, Bondgenotenstraat 54, 1190 Vorst (Collaborateur socio-culturel au Centre Communautaire Ten Weyngaert).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Nederlandstalig onderwijs – Samenstelling Schoolraad gemeentescholen De Puzzel en De Wereldbrug – Mandaatsperiode 2025-2029.

DE RAAD,

Gelet op het Decreet van 2 april 2004 betreffende de participatie op school en de Vlaamse Onderwijsraad, inzonderheid artikel 12, waarin elke school die deel uitmaakt van de Vlaamse Gemeenschap, verplicht wordt een Schoolraad op te richten;

Overwegende dat het Decreet stipuleert dat scholen die door hetzelfde schoolbestuur worden georganiseerd binnen eenzelfde gemeente, in één gezamenlijke Schoolraad kunnen voorzien voor alle

scholen binnen de gemeente;

Overwegende dat de Schoolraad decretaal moet bestaan uit de schooldirecteur(s), minimaal 2 vertegenwoordigers van het personeel, minimaal 2 vertegenwoordigers van de ouders en minimaal 2 vertegenwoordigers van de lokale gemeenschap;

Gelet op de samenstelling van de kiesbureaus door het College van 6 februari 2025 voor de organisatie van de verkiezingen ter aanduiding van de geledingen van de nieuw samengestelde Schoolraad;

Overwegende dat de kiesbureaus na onderzoek van de kandidatenlijsten vaststellen dat er zowel voor de geleding van het personeel als voor de geleding van de ouders, niet meer kandidaten zijn dan het aantal uit te oefenen mandaten;

Overwegende dat op grond van artikel 12 van het Decreet van 2 april 2004 betreffende de participatie op school en de Vlaamse Onderwijsraad, de stemming bijgevolg niet nodig zal zijn en de kandidaten van rechtswege als verkozen worden beschouwd;

Overwegende dat de van rechtswege verkozen leden van de nieuw samengestelde Schoolraad op 18 maart 2025 hebben gestemd over de coöptatie van de leden van de lokale gemeenschap;

Overwegende dat de Schoolraad decretaal een mandaat krijgt voor 4 jaar en dat de vorige Schoolraad op zijn bijeenkomst van 18 maart 2025 akte heeft genomen van de ontbinding van de Raad en ook akte heeft genomen van de kandidaten voor de nieuwe Schoolraad, voor de mandaatsperiode van 1 april 2025 tot 31 maart 2029, met name:

De directies van de Nederlandstalige gemeentescholen:

- Guy Biesemans, Stationstraat 90, 1785 Merchtem (directeur GBS De Wereldbrug);
- Roel Lefevre, Haagstraat 7, 1540 Herne (directeur GBS De Puzzel)

De vertegenwoordigers van de ouders:

- Nele Vereecken, Halvemaanstraat 37, 1190 Vorst (ouder GBS De Puzzel);
- Sarah Callens, Berthelostraat 54/19, 1190 Vorst (ouder GBS De Puzzel);
- Meriam Bourbih, Octaaf de Kerckhove d'Exaerdestraat 52, 1502 Buizingen (ouder GBS De Wereldbrug);
- Nadia Rouah, Fustendreef 22, 1190 Vorst (ouder GBS De Wereldbrug);

De vertegenwoordigers van het personeel:

- Aïda Ben Sidhom, Lededries 40, 9050 Ledeberg (GBS De Puzzel);
- Yasmina Zibouh, Colignonplein 29, 1030 Schaarbeek (GBS De Puzzel);
- Carine Van der Wilt, Putsebaan 238 G, 3140 Keerbergen (GBS De Wereldbrug);
- Sanaa Erabbaa, Eikelenbergstraat 25, 1700 Dilbeek (GBS De Wereldbrug);
- met vervangers Mieke Vandenbroucke, Stationstraat 20, 1630 Linkebeek (GBS De Wereldbrug) en Alissia Sim, Wolvertemsesteenweg 283, 1850 Grimbergen (GBS De Wereldbrug);

De vertegenwoordigers van de lokale gemeenschap:

- Elise Ghyselen, Van Volxemlaan 364, 1190 Vorst (Hoofdbibliothecaris Gemeentelijke

Nederlandstalige Bibliotheek Vorst);

- An De Winter, Bondgenotenstraat 54, 1190 Vorst (Centrumverantwoordelijke GC Ten Weyngaert);
- Met vervangers Florence Verschueren, Van Volxemlaan 364, 1190 Vorst (Jeugdbibliothecaris Gemeentelijke Nederlandstalige Bibliotheek Vorst) en Hugo Boutsen, Bondgenotenstraat 54, 1190 Vorst (Sociaal-cultureel medewerker GC Ten Weyngaert)

BESLIST:

Akte te nemen van de samenstelling van de Schoolraad voor de gemeentescholen De Puzzel en De Wereldbrug, voor de mandaatsperiode van 1 april 2025 tot 31 maart 2029, met name:

De directies van de Nederlandstalige gemeentescholen:

- Guy Biesemans, Stationstraat 90, 1785 Merchtem (directeur GBS De Wereldbrug);
- Roel Lefevre, Haagstraat 7, 1540 Herne (directeur GBS De Puzzel)

De vertegenwoordigers van de ouders:

- Nele Vereecken, Halvemaanstraat 37, 1190 Vorst (ouder GBS De Puzzel);
- Sarah Callens, Berthelstraat 54/19, 1190 Vorst (ouder GBS De Puzzel);
- Meriam Bourbih, Octaaf de Kerckhove d'Exaerdestraat 52, 1502 Buizingen (ouder GBS De Wereldbrug);
- Nadia Rouah, Fustendreef 22, 1190 Vorst (ouder GBS De Wereldbrug);

De vertegenwoordigers van het personeel:

- Aïda Ben Sidhom, Lededries 40, 9050 Ledeberg (GBS De Puzzel);
- Yasmina Zibouh, Colignonplein 29, 1030 Schaarbeek (GBS De Puzzel);
- Carine Van der Wilt, Putsebaan 238 G, 3140 Keerbergen (GBS De Wereldbrug);
- Sanaa Erabbaa, Eikelenbergstraat 25, 1700 Dilbeek (GBS De Wereldbrug);
- Met vervangers Mieke Vandenbroucke, Stationstraat 20, 1630 Linkebeek (GBS De Wereldbrug) en Alissia Sim, Wolvertemsesteenweg 283, 1850 Grimbergen (GBS De Wereldbrug);

De vertegenwoordigers van de lokale gemeenschap:

- Elise Ghyselen, Van Volxemlaan 364, 1190 Vorst (Hoofdbibliothecaris Gemeentelijke Nederlandstalige Bibliotheek Vorst);
- An De Winter, Bondgenotenstraat 54, 1190 Vorst (Centrumverantwoordelijke GC Ten Weyngaert);
- Met vervangers Florence Verschueren, Van Volxemlaan 364, 1190 Vorst (Jeugdbibliothecaris Gemeentelijke Nederlandstalige Bibliotheek Vorst) en Hugo Boutsen, Bondgenotenstraat 54, 1190 Vorst (Sociaal-cultureel medewerker GC Ten Weyngaert).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Mobilité - Mobiliteit

31 Mobilité – Tarif de rotation sur bornes de recharge pour véhicules électriques – Convention entre Sibelga et la Commune de Forest.

LE CONSEIL,

Considérant le cadre national et international pour le développement des bornes et infrastructures de recharge électrique pour les véhicules de transport ;

Considérant la volonté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de modifier en profondeur le parc automobile par la mise en place de zones de basses émissions et l'interdiction progressive pour les véhicules thermiques de circuler sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que la commune a la volonté de s'inscrire dans cette politique régionale ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale a mandaté le gestionnaire de réseau de distribution d'électricité et de gaz pour les 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale (Sibelga) afin de mettre en concurrence des opérateurs en vue de désigner un concessionnaire pour se charger de la fourniture, de l'installation et l'exploitation d'infrastructures de recharge accessibles au public pour véhicules électriques dans la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que 67 des bornes de recharge pour véhicules électriques ont été installées sur le territoire de la Commune de Forest entre 2019 et 2024 ;

Considérant que le temps de charge répertorié sur les bornes est souvent supérieur au temps de charge nécessaire pour recharger les véhicules ;

Considérant la possibilité d'instaurer un tarif de rotation ;

Considérant que la finalité du tarif de rotation est d'optimiser l'usage des bornes de recharge en décourageant d'une part les voitures ventouses qui ne libèrent pas l'emplacement quand la charge est terminée et d'autre part les chargements de faible puissance qui allongent au maximum le temps de charge et permettent de contourner le tarif de stationnement ;

Considérant qu'il est nécessaire d'optimiser le déploiement des bornes de recharge en voirie en maximisant leur usage et en évitant de la sorte une pression plus importante sur le stationnement. Si le système fonctionne bien, les recettes liées à ce tarif de rotation devraient être nulles.

Considérant la volonté de la Commune de Forest de mettre en œuvre un tarif de rotation sur les bornes de recharge pour véhicules électriques afin de favoriser la rotation des véhicules ayant terminés leur charge et permettant ainsi à d'autres véhicules de charger sur lesdites bornes ;

Considérant que le même tarif s'applique sur l'ensemble du territoire afin d'assurer une équité entre bornes et communes et ainsi éviter des effets de reports vers des bornes n'appliquant pas le tarif de rotation ;

Considérant que la méthode tarifaire est la suivante :

- le concessionnaire perçoit le tarif (et s'acquitte de la totalité de la TVA) et reverse 95% à Sibelga.
- Sibelga centralise les recettes du tarif de rotation et les redistribue ensuite au prorata aux communes et à la Région en tant que gestionnaires de voirie.

Considérant que ce mécanisme évite que chaque commune n'ait à signer une convention avec chaque opérateur présent sur son territoire ;

Considérant que pour ce faire, le système est organisé autour :

- d'une part d'une convention entre Sibelga et les opérateurs qui fixe les conditions de versement du tarif de rotation vers Sibelga (en annexe pour information « Convention mettant en œuvre le tarif de rotation »)
- d'autre part d'une convention entre Sibelga et chacune des communes qui fixe les conditions de rétrocession du tarif de rotation vers les communes (voir annexe «Convention mettant en œuvre le tarif de rotation sibelga communes »).

Considérant que le tarif unique a été fixé pour l'année 2025 à 0,04 €/min soit 31,20 € pour 24h ;

Considérant que la tranche horaire applicable est : 9h-22h (13h/jour)

Considérant que l'application du tarif de rotation se fera directement après la fin de la recharge ;

Considérant que la convention jointe au dossier ;

DECIDE :

D'adopter la convention jointe au dossier entre la Sibelga et la commune de Forest pour la mise en œuvre du tarif de rotation sur les bornes de recharge pour véhicules électriques ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Mobiliteit – Rotatietarief voor laadpalen voor elektrische voertuigen – Overeenkomst tussen Sibelga en de Gemeente Vorst.

DE RAAD,

Gelet op het nationale en internationale kader voor de ontwikkeling van laadpunten en -infrastructuur voor elektrische voertuigen;

Gelet op de wens van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om het wagenpark ingrijpend te wijzigen door het invoeren van lage-emissiezones en het geleidelijk verbod voor voertuigen met verbrandingsmotor om te rijden op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de gemeente wenst aan te sluiten bij dit gewestelijk beleid;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de beheerder van het elektriciteits- en gasdistributienetwerk voor de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Sibelga) opdracht heeft gegeven om een oproep tot mededinging uit te schrijven voor de aanstelling van een concessiehouder voor de levering, de plaatsing en de uitbating van voor het publiek toegankelijke laadinfrastructuur voor elektrische voertuigen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat er 67 laadpunten voor elektrische voertuigen zijn geïnstalleerd tussen 2019 en 2024 op het grondgebied van de gemeente Vorst;

Overwegende dat de oplaadtijd die op de laadpunten wordt aangegeven, vaak langer is dan de werkelijke tijd die nodig is om de voertuigen op te laden;

Overwegende de mogelijkheid om een rotatietarief in te voeren;

Overwegende dat het rotatietarief tot doel heeft het gebruik van de laadpunten te optimaliseren door enerzijds auto's te ontmoedigen die de plaats niet verlaten wanneer ze volgeladen zijn, en anderzijds het opladen te ontmoedigen met een laag vermogen, wat de oplaadtijd verlengt en het parkeertarief omzeilt;

Overwegende dat het gebruik van oplaadpunten langs de weg moet worden geoptimaliseerd door het gebruik ervan te maximaliseren en zo een grotere parkeerdruk te voorkomen. Als het systeem goed werkt, zouden de inkomsten uit dit rotatietarief nul moeten zijn.

Overwegende de wens van de gemeente Vorst om een rotatietarief in te voeren voor laadpunten voor elektrische voertuigen, om het roteren van voertuigen die volledig opgeladen zijn aan te moedigen en zo andere voertuigen toe te laten om te laden aan die laadpunten;

Overwegende dat hetzelfde tarief wordt toegepast op het hele grondgebied om de billijkheid tussen laadpalen en gemeenten te garanderen en zo verschuivingen te vermijden naar laadpalen die het rotatietarief niet toepassen;

Overwegende dat de tariefmethode de volgende is:

- De concessiehouder int het tarief (en betaalt de volledige btw) en betaalt 95% aan Sibelga;
- Sibelga centraliseert de inkomsten van het rotatietarief en verdeelt ze vervolgens pro rata onder de gemeenten en het Gewest als wegbeheerders;

Overwegende dat dit mechanisme voorkomt dat elke gemeente een overeenkomst moet ondertekenen met elke operator die op haar grondgebied aanwezig is;

Overwegende dat het systeem daartoe georganiseerd wordt rond:

- enerzijds een overeenkomst tussen Sibelga en de operatoren, waarin de voorwaarden voor de betaling van het rotatietarief aan Sibelga worden vastgelegd (ter info “Overeenkomst tot uitvoering van het rotatietarief” als bijlage);
- anderzijds een overeenkomst tussen Sibelga en elke gemeente, waarin de voorwaarden voor de retrocessie van het rotatietarief aan de gemeenten zijn vastgelegd (zie bijlage “Overeenkomst tot uitvoering van het rotatietarief tussen Sibelga en de gemeente”);

Overwegende dat het eenheidstarief voor 2025 werd vastgelegd op 0,04 €/minuut, zijnde 31,20 € voor 24 uur;

Overwegende dat het tarief van toepassing is van 9u tot 22u (13u/dag);

Overwegende dat het rotatietarief direct vanaf het einde van de laadbeurt wordt toegepast;

Overwegende de bij het dossier gevoegde overeenkomst;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de bij het dossier gevoegde overeenkomst tussen Sibelga en de gemeente Vorst tot uitvoering van het rotatietarief met betrekking tot de laadpunten voor elektrische voertuigen;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Ahmed Ouartassi quitte la séance / verlaat de zitting.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

32 Question orale relative à la fermeture de l'usine Audi Brussels à Forest et ses impacts sur la commune (à la demande de Monsieur Peycker, conseiller communal).- report du 25/03/2025

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins, chers collègues,

La fermeture de l'usine Audi Brussels à Forest, le 28 février 2025 dernier, représente un défi majeur pour notre commune. Cette décision affecte directement 3 000 emplois, sans compter les emplois indirects chez les sous-traitants. Le site d'Audi, qui occupe 10 % du territoire de Forest, joue un rôle crucial dans notre économie locale et son avenir soulève de nombreuses inquiétudes parmi nos concitoyens.

Notre Mouvement Les Engagés est profondément préoccupé par l'impact social et économique de cette fermeture. Lors d'un précédent Conseil Communal, nous avons plaidé pour une approche proactive visant à préserver l'emploi qui pouvait l'être et à anticiper une reconversion durable du site. La situation à Forest n'est pas sans rappeler autres fermetures d'usines automobiles en Belgique, où des efforts de reconversion ont été entrepris avec des résultats variables.

Voici nos question :

1. Quelles mesures concrètes ont été mises en place par la commune pour accompagner les travailleurs forestois.e.s (et autres) d'Audi et des sous-traitants dans leur recherche d'emploi ou leur reconversion professionnelle ?
2. Est-ce que la commune collabore actuellement avec la Région bruxelloise et le gouvernement fédéral ? Et si oui comment ?
3. Quels plans spécifiques ont été élaborés pour le réaménagement du site, en tenant compte de l'équilibre entre activités économiques, logements, espaces verts et espaces dédié au sport ?
4. Quelles actions ont été entreprises pour soutenir les commerces locaux qui pourraient être impactés par la perte d'activité liée à la fermeture de l'usine ?
5. En comparaison avec la reconversion d'autres sites industriels en Flandre ou ailleurs, quelles bonnes pratiques la commune de Forest envisage-t-elle d'adopter ?

La fermeture de l'usine Audi représente un tournant pour Forest. Il est crucial que nous agissions de manière décisive pour transformer ce défi en opportunité de développement durable pour notre commune.

Je vous remercie, Monsieur le Bourgmestre, pour vos réponses et votre engagement sur ce sujet crucial pour l'avenir de Forest et de ses habitants.

Pour Les Engagé.e.s

34 votants : 34 votes positifs.

Mondelinge vraag over sluiting van de fabriek Audi Brussels en de gevolgen ervan voor de gemeente (op vraag van de heer Peycker, gemeenteraadslid).- uitstel van 25/03/2025

Sluiting van de fabriek Audi Brussels en de gevolgen ervan voor de gemeente

Geachte heer burgemeester, Dames en heren schepenen, Beste collega's,

De sluiting van de Audi Brussels fabriek in Vorst op 28 februari 2025 vormt een grote uitdaging voor onze gemeente. Deze beslissing heeft rechtstreekse gevolgen voor 3.000 jobs, plus de indirecte betrekkingen bij de onderaannemers. De Audi-vestiging, die 10% van het grondgebied van Vorst inneemt, speelt een cruciale rol in onze lokale economie en de toekomst ervan baart onze medeburgers veel zorgen.

Onze beweging Les Engagés maakt zich grote zorgen over de sociale en economische gevolgen van deze sluiting. Tijdens een vorige gemeenteraad hebben we gepleit voor een proactieve aanpak, gericht op het behoud van jobs die gered konden worden en het anticiperen op een duurzame reconversie van de site. De situatie in Vorst doet denken aan andere sluitingen van autofabrieken in België, waar reconversiepogingen zijn ondernomen met wisselend resultaat.

Onze vragen:

1. Welke concrete maatregelen heeft de gemeente genomen om de Vorstse werknemers (en anderen) bij Audi en de onderaannemers te ondersteunen bij hun zoektocht naar werk of omscholing?
2. Werkt de gemeente momenteel samen met het Brussels Gewest en de federale overheid? Zo ja, hoe?
3. Welke concrete plannen zijn er voor de reconversie van de site, rekening houdend met het evenwicht tussen economische activiteiten, huisvesting, groene ruimten en sportzones?
4. Welke maatregelen zijn er genomen om de lokale handelszaken te steunen die zouden kunnen worden getroffen door het verlies van activiteiten als gevolg van de sluiting van de fabriek?
5. Welke goede praktijkvoorbeelden wil Vorst toepassen in vergelijking met de reconversie van andere industriële sites in Vlaanderen en elders?

De sluiting van de Audi-fabriek betekent een keerpunt voor Vorst. Het is van cruciaal belang dat we vastberaden handelen om deze uitdaging om te zetten in een kans voor duurzame ontwikkeling voor onze gemeente.

Dank u, mijnheer de burgemeester, voor uw antwoorden en uw engagement in deze cruciale kwestie voor de toekomst van Vorst en zijn inwoners.

Voor Les Engagé.e.s

Stéphane Peycker

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

33 **Interpellation relative à la reconversion d'Audi Forest en usine de production de véhicules et drones destinés à nos armées (à la demande de Monsieur Bergman, conseiller communal).**
(Complémentaire)

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et messieurs les échevins,

Chers collègues,

Je souhaite vous interpellier à propos de la reconversion du site **d'Audi Forest**, sujet nous en convenons toutes et tous, de première importance pour notre commune et pour son économie.

Suite au départ d'Audi et suite à la perte de milliers d'emplois directs et indirects, ce qui représente un drame social et économique pour notre commune, nous avons assisté à une mini saga par médias interposés entre notre ministre de la Défense M. Francken et vous-même.

Vous vous êtes opposé à l'idée que cet espace industriel, désormais vacant, puisse devenir une unité de production d'armement, arguant que cela ferait de Forest une cible en cas d'attaque venant de nos ennemis, affectant directement les Forestois, thèse d'ailleurs réfutée par l'expert militaire Roger Housen. Permettez-moi donc de dire que cet argument me semble, à la fois, infondé et quelque peu risible, quand on sait que Bruxelles abrite déjà les principales institutions européennes et le siège de l'OTAN. Si menace il y a, elle ne viendra certainement pas de l'éventuelle présence d'un tel atelier à Forest.

Monsieur le Bourgmestre, j'ai grandi à Herstal, ville qui accueille en son coeur depuis de très nombreuses années la FN Herstal, l'une des plus importantes manufactures d'armes légères d'Europe. Personne ne remet en cause ni l'apport économique ni l'importance stratégique de cette industrie pour la ville et la région, en ce compris le Bourgmestre, pourtant du même parti que le vôtre. **Dès lors, je vous demande pourquoi ce qui est accepté, voire valorisé à Herstal, serait-il inacceptable à Forest ?**

Si nous pouvons déplorer le drame social et économique de la fermeture d'Audi Forest, **pourquoi ne pas tirer parti de cette opportunité majeure ?** Je vous pose la question : **allons-nous, une fois de plus, laisser passer le train de l'emploi ? Emplois qui pourraient bénéficier à des centaines, voire des milliers de personnes et qui plus est, ayant différents niveaux de qualifications.**

Fort heureusement, il semble que l'idée de reconvertir l'usine en unité de production de blindés suit son cours. C'est avec vigueur que nous soutenons cette idée car la reconversion du site d'Audi en unité de production militaire ne devrait pas être regardée uniquement au travers du prisme idéologique. Elle répond à **plusieurs besoins concrets** et urgents de la commune, de notre pays et de l'Europe :

- Elle permettrait une **reconversion rapide**, tant sur le point de vue des infrastructures, déjà présentes, que sur le point de vue de la formation du personnel (qui est disponible). La reconversion d'un site stratégique laissé vacant, et donc coûteux pour le contribuable. – ce qui ne serait pas possible en cas de reconversion en unité de production de matériel informatique ou d'autres composantes technologiques qui peuvent être utiles pour la défense, comme vous l'avez évoqué dans la presse.
- La reconversion constituerait une **source de revenus** importante pour notre commune.
- Elle créerait des **emplois durables ayant différents niveaux de qualification**, dans un secteur en pleine restructuration européenne où la demande, et nous pouvons le déplorer mais devons l'accepter, est en constante augmentation depuis le début des années 2020 et risque encore de

l'être pour au moins les 10 à 20 prochaines années.

- Elle offrirait des **opportunités de formation professionnelle** et de réinsertion pour les travailleurs licenciés ou sans qualification.
- Elle bénéficierait de **soutiens financiers**, tant au niveau fédéral qu'euro péen.
- Elle est soutenue par **des acteurs industriels majeurs**, notamment le groupe John Cockerill.

Compte tenu de ce qui vient d'être exposé, je voudrais savoir où en est le dossier et si un calendrier a déjà été défini ? De plus amples contacts ont-ils été pris avec M. Francken et le ministère de la Défense ? La commune s'est-elle clairement positionnée pour accueillir ces unités de production ?

Je vous remercie d'avance pour votre réponse.

Interpellatie over het omvorming van Audi Vorst tot een fabriek voor de productie van legervoertuigen en - drones (op vraag van de heer Bergman, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Geachte heer Burgemeester,

Dames en heren Schepenen,

Beste collega's,

Ik zou u willen interpelleren over de reconversie van de site van **Audi Vorst**, een onderwerp waarove we het allemaal eens zijn en dat van primordiaal belang is voor onze gemeente en haar economie.

Na het vertrek van Audi en het verlies van duizenden directe en indirecte arbeidsplaatsen, wat een sociaal en economisch drama is voor onze gemeente, waren we via de media getuige van een minisaga tussen u en minister van Defensie Francken.

U verzette zich tegen het idee om van deze leegstaande industriële ruimte een wapenproductie-eenheid te maken, met het argument dat Vorst hierdoor een doelwit zou worden bij een aanval van onze vijanden, wat de Vorstenaren rechtstreeks zou treffen, een stelling die werd weerlegd door militair expert Roger Housen. Dit argument lijkt mij ongegrond en enigszins lachwekkend, aangezien de belangrijkste Europese instellingen en het hoofdkwartier van de NAVO in Brussel gevestigd zijn. Als er al een dreiging is, dan zal die zeker niet uitgaan van de mogelijke aanwezigheid van een dergelijk atelier in Vorst.

Mijnheer de burgemeester, ik ben opgegroeid in Herstal, een stad die al vele jaren de thuisbasis is van FN Herstal, een van de grootste fabrikanten van lichte wapens in Europa. Niemand trekt de economische bijdrage of het strategische belang van deze industrie voor de stad en de regio in twijfel, ook de burgemeester niet, die nochtans tot dezelfde partij behoort als u. **Daarom vraag ik u: waarom zou wat in Herstal aanvaard en zelfs gewaardeerd wordt, niet aanvaardbaar zijn in Vorst?**

Als we de sociale en economische tragedie van de sluiting van Audi Vorst betreuren, **waarom zouden we deze grote kans dan niet benutten?** Ik vraag u: **gaan we opnieuw de tewerkstellingstrein aan ons voorbij laten gaan? Jobs die honderden, zo niet duizenden mensen met uiteenlopende kwalificatieniveaus te beurt zouden kunnen vallen.**

Gelukkig lijkt het idee om de fabriek om te bouwen tot een productie-eenheid voor pantservoertuigen wel ingang te vinden. Wij steunen dit idee volop, omdat de omvorming van de Audi-site tot een militaire productie-eenheid niet uitsluitend door een ideologisch prisma mag worden bekeken. Het beantwoordt aan een aantal **concrete en dringende behoeften** van de gemeente, ons land en Europa:

- Er zou een **snelle omschakeling** mogelijk zijn, zowel wat betreft de infrastructuur (al aanwezig) als de opleiding van het personeel (al beschikbaar). De strategische site staat nu leeg en is dus duur voor de belastingbetaler. Dat zou niet mogelijk zijn in geval van omvorming tot een productie-eenheid voor computermateriaal of andere technologische componenten die nuttig kunnen zijn voor defensie, zoals u in de pers vermeldde.
- De reconversie zou een belangrijke **bron van inkomsten** zijn voor onze gemeente.
- Het zou **duurzame banen scheppen met verschillende kwalificatieniveaus**, in een sector die in Europa grote herstructureringen ondergaat, waar de vraag – die we misschien betreuren, maar moeten accepteren – gestaag toeneemt sinds het begin van de jaren 2020 en waarschijnlijk zal blijven toenemen voor minstens de komende 10 tot 20 jaar.
- Het zou **beroepsopleidingen en re-integratiemogelijkheden** bieden voor werknemers die ontslagen zijn of geen kwalificaties hebben.
- Er zou aanspraak gemaakt kunnen worden op **financiële steun**, zowel op federaal als Europees niveau.
- Het wordt gesteund door **grote industriële spelers**, zoals de John Cockerill groep.

In het licht van wat zojuist is gezegd, zou ik graag willen weten in welk stadium het dossier zich bevindt en of er al een planning is vastgelegd? Zijn er verdere contacten geweest met de heer Francken en het ministerie van Defensie? Heeft de gemeente zich duidelijk gepositioneerd als locatie voor dergelijke productie-eenheden?

Bij voorbaat dank voor uw antwoord.

Intervention de Mr DAGRIN :

Pour mon groupe, le PTB, je ne vais pas répéter ce que j'ai déjà dit lors de l'interpellation citoyenne de tantôt.

Nous voulons privilégier un avenir industriel. La production en milieu urbain reste une nécessité pour garantir une stabilité sociale et économique. Dans certains quartiers de notre région, le taux de chômage des jeunes est proche des 40%, c'est intolérable.

Nous demandons à tous les niveaux de pouvoir de la transparence sur les discussions concernant l'avenir du site d'Audi Brussels.

Sur la question de l'armement, au début du mois, j'ai assisté à une conférence de Ulrike Eifler qui est représentante d'IG-metal, le plus grand syndicat allemand. Elle s'inquiète de l'ampleur que prend la production d'armement en Allemagne. Savez-vous qu'avant l'invasion russe de l'Ukraine, l'industrie allemande de la défense représentait 70.000 emplois, ce qui est déjà beaucoup. Aujourd'hui, cette industrie de la défense compte entre 400 et 500.000 emplois. Certaines unités de production ont commencé la fabrication de chars à la chaîne. L'Allemagne en crise économique applique les idées de Keynes qui prônait que l'état intervienne et même s'endette si nécessaire pour passer l'étape de la crise économique. La Belgique a utilisé le keynésianisme durant les années 70 avec notamment la construction de nombreuses autoroutes ou du port de Zeebrugge, les Etats-Unis l'ont fait avec le New Deal de Roosevelt pour construire des ponts, des barrages, des routes, et plein d'autres infrastructures. Toutes des installations

utiles à un usage économique ou social. Ce n'est pas le cas des armes, c'est pour cela qu'Ulrique, la syndicaliste allemande, s'inquiète, elle craint que la tentation d'utiliser cette masse gigantesque d'arme va devenir irrésistible.

Vous avez écrit dans votre interpellation, je cite « La reconversion de l'usine d'Audi en unité de production militaire ne devrait pas être regardée uniquement au travers du prisme idéologique » fin de la citation. Pourtant, tous vos arguments sans aucune exception ne sont qu'idéologiques, rien d'autres. Vous rejoignez en cela le discours de Francken, vous le revendiquer même.

La guerre n'est pas naturelle, c'est la paix qui est naturelle à l'humain. Le pape qui vient de décéder a toujours tenu un discours de paix autant pour l'Ukraine qu'en Palestine. Même le parlement des Pays-Bas a voté contre les 800 milliards pour le réarmement de l'UE, non pas par pacifisme, mais bien parce qu'ils ont compris que cela allait fortement les endettés durant de nombreuses années. Nous sommes d'accord que l'UE a besoin d'une armée, mais les pays européens l'ont déjà, ils sont déjà bien plus armés que la Russie. Nous allons sacrifier nos pensions pour financer des armes, c'est ridicule. Ces 800 milliards seraient bien plus utiles pour financer notre sécurité sociale et pour aider au défi climatique.

Et quid alors de l'usine de Forest ? Les derniers retours que nous avons eu de la direction d'Audi lors du dernier Conseil d'entreprise (fin mars) indiquait que la piste armement, que vous et Francken souhaitez, ne semble pas fonctionner. Nous avons les mêmes retours de certaines administrations bruxelloises. Ce qui d'ailleurs est mieux pour maintenir des emplois à long terme. L'industrie de l'armement n'aura qu'une durée assez courte. D'ailleurs, le saviez-vous, cette usine a déjà produit en 1985 des Jeep de la marque Bombardier pour l'armée belge et turque si mes souvenirs sont bons, c'était un nombre très limité d'environ 4.000 véhicules, c'est en cela que la piste de l'armement n'est pas durable.

Notre préférence va à une industrie utile et durable, créatrice d'emplois de qualités. Nous ne sommes pas opposés à l'armée, ni aux usines d'armements. Vous évoquez votre jeunesse près des usines de la FN à Herstal. Je connais de nombreux syndicalistes de cette entreprise, ils produisent des armes, mais ne sont pas du tout des va-t-en-guerre. Et cette usine de la FN à Herstal me fait surtout penser à l'admirable lutte féministe des ouvrières, qui par la grève, ont revendiqué « à travail égal, salaire égal ». C'était en 1966, et cela fut tellement marquant que de nombreux livres d'histoire sociale en parlent, même de l'autre côté de la planète.

Réponse de Mr SPAPENS

Comme je l'ai dit lors de l'interpellation citoyenne, l'usine Audi ne nous appartient pas. Je m'étais imposé des balises quant au traitement des questions concernant Audi et ne voulait plus répondre à la provocation de T Franken. J'ai cependant dû me résoudre à lui répondre. Il faut savoir que ses propositions ne reposaient sur rien. Il voulait pouvoir faire un buzz. Vous l'aurez remarqué, il a été plus que largement recadré par le Premier ministre. Celui-ci a remis en avant Mr Clarinval qui est lui apte pour gérer ce dossier puisqu'il est entre autre le ministre chargé de l'emploi. Le premier ministre prend également sa part dans ce dossier qui est nettement plus serein maintenant. Au niveau régional, le dossier est suivi par le ministre président et la ministre en charge de l'industrie.

A la question de savoir ce qui mis en place par la commune, c'est assez compliqué parce qu'on est dans le cadre d'une énorme faillite et il y a des conséquences à de multiples étages. Les syndicats ont aussi un rôle très important dans les négociations. Je le répète, au niveau d'Audi même, il y a très peu de travailleurs forestois qui sont venus nous voir. Cependant, la mission locale s'est tenue disponible, Audi a organisé des outplacements et au niveau des pouvoirs publics, un job day s'est tenu le 3 avril dernier. L'échevine de l'emploi y était présente pour représenter la commune. Des emplois y ont été proposés. Je n'ai pas le chiffre des personnes engagées suite à cette journée. La commune a aussi prêté des espaces au travailleurs pour qu'ils puissent avoir des discussions entre eux, avec ou sans leur syndicat.

Est-ce que la commune collabore avec le gouvernement fédéral et régional ? Oui. On prend activement part aux états des lieux et aux réflexions autour des critères de sélection d'un repreneur par Audi. Il y a aujourd'hui des discussions avec Audi pour avoir un cahier des charges pour un futur repreneur. Ca ne reste que des choses qui font office de proposition. On

va devoir, en tant que commune, bientôt se positionner sur différentes options.

On a aussi été visiter le site de Ford Genk souvent cité comme une réussite de réhabilitation . L'expérience est intéressante mais on n'est pas du tout dans la même valeur de terrain.

On a prévu les différents niveaux de pouvoir qu'il nous fallait un niveau de recettes au moins équivalent à celui d'Audi. Audit payait des taxes directes (+/- 1,5 millions) et du précompte immobilier (environs 3,5 millions) à la commune.

Ici, on travaille avec Audi, à l'ouverture à tous les secteurs économiques. Ouvrir à l'armement en particulier est compliqué, demande des aménagement et fait fuir un certain nombre d'investisseurs .

Quelles actions ont été entreprises pour soutenir les commerces locaux qui pourraient être impactés par la fermeture d'Audi ? Nous n'avons pas encore pris de mesure, nous n'avons pas encore les chiffres qui sont , et ça reste un réel problème, moins importants que lors de la fermeture de VW. On incite les Forestois à fréquenter tous ces lieux mais il est clair qu'on n'a pas de mesures financières directes.

En comparaisons avec la reconversion d'autres sites industriels la commune envisage t'elle d'adopter ? Il faut parler d'une seule voix et on n'a par exemple pas sorti nos rêves. On recherche quelque chose de solide et global tant du point de vu régional et fédéral également.

Le but tant d'Audi que des pouvoirs publics est d'identifier un repreneur d'ici la fin de l'année.

Clairement, la fermeture est un drame tant pour la commune que pour la région et le pays. Pour revenir à l'installation d'une usine d'armement, même un grand expert de l'armement qu'est le président d'OIP, précise que ça ne lui semble pas judicieux, d'autant plus dans une ville à forte densité de population. Le risque de mettre des industries de défense sur ce site, c'est courir le risque que d'autres ne veuillent pas s'y installer.

Le parallèle avec Caterpillar est intéressant puisque ces usines sont faites à la base pour pouvoir être transformées en usines de char. On en conviendra, Herstal, ce n'est pas Bruxelles et ça fait très longtemps que la FN fait partie du paysage là-bas, c'est pas pour autant qu'il faudrait l'importer ici. Et s'ils le font bien là-bas, autant que ça y reste.

Réplique de Mr BERGMAN :

Je vous remercie pour votre réponse satisfaisante. J'entends très bien les arguments autour du fait que Forest deviendrait une cible potentielle

Mr Dagrin et vous avez parlé de réalité. Loin de moi l'envie de rentrer dans un débat théorique, et même si ça ne m'enchant pas de poser ces questions, il me semble important, en tant que conseiller, de les poser. Si on veut la paix, parfois, il faut préparer la guerre. La réalité c'est qu'on est dans un monde secoué par des crises politiques majeures et qu'il faut pouvoir s'y préparer. Le monde dans lequel la paix est une réalité et dans lequel mes parents et moi avons pu grandir, est en danger. Et c'est pour le protéger aujourd'hui qu'il faut être conscient des enjeux auxquels on fait face. On est coincés entre un Poutine et un Trump et on est avec une Union européenne qui n'a pas les moyens de faire face. Je ne suis pas du tout un va-t-en-guerre mais il ne faut pas non plus être naïf et faire preuve de lucidité.

Tussenkoms van de heer DAGRIN

Namens mijn fractie, de PVDA, ga ik niet herhalen wat ik al heb gezegd tijdens de burgerinterpellatie van daarnet.

Wij willen voorrang geven aan een industriële toekomst. Productie in stedelijke omgeving blijft noodzakelijk om sociale en economische stabiliteit te garanderen. In bepaalde wijken van ons gewest ligt de jeugdwerkloosheid bij de 40 %, wat onaanvaardbaar is.

We vragen alle overheidsniveaus om transparantie over de discussies over de toekomst van de Audi-site.

Wat de wapenindustrie betreft, heb ik begin deze maand een lezing bijgewoond van Ulrike Eifler, vertegenwoordigster van IG-metal, de grootste Duitse vakbond. Zij maakt zich zorgen over de uitbreiding van de wapenproductie in Duitsland. Wist u dat vóór de Russische invasie van Oekraïne de Duitse defensie-industrie goed was voor 70.000 banen, wat al heel wat is? Vandaag de dag telt deze defensie-industrie tussen de 400.000 en 500.000 banen. Sommige eenheden produceren nu tanks aan de lopende band. Duitsland, dat in een economische crisis verkeert, past de ideeën van Keynes toe, die pleitte voor overheidsingrijpen, en zelfs het aangaan van schulden indien nodig, om een economische crisis te boven te komen. België paste het keynesianisme toe in de jaren '70, met name bij de aanleg van talrijke snelwegen en de haven van Zeebrugge. De VS deden dat met de New Deal van Roosevelt om bruggen, dammen, wegen en heel wat andere infrastructuren te bouwen. Al deze voorzieningen zijn nuttig voor economische of sociale doeleinden. Dat is niet het geval met wapens en daarom maakt Ulrike, de Duitse vakbondsvrouw, zich zorgen: zij vreest dat de verleiding om deze gigantische hoeveelheid wapens te gebruiken onweerstaanbaar zal worden.

U schreef in uw interpellatie: "de omvorming van de Audi-site tot een militaire productie-eenheid mag niet uitsluitend door een ideologisch prisma worden bekeken". Maar al uw argumenten zijn zonder uitzondering louter ideologisch. Daarmee sluit u zich aan bij het discours van Francken.

Oorlog is niet natuurlijk ... vrede is natuurlijk voor de mens. De paus die onlangs is overleden, heeft altijd een vredesboodschap uitgedragen, zowel voor Oekraïne als voor Palestina. Zelfs het Nederlandse parlement heeft tegen de 800 miljard euro voor de herbewapening van de EU gestemd, niet uit pacifisme, maar omdat ze begrepen dat dit hen jarenlang zwaar in de schulden zou steken. We zijn het erover eens dat de EU een leger nodig heeft, maar de Europese landen hebben dat al, ze zijn al veel beter bewapend dan Rusland. We gaan onze pensioenen opofferen om wapens te financieren: dat is belachelijk. Die 800 miljard zou veel nuttiger zijn om onze sociale zekerheid te financieren en om de klimaatuitdaging aan te gaan.

En hoe zit het dan met de fabriek in Vorst? De laatste feedback die we van het management van Audi hebben gekregen tijdens de laatste ondernemingsraad (eind maart) gaf aan dat de wapenpiste, waar u en Francken voorstander van zijn, niet lijkt te werken. We horen hetzelfde van bepaalde Brusselse overheidsinstanties. Dat is trouwens beter om banen op lange termijn te behouden. De wapenindustrie zal maar van korte duur zijn. Wist u trouwens dat deze fabriek in 1985 al jeeps van het merk Bombardier heeft geproduceerd voor het Belgische en Turkse leger? Als ik me goed herinner, ging het om een zeer beperkt aantal van ongeveer 4.000 voertuigen. De wapenpiste is dus geen duurzame oplossing.

Onze voorkeur gaat uit naar een nuttige en duurzame industrie die degelijke jobs creëert. We zijn niet tegen het leger of tegen wapenfabrieken. U verwijst naar uw jeugd in de buurt van de FN-fabrieken in Herstal. Ik ken veel vakbondsleden van dat bedrijf. Ze produceren wapens, maar zijn absoluut niet oorlogszuchtig. En die FN-fabriek in Herstal doet me vooral denken aan de bewonderenswaardige feministische strijd van de arbeidsters, die door te staken "gelijk loon voor gelijk werk" eisten. Dat was in 1966 en het was zo indrukwekkend dat er in veel boeken over sociale geschiedenis over wordt gesproken, zelfs aan de andere kant van de wereld.

Antwoord van de heer SPAPENS

Zoals ik tijdens de burgerinterpellatie heb gezegd, is de Audi-fabriek niet ons eigendom. Ik had mezelf grenzen opgelegd bij de bespreking van vragen over Audi en wilde niet meer reageren op de provocaties van T. Franken. Ik moest uiteindelijk toch reageren. Zijn voorstellen waren immers op niets gebaseerd. Hij wilde gewoon wat aandacht trekken. Zoals jullie gemerkt hebben, werd hij door de premier op zijn plaats gezet. Deze laatste heeft de heer Clarinval naar voren geschoven, die geschikt is om dit dossier te behandelen, aangezien hij o.a. minister van Werk is. De premier neemt ook zijn deel in dit dossier, dat nu veel rustiger is. Op gewestelijk niveau wordt het dossier opgevolgd door de minister-president en de minister bevoegd voor Industrie.

De vraag wat de gemeente heeft ondernomen, is vrij ingewikkeld omdat we te maken hebben

met een enorm faillissement en dat heeft gevolgen op vele niveaus. De vakbonden spelen ook een zeer belangrijke rol in de onderhandelingen. Ik herhaal dat er op het niveau van Audi zelf maar heel weinig Vorstenaren zijn gekomen om ons te spreken. De Lokale Opdracht bleef beschikbaar, Audi organiseerde outplacements en op het niveau van de overheid werd op 3 april jl. een jobdag gehouden. De schepen van Werk was er aanwezig om de gemeente te vertegenwoordigen. Er werden banen aangeboden. Ik heb geen cijfers over het aantal mensen dat na deze dag is aangenomen. De gemeente heeft ook ruimten ter beschikking gesteld aan de werknemers, zodat ze met elkaar konden overleggen, al dan niet met hun vakbond.

Werkt de gemeente samen met de federale en de gewestelijke overheid? Ja. We nemen actief deel aan de inventarisatie en de discussies over de selectiecriteria van Audi voor een overnemer. Er zijn momenteel gesprekken gaande met Audi om een bestek op te stellen voor een toekomstige overnemer. Het blijft echter bij voorstellen. Als gemeente zullen we binnenkort een standpunt moeten innemen over verschillende opties.

We hebben ook een bezoek gebracht aan de site van Ford Genk, die vaak wordt aangehaald als een succesvol reconversieproject. Het is een interessante ervaring, maar de waarde van het terrein is totaal anders.

We hebben berekend dat we een inkomstenniveau nodig hebben dat minstens gelijk is aan dat van Audi. Audi betaalde directe belastingen (+/- 1,5 miljoen) en onroerende voorheffing (ongeveer 3,5 miljoen) aan de gemeente.

Hier werken we samen met Audi aan de openstelling voor alle economische sectoren. Het openstellen voor de wapenindustrie is bijzonder ingewikkeld, vergt aanpassingen en schrikt een aantal investeerders af.

Welke acties zijn er genomen om lokale bedrijven te ondersteunen die mogelijk worden getroffen door de sluiting van Audi? We hebben nog geen maatregelen genomen, we hebben nog geen cijfers, en dat blijft een reëel probleem, minder belangrijk dan bij de sluiting van VW. We moedigen de Vorstenaren aan om al deze plaatsen te bezoeken, maar het is duidelijk dat we geen directe financiële maatregelen hebben.

Overweegt de gemeente, in vergelijking met de reconversie van andere industriële sites, om maatregelen te nemen? We moeten met één stem spreken en we hebben onze dromen nog niet bekendgemaakt. We zijn op zoek naar iets solide en globaal, zowel vanuit gewestelijk als federaal oogpunt.

Het doel van zowel Audi als de overheid is om tegen het einde van het jaar een overnemer te vinden.

De sluiting is duidelijk een drama voor zowel de gemeente als het gewest en het land. Om terug te komen op de vestiging van een wapenfabriek: zelfs een groot wapenexpert als de voorzitter van ION preciseert dat dit hem niet verstandig lijkt, zeker niet in een dichtbevolkte stad.

Het risico van het vestigen van defensie-industrieën op deze site is dat anderen zich daar misschien niet meer willen vestigen.

De parallel met Caterpillar is interessant, aangezien deze fabrieken in principe zijn ontworpen om te kunnen worden omgebouwd tot tankfabrieken.

Maar Herstal in Brussel niet en FN maakt al heel lang deel uit van het landschap daar, maar dat betekent niet dat we het hierheen moeten halen. En als ze het daar goed doen, kunnen ze het daar net zo goed houden.

Replik van de heer BERGMAN

Bedankt voor uw toereikend antwoord. Ik begrijp heel goed de argumenten dat Vorst een potentieel doelwit zou worden.

De heer Dagrin en u hadden het over de realiteit. Het is niet mijn bedoeling om een theoretisch debat aan te gaan, en ook al vind ik het niet leuk om deze vragen te stellen, toch lijkt het me belangrijk om ze als raadslid te stellen. Als we vrede willen, moeten we soms voorbereid zijn op

oorlog. De realiteit is dat we in een wereld leven die wordt geteisterd door grote politieke crises en dat we ons daarop moeten voorbereiden. De wereld waarin vrede een realiteit is en waarin mijn ouders en ik zijn opgegroeid, is in gevaar. En om die wereld vandaag te beschermen, moeten we ons bewust zijn van de uitdagingen waarvoor we staan. We zitten klem tussen Poetin en Trump en we hebben een Europese Unie die niet over de middelen beschikt om hiermee om te gaan. Ik ben absoluut geen oorlogszuchtig type, maar we moeten ook niet naïef zijn en ons bewust zijn van de realiteit.

2 annexes / 2 bijlagen

34 **Question orale relative au projet de Nouveau Stade de l'Union Saint-Gilloise (à la demande de Monsieur Peycker, conseiller communal).- report du 25/03/2025**

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins, Chers Collègues,

L'Union Saint-Gilloise souhaite depuis plusieurs années quitter le stade Marien pour construire une infrastructure moderne sur le site du Bempt à Forest. Selon les informations relayées par la presse le 4 mars dernier, le club espère déposer une demande de permis de construire dans les prochains mois. Notre Bourgmestre a récemment déclaré que ce dossier, ayant déjà pris du retard, pouvait enfin avancer, tout en reconnaissant l'existence de défis liés aux questions hydrologiques et à la mobilité. Ce projet, d'intérêt majeur pour le club, mais aussi pour la commune, soulève des enjeux en matière d'urbanisme, d'accessibilité et d'impact sur les riverains.

Les Engagé.e.s défendent une approche qui concilie développement sportif et qualité de vie pour les habitants. Il est impératif que les infrastructures sportives de Forest soient adaptées aux besoins du club tout en garantissant des aménagements équilibrés et respectueux du cadre de vie. La gestion des délais et la transparence du processus administratif sont également des points clés pour éviter un énième enlisement du dossier.

Dans ce cadre voici, nos questions :

1. Pouvez-vous détailler l'état d'avancement actuel du dossier et préciser les prochaines étapes que la commune et l'Union Saint-Gilloise devront franchir avant le dépôt officiel de la demande de permis ?
2. Quelles garanties pouvez-vous donner quant à l'organisation d'une concertation réelle et transparente avec les riverains et les acteurs locaux, afin d'intégrer efficacement leurs préoccupations dans le projet final ?
3. Comment la commune compte-t-elle assurer une transparence totale à chaque étape du processus, notamment en ce qui concerne les études d'impact, les décisions administratives et l'implication des citoyens ?
4. Quelles mesures concrètes seront mises en place pour limiter l'impact du stade sur la mobilité, singulièrement les jours de match, et garantir une fluidité des déplacements tout en minimisant les nuisances pour les riverains ?
5. Pouvez-vous confirmer que le financement du projet repose toujours entièrement sur des fonds privés ? L'ambition affichée de construire le stade le plus "green" d'Europe est-elle maintenue ? Enfin, le projet respecte-t-il toujours la capacité maximale annoncée d'environ 15 000 places ?
6. De quelle manière la commune veillera-t-elle à ce que cette infrastructure profite aux clubs amateurs, aux associations sportives locales, aux jeunes sportifs et aux écoles de Forest ? Quelles clauses spécifiques sont prévues dans le cahier des charges pour garantir cet objectif ?
7. Quelles garanties pouvez-vous apporter quant au maintien d'un accès effectif aux

infrastructures du Bempt les jours de match, pour les clubs sportifs forestois, les associations locales et les écoles qui en font un usage régulier ? Une coordination spécifique est-elle envisagée afin d'éviter tout conflit d'usage ou effet d'exclusion ?

Je vous remercie, Monsieur le Bourgmestre, pour vos réponses et pour votre engagement à garantir que ce projet profite à l'ensemble des Forestois.e.s.

Pour les Engagé.e.s,

Stéphane Peycker, Chef de groupe

Mondelinge vraag over het project voor het nieuwe stadion van Union Saint-Gilloise (op vraag van de heer Peycker, gemeenteraadslid).- uitstel van 25/03/2025

Geachte heer burgemeester, Dames en heren schepenen, Beste collega's,

Union Saint-Gilloise hoopt al enkele jaren om het Marienstadion te verlaten en een moderne infrastructuur te bouwen op de Bemptsite in Vorst. Volgens persberichten van 4 maart hoopt de club in de komende maanden een stedenbouwkundige vergunning aan te vragen. Onze burgemeester verklaarde onlangs dat dit project, dat veel vertraging heeft opgelopen, eindelijk vooruitgang zou kunnen boeken, maar erkende dat er uitdagingen zijn in verband met de waterhuishouding en de mobiliteit. Dit project is van groot belang voor de club, maar ook voor de gemeente, en brengt uitdagingen met zich mee op het vlak van stedenbouw, toegankelijkheid en impact op de omwonenden.

Les Engagé.e.s pleiten voor een aanpak die sportontwikkeling en levenskwaliteit voor de buurtbewoners met elkaar verzoent. Het is absoluut noodzakelijk dat de sportfaciliteiten van Vorst worden aangepast aan de behoeften van de club, waarbij een evenwichtige inrichting met respect voor de leefomgeving wordt gegarandeerd. Oog voor deadlines en de transparantie van het administratieve proces zijn ook belangrijke punten om te voorkomen dat het dossier voor de zoveelste keer vastloopt.

Onze vragen:

1. Kunt u de vordering van het dossier beschrijven en de volgende fasen aangeven die de gemeente en Union moeten doorlopen voordat de aanvraag voor de bouwvergunning officieel kan worden ingediend?
2. Welke garanties kunt u geven dat er echt en transparant overleg zal plaatsvinden met omwonenden en belanghebbenden, zodat er effectief kan rekening gehouden worden met hun bekommernissen in het definitieve project?
3. Hoe denkt de gemeente volledige transparantie te garanderen in elke fase van het proces, met name wat betreft de impactstudies, de administratieve besluiten en de betrokkenheid van de burgers?
4. Welke concrete maatregelen zullen er worden genomen om de impact van het stadion op de mobiliteit te beperken, in het bijzonder op wedstrijddagen, en om te zorgen voor een vlotte doorstroming van het verkeer met een minimale overlast voor de omwonenden?
5. Kunt u bevestigen dat het project ook in de toekomst volledig met privémiddelen zal worden gefinancierd? Blijft de ambitie om het 'groenste' stadion van Europa te bouwen? Ten slotte, respecteert het project nog steeds de aangekondigde maximumcapaciteit van ongeveer 15.000 plaatsen?
6. Hoe zal de gemeente ervoor zorgen dat deze infrastructuur ten goede komt aan amateurclubs, lokale sportverenigingen, jonge sporters en scholen uit Vorst? Welke specifieke clausules zijn er in het bestek opgenomen om deze doelstelling te waarborgen?
7. Welke garanties kunt u geven dat de infrastructuur van Bempt toegankelijk blijft op

wedstrijddagen, voor de Vorstse sportclubs, de lokale verenigingen en scholen die er regelmatig gebruik van maken? Wordt er specifieke coördinatie overwogen om conflicten in het gebruik of uitsluiting te voorkomen?

Bedankt, mijnheer de burgemeester, voor uw antwoorden en uw engagement om ervoor te zorgen dat dit project aan alle Vorstenaars ten goede komt.

Voor Les Engagé.e.s,

Stéphane Peycker, fractieleider

Réponse de Mr SPAPENS :

Depuis l'investiture du nouveau Collège, de nombreux échanges ont eu lieu entre la commune, l'Union Saint-Gilloise et différents acteurs régionaux que sont Bruxelles Mobilité (BM) , Bruxelles Environnement (BE), Urban ou encore le Service d'Aménagement Urbain (SAU). À ce jour, et à notre connaissance, le club prévoit de lancer son permis d'Urbanisme dans les prochaines semaines.

Le club a ainsi multiplié les concertations avec la commune afin de prendre en compte au mieux nos exigences. L'objectif est que ces exigences se traduisent clairement dans la demande de permis qui sera bientôt déposée. Il convient de rappeler que cela fait maintenant plusieurs années que la commune a adopté une position ferme, consistant à exiger des réponses précises aux préoccupations concernant la mobilité, l'impact environnemental, ainsi que les potentielles nuisances liées à la cohabitation entre un stade et le complexe du Bempt.

Afin de répondre à nos demandes, différentes études ont été menées par le club. Nos services techniques, BM ou encore BE sont actuellement en train de conclure l'analyse de celles-ci, avec des échanges réguliers ces dernières semaines.

Les organes régionaux, qui sont donc également des parties prenantes du projet, jouent un rôle crucial dans l'examen du dossier. Je rappelle aussi que l'approbation du permis se fera également par la Région.

Les prochaines étapes consisteront donc pour le club à finaliser le permis d'Urbanisme, à compléter les études nécessaires, notamment l'étude hydrologique, puis à soumettre la demande de permis. Ce processus intégrera les retours des différents acteurs impliqués.

La procédure de PU prévoit des mécanismes stricts pour garantir la transparence et la participation des citoyens tout au long du processus. A chaque étape, des exigences légales encadrent la transparence, notamment à travers des enquêtes publiques, des consultations et la mise à disposition des études réalisées. Cela permettra aux citoyens de prendre connaissance des informations essentielles concernant les spécificités du projet.

Dans le cadre de ce projet de nouveau stade, une enquête publique sera organisée avant la délivrance du permis de construire. Cette enquête permettra aux riverains, aux associations locales et à tout autre acteur concerné de formuler des remarques ou des objections sur le projet. De plus, les études d'impact seront rendues publiques et accessibles pour garantir que toutes les préoccupations concernant les impacts potentiels soient prise en compte.

En parallèle, la commune s'engage à maintenir un dialogue ouvert et transparent avec les citoyens afin de répondre aux questions et préoccupations soulevées.

Le PU en tant que procédure légale, impose une analyse approfondie des impacts sur la mobilité, notamment à travers une étude de mobilité réalisée avant le dépôt de la demande de

permis. Cette étude, qui sera mise à disposition du public dans le cadre de l'enquête publique, précisera les mesures concrètes qui seront mises en place pour gérer les flux de supporters et garantir une mobilité fluide.

La commune et le club collaborent étroitement avec BM, pour mettre en place un plan de gestion de la mobilité les jours de match. Des mesures spécifiques de gestion des flux de circulation seront également mises en place pour éviter les encombrements et limiter les nuisances.

Tous ces éléments seront inclus dans le dossier de permis d'urbanisme et le processus d'enquête publique permettra aux citoyens et aux parties prenantes de formuler des remarques et suggestions pour optimiser la gestion de la mobilité et minimiser un maximum les nuisances.

Enfin, Je peux vous confirmer que le financement de ce projet repose entièrement sur des fonds privés. Aucun euro provenant du budget communal ne sera investi dans la construction du stade. Le club de l'USG s'est engagé à assurer le financement intégral du projet, sans faire appel à des ressources publiques.

L'ambition de bâtir un stade respectueux de l'environnement reste aussi pleinement d'actualité. Tant la commune que les autorités régionales restent particulièrement attentives à l'impact écologique d'une telle infrastructure. Si ce stade voit le jour, il devra nécessairement intégrer des technologies écologiques de pointe, dans le but d'en faire l'un des stades les plus durables d'Europe — que ce soit en matière de gestion énergétique ou de réduction de l'empreinte carbone.

Par ailleurs, nous attachons une grande importance à ce que le projet inclue également des équipements d'intérêts collectifs, afin que les habitants de Forest puissent en bénéficier pleinement.

Enfin, concernant la capacité d'accueil, le projet respecte toujours la limite annoncée, soit environ 15 000 places, en adéquation avec les besoins du club et les normes en vigueur.

Réplique de Mr PEYCKER :

Merci pour vos réponses. Vous l'avez dit vous-même, ce dossier a déjà connu bien des lenteurs, et des incertitudes or aujourd'hui il ne s'agit plus seulement d'un projet pour un club professionnel mais il s'agit aussi d'aménagement du territoire en plein cœur de Forest.

Antwoord van de heer SPAPENS

Sinds de installatie van het nieuwe College hebben er talrijke gesprekken plaatsgevonden tussen de gemeente, de voetbalclub Union Saint-Gilloise en verschillende gewestelijke instanties, zoals Brussel Mobiliteit (BM), Leefmilieu Brussel (BE), Urban en de Maatschappij voor Stedelijke Inrichting (MSI). Volgens onze informatie is de club van plan om in de komende weken een stedenbouwkundige vergunning aan te vragen.

De club heeft dan ook het overleg met de gemeente opgevoerd om zo goed mogelijk rekening te houden met onze eisen. Het doel is dat deze eisen duidelijk worden weergegeven in de vergunningsaanvraag die binnenkort wordt ingediend. De gemeente is al enkele jaren duidelijk en eist precieze antwoorden op vragen over mobiliteit, milieu-impact en mogelijke overlast door de nabijheid van een stadion en het sportcomplex van de Bempt.

Om onze vragen te beantwoorden, heeft de club verschillende studies uitgevoerd. Onze technische diensten, Brussel Mobiliteit en Leefmilieu Brussel zijn momenteel bezig met de analyse hiervan, waarbij de afgelopen weken regelmatig overleg heeft plaatsgevonden.

De gewestinstanties, die dus ook belanghebbenden bij het project zijn, spelen een cruciale rol bij de analyse van het dossier. Ik herinner er ook aan dat de vergunning ook door het Gewest zal worden goedgekeurd.

De volgende stappen voor de club bestaan er dus in om de stedenbouwkundige vergunning af te ronden, de nodige studies te voltooien, met name de hydrologische studie, en vervolgens de vergunningsaanvraag in te dienen. In dit proces zal rekening worden gehouden met de feedback van de verschillende betrokken partijen.

De procedure van de vergunningsaanvraag voorziet in strikte mechanismen om de transparantie en de participatie van de burgers gedurende het hele proces te waarborgen. In elke fase worden wettelijke eisen gesteld aan de transparantie, met name door middel van openbare onderzoeken, raadplegingen en de terbeschikkingstelling van de uitgevoerde studies. Zo kunnen de burgers kennis nemen van de essentiële informatie over de specifieke kenmerken van het project.

In het kader van dit project voor een nieuw stadion zal er een openbaar onderzoek worden georganiseerd voordat de bouwvergunning wordt afgegeven. Dit onderzoek zal omwonenden, lokale verenigingen en andere betrokken partijen de mogelijkheid bieden om opmerkingen of bezwaren tegen het project in te dienen. Bovendien zullen de impactstudies openbaar en toegankelijk worden gemaakt, om ervoor te zorgen dat alle bezorgdheden over de mogelijke effecten in aanmerking worden genomen.

Tegelijkertijd verbindt de gemeente zich ertoe een open en transparante dialoog met de burgers te voeren om alle vragen te beantwoorden.

De stedenbouwkundige vergunning als wettelijke procedure vereist een grondige analyse van de impact voor de mobiliteit, met name door middel van een mobiliteitsstudie die wordt uitgevoerd voordat de vergunningsaanvraag wordt ingediend. Deze studie, die in het kader van het openbaar onderzoek ter beschikking van het publiek zal worden gesteld, zal de concrete maatregelen preciseren die zullen worden genomen om de supportersstromen in goede banen te leiden en een vlotte mobiliteit te garanderen.

De gemeente en de club werken nauw samen met Brussel Mobiliteit om een mobiliteitsplan voor wedstrijddagen op te stellen. Er zullen ook specifieke maatregelen worden genomen om het verkeer in goede banen te leiden, files te voorkomen en overlast te beperken.

Al deze elementen worden opgenomen in het dossier voor de stedenbouwkundige vergunning en tijdens het openbaar onderzoek zullen burgers en belanghebbenden opmerkingen en suggesties kunnen formuleren om de mobiliteit te optimaliseren en de hinder zoveel mogelijk te beperken.

Tot slot kan ik bevestigen dat de financiering van dit project volledig op privéfondsen berust. Er zal geen enkele euro uit de gemeentebegroting naar de bouw van het stadion gaan. De club RUSG heeft zich ertoe verbonden het project volledig te financieren, zonder aanspraak te maken op publieke middelen.

De ambitie om een milieuvriendelijk stadion te bouwen blijft ook gelden. Zowel de gemeente als het gewest blijven aandachtig voor de ecologische impact van zo'n infrastructuur. Als dit stadion er komt, moet het voorzien zijn van geavanceerde milieutechnologieën, met als doel er een van de meest duurzame stadions van Europa van te maken, zowel op vlak van energie als vermindering van de CO2-uitstoot.

Bovendien hechten we er veel belang aan dat het project ook voorzieningen van collectief belang omvat, zodat de Vorstenaren er ten volle van kunnen genieten.

Wat de capaciteit betreft, blijft het project binnen de aangekondigde limiet van ongeveer 15.000 plaatsen, in overeenstemming met de behoeften van de club en de geldende normen.

Repliek van de heer PEYCKER

Dank voor uw antwoorden. U hebt het zelf gezegd, dit dossier heeft al veel vertraging en onzekerheid gekend, en vandaag gaat het niet alleen meer om een project voor een professionele sportclub, maar ook om ruimtelijke ordening in het hart van Vorst.

35 **Motion relative à la déclaration de Forest comme commune antifasciste et appartenant à la "coalition 8 mai" (à la demande monsieur Martin, conseiller communal). (Complémentaire)**

Le Conseil communal

Vu les engagements européens et internationaux pris par la Belgique pour le respect des droits fondamentaux des personnes et en particulier des plus vulnérables :

Déclaration universelle des droits humains, Convention européenne de sauvegarde des droits humains, Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

Vu la Loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ;

Vu la Loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ;

Vu la Loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ;

Vu la Motion prise par la Commune de Forest au Conseil communal du mois d'avril 2018 déclarant Forest Commune Hospitalière, prenant la résolution ferme de respecter les droits fondamentaux des ressortissants étrangers présents sur son territoire, défendant une vision des communes comme véritables terres d'accueil et d'hospitalité, statuant que la peur, le rejet de « l'étranger », et le repli sur soi doivent être repoussés pour laisser pleinement la place à la solidarité, aux rencontres, au partage et à la dignité, et prenant la résolution ferme de respecter les droits fondamentaux des ressortissants étrangers présents sur son territoire ;

Vu la résolution adoptée par le Parlement bruxellois le 1er juillet 2022, relative à la reconnaissance, en Région de Bruxelles-Capitale, du 8 mai comme un jour férié légal commémorant la victoire de la démocratie sur le fascisme ;

Considérant qu'historiquement la politique et les agissements des mouvements d'extrême droite ont entraîné des conséquences catastrophiques sur la vie de millions de personnes

Considérant la montée préoccupante de l'extrême droite en Belgique, ainsi qu'en Europe et dans le monde et qu'il est urgent et indispensable d'empêcher toute tentative de restructuration et de développement de ce mouvement ;

Considérant que Forest est et doit rester une ville où le vivre ensemble est une réalité.

Une commune où le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, la xénophobie et le fascisme n'ont pas leur place. Une commune où chacun amène sa pierre à la société , quel que soit sa couleur de peau, son origine, son genre ou sa religion ;

Considérant la proposition de la Coalition 8 mai ! de doter les communes bruxelloises d'un outil

commun qui leur permettra d'interpeller et d'agir concrètement face aux dangers de l'extrême droite à Bruxelles ;

Décide :

- de consacrer Forest commune antifasciste.

- d'empêcher par tous les moyens légaux la diffusion de propos incitant à la haine, au racisme, à l'antisémitisme, au sexisme, à l'islamophobie, à la discrimination relative à l'orientation sexuelle ou de genre, à l'origine sociale, des propos ouvertement fascistes et xénophobes, sur le territoire de Forest.

- d'appliquer par conséquent, en toute communication, le principe du « cordon sanitaire médiatique », en ne donnant pas la parole ou un quelconque espace d'expression médiatique à l'extrême droite, à ses propos ou à ses représentants.

- d'engager les services compétents à prendre en considération tous les signaux d'incitation à la haine, au racisme, à l'antisémitisme, au sexisme, à l'islamophobie, aux discriminations liées à l'orientation sexuelle, au genre, à l'origine sociale, ouvertement fascistes et xénophobes et engager, tout en respectant le cadre

juridique national, régional et communal, toute procédure administrative et judiciaire possible pour empêcher la diffusion de ces propos sur le territoire de Forest.

- d'établir un canal de communication privilégié afin que les membres de la Coalition 8 mai ! et de la société civile puissent informer les autorités communales de l'organisation et de la tenue de tout événement susceptible d'inciter à la haine, au racisme, à l'antisémitisme, au sexisme, à l'islamophobie, aux discriminations liées à l'orientation sexuelle, au genre, à l'origine sociale, ouvertement fasciste et xénophobe, sur le territoire de la commune de Forest.

- de s'engager à interdire ce type d'événement décrit à l'article 5 par arrêté motivé de la ou du bourgmestre.

- de soutenir et de promouvoir les initiatives dans le cadre du devoir de mémoire de la résistance face à l'Allemagne nazie, au fascisme et à l'extrême droite et en particulier en revendiquant que le 8 mai soit de nouveau un jour férié.

- d'impliquer la jeunesse en la sensibilisant aux dangers de l'extrême droite, à l'histoire des migrations afin de promouvoir le vivre ensemble, par des actions citoyennes dans les écoles où la commune est le pouvoir organisateur, la maison de jeunes et les associations forestoises, et ce en partenariat avec les associations membres de la Coalition 8 mai.

- d'insister auprès des autorités formatives sur le caractère essentiel – dans la formation des travailleurs et travailleuses de la fonction publique – d'exercer en toutes circonstances ces fonctions de manière juste et égalitaire, vis-à-vis de toutes les citoyennes et citoyens, sans discrimination d'origine, de genre, de classe, de statut de séjour... Les pensées d'extrême-droite n'ont pas leur place dans notre société et encore moins au sein des services publics. Par ailleurs, la formation continue des agents communaux doit également être assurée en la matière.

Ainsi délibéré, en séance,

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 23 votes positifs, 1 vote négatif, 10 abstentions.

Non : Charles-Bernard Potelle.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Marie Poulaert.

Motie betreffende de verklaring van Vorst als antifascistische gemeente en aanhanger van de “8 mei-coalitie”.(op vraag van mijnheer Martin, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

De Gemeenteraad

Gelet op het Europese en internationale engagement dat België is aangegaan om de grondrechten van personen te eerbiedigen en in het bijzonder van de meest kwetsbaren:

Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens, Handvest van de grondrechten van de Europese Unie;

Gelet op de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden;

Gelet op de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

Gelet op de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide door het Duitse nationaal-socialistische regime tijdens de Tweede Wereldoorlog;

Gelet op de motie aangenomen door de gemeente Vorst in de gemeenteraad van april 2018, waarbij Vorst wordt uitgeroepen tot Gastvrije Gemeente, waarbij ze vastbesloten is om de basisrechten van de vreemdelingen die zich op haar grondgebied bevinden te eerbiedigen, waarbij ze een visie verdedigt van gastvrije gemeente, waarbij ze oordeelt dat angst, afwijzing van de 'vreemdeling' en zich in zichzelf keren moeten worden teruggedrongen om volop plaats te maken voor solidariteit, ontmoeting en waardigheid;

Gelet op de resolutie aangenomen door het Brussels Parlement op 1 juli 2022, betreffende de erkenning, in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van 8 mei als wettelijke feestdag ter herdenking van de overwinning van de democratie op het fascisme;

Overwegende dat historisch gezien de acties en het beleid van extreemrechtse bewegingen catastrofale gevolgen hebben gehad voor het leven van miljoenen mensen;

Overwegende de zorgwekkende opmars van extreemrechts in België, Europa en de wereld, en dat het dringend en essentieel is om elke poging tot herstructurering en ontwikkeling van die beweging te voorkomen;

Overwegende dat Vorst een gemeente is en moet blijven waar samenleven een realiteit is; Een gemeente waar geen plaats is voor racisme, antisemitisme, islamofobie, xenofobie en fascisme; Een

gemeente waar iedereen zijn steentje bijdraagt aan de samenleving, ongeacht huidskleur, afkomst, gender of godsdienst;

Overwegende het voorstel van de 8 mei-coalitie om de Brusselse gemeenten een gemeenschappelijk instrument te verschaffen waarmee ze standpunt kunnen innemen en concrete actie kunnen ondernemen tegen de gevaren van extreemrechts in Brussel;

Beslist,

Vorst uit te roepen tot antifascistische gemeente.

Met alle wettelijke middelen de verspreiding te verhinderen van uitlatingen die aanzetten tot haat, racisme, antisemitisme, seksisme, islamofobie, discriminatie op basis van seksuele geaardheid of geslacht, sociale afkomst, openlijk fascistische en xenofobe uitlatingen, op het grondgebied van de gemeente Vorst.

Bijgevolg in alle communicatie het principe van het “cordon sanitaire in de media” toe te passen, door extreemrechts, zijn uitlatingen of zijn vertegenwoordigers niet het woord te geven of enige ruimte voor uitingen in de media te geven.

De bevoegde diensten op te dragen rekening te houden met alle signalen van aanzetting tot haat, racisme, antisemitisme, seksisme, islamofobie, discriminatie in verband met seksuele geaardheid, geslacht, sociale afkomst, die openlijk fascistisch en xenofob zijn, en, met inachtneming van het nationale, gewestelijke en gemeentelijke wettelijke kader, alle mogelijke administratieve en gerechtelijke procedures in te leiden om de verspreiding van deze uitlatingen op het grondgebied van de gemeente Vorst te verhinderen.

Een bevoorrecht communicatiekanaal op te zetten zodat de leden van de 8 mei-coalitie en de burgermaatschappij de gemeentelijke overheden kunnen informeren over de organisatie en het houden van elk evenement dat kan aanzetten tot haat, racisme, antisemitisme, seksisme, islamofobie, discriminatie in verband met seksuele geaardheid, geslacht, sociale afkomst, dat openlijk fascistisch en xenofob is, op het grondgebied van de gemeente Vorst.

Zich ertoe te verbinden het beschreven soort evenement te verbieden bij een gemotiveerd besluit van de burgemeester.

- Initiatieven in het kader van de plicht tot herdenking van het verzet tegen nazi-Duitsland, het fascisme en extreemrechts te ondersteunen en te bevorderen, met name door te eisen dat 8 mei opnieuw een feestdag wordt.

De jeugd te betrekken door hen bewust te maken van de gevaren van extreemrechts en de migratiegeschiedenis, om het samenleven te bevorderen, door middel van burgeracties op scholen waarvan de gemeente de inrichtende macht is, het jeugdhuis en Vorstse verenigingen, in samenwerking met de verenigingen die lid zijn van de 8 mei-coalitie.

De opleidingsautoriteiten te wijzen op het essentiële karakter – in de vorming van medewerkers van overheidsdiensten – van het onder alle omstandigheden op een eerlijke en egalitaire manier uitoefenen van deze functies ten opzichte van alle burgers, zonder discriminatie op grond van afkomst, gender,

klasse, verblijfsstatuut, ... Voor extreemrechts denken is geen plaats in onze samenleving, en nog minder in de openbare diensten. Bovendien moet het gemeentepersoneel op dit vlak ook permanent worden bijgeschoold.

Aldus beraadslaagd, ter zitting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 23 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 10 onthoudingen.

Nee : Charles-Bernard Potelle.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphane Peycker,

Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Marie Poulaert.

Intervention de Mr MARTIN :

Notre désir, au niveau de la majorité, de déposer cette motion qui voudrait déclarer Forest comme commune antifasciste, s'appuie sur la date du huit mai, qui est une date importante à plus d'un titre pour nous. D'abord parce que le 8 mai 1945 est une date majeure pour l'histoire de notre pays avec la victoire contre les nazis mais aussi parce qu'elle a amené un souffle et un dynamisme au niveau social pour notre pays. C'est-à-dire que dans la foulée de cette date on a eu pas mal d'avancées sociales comme la sécurité sociale, le droit de vote pour les femmes en 1948 .

Ce 80eme anniversaire me semblait un moment fort et symbolique pour renforcer la lutte antifasciste et les droits démocratiques et sociaux.

Le deuxième point qui me semble majeur, c'est le contexte très inquiétant actuellement de la fascisation et de la montée de l'extrême droite partout dans le monde en Europe et aussi dans notre pays, et pas qu'en Flandre.

La motion en elle-même propose des déclarations de principe tels que Forest doit rester une ville où le vivre ensemble est une réalité, une commune où le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie et le fascisme n'ont pas leur place.

Elle propose aussi des actions concrètes , et c'est sa force. Par exemple appliquer le cordon sanitaire médiatique en toutes circonstances contre l'extrême droite, de former et de prendre des initiatives par rapport aux écoles, de promouvoir les initiatives dans le cadre du devoir de mémoire, de s'engager, au niveau communal à s'opposer à tout type d'événements d'extrême droite , ...

Avec la majorité, nous vous proposons donc cette motion. C'est quelque chose auquel nous tenons et qui est très important pour nous.

Intervention de Mme DE RIDDER :

L'Europe a été gangrénée par une succession de régimes fascistes tout au long du XXe siècle: Mussolini, Horthy, Franco, Salazar, la Grèce des Colonels.

Nous sommes 37 dans ce conseil communal et nous n'avons jamais connu le bruit des bottes, nous avons cru que ce sinistre son faisait définitivement partie du passé. Et pourtant, la peste brune est de retour : des mouvements néofascistes surgissent un peu partout en Europe et dans le monde. Aux 4 coins de notre continent et de la planète, la démocratie est en danger.

Entendez-vous cette petite musique qui monte? Ce n'est pas une sérénade, c'est le bruit assourdissant de la sonnette d'alarme. L'extrême-droite s'est taillé un habit respectable, mais a toujours le même visage. Pas besoin d'un coup d'Etat. Un jour, on se réveille en dictature après un processus long, insidieux mais légal, basé sur des mensonges.

Chez les leaders d'opinion, les idées réactionnaires progressent. La fenêtre d'Overton, (outil) qui permet de mesurer l'acceptabilité d'idées et opinions, s'est élargie de façon glaçante. L'extrême-droite impose ses mots et ses thèmes dans le débat public. Le fantasme du grand remplacement, le masculinisme, l'homophobie, la chasse aux pauvres, la haine des médias.

Faut-il rappeler ce qu'est le fascisme? une idéologie d'extrême droite, autoritaire, ultranationaliste, militariste, raciste, machiste, antidémocratique, qui hiérarchise les gens sur base de leur origine/nationalité/religion/genre et mène une guerre constante contre un soi-disant ennemi intérieur (les immigrés, les organismes de défense des minorités, les démocrates eux-mêmes).

Quand on entend certaines personnalités politiques belges tenir des propos stigmatisants et discriminatoires, quand la Belgique ne respecte pas des décisions de justice, quand l'Arizona foule au pied le droit international en renforçant sa politique de non-accueil et rétablissant les visites domiciliaires - oui, on a froid dans le dos. Le fascisme a de beaux jours devant lui, en Belgique aussi :-/

Nous les Ecologistes de Forest, nous signons à 7 mains et au nom de tous nos militant.es et sympathisant.es au bas de cette motion « commune antifasciste ».

C'est notre devoir d'élu.es de renforcer notre démocratie, pourfendre les fake news, refuser la haine, faire corps et société, protéger les plus vulnérables, les artistes, les journalistes, les femmes, RESISTER à l'obscurantisme !

Ce propos n'est pas une vue de l'esprit ni une contre-vérité, c'est un fait minutieusement sourcé: merci Arnaud Ruysen, Salomé Saké, Clément Viktorovitch, Hannah Arendt, Jean-Paul Sartre et Ugo Palheta.

Intervention de Mme BAMBA

Je prends la parole aujourd'hui,
en tant que femme noire,
en tant qu'héritière d'une histoire...
une histoire de résistance et de lutte,
une histoire de mes ancêtres,
et en particulier de mon grand-père.

Mon grand-père a combattu le nazisme.

Il faisait partie des tirailleurs maliens, sénégalais, mais aussi des tirailleurs congolais. Ces hommes dont les sacrifices ont été longtemps effacés de l'histoire officielle.

Aujourd'hui, je porte cette histoire avec fierté.

Cette histoire de ceux qui ont sauvé des vies, de ceux qui ont payé de leur sang, pour la liberté, la dignité et la justice.

Je suis ici pour faire entendre leurs voix.

Pour dire qu'ils ne doivent pas être oubliés.

Cette motion n'est pas une formalité. Elle est un engagement.

Un engagement qui s'inscrit dans une lutte que mes ancêtres ont menée.

Un engagement qui dit : le racisme, le fascisme, l'intolérance... n'ont pas leur place chez nous.

Il se joue ici et maintenant. Dans nos villes. Dans nos quartiers. Dans nos vies quotidiennes.

Les actes antisémites, racistes et xénophobes connaissent une hausse préoccupante en Région bruxelloise.

D'après les statistiques publiées par le Centre pour l'Égalité des Chances et la Lutte contre le Racisme (CEC), les incidents racistes en Belgique ont fortement augmenté ces dernières années.

Bien que les données exactes pour 2024 ne soient pas encore disponibles, les tendances observées entre 2022 et 2023 sont inquiétantes. En 2022, les actes racistes ont augmenté de 15% à Bruxelles par rapport à l'année précédente, et les actes antisémites ont vu une hausse de 30% selon les rapports de la diversité.be et du Centre pour l'Égalité des Chances et la Lutte contre le Racisme (source).

Ces chiffres sont alarmants. Ils témoignent d'une montée en puissance des idéologies de haine qui attaquent l'essence même de notre humanité. Cette montée de l'intolérance, de la peur de l'autre, est nourrie par des discours de haine qui se propagent dans certains cercles politiques, mais aussi, malheureusement, dans certains médias.

Et aujourd'hui, à travers cette motion, nous défendons notre liberté à toustes.

Une liberté où chacun peut se sentir en sécurité, sans avoir à craindre la violence de la haine.

Parce que les mots ont un poids.

Les récits façonnent nos institutions.

Ils peuvent nourrir la violence... ou construire la justice.

À travers cette motion, nous disons : plus jamais le fascisme.

Ni par les armes.

Ni par les urnes.

Ni par les silences.

Nous refusons d'être complices.

Nous refusons d'être effacé•es. Parce que cette ville nous appartient aussi.

Parce que cette ville porte l'histoire de notre peuple.

Et l'antifascisme n'est pas un slogan.

C'est un engagement quotidien.

C'est un devoir que nous avons vis-à-vis de ceux qui nous ont précédé•es,

et vis-à-vis de ceux qui viendront après nous.

Alors oui. Je soutiens pleinement cette motion. Et je vous invite à faire de même. Pas seulement aujourd'hui. Mais chaque jour. Dans nos choix. Nos décisions. Nos actions.

Merci.

Intervention de Mr DAGRIN :

Bertolt Brecht nous a averti, il a dit je cite « le ventre est encore fécond, d'où surgira la bête immonde » fin de citation. Pourtant, il suffirait de peu de choses pour l'empêcher d'apparaître à nouveau.

Cette déclaration date de la période qui a suivi la deuxième guerre mondiale et de l'écrasement de l'Allemagne fasciste par les forces alliées. En tant que démocrates, nous devons employer tous les outils à notre disposition pour lutter contre l'extrême-droite qui n'a jamais cessé d'empoisonner les esprits. C'est avec cet mentalité que nous soutenons la motion qui appelle

notre commune, à l'instar de bien d'autres, de devenir une commune antifasciste tel que la propose la Coalition 8 mai.

Certains voudraient faire un amalgame entre les fascistes et les mouvements de gauche radical. Cela n'a aucun sens. Cette gauche radicale a été le fer de lance de la lutte contre le fascisme en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Portugal, au Chili, et partout où la bête immonde est réapparue. Ce sont les démocrates inclus les communistes qui ont réussi à gagner les batailles. Les nazis ont détruit les livres et les tableaux qu'ils considéraient comme art dégénéré et judéo-bolchévique. La résistance sur le terrain était, elle aussi, composée de nombreux démocrates incluant de nombreux communistes. Cette deuxième citation très connue de Bertolt Brecht illustre bien ce besoin de faire un front contre le fascisme : je cite « Quand ils sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit. Je n'étais pas communiste. Quand ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai rien dit. Je n'étais pas syndicaliste. Quand ils sont venus chercher les juifs, je n'ai rien dit. Je n'étais pas juif. Quand ils sont venus chercher les catholiques, je n'ai rien dit. Je n'étais pas catholique. Et puis ils sont venus me chercher. Et ils ne restaient plus personne pour protester » fin de la citation. Eh bien oui, notre protestation contre le fascisme ne doit pas cesser, et cela dans un front regroupant tous les courants démocrates. Se diviser face au fascisme serait une erreur, ça serait nous affaiblir devant la résurgence de la bête immonde.

Pour conclure, faisons du 8 mai un jour de commémoration pour toutes les victimes du fascisme. Mais aussi faisons du 8 mai un jour commémorant la victoire contre le fascisme d'hier, d'aujourd'hui, et de demain.

Intervention de Mr LOEWENSTEIN :

Je tiens à soulever avant d'évoquer notre amendement que, si la majorité souhaitait réellement avoir une unanimité sur ce sujet, elle aurait pris la peine de communiquer la motion aux chefs de groupe de l'opposition pour arriver à un texte commun. Il n'en est rien et, à la lecture de la motion, je comprends pourquoi après avoir creusé sur la Coalition du 8 Mai qui la proposait.

Pour l'histoire du 8 Mai et ce qu'elle a apporté à la société, on est bien d'accord. Pour l'augmentation des actes racistes et antisémites, on est d'accord aussi. Par contre, force est de constater que ces manifestations de haine ne proviennent pas toutes de l'extrême-droite.

C'est notamment la raison pour laquelle les groupes MR+DéFI et Les Engagés ont proposé un amendement global à la motion présentée par la majorité. Cet amendement que vous avez tous reçu, que vous avez tous, je l'espère, lu attentivement et qui sera publié intégralement dans le procès-verbal de notre réunion du conseil communal vise d'abord et avant tout à rappeler que, si l'extrême-droite constitue un danger (et une grande partie de ma famille en a été la victime), si l'extrême-droite constitue une menace pour notre démocratie, on ne peut pas, en tant que démocrates, fermer les yeux sur d'autres dangers qui proviennent de l'extrême-gauche et des radicalismes religieux.

On ne peut pas regarder le monde et vouloir guérir ses maux avec des œillères, avec un tel biais. Pour guérir le monde de ses maux, il faut établir le bon diagnostic pour lui prodiguer les meilleurs soins et remèdes.

Par cet amendement, nous souhaitons que notre commune soit une commune non seulement antifasciste, mais aussi antiraciste et anti-extrémistes, qu'elle lutte avec la même force contre toutes les formes d'extrémismes, de radicalismes et d'obscurantismes.

Par ailleurs, nous sommes interpellés par la manière dont la Coalition du 8 Mai aborde et dénonce l'extrême-droite. Je ne suis pas connu pour être un fervent admirateur de la coalition Arizona, il n'en demeure pas moins que je ne peux accepter le glissement dangereux que fait cette Coalition du 8 Mai par rapport à l'extrême-droite. J'en prend pour preuve le visuel que cette coalition propose à l'attention des travailleurs, visuel qui précise :

« Ne vous laissez pas piéger par l'extrême droite. L'extrême droite vote contre les intérêts des travailleurs et est contre les syndicats :

- Ils votent contre les impôts sur les grandes fortunes

- Ils s'opposent aux mesures de lutte contre la fraude fiscale

- Ils défendent le gel des salaires »

Dans cette communication, la Coalition du 8 Mai ne vise pas le Vlaams Belang ou spécifiquement la NVA. Elle vise l'ensemble des partenaires du Gouvernement fédéral, à savoir la NVA, le MR, le CDV, Les Engagés, mais aussi vos camarades de Vooruit.

Défendre et encourager de tels messages, c'est finalement banaliser l'extrême-droite, c'est qualifier d'extrémistes de droite, de fascistes tous ceux qui ne pensent pas comme cette Coalition du 8 Mai, voire comme vous, qui la soutenez.

Autre point, je serais curieux de savoir si, dans le cadre du programme scolaire et du référentiel du cours d'histoire adopté par la Fédération Wallonie-Bruxelles, cette Coalition du 8 Mai est bien autorisée à réaliser ses actions.

Pour conclure, que vous souhaitiez en tant que partis politiques adhérer à cette coalition, c'est une chose. Que vous engagiez la commune qui n'est pas censée avoir de couleur politique, et que vous permettiez ainsi à cette Coalition très marquée politiquement de former notre jeunesse, s'en est une autre. Et la sagesse voudrait que vous ne franchissiez pas ce pas.

Texte de l'amendement proposé :

Le Conseil communal

Vu les engagements européens et internationaux pris par la Belgique pour le respect des droits fondamentaux des personnes et en particulier des plus vulnérables : Déclaration universelle des droits humains, Convention européenne de sauvegarde des droits humains, Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

Vu la Loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ;

Vu la Loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ;

Vu la Loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ;

Considérant que la montée des extrémismes, radicalismes violents dans le monde, en Europe ainsi qu'en Belgique est un fait que nous ne pouvons nier tout comme la remise en cause par ceux-ci des libertés, mesures de tolérance et approches scientifiques ;

Considérant qu'historiquement l'agissement et les politiques des mouvements d'extrême droite, extrême gauche, intégristes religieux ou autres extrémistes et leur politique a entraîné des conséquences catastrophiques sur la vie de millions de personnes et qu'il est urgent et indispensable d'empêcher toute tentative de restructuration et de développement des extrémistes ;

Considérant le dévoiement de la démocratie par différents mouvements extrémistes et populistes ;

Considérant la diversité de la population forestoise, ainsi que les nombreuses minorités visibles ou invisibles qui la composent ;

Considérant la richesse qu'apporte la diversité de culture, d'opinion politique, de toute autre orientation sexuelle ou mode de vie ;

Considérant les bénéfices considérables qu'ont apporté à l'humanité l'analyse objective des faits ainsi que les méthodes scientifiques basées sur l'expérience, la raison et l'analyse rationnelle ;

Considérant que Forest est et doit rester une commune où le vivre ensemble est une réalité. Une commune où le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie et le fascisme n'ont pas leur place. Une

commune où chacun amène sa pierre à l'édifice, quel que soit sa couleur de peau, son origine, son genre ou sa religion ;

Considérant les bénéfices qu'apportent à tous l'accès non censuré aux livres, la culture ou autres supports d'opinion ou d'analyse tant scientifique, philosophique que politique ainsi que la richesse que le débat démocratique et l'éducation aux médias apporte à l'esprit critique chez les jeunes et moins jeunes ;

Considérant que les idéologies extrémistes se nourrissent souvent de la désinformation et du rejet de la rationalité, et rappelant l'importance essentielle des méthodes scientifiques fondées sur l'expérience, la raison critique et l'analyse rigoureuse des faits pour préserver une démocratie saine et lutter efficacement contre ces dérives ;

Considérant que de nombreuses initiatives sur le devoir de mémoire vis-à-vis des crimes nazis ont vues le jour dans le passé à Forest, comme récemment l'inauguration de trois nouveaux Pavés de Mémoire ;

Considérant que toutes les formes d'extrémisme, quelle que soit leur origine, représentent une menace pour la démocratie, les libertés fondamentales et la cohésion sociale, et doivent être combattues par des moyens légaux, éducatifs et préventifs ;

Décide

Article 1 : de consacrer Forest commune antiraciste, antifasciste et anti-extrémistes ;

Article 2 : de réaffirmer avec force que Forest est le premier maillon de la défense et de la promotion de la démocratie ;

Article 3 : d'empêcher par tous les moyens légaux la diffusion de propos incitant à la haine, au racisme, à l'antisémitisme, au sexisme, à la discrimination relative à l'orientation religieuse, sexuelle ou de genre, à l'origine sociale, des propos ouvertement xénophobes, sur le territoire de Forest ;

Article 4 : de lutter activement, dans le respect du cadre légal et constitutionnel, contre la diffusion de tels propos, en favorisant des actions de sensibilisation et de responsabilisation des citoyens ;

Article 5 : de protéger par tous les moyens légaux l'accès non censuré aux livres, la culture et média ne violant pas l'article 3 ainsi qu'à l'enseignement et aux sciences basées sur l'analyse des faits ;

Article 6 : de veiller à ce que toute prise de parole publique respecte les principes démocratiques et les valeurs de tolérance, tout en refusant activement toute légitimation des discours haineux et discriminatoires ;

Article 7 : d'appliquer par conséquent, sans pour autant remettre en cause le principe de liberté d'expression en toute communication, le principe du « cordon sanitaire médiatique », en ne donnant pas la parole ou un quelconque espace d'expression médiatique aux extrêmes, à leur propos ou à leurs représentants ;

Article 8 : d'engager les services compétents à prendre en considération tous les signaux d'incitation à la haine, au racisme, à l'antisémitisme, au sexisme, aux discriminations liées à l'orientation sexuelle, religieuse, au genre, à l'origine sociale, ouvertement fascistes et xénophobes , de remise en cause du libre accès aux livres ou tout autre média ainsi qu'à la science et l'enseignement et engager, tout en respectant le cadre juridique national, régional et communal, toute procédure administrative et judiciaire possible pour empêcher la diffusion de ces propos sur le territoire de Forest ;

Article 9 : de signaler par ailleurs systématiquement aux autorités compétentes tout discours incitant à la haine et toute manifestation d'extrémisme, en garantissant un suivi efficace et une coopération renforcée entre les services communaux, la police et la justice ;

Article 10 : de soutenir et de promouvoir les initiatives dans le cadre du devoir de mémoire de la

résistance face au nazisme, au fascisme et à tous les extrémismes, notamment à destination des jeunes, en organisant des événements commémoratifs chaque 8 mai ; la reconnaissance officielle de cette date pourrait être renforcée par une journée nationale de sensibilisation, avec un engagement des écoles et des institutions publiques ;

Article 11 : d'impliquer la jeunesse en la sensibilisant aux dangers des extrémismes en général, à l'histoire des migrations, du développement de la pensée critique et des différentes libertés garanties par la Constitution afin de promouvoir le vivre ensemble et l'épanouissement de tous ;

Article 12 : d'insister auprès des autorités formatives sur le caractère essentiel – dans la formation des travailleurs et travailleuses de la fonction publique – d'exercer en toutes circonstances ces fonctions de manière juste, égalitaire et respectueuse de la neutralité de la fonction publique, vis-à-vis de toutes les citoyennes et citoyens, sans discrimination d'origine, de genre, de classe, ... Les raccourcis extrémistes, la remise en cause des libertés, toute forme de discrimination ou d'idéologie contraire aux valeurs démocratiques n'ont pas leur place dans notre société et encore moins au sein des services publics. Il est essentiel d'assurer une formation continue des agents communaux pour renforcer la compréhension des valeurs démocratiques et prévenir les dérives idéologiques. »

Réplique de Monsieur Martin :

Merci pour vos remarques On a bien reçu votre amendement et vous en remercions. A la lecture de celui-ci, et je m'exprime au nom des groupes de la majorité, nous tenons à exprimer un certain étonnement et même une forme de préoccupation. Selon nous le contenu de votre amendement déplace sensiblement le cœur de notre motion qui visait clairement l'engagement de Forest contre le fascisme et les idées d'extrême droite. Nous sommes aujourd'hui confronté en Belgique, comme ailleurs en Europe, à une progression inquiétante des discours et des mouvements d'extrême droite. Il nous paraît essentiel de nommer clairement cette réalité sans détour. Substituer à cela une terminologie plus vague de radicalisme ou extrémisme violent de manière générale nous semble diluer le message initial et brouiller la portée symbolique et politique de notre engagement. Certaines formulations dans l'amendement semblent également entretenir une forme d'amalgames entre différents types d'engagements et de contestations, ce qui risque de détourner le débat de son objet principal. La lutte contre l'extrême droite, la lutte contre toutes les formes de haine, de racisme, d'antisémitisme, de sexisme et de xénophobie, est essentielle. C'est pourquoi, tout en reconnaissant que certaines propositions pourraient nourrir un débat ultérieur, notre majorité désire notre texte dans l'état. Il est clair, engagé et cohérent avec les valeurs que nous défendons dans cette assemblée. Nous avons aujourd'hui l'occasion d'envoyer un signal fort, sans équivoque, en affirmant que Forest est une commune antifasciste pleinement engagée dans la lutte contre toutes les formes d'exclusion.

Réplique de Mr LOEWENSTEIN :

L'extrême-droite est un danger et il n'est aucunement minimisé. Il n'a jamais été de notre intention de l'édulcorer. Il ne faut pas non plus nier les autres dangers qui sont divers et qui viennent de divers endroits. C'est important de le dénoncer aussi. C'est ça le message qu'on veut faire passer aussi.

Un autre élément, j'ai posé une question par rapport à l'opérateur extérieur qui viendrait suppléer les cours d'histoire, je ne sais pas comment on le prévoit. Ce serait intéressant de savoir si c'est quelque chose qui est autorisé au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Réplique de Mr Martin.

Selon nous, ça ne doit pas spécialement être un opérateur extérieur. C'est une déclaration de principe, c'est plutôt prendre des initiatives, comme ça a d'ailleurs été fait avec les pavés de mémoire,.. C'est assez large.

Intervention de Mr PEYCKER

Je me demandais s'il n'y avait pas tout de même moyen de s'entendre. La motion du 8 mai est arrivée le vendredi précédent le conseil, comme la DPC. On a envoyé des amendements, je peux entendre que ces amendements doivent être travaillés, on peut le faire ensemble, on a déjà

rendu et signé des motions communes. C'est un vrai crève-cœur, je n'ai pas envie de voter contre ou de m'abstenir par rapport à ce sujet mais là, vous m'y forcez parce que vous ne prenez pas en compte nos amendements et que vous ne voulez même pas les travailler ou les discuter avec nous. Vous avez une position dogmatique et vous avez décidé qu'elle devait passer donc elle passera.

Réplique de Mr LOEWENSTEIN :

Je regrette que cette motion n'ait pas été, comme on a pour habitude de le faire, proposée à la discussion entre chefs de groupe comme on le fait habituellement.

On a reçu votre texte vendredi, nous vous avons envoyé notre amendement lundi, nous aurions vraiment voulu arriver à quelque chose de commun.

Vouloir voter à tout prix aujourd'hui, c'est passer en force sur un sujet aussi importante sur lequel il eut été préférable de recueillir une unanimité. Vous avez exprimé la prétention de vouloir défendre une commune qui rassemble, par votre attitude vous divisez. Il n'est pas trop tard pour mettre la motion sur pause et dialoguer, pour trouver le chemin d'un consensus.

Intervention de Mme DE LAVELEYE :

S'il y avait une vraie volonté de collaborer dans votre chef, et je l'entends et en prends acte, le type d'amendements que vous avez déposés n'était pas vraiment un appel au dialogue. Peut-être qu'il a été maladroit de la part de la majorité de l'envoyer un peu tard, vous auriez pu nous envoyer un signe en disant « vous envoyez le texte très tard, on a envie de collaborer, est-ce que vous pouvez le postposer ? » Là, ce n'est pas le geste que vous faites. Vous venez avec un amendement qui est, pour certains aspects, très pernicieux (ce n'est pas le bon terme) et ça n'ouvre pas réellement au dialogue. Peut-être aurions-nous dû vous laisser plus de temps mais je trouve que la manière dont vous rédigez la nouvelle motion ne laisse pas vraiment la place au dialogue sur ce texte.

Intervention de Mr PIERRE-DE PERMENTIER :

Je pense qu'on s'emmêle les pinceaux et que l'heure tardive n'aide pas. On peut être de bon compte, par le passé, sous la législature précédente, vous êtes parfois aussi arrivés avec une motion issue de l'opposition, que vous avez réécrite à votre sauce en disant « voilà, elle sera votée telle quelle avec votre nom au-dessus. » Je trouve donc que, de venir parler de la méthode qu'on doit suivre pour faire des motions, est un petit peu gros. Le cœur du message ici c'est que je pense que sur le cœur du message, on se rejoint tous. Il y a peut-être des nuances à apporter. Maintenant, si vous nous dites, et c'est un message que je peux entendre « sorry mais le 8 mai c'est demain et on votera ce texte avec ou sans vous », alors on arrête de discuter, on vote et c'est fini. Si maintenant vous voulez faire preuve d'un peu d'intelligence collective et qu'on sorte grandi d'ici, je pense que vous avez tous entendu qu'on est ouverts à ça, on reporte d'un mois, on discute et on arrive à un texte commun.

Réplique de Mr MARTIN

Je suis attaché à la date du 8 mai. J'estime que c'est important de marquer le coup. Il y a des idées intéressantes dans votre amendements, elles peuvent être discutées et proposées plus tard.

Je suis partisan de voter ce texte en l'état parce que, il faut être honnête aussi, il y a un piège politique dans ce que vous proposez. Vous voulez mettre le communisme dans ce point, vous le savez très bien. Qu'est-ce que vous entendez par les radicalismes que vous voulez dénoncer et qui ne viennent pas de l'extrême droite ?

Réplique de Mr LOEWENSTEIN

Est-ce que le radicalisme religieux est un tabou ? Ca a bien avoir avec la lutte antiraciste et antifasciste. Vous voyez les choses avec des œillères, pour vous le seul danger, c'est l'extrême droite.

Réplique de Mme GOLDBERG :

Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde et je pense qu'ici on nomme très mal les choses. Quand on parle de danger pour notre démocratie on ne doit pas avoir d'œillères. Nos démocraties sont mises en danger dans beaucoup d'endroit et ce n'est pas par le prisme étroit de l'extrême droite que nos démocraties sont uniquement menacées. Je pense qu'il faut une vue beaucoup plus large et un point de vue qui permette d'embrasser la totalité de ce que vous voulez défendre, c'est-à-dire nos démocratie, la lutte contre tout ce qui es extrême. Et tout ce qui est extrême est autant à gauche qu'à droite. On le voit notamment en France avec le parti LFI. Je pense que la manière d'avoir amené ce débat et le fait qu'il se déroule à plus d'une heure du matin est tout sauf serein.

Intervention de Mme EL YOUSFI

L'heure est indépendante de notre volonté, l'ordre du jour de ce conseil était chargé. Il faut donc trancher, soit on reporte, soit on vote ce texte en l'état.

Réplique de Mr MARTIN

Nous sommes partisans de maintenir le texte en l'état et de l'amener au vote. Mais on n'est pas du tout opposé à ce qu'il y ait d'autres motions proposées à ce sujet dans l'avenir.

Là c'est le 8 mai et le 8 mai, c'est l'extrême droite.

Réplique de Mr LOEWENSTEIN

Donc vous êtes prêts à voter notre amendement le mois prochain ?

Réplique de Mr MARTIN

Non parce que, comme dit dans la réplique de la majorité, pour nous des concepts tels que « radicalismes en général » sont flous. Pour vous le communisme est-il du radicalisme ?

Réplique de Mr LOEWENSTEIN

Non, ça rentre dans l'extrémisme de gauche

Réplique de Mr MARTIN :

Voilà , et vous le dénoncez aussi dans votre proposition d'amendement et donc, on change de sujet, on n'est pas sur le 8 mai.

Intervention de Mr PEYCKER :

Avançons le prochain conseil au 7 mai comme ça on, peut retravailler la motion et la signer avant le 8. On a envoyé nos amendements, ils sont peut-être mal rédigés et je peux l'entendre mais travaillons les ensemble alors.

Intervention de Mr BERGMAN :

Juste une observation, j'ai quand même l'impression qu'ici, le problème n'est pas forcément de reporter le texte mais de le voter avant le 8 mai. Je tiens à dire qu'il y a un 8 mai tous les ans, on peut aussi faire un conseil communal extraordinaire si tel est la volonté mais c'est quand même une décision qui va engager la commune jusqu'à ce que cette décision soit annulée d'une manière ou d'une autre et qui ira donc bien au-delà de la date du 8 mai 2025. Là, on est en train d'avoir un débat sur le fascisme, le nazisme, le communisme, tout ça pour que ce soit voté avant le 8 mai. Est-ce que c'est une raison qui est acceptable ?

Réplique de Mr MARTIN :

Il n'y a pas que l'argument du 8 mai, sinon ce serait trop simple. Je pense que dans les amendements que vous nous proposez, vous nous tendez un piège politique et vous le voyez très bien, ne soyez pas naïfs.

Intervention de Mr CLAISE :

C'est un débat fondamental et nous ne sommes pas loin de nous retrouver. Il faut bien entendu se méfier des mots et de temps en temps de la défense des valeurs. Il est absolument sûr que la lutte contre le fascisme et les radicalismes sont des choses absolument fondamentales et qui touchent directement à notre société. Je voudrais, pour mon édification personnelle, vous poser une question, Mr Martin : qu'en penseriez-vous si il y avait maintenant une manifestation pro Poutine à Forest ? J'ai entendu votre définition du fascisme avec l'homophobie, le racisme, la censure, ... S'il y a bien un exemple d'homme politique fasciste dans le monde pour moi, et ce qui correspond à votre définition, c'est Poutine. Est-ce que nous en arriverions à considérer que nous serions une commune antifasciste qui pousserions à interdire une manifestation pro Poutine alors que c'est un pays avec lequel, en principe, nous ne sommes pas encore en guerre.

Réplique de Mr MARTIN :

Ca me paraît évident. Je tiens cependant à préciser que ce n'est pas agréable de se faire traiter de salopard par quelqu'un de l'opposition. Ce n'est pas très serein et je le prends mal.

Réplique de Mr LOEWENSTEIN

J'ai entendu Gilles dire que ce n'est pas que la question du 8 mai, et que finalement on pourrait passer au-dessus de cette question du 8 mai mais que c'est ce qu'il y a dans notre amendement qui pourrait éventuellement être un piège politique. Si vous êtes prêts à discuter, on discute de tout, de la motion dans son ensemble et on l'amende de la manière qui convient à tout le monde. C'est ça l'essentiel finalement. C'est quoi le meilleur message du conseil communal de Forest ? C'est dire que vous avez voté une motion majorité contre opposition en clivant les positions ? Ou c'est de nous réunir sur quelque chose qui nous rassemble ?

Réplique de Mr PIERRE-DE PERMENTIER :

Je pense que les consciences sont un peu trop agitées que pour avoir un débat serein. Je pense qu'aujourd'hui, le débat a été très loin, on est tous des êtres humains, je pense que certains propos qui ont été tenus ne devraient pas avoir lieu dans le cadre de notre conseil communal. Si ça en vient à prendre des proportions pareilles dans une enceinte démocratique, c'est que le débat n'est pas mûr. Donc je pense que s'il y a cette ouverture de votre côté, tout le monde peut travailler en bonne intelligence pour faire un texte qui rassemble, plutôt qu'un texte qui divise.

Intervention de Mme EL YOUSFI

Je rappelle, parce que ce n'est pas la première fois, que le conseil communal est un lieu où il faut avoir du respect les uns vis-à-vis des autres.

Je souhaite, et les membres du collège également, ne plus avoir à revivre ce type de situation. Je pense qu'à partir du moment où il n'y a plus de respect, il n'y a plus de dialogue possible.

Là où on en est il n'y a que deux solutions. Soit le texte est voté tel quel soit il y a une possibilité de travail ce que je n'entends pas.

Intervention de Mr PEYCKER

Je souhaite apporter une information complémentaire. La majorité m'a déjà appelé pour reporter une motion, ce que j'ai accepté en me disant qu'il y avait sûrement des choses à lire, à entendre et à écouter pour faire en sorte que cette motion soit votée par l'ensemble des partis.

Réplique de Mr MARTIN :

Stéphane, tu as accepté de modifier ta motion parce que tu étais d'accord avec ce qui était proposé.

Dans ce cas-ci, en tant que chef de groupe de la majorité, je trouve que les amendements proposés ne sont pas satisfaisants.

Interruption de séance

Intervention de Mr MARTIN :

Après rencontre avec les différents chefs de groupe, nous avons décidé de maintenir au vote la motion. Nous resterons à l'écoute lors des prochains conseils, sur d'autres motions. Mais aujourd'hui, nous sommes très attachés à ce que cette motion soit votée en l'état.

Intervention de Mr PEYCKER :

Les engagés s'abstiennent et précisent que c'est par manque de temps. Mais l'envie est réelle d'arriver à une motion qu'on pourra tous signer. Je peux entendre et comprendre que les amendements reçus ne conviennent pas, nous sommes prêts, de notre côté, à les retravailler.

Intervention de Mr PIERRE-DE PERMENTIER :

Nous nous abstenons et précisons que la manière de faire peut être améliorée. Nous précisons que nous n'avons pas eu de réponse à notre question concernant le référentiel scolaire. On ne vote pas sur du vent.

Intervention de Mme GOLDBERG :

Nous nous abstenons et le regrettons, nous regrettons qu'il n'y ait pas pu avoir de dialogue autour du texte de cette motion, ce n'est pas comme ça que nous fonctionnons d'habitude.

Intervention de Mr POTELLE

Je vote contre car je trouve que les propos repris sur le site de la coalition du 8 mai sont tout sauf neutres et ne font par exemple pas mention du pacte germano-soviétique, ce qui me pose problème.

Intervention de Mme EL YOUSFI :

Je fais un rappel du règlement du conseil concernant le timing et, avec la secrétaire communale, on vous enverra cela par écrit, surtout pour les nouveaux. Vous l'avez vu, je mets mon chronomètre pour toutes les interventions, qu'elles soient des conseillers ou des membres du collège.

Tussenkomst van de heer MARTIN

Onze wens, als meerderheid, om deze motie in te dienen die Vorst tot antifascistische gemeente wil uitroepen, is gebaseerd op de datum van 8 mei, die voor ons om meer dan één reden belangrijk is. Ten eerste omdat 8 mei 1945 een belangrijke datum is in de geschiedenis van ons land, met de overwinning op de nazi's, maar ook omdat deze datum een nieuwe impuls en dynamiek heeft gegeven aan het sociaal leven in ons land: na deze datum werd er immers veel sociale vooruitgang geboekt, zoals de sociale zekerheid en het stemrecht voor vrouwen in 1948.

Deze 80e verjaardag leek me een belangrijk en symbolisch moment om de antifascistische strijd en de democratische en sociale rechten te versterken.

Het tweede punt dat mij belangrijk lijkt, is de verontrustende context van de huidige fascisering en opkomst van extreemrechts overal ter wereld, in Europa en ook in ons land, en niet alleen in Vlaanderen.

De motie zelf bevat principeverklaringen, zoals dat Vorst een gemeente moet blijven waar samenleven een realiteit is, een gemeente waar racisme, antisemitisme, xenofobie en fascisme geen plaats hebben.

Ze stelt ook concrete acties voor en dat is de kracht ervan. Bijvoorbeeld door in alle omstandigheden een mediastilte op te leggen aan extreemrechts, door initiatieven te nemen en vorming te organiseren voor scholen, door initiatieven te promoten in het kader van de herdenkingsplicht, door zich op gemeentelijk niveau te engageren om zich te verzetten tegen alle soorten extreemrechtse evenementen, ...

Samen met de meerderheid stellen wij u dan ook deze motie voor. Dit is iets wat ons na aan het hart ligt en wat voor ons erg belangrijk is.

Tussenkomst van mevrouw DE RIDDER

Europa werd in de loop van de twintigste eeuw geteisterd door een reeks fascistische regimes: Mussolini, Horthy, Franco, Salazar, de Griekse kolonels.

Wij zijn met 37 leden in deze gemeenteraad en we hebben nog nooit het geluid van laarzen gehoord en dachten dat dit sinistere geluid definitief tot het verleden behoorde. En toch is de bruine pest terug: overal in Europa en de wereld duiken neofascistische bewegingen op. In alle uithoeken van ons continent en de planeet is de democratie in gevaar.

Hoor je dat muziekje dat steeds luider wordt? Het is geen serenade, het is het oorverdovende geluid van de alarmbel. Extreemrechts heeft zich een respectabel jasje aangemeten, maar heeft nog steeds hetzelfde gezicht. Er is geen staatsgreep nodig. Op een dag worden we wakker in een dictatuur na een langdurig, sluipend maar legaal proces, gebaseerd op leugens.

Onder opiniemakers winnen reactionaire ideeën terrein. Het Overton-venster, een instrument om de aanvaardbaarheid van gedachtegoed te meten, is op huiveringwekkende wijze verbreed. Extreemrechts dringt zijn woorden en thema's op in het publieke debat. De fantasie van de grote vervanging, masculinisme, homofobie, jacht op armen, haat tegen de media.

Moeten we nog herhalen wat fascisme is? Een extreemrechtse, autoritaire, ultranationalistische, militaristische, racistische, machistische, antidemocratische ideologie die mensen hiërarchiseert op basis van afkomst/nationaliteit/religie/gender en een voortdurende oorlog voert tegen een zogenaamde interne vijand (immigranten, organisaties die opkomen voor minderheden, democraten).

Wanneer we bepaalde Belgische politici stigmatiserende en discriminerende uitspraken horen doen, wanneer België gerechtelijke beslissingen niet respecteert, wanneer Arizona het internationaal recht met voeten treedt door zijn niet-opvangbeleid te versterken en huiszoekingen opnieuw in te voeren ... ja, dan lopen ons koude rillingen over de rug. Het fascisme heeft mooie dagen voor de boeg, ook in België :-/.

Wij, Ecolo-Groen van Vorst, ondertekenen met zeven handen en namens al onze militanten en sympathisanten deze motie “antifascistische gemeente”.

Het is onze plicht als verkozenen om onze democratie te versterken, fake news te bestrijden, haat te weigeren, een hechte samenleving te vormen, de meest kwetsbaren, kunstenaars, journalisten en vrouwen te beschermen, en ons te verzetten tegen obscurantisme!

Dit is geen hersenspinsel of denkbeeld, maar een zorgvuldig onderbouwd feit: dank aan Arnaud Ruysen, Salomé Saké, Clément Viktorovitch, Hannah Arendt, Jean-Paul Sartre en Ugo Palheta.

Tussenkomst van mevrouw BAMBA

Ik neem vandaag het woord

als zwarte vrouw,

als erfgename van een geschiedenis,

een geschiedenis van verzet en strijd,

een geschiedenis van mijn voorouders,

in het bijzonder van mijn grootvader.

Mijn grootvader heeft tegen het nazisme gevochten.

Hij maakte deel uit van de Malinese, Senegalese, maar ook Congolese tirailleurs. Deze mannen

wier offers lange tijd uit de officiële geschiedenis werden gewist.

Vandaag draag ik deze geschiedenis met trots.

Deze geschiedenis van degenen die levens hebben gered, die met hun bloed hebben betaald voor vrijheid, waardigheid en gerechtigheid.

Ik ben hier om hun stem te laten horen.

Om te zeggen dat ze niet mogen worden vergeten.

Deze motie is geen formaliteit. Het is een engagement.

Een engagement dat past in een strijd die mijn voorouders hebben gevoerd.

Een engagement dat zegt: racisme, fascisme en intolerantie horen bij ons niet thuis.

Het speelt zich hier en nu af. In onze steden. In onze wijken. In ons dagelijks leven.

Antisemitische, racistische en xenofobe daden nemen in het Brussels Gewest zorgwekkend toe.

Volgens de statistieken van het Centrum voor Gelijke Kansen en Racismebestrijding zijn racistische incidenten in België de afgelopen jaren sterk toegenomen.

Hoewel de exacte gegevens voor 2024 nog niet beschikbaar zijn, zijn de trends tussen 2022 en 2023 zorgwekkend. In 2022 zijn racistische incidenten in Brussel met 15% gestegen ten opzichte van het voorgaande jaar, en antisemitische incidenten zijn volgens rapporten van diversiteit.be en het Centrum voor Gelijke Kansen en Racismebestrijding met 30% toegenomen (bron).

Deze cijfers zijn alarmerend. Ze getuigen van een toename van haatideologieën die de essentie van onze menselijkheid aantasten. Deze toename van intolerantie en angst voor de ander wordt gevoed door haatzaaiende taal die zich verspreidt in bepaalde politieke kringen, maar jammer genoeg ook in bepaalde media.

Vandaag verdedigen we met deze motie de vrijheid van iedereen.

Een vrijheid waarin iedereen zich veilig kan voelen, zonder bang te hoeven zijn voor geweld uit haat.

Omdat woorden gewicht hebben.

Verhalen geven vorm aan onze instellingen.

Ze kunnen geweld aanwakken ... of gerechtigheid bewerkstelligen.

Met deze motie zeggen we: nooit meer fascisme.

Niet met wapens.

Niet via de stembus.

Niet door te zwijgen.

We weigeren medeplichtig te zijn.

We weigeren weggeveegd te worden. Omdat deze stad ook van ons is.

Omdat deze stad de geschiedenis van ons volk draagt.

En antifascisme is geen slogan.

Het is een dagelijks engagement.

Het is onze plicht ten aanzien van degenen die ons zijn voorgegaan

en degenen die na ons zullen komen.

Dus ja. Ik steun deze motie volkomen. En ik vraag jullie om hetzelfde te doen. Niet alleen vandaag, maar elke dag. In onze keuzes, onze beslissingen, onze acties.

Dank u.

Tussenkomst van de heer DAGRIN

Bertolt Brecht waarschuwde ons en zei: "De buik is nog steeds vruchtbaar, waaruit het monster zal voortkomen". Toch is er maar weinig nodig om te voorkomen dat het opnieuw verschijnt.

Deze uitspraak dateert uit de periode na de Tweede Wereldoorlog en de vernietiging van fascistisch Duitsland door de geallieerden. Als democraten moeten we alle beschikbare middelen inzetten in de strijd tegen extreemrechts, dat nooit heeft opgehouden de geesten te vergifigen. Met deze mentaliteit steunen wij de motie die onze gemeente, net als vele andere, oproept om een antifascistische gemeente te worden, zoals de Coalitie 8 mei voorstelt.

Sommigen willen een mix maken tussen fascist en radicaal-linkse bewegingen. Dat slaat nergens op. De radicale linkse beweging stond vooraan in de strijd tegen het fascisme in Duitsland, Italië, Spanje, Portugal, Chili en overal waar het monster opnieuw de kop opstak. Het zijn de democraten, inclusief de communisten, die de strijd hebben gewonnen. De nazi's vernietigden boeken en schilderijen die zij als ontaarde en joods-bolsjewistische kunst beschouwden. Ook het verzet ter plaatse bestond uit talrijke democraten, waaronder veel communisten. Een tweede bekende citaat van Bertolt Brecht illustreert goed de noodzaak om een front te vormen tegen het fascisme: "Toen ze de communisten kwamen halen, heb ik niets gezegd. Ik was geen communist. Toen ze de syndicalisten kwamen halen, heb ik niets gezegd. Ik was geen syndicalist. Toen ze de joden kwamen halen, heb ik niets gezegd. Ik was geen jood. Toen ze de katholieken kwamen halen, heb ik niets gezegd. Ik was geen katholiek. En toen kwamen ze mij halen. En er was niemand meer over om te protesteren". Ja, ons protest tegen het fascisme mag niet stoppen, en dat in een front waarin alle democratische stromingen verenigd zijn. Ons verdelen in de strijd tegen het fascisme zou een vergissing zijn, het zou ons verzwakken tegenover de heropleving van het monster.

Laten we van 8 mei een herdenkingsdag maken voor alle slachtoffers van het fascisme. Maar laten we van 8 mei ook een dag maken waarop we de overwinning op het fascisme van gisteren, vandaag en morgen herdenken.

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN

Voordat ik ons amendement bespreek, wil ik erop wijzen dat als de meerderheid echt unanimiteit over dit onderwerp wou, ze de moeite hadden genomen om de motie aan de fractieleiders van de oppositie voor te leggen om tot een gezamenlijke tekst te komen. Dat is niet gebeurd en na het lezen van de motie begrijp ik waarom, nadat ik me heb verdiept in de Coalitie van 8 mei.

Over de geschiedenis van 8 mei en wat deze dag voor de samenleving heeft betekend, zijn we het eens. Ook over de toename van racistische en antisemitische daden zijn we het eens. We moeten echter vaststellen dat deze uitingen van haat niet allemaal afkomstig zijn van extreemrechts.

Dat is de reden waarom de fracties MR+DéFI en Les Engagés een algemeen amendement hebben voorgesteld op de motie die door de meerderheid is ingediend. Dit amendement, dat jullie allemaal ontvangen hebben en hopelijk aandachtig gelezen hebben, en dat integraal zal worden gepubliceerd in het verslag van onze vergadering, heeft in de eerste plaats tot doel eraan te herinneren dat, hoewel extreemrechts een gevaar vormt (en een groot deel van mijn familie er het slachtoffer van is geweest) en een bedreiging vormt voor onze democratie, we als democraten onze ogen niet mogen sluiten voor andere gevaren die uitgaan van extreemlinks en religieus radicalisme.

We kunnen niet naar de wereld kijken en haar kwalen willen genezen met oogkleppen op. Om de wereld van haar kwalen te genezen, moeten we de juiste diagnose stellen om haar de beste zorg en remedies te kunnen bieden.

Met dit amendement willen we dat onze gemeente niet alleen antifascistisch is, maar ook antiracistisch en anti-extremistisch, dat ze met dezelfde kracht strijdt tegen alle vormen van extremisme, radicalisme en obscurantisme.

Bovendien interpelleert de manier waarop de Coalitie van 8 mei extreemrechts benadert en aan de kaak stelt, ons. Ik sta niet bekend als een fervent bewonderaar van de Arizona-coalitie, maar kan de gevaarlijke verschuiving van deze Coalitie van 8 mei ten opzichte van extreemrechts niet accepteren. Als bewijs: de afbeelding die deze coalitie aan de werknemers voorlegt, met het opschrift (vertaling):

"Laat je niet misleiden door extreemrechts. Extreemrechts stemt tegen de belangen van de werknemers en is tegen de vakbonden:

- Ze stemmen tegen belastingen op grote vermogens.**
- Ze verzetten zich tegen maatregelen ter bestrijding van belastingfraude.**
- Ze steunen de bevriezing van de lonen."**

In deze mededeling richt de Coalitie van 8 mei zich niet specifiek op Vlaams Belang of N-VA. Ze richt zich op alle partners van de federale regering, nl. N-VA, MR, CD&V, Les Engagés, maar ook uw kameraden van Vooruit.

Door dergelijke boodschappen te verdedigen en aan te moedigen, wordt uiteindelijk extreemrechts gebanaliseerd en worden al wie niet denkt zoals deze Coalitie van 8 mei, of zelfs zoals u, haar steunt, bestempeld als rechtsextremist en fascist.

Een ander punt: ik zou graag weten of deze Coalitie van 8 mei haar acties wel mag uitvoeren in het kader van het leerplan en het referentiekader voor de geschiedenisles uitgevaardigd door de Federatie Wallonië-Brussel.

Tot slot: dat u als politieke partijen tot deze coalitie wilt toetreden, is één ding. Dat u de gemeente, die geen politieke kleur zou mogen hebben, engageert en zo deze coalitie met uitgesproken politieke kleur toestaat onze jeugd te vormen, is iets heel anders. Het zou verstandig zijn als u deze stap niet zou zetten.

Tekst van het voorgestelde amendement:

De Gemeenteraad

Gelet op de Europese en internationale verbintenissen die België is aangegaan om de grondrechten van personen te eerbiedigen en in het bijzonder van de meest kwetsbaren: Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens, Handvest van de grondrechten van de Europese Unie;

Gelet op de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden;

Gelet op de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

Gelet op de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide door het Duitse nationaal-socialistische regime tijdens de Tweede Wereldoorlog;

Overwegende dat de opmars van extremisme en gewelddadig radicalisme in de wereld, in Europa en in België een feit is dat we niet kunnen ontkennen, en dat hierdoor de vrijheden, tolerantie en wetenschappelijke benaderingen worden ondermijnd;

Overwegende dat historisch gezien de acties en het beleid van extreemrechtse, extreemlinkse, religieus fundamentalistische of andere extremistische bewegingen catastrofale gevolgen hebben gehad voor het leven van miljoenen mensen en dat het dringend en essentieel is om elke poging tot herstructurering en ontwikkeling van extremisten te voorkomen;

Overwegende het misbruik van democratie door verschillende extremistische en populistische bewegingen;

Overwegende de diversiteit van de bevolking van Vorst en de vele zichtbare en onzichtbare minderheden die er deel van uitmaken;

Overwegende de rijkdom die voortkomt uit de verscheidenheid van cultuur, politieke overtuiging, seksuele geaardheid of levensstijl;

Overwegende de aanzienlijke voordelen voor de mensheid van de objectieve analyse van feiten en de op ervaring, rede en rationele analyse gebaseerde wetenschappelijke methoden;

Overwegende dat Vorst een gemeente is en moet blijven waar samenleven een realiteit is. Een gemeente waar geen plaats is voor racisme, antisemitisme, xenofobie en fascisme. Een gemeente waar iedereen zijn steentje bijdraagt, ongeacht huidskleur, afkomst, geslacht of godsdienst;

Overwegende de voordelen voor iedereen van ongecensureerde toegang tot boeken, cultuur en andere media voor wetenschappelijke, filosofische en politieke opinievorming en analyse, en dat democratisch debat en mediageletterdheid het kritisch denken van jong en oud verrijken;

Overwegende dat extremistische ideologieën vaak gevoed worden door verkeerde informatie en het afwijzen van rationaliteit, en eraan herinnerend dat wetenschappelijke methoden op basis van ervaring, kritisch denken en rigoureuze feitenanalyse essentieel zijn om een gezonde democratie te behouden en deze ontsporingen effectief te bestrijden;

Overwegende dat in Vorst in het verleden talrijke initiatieven zijn genomen om de nazimisdaden te herdenken, zoals recent nog de inhuldiging van drie nieuwe gedenkstenen;

Overwegende dat alle vormen van extremisme, ongeacht hun oorsprong, een bedreiging vormen voor de democratie, de fundamentele vrijheden en de sociale samenhang, en met juridische, educatieve en preventieve middelen moeten worden bestreden;

Beslist

Artikel 1: Vorst uit te roepen tot antiracistische, antifascistische en anti-extremistische gemeente;

Artikel 2: Met klem te bevestigen dat Vorst de eerste schakel is in de verdediging en de bevordering van de democratie;

Artikel 3: Met alle wettelijke middelen de verspreiding te verhinderen van uitlatingen die aanzetten tot haat, racisme, antisemitisme, seksisme, discriminatie op basis van godsdienst, seksuele geaardheid of geslacht, sociale afkomst en openlijk xenofobe uitlatingen, op het grondgebied van de gemeente Vorst;

Artikel 4: Met respect voor het wettelijke en institutionele kader actief te strijden tegen de verspreiding van dergelijke uitlatingen, door het bevorderen van acties rond sensibilisering en responsabilisering van de burgers;

Artikel 5: Met alle wettelijke middelen de ongecensureerde toegang te beschermen tot boeken, cultuur en media die artikel 3 niet schenden, evenals tot onderwijs en wetenschap gebaseerd op feitenanalyse;

Artikel 6: Ervoor te zorgen dat alle uitlatingen in het openbaar de democratische beginselen en de waarden van tolerantie respecteren, en tegelijkertijd elke legitimering van haatdragende taal en discriminatie actief afwijzen;

Artikel 7: Bijgevolg in alle communicatie het principe van het "cordon sanitaire in de media" toe te passen, zonder afbreuk te doen aan het beginsel van de vrijheid van meningsuiting, door extremen, hun uitlatingen of hun vertegenwoordigers niet het woord te geven of enige ruimte voor uitingen in de media te geven;

Artikel 8: De bevoegde diensten te verplichten rekening te houden met alle signalen van

aanzetting tot haat, racisme, antisemitisme, seksisme, discriminatie in verband met seksuele geaardheid, godsdienst, geslacht, sociale afkomst, die openlijk fascistisch en xenofob zijn, het ondermijnen van de vrije toegang tot boeken of andere media, alsmede tot wetenschap en onderwijs, en, met inachtneming van het nationale, gewestelijke en gemeentelijke wettelijke kader, alle mogelijke administratieve en gerechtelijke procedures in te leiden om de verspreiding van deze uitlatingen op het grondgebied van Vorst te verhinderen;

Artikel 9: Elke uitlating die aanzet tot haat en elke uiting van extremisme systematisch te melden aan de bevoegde autoriteiten, door te zorgen voor een doeltreffende follow-up en een versterkte samenwerking tussen de gemeentediensten, de politie en justitie;

Artikel 10: Initiatieven te ondersteunen en te bevorderen in het kader van de herdenking van het verzet tegen nazisme, fascisme en alle vormen van extremisme, met name voor jongeren, door elke 8 mei herdenkingsevenementen te organiseren; de officiële erkenning van deze datum zou kunnen worden versterkt door een nationale bewustmakingsdag, met een verbintenis van scholen en openbare instellingen;

Artikel 11: De jeugd te betrekken door hen bewust te maken van de gevaren van extremisme in het algemeen, van de migratiegeschiedenis, de ontwikkeling van kritisch denken en de verschillende vrijheden die door de Grondwet worden gewaarborgd om het samenleven en persoonlijke ontplooiing te bevorderen;

Artikel 12: De opleidingsautoriteiten te wijzen op het essentiële karakter – in de vorming van medewerkers van overheidsdiensten – van het onder alle omstandigheden op een eerlijke en egalitaire manier uitoefenen van deze functies met respect voor de neutraliteit van het openbaar ambt, ten opzichte van alle burgers, zonder discriminatie op grond van afkomst, geslacht, klasse, ... Voor extremistische uitpattingen of het ondermijnen van de vrijheden, elke vorm van discriminatie of ideologie die indruist tegen de democratische waarden is geen plaats in onze samenleving, en nog minder in de openbare diensten. Het is essentieel dat het gemeentepersoneel voortdurend wordt bijgeschoold om hun begrip van de democratische waarden te versterken en afwijkende ideologieën te vermijden.

Repliek van de heer MARTIN

Bedankt voor uw opmerkingen. We hebben uw amendement goed ontvangen en danken u ervoor. Na het lezen ervan – en ik spreek hier namens de meerderheidsfracties – willen we onze verbazing en zelfs enige bezorgdheid uitspreken. Volgens ons wijkt de inhoud van uw amendement aanzienlijk af van de kern van onze motie, die duidelijk gericht was op het engagement van Vorst tegen fascisme en extreemrechtse ideeën. Net als elders in Europa zien we in België een verontrustende toename van extreemrechtse discours en bewegingen. Het lijkt ons essentieel om deze realiteit duidelijk te benoemen. Door dit te vervangen door vagere terminologie als radicalisme of gewelddadig extremisme in het algemeen, lijkt de oorspronkelijke boodschap te worden afgezwakt en de symbolische en politieke reikwijdte van ons engagement te worden vervaagd. Bepaalde formuleringen in het amendement lijken ook een vorm van vermenging tussen verschillende soorten engagementen en protesten in stand te houden, waardoor het debat van zijn hoofdthema dreigt af te dwalen. De strijd tegen extreemrechts, de strijd tegen alle vormen van haat, racisme, antisemitisme, seksisme en xenofobie is essentieel. Daarom wil onze meerderheid, hoewel we erkennen dat sommige voorstellen aanleiding kunnen geven tot een verder debat, onze tekst in zijn huidige vorm behouden. Hij is duidelijk, geëngageerd en in overeenstemming met de waarden die we in deze assemblee behartigen. Vandaag hebben we de kans om een sterk en ondubbelzinnig signaal af te geven door te bekrachtigen dat Vorst een antifascistische gemeente is die zich volledig inzet voor de strijd tegen alle vormen van uitsluiting.

Repliek van de heer LOEWENSTEIN

Extreemrechts is een gevaar en dat wordt op geen enkele manier geminimaliseerd. Het is nooit onze bedoeling geweest om dat te verzachten. We mogen ook de andere gevaren niet negeren, die divers zijn en uit verschillende hoeken komen. Het is belangrijk om ook dat aan de kaak te stellen. Dat is ook de boodschap die we willen uitdragen.

Een ander punt: ik heb een vraag gesteld over de externe operator die de geschiedenislessen zou

komen aanvullen, ik weet niet hoe dat gepland is. Het zou interessant zijn om te weten of dit iets is wat toegestaan is op het niveau van de Federatie Wallonië-Brussel.

Replik van de heer MARTIN

Volgens ons hoeft het niet per se een externe operator te zijn. Het is een principeverklaring, het gaat eerder om het nemen van initiatieven, zoals dat ook is gebeurd met de struikelstenen ... Het is vrij breed.

Tussenkomst van de heer PEYCKER

Ik vraag me af of er toch geen manier is om tot overeenstemming te komen. De motie van 8 mei kwam op de vrijdag vóór de raad binnen, net als de algemene beleidsverklaring. We hebben amendementen ingediend en ik begrijp dat er deze amendementen moet worden bewerkt; we kunnen dat samen doen; we hebben al gezamenlijke moties ingediend en ondertekend. Het is vervelend: ik wil niet tegenstemmen of mij onthouden van stemming over dit onderwerp, maar u dwingt mij daartoe omdat u geen rekening houdt met onze amendementen en ze niet eens wil herwerken of met ons bespreken. U hebt een dogmatisch standpunt en u hebt besloten dat het erdoor moet en zal komen.

Replik van de heer LOEWENSTEIN

Ik betreur het dat deze motie niet, zoals gebruikelijk, ter bespreking is voorgelegd aan de fractievoorzitters.

We hebben uw tekst vrijdag ontvangen en u maandag ons amendement gestuurd. We hadden graag tot een gemeenschappelijk standpunt willen komen.

Door vandaag koste wat kost te willen stemmen, duwt u een belangrijk onderwerp door dat beter met eenparigheid van stemmen had kunnen worden behandeld. U hebt gezegd dat u een gemeente wilt verdedigen die mensen samenbrengt, maar door uw houding zaait u verdeeldheid. Het is nog niet te laat om de motie in de wacht te zetten en in dialoog te gaan om tot een consensus te komen.

Tussenkomst van mevrouw DE LAVELEYE

Als u echt bereid was om samen te werken – en ik begrijp dat en neem daar nota van – dan waren de amendementen die u hebt ingediend, niet echt een oproep tot dialoog. Misschien was het onhandig van de meerderheid om het een beetje laat te sturen, u had ons een signaal kunnen geven zeggende: "U stuurt de tekst erg laat, wij willen graag samenwerken, kunt u het uitstellen?" Dat is niet wat u doet. U komt met een amendement dat niet bepaald de dialoog opent. Misschien hadden we u meer tijd moeten geven, maar ik vind dat de manier waarop u de nieuwe motie hebt opgesteld, niet echt ruimte laat voor dialoog over deze tekst.

Tussenkomst van de heer PIERRE-DE PERMENTIER

Ik denk dat we elkaar in de war brengen en dat het late uur daar niet bij helpt. In het verleden, in de vorige bestuursperiode, kwam u soms ook met een motie vanuit de oppositie, die u naar eigen inzicht herschreef en zei: "Zo, deze wordt zo aangenomen," met uw naam erbij. Ik vind het dan ook wat overdreven om te komen praten over de methode die we moeten volgen om moties in te dienen. Ik denk dat we het hier allemaal eens zijn over de kern van de boodschap. Er zijn misschien nog wat nuances aan te brengen. Als u ons nu zegt – en dat kan ik begrijpen – "sorry, maar 8 mei is morgen en we zullen over deze tekst stemmen, met of zonder u", dan stoppen we met discussiëren, stemmen we en is het voorbij. Als u nu blijkt wilt geven van wat collectieve intelligentie en we hier met opgeheven hoofd willen buitengaan, dan denk ik dat u allemaal hebt gehoord dat we daarvoor openstaan: we stellen het een maand uit, bespreken het en komen tot een gezamenlijke tekst.

Replik van de heer MARTIN

Ik ben gehecht aan 8 mei. Ik vind het belangrijk om deze dag te herdenken. Uw amendementen bevatten interessante ideeën, die later kunnen worden besproken en voorgesteld.

Ik ben ervoor om deze tekst in zijn huidige vorm goed te keuren, want laten we eerlijk zijn, uw voorstel bevat een politieke valstrik. U wilt het communisme in dit punt opnemen, dat weet u heel goed. Wat bedoelt u met het radicalisme dat u aan de kaak wilt stellen en dat niet van extreemrechts komt?

Repliek van de heer LOEWENSTEIN

Is religieus radicalisme een taboe? Het heeft wel degelijk te maken met de strijd tegen racisme en fascisme. U bekijkt de zaken met oogkleppen op; voor u is extreemrechts het enige gevaar.

Repliek van mevrouw GOLDBERG

Als je dingen verkeerd benoemt, draag je bij aan het ongeluk in de wereld, en ik denk dat we hier dingen heel verkeerd benoemen. Als we het hebben over gevaar voor onze democratie, mogen we geen oogkleppen op hebben. Onze democratieën worden op veel plaatsen bedreigd, niet alleen door de beperkte visie van extreemrechts. Ik denk dat we een veel bredere kijk nodig hebben en een standpunt dat ons in staat stelt om alles wat u wil verdedigen te omarmen, nl. onze democratie en de strijd tegen alles wat extreem is. En extremen zijn zowel links als rechts. Dat zien we met name in Frankrijk met de partij LFI.

Ik denk dat de manier waarop dit debat is gevoerd en het feit dat het na één uur 's nachts plaatsvindt, allesbehalve sereen is.

Tussenkomst van mevrouw EL YOUSFI

Het tijdstip ligt buiten onze macht, want de agenda van deze raad was goed gevuld. We moeten dus een beslissing nemen: ofwel stellen we uit, ofwel stemmen we over de tekst in zijn huidige vorm.

Repliek van de heer MARTIN

Wij zijn ervoor om de tekst zo te laten en erover te stemmen. Maar wij zijn er helemaal niet tegen dat er in de toekomst andere moties over dit onderwerp worden ingediend.

Het is nu 8 mei en 8 mei is extreemrechts.

Repliek van de heer LOEWENSTEIN

Bent u dus bereid om volgende maand over ons amendement te stemmen?

Repliek van de heer MARTIN

Nee, want zoals de meerderheid al zei, vinden wij begrippen als “radicalisme in het algemeen” te vaag. Is communisme voor u radicalisme?

Repliek van de heer LOEWENSTEIN

Nee, dat valt onder links extremisme.

Repliek van de heer MARTIN

Precies, en dat veroordeelt u ook in uw voorstel van amendement, dus we veranderen van onderwerp, we hebben het niet over 8 mei.

Tussenkomst van de heer PEYCKER

Laten we de volgende vergadering vervroegen naar 7 mei, zodat we de motie kunnen herwerken en voor de 8e kunnen ondertekenen. We hebben onze amendementen verstuurd; misschien zijn ze slecht geformuleerd – dat begrijp ik – maar laten we ze dan samen bewerken.

Tussenkomst van de heer BERGMAN

Een kleine opmerking: ik heb het gevoel dat het probleem hier niet zozeer is om de tekst uit te stellen, maar om er vóór 8 mei over te stemmen. Ik wijs erop dat er elk jaar een 8 mei is. We

kunnen ook een buitengewone gemeenteraad houden als dat de wens is, maar het blijft een beslissing die de gemeente bindt totdat deze op de een of andere manier wordt ingetrokken en die dus veel verder reikt dan 8 mei 2025. We voeren nu een debat over fascisme, nazisme, communisme, allemaal om ervoor te zorgen dat er vóór 8 mei over wordt gestemd. Is dat een aanvaardbare reden?

Repliek van de heer MARTIN

Het gaat niet alleen om het argument van 8 mei, anders zou het te eenvoudig zijn. Ik denk dat u ons met de amendementen die u voorstelt, in een politieke val lokt en dat ziet u heel goed, wees niet naïef.

Tussenkomst van de heer CLAISE

Dit is een fundamenteel debat en we zijn het bijna eens. We moeten natuurlijk op onze hoede zijn voor woorden en soms ook voor het verdedigen van waarden. Het staat buiten kijf dat de strijd tegen fascisme en radicalisme van fundamenteel belang is en onze samenleving rechtstreeks raakt. Ik zou u een vraag willen stellen, mijnheer Martin: wat zou u ervan vinden als er nu een pro-Poetin-betoging zou plaatsvinden in Vorst? Ik heb uw definitie van fascisme gehoord, met homofobie, racisme, censuur, ... Als er voor mij één voorbeeld is van een fascistische politicus in de wereld, die aan uw definitie voldoet, dan is het Poetin. Zouden we dan moeten concluderen dat we een antifascistische gemeente zijn die een pro-Poetin-betoging zou verbieden, terwijl we in principe nog niet in oorlog zijn met dat land?

Repliek van de heer MARTIN

Dat lijkt me evident. Ik wil echter wel even zeggen dat het niet leuk is om door iemand van de oppositie voor slechterik te worden uitgemaakt. Dat is niet echt sereen en ik neem het je kwalijk.

Repliek van de heer LOEWENSTEIN

Ik heb Gilles horen zeggen dat het niet alleen om de kwestie van 8 mei gaat, en dat we uiteindelijk over deze kwestie van 8 mei heen zouden kunnen stappen, maar dat wat in ons amendement staat, een politieke valstrik zou kunnen zijn. Als u bereid bent om te discussiëren, bespreken we de motie in haar geheel en passen we ze aan op een manier die iedereen schikt. Dat is uiteindelijk het belangrijkste. Wat is de beste boodschap van de gemeenteraad van Vorst? Dat u een motie hebt aangenomen meerderheid tegen oppositie, waarbij de standpunten verdeeld zijn? Of dat we ons verenigen rond iets dat ons samenbrengt?

Repliek van de heer PIERRE-DE PERMENTIER

Ik denk dat de gemoederen iets te verhit zijn om een sereen debat te kunnen voeren. Ik denk dat het debat vandaag erg ver is gegaan, we zijn allemaal mensen, maar ik vind dat sommige uitspraken die hier zijn gedaan, niet thuishoren in onze gemeenteraad.

Als het in een democratisch forum zulke proporties aanneemt, dan is het debat nog niet rijp. Dus ik denk dat als u zich hiervoor openstelt, iedereen in goede verstandhouding kan samenwerken om een tekst op te stellen die verbindt, in plaats van een tekst die verdeeldheid zaait.

Tussenkomst van mevrouw EL YOUSFI

Ik herinner eraan – dit is niet de eerste keer – dat de gemeenteraad een plek is waar men respect voor elkaar moet hebben.

Ik hoop – en de leden van het College ook – dat we dit soort situaties niet meer hoeven mee te maken. Ik denk dat er geen dialoog meer mogelijk is zodra er geen respect meer is.

Op dit moment zijn er slechts twee oplossingen. Ofwel wordt de tekst ongewijzigd aangenomen, ofwel komt er een herwerking.

Tussenkomst van de heer PEYCKER

Ik wil graag aanvullende informatie geven. De meerderheid heeft me al gebeld om een motie uit te stellen, wat ik heb geaccepteerd omdat ik dacht dat er dingen waren om te lezen, te horen en te beluisteren om ervoor te zorgen dat deze motie door alle partijen zou worden aangenomen.

Replik van de heer MARTIN

Stéphane, je hebt ermee ingestemd je motie te wijzigen omdat je het eens was met wat er werd voorgesteld.

In dit geval vind ik als fractieleider van de meerderheid dat de voorgestelde amendementen niet bevredigend zijn.

Onderbreking van de zitting

Tussenkomst van de heer MARTIN

Na overleg met de verschillende fractieleiders hebben we besloten om de motie in stemming te houden. We zullen tijdens de komende raadsvergaderingen aandacht blijven besteden aan andere moties. Maar vandaag hechten we er veel waarde aan dat deze motie in zijn huidige vorm wordt aangenomen.

Tussenkomst van de heer PEYCKER

Les Engagés onthouden zich van stemming en preciseren dat dit vanwege tijdgebrek is. Maar de wens om tot een motie te komen die we allemaal kunnen ondertekenen, is reëel. Ik begrijp dat de ontvangen amendementen niet geschikt zijn, maar wij zijn bereid om ze te herwerken.

Tussenkomst van de heer PIERRE-DE PERMENTIER

Wij onthouden ons van stemming en preciseren dat de werkwijze kan worden verbeterd. Wij hebben geen antwoord gekregen op onze vraag over het schoolreferentiekader. We stemmen niet over lucht.

Tussenkomst van mevrouw GOLDBERG

Wij onthouden ons van stemming, want we betreuren het dat er geen dialoog heeft plaatsgevonden over de tekst van deze motie, want zo werken wij gewoonlijk niet.

Tussenkomst van de heer POTELLE

Ik stem tegen, omdat ik vind dat de uitspraken op de site van de coalitie van 8 mei allesbehalve neutraal zijn en bv. geen melding maken van het Duits-Sovjetpact, wat ik een probleem vind.

Tussenkomst van mevrouw EL YOUSFI

Ik herinner u aan het reglement van de raad aangaande de timing en samen met de gemeentesecretaris zullen we u dit schriftelijk sturen, vooral voor de nieuwkomers. Zoals u hebt gezien, gebruik ik mijn chronometer voor alle tussenkomsten, of het nu gaat om raadsleden of leden van het College.

3 annexes / 3 bijlagen

36 Question orale relative à lutte contre l'antisémitisme à Forest (à la demande de Monsieur Bergman, conseiller communal). (Complémentaire)

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Échevins,

Chers collègues,

Le 1er avril dernier, notre commune a procédé à l'inauguration, aux côtés de l'AMS, de nouveaux pavés de mémoire (*Stolpersteine*), en hommage à des victimes Forestoises de la Shoah. Il s'agissait d'un moment important de recueillement et de mémoire, auquel nous étions toutes et tous conviés. Je note avec satisfaction, Monsieur Spapens, que vous étiez présent, tout comme plusieurs membres du Collège.

Je souhaite toutefois rappeler que si le devoir de mémoire est indispensable, il ne peut, à lui seul, tenir lieu de politique de lutte contre l'antisémitisme dans notre commune. Car si ce devoir est fondamental pour l'ensemble de notre société, il est tout aussi essentiel de replacer la question de l'antisémitisme dans notre réalité contemporaine. De parler, ici et maintenant, des citoyens de confession juive qui ne sont pas forcément des rescapés de la Shoah, mais qui subissent tout de même chaque jour des formes d'antisémitisme, dit ancien ou nouveau — parfois insidieuses ou violentes.

Je constate, avec regret, qu'en Belgique, la Shoah reste trop souvent le seul terrain consensuel lorsqu'il s'agit d'aborder l'antisémitisme. Si c'est un point de nécessaire, il est important de rappeler qu'il demeure insuffisant pour aborder cette question. Il est temps d'élargir ce travail au-delà du seul champ mémoriel. Ayant travaillé plusieurs années sur ce sujet, je mesure à quel point cette lutte doit être menée sur tous les fronts : éducatif, institutionnel, culturel, sécuritaire – et à tous les niveaux, y compris le niveau communal.

En résumé et pour le dire simplement : il est essentiel d'honorer la mémoire des victimes de la Shoah, mais il est tout aussi crucial — peut-être plus encore — de protéger les concitoyens Juifs des dangers potentiels qui les guettent. Ceux qui vivent aujourd'hui à Forest, et qui font face à l'antisémitisme dans leur quotidien.

Nous savons que l'antisémitisme est particulièrement virulent en Belgique, et plus encore à Bruxelles. Un sondage Ipsos publié en 2024 révèle que 14 % des Belges déclarent une antipathie envers les Juifs — un chiffre qui atteint 22 % à Bruxelles, contre 16 % en Flandre et 9 % en Wallonie. 22% à Bruxelles... Ce même sondage met en lumière la persistance de nombreux préjugés antisémites dans la population, notamment chez les plus jeunes. Je vous invite d'ailleurs, toutes et tous, à consulter ce sondage pour en apprendre davantage.

Je note que lors de l'annonce de l'accord de majorité, il a été mentionné plusieurs fois que la lutte contre l'antisémitisme faisait partie des priorités de votre collège.

Dans ce contexte, je me permets de vous poser une question claire : **quelles mesures concrètes le Collège envisage-t-il de mettre en œuvre pour lutter activement contre l'antisémitisme à Forest ? Prévoyez-vous aussi un programme spécifique destiné à notre jeunesse ?**

Et, dans une optique constructive, je me permets également de **renouveler la proposition de créer une commission communale dédiée à ce sujet**, afin de travailler en profondeur, avec les acteurs locaux et de terrain et les experts pertinents, sur les tenants et aboutissants de ce fléau et les manières les plus efficaces de le combattre.

Mesdames et messieurs, l'antisémitisme n'est pas le problème des Juifs uniquement. C'est notre problème à tous, en tant que citoyen démocrate et soucieux de la protection des droits de toutes et tous.

Je vous remercie pour vos réponses.

.

Mondelinge vraag over de strijd tegen antisemitisme in Vorst (op vraag van de heer Bergman, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Geachte heer Burgemeester,

Dames en heren Schepenen,

Beste collega's,

Op 1 april huldigde onze gemeente, samen met de Vereniging voor de Herinnering aan de Shoah, nieuwe gedenkstenen (*Stolpersteine*) in ter nagedachtenis van de slachtoffers van de Shoah in Vorst. Het was een belangrijk moment van bezinning en herdenking, waartoe we allemaal waren uitgenodigd. Ik ben blij, mijnheer Spapens, dat u aanwezig was, net als verschillende leden van het College.

Ik wil u er echter aan herinneren dat de plicht om te herdenken weliswaar essentieel is, maar dat deze plicht op zichzelf het beleid ter bestrijding van antisemitisme in onze gemeente niet kan vervangen. Want hoewel deze plicht fundamenteel is voor onze samenleving als geheel, is het van even groot belang dat antisemitisme wordt gezien in de context van onze hedendaagse realiteit. Om het hier en nu te hebben over burgers van het joodse geloof die niet noodzakelijk overlevenden zijn van de Shoah, maar die niettemin elke dag worden blootgesteld aan vormen van antisemitisme, oud of nieuw - soms verraderlijk of gewelddadig.

Tot mijn spijt stel ik vast dat in België de Shoah al te vaak het enige terrein blijft waarover consensus bestaat als het gaat om het aanpakken van antisemitisme. Hoewel dit een noodzakelijk iets is, is het belangrijk erop te wijzen dat dit nog steeds niet voldoende is om deze kwestie aan te pakken. Het is tijd om dit werk verder te laten gaan dan herdenking. Ik heb een aantal jaren aan dit onderwerp gewerkt en ben me ervan bewust hoezeer deze strijd op alle fronten gevoerd moet worden: op educatief, institutioneel, cultureel en veiligheidsvlak - en op alle niveaus, met inbegrip van het gemeentelijk niveau.

Samengevat en simpel gezegd: het is essentieel om de nagedachtenis aan de slachtoffers van de Shoah te eren, maar het is even cruciaal - misschien zelfs nog crucialer - om onze joodse medeburgers te beschermen tegen de potentiële gevaren waarmee ze geconfronteerd worden. Degenen die vandaag de dag in Vorst wonen en die in hun dagelijks leven te maken hebben met antisemitisme.

We weten dat antisemitisme bijzonder virulent is in België, en nog meer in Brussel. Een Ipsos-enquête gepubliceerd in 2024 toonde aan dat 14% van de Belgen een antipathie jegens Joden had - een cijfer dat stijgt tot 22% in Brussel, tegenover 16% in Vlaanderen en 9% in Wallonië. 22% in Brussel... Dezelfde enquête wijst op de hardnekkigheid van veel antisemitische vooroordelen bij de bevolking, vooral bij jongeren. Ik nodig u trouwens allen uit om deze enquête te raadplegen voor meer informatie.

Ik stel vast dat bij de bekendmaking van het meerderheidsakkoord meermaals werd vermeld dat de strijd tegen antisemitisme een van de prioriteiten van uw College was.

In deze context zou ik u een duidelijke vraag willen stellen: **welke concrete maatregelen overweegt het College om het antisemitisme in Vorst actief te bestrijden? Plant u ook een specifiek programma voor onze jongeren?**

En vanuit constructief oogpunt zou ik ook **het voorstel willen herhalen om een lokale commissie op te richten die zich met deze kwestie bezighoudt**, om samen met lokale actoren, actoren op het terrein en relevante deskundigen grondig te werken aan de ins en outs van deze plaag en de beste manieren om ze te bestrijden.

Dames en heren, antisemitisme is niet alleen een probleem van de Joden. Het is een probleem van ons allemaal, als democratische burgers die de rechten van iedereen willen beschermen.

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

Réponse de Mr SPAPENS :

Merci, Monsieur Bergman, pour cette interpellation, argumentée et sincère. Vous avez raison, on observe ces dernières années une recrudescence inquiétante des actes antisémite en Belgique comme ailleurs. Nos concitoyennes et concitoyens de confession juive peuvent se sentir menacés, stigmatisés et malheureusement trop souvent esseulés dans cette lutte.

Comme vous avez pu le lire dans notre Déclaration de Politique Générale, la lutte contre l'antisémitisme est clairement affirmée comme une priorité de notre majorité : “La lutte contre toutes les formes de discrimination — qu'il s'agisse de racisme, d'antisémitisme, d'islamophobie, de sexisme ou de LGBTQIA+-pobies — est un impératif absolu ».

Concrètement, cela se traduira notamment par :

- La mise en place de testings anti-discrimination, y compris dans le logement et l'emploi, en collaboration avec Unia ;
- Des formations pour prévenir et lutter contre les stéréotypes et les discriminations, y compris antisémites ;
- Le soutien aux projets éducatifs, sociaux et citoyens qui déconstruisent Les préjugés et luttent contre Les discours de haine.

Vous avez insisté sur la jeunesse. Permettez-moi d'être franc : cibler uniquement les jeunes comme si l'antisémitisme était leur fait principal, c'est passer à côté d'une réalité bien plus vaste.

L'antisémitisme et Le racisme traversent toutes les générations et tous les milieux sociaux. Cela dit, l'école est évidemment un levier central pour s'ouvrir à l'altérité, au dialogue, déconstruire Les préjugés et former à l'esprit critique. À Forest :

- Nos écoles communales mettront en place des projets d'éducation à la démocratie, à l'esprit critique et au vivre-ensemble ;

Nous renforcerons les dispositifs contre Le harcèlement scolaire et soutiendrons des modules d'éducation relationnelle, citoyenne et interculturelle.

Concernant le devoir de mémoire, vous avez raison. Travailler uniquement sur la mémoire ne sera pas suffisant pour lutter contre Les discours de haine.

Nous continuerons bien sûr à honorer la mémoire des victimes de La Shoah, comme nous poursuivrons aussi d'autres démarches mémorielles essentielles - je pense notamment au travail en cours sur la responsabilité de la Belgique dans la colonisation au Congo.

Cela dit, je ne partage pas tout à fait l'idée d'une opposition entre mémoire et action présente. Les deux sont intimement liées. Dans plusieurs communes bruxelloises, les pavés de mémoire ont récemment été vandalisés. C'est la preuve que la mémoire des victimes d'hier reste une cible des haines d'aujourd'hui. Travailler sur l'histoire, ce n'est pas rester figé dans le passé, c'est précisément chercher à éviter que les erreurs et les violences ne se répètent. Plusieurs pistes d'actions concrètes sont actuellement à l'étude pour cette législature, et attendent une validation budgétaire pour pouvoir se concrétiser dans les mois et Les années à venir.

Ces derniers mois, l'école du Vignoble a réalisé une balade sonore autour des pavés de mémoire forestois, en partenariat avec l'artiste Rébecca Fruitman. Une inauguration publique est d'ailleurs prévue prochainement. Nous souhaitons valoriser ce travail sur Le site de la commune et, idéalement, le prolonger par la création d'une mallette pédagogique à destination des écoles forestoises, pour en faire un véritable outil de transmission.

Lors de la commémoration organisée rue Decoster, la famille des victimes a rappelé la complexité de leur parcours migratoire - juifs de Turquie, installés en Belgique. Ce type de témoignage nourrit une réflexion plus large actuellement en cours : celle de la mise en place d'un projet autour de l'histoire des migrations à Forest, dans lequel l'histoire de la communauté juive locale - bien présente à Forest et dans Les communes voisines - aurait toute sa place. Ce projet, encore en phase de conception, vise à sortir des lectures simplificatrices, à valoriser la richesse des identités multiples et à construire une mémoire collective, ancrée et partagée.

Je termine enfin cette réponse avec un point sensible, mais essentiel.

Depuis le 7 octobre 2023, des amalgames inacceptables se multiplient : des citoyennes et citoyens juifs sont injustement renvoyés à la politique du gouvernement israélien, voire rendus responsables de décisions sur lesquelles ils n'ont aucun pouvoir. Ce raccourci est scandaleux, et nous Le condamnons sans ambiguïté ; Mais l'inverse existe aussi. Certaines personnes laissent entendre que toute critique de la politique israélienne, toute demande du respect du droit international, ou même toute parole sur la Palestine, relèverait d'une forme d'antisémitisme. Cette confusion, souvent entretenue sciemment, est non seulement dangereuse, mais aussi profondément irresponsable. [Elle brouille Les repères démocratiques in fine, nourrit l'antisémitisme au lieu de le combattre]. Nous soutiendrons toujours les initiatives qui visent à favoriser Le dialogue et Le respect de toutes et tous.

À Forest, notre position est claire : contre toutes les discriminations, contre tous Les amalgames, pour une commune où chacun et chacune peut penser, croire, s'exprimer et être ce qu'il ou elle est, sans assignation identitaire.

Réplique de Mr BERGMAN :

Je vous remercie pour votre réponse par laquelle je n'ai pas été entièrement convaincu mais je ne vais pas m'étaler dessus ce soir.

Je note avec satisfaction que vous avez mentionné les attaques du 7 octobre qui ont vraiment eu un grand impact dans la montée de l'antisémitisme partout dans le monde et aussi en Belgique évidemment. Cependant, dans ma question, j'ai bien fait de ni mentionner Israël ni la Palestine, je pense que c'est un autre débat qui n'a pas sa place dans le conseil communal même s'il est évident qu'il y a des tenants et aboutissants qui sont liés au conflit et qui ont un impact sur l'antisémitisme comme on l'a vu avec la dégradation des pavés de mémoire aujourd'hui.

Je suis dans une démarche constructive, et je me tiens (ainsi que mon groupe) à disposition afin de travailler plus en profondeur sur le sujet.

Antwoord van de heer SPAPENS

Bedankt, mijnheer Bergman, voor deze goed beargumenteerde en oprechte interpellatie. U hebt gelijk, de laatste jaren zien we een verontrustende toename van antisemitische daden in België en elders. Onze joodse medeburgers kunnen zich bedreigd en gestigmatiseerd voelen en staan helaas maar al te vaak alleen in deze strijd.

Zoals u in onze algemene beleidsverklaring hebt kunnen lezen, is de strijd tegen antisemitisme duidelijk een prioriteit van onze meerderheid: "De strijd tegen alle vormen van discriminatie – of het nu gaat om racisme, antisemitisme, islamofobie, seksisme of LGBTQIA+-fobie – is een absolute noodzaak."

Concreet zal dat tot uiting komen in:

- De invoering van antidiscriminatietests, o.a. op het vlak van huisvesting en tewerkstelling, in samenwerking met Unia;
- Vormingen om stereotypen en discriminatie, waaronder antisemitisme, te voorkomen en te bestrijden;
- Steun voor educatieve, sociale en burgerprojecten die vooroordelen ontkrachten en haatzaaiende uitlatingen bestrijden.

U hebt de nadruk gelegd op jongeren. Eerlijk gezegd: door zich enkel tot jongeren te richten alsof alleen zij zich schuldig maken aan antisemitisme, gaan we voorbij aan een veel bredere realiteit.

Antisemitisme en racisme komen voor in alle generaties en alle sociale milieus. De school is uiteraard een centrale hefboom om zich open te stellen voor anders-zijn, voor dialoog, om vooroordelen te ontkrachten en kritisch denken aan te leren. In Vorst:

- Onze gemeentescholen zullen projecten opzetten om democratie, kritisch denken en samenleven te onderwijzen.

We zullen de maatregelen tegen pesten op school versterken en modules voor relationele, burgerschaps- en interculturele educatie ondersteunen.

Wat de herdenkingsplicht betreft, hebt u gelijk. Alleen werken rond herdenking zal niet volstaan om haatzaaiende uitlatingen te bestrijden.

We zullen natuurlijk de nagedachtenis van de slachtoffers van de Shoah blijven eren, net zoals we andere essentiële herdenkingsinitiatieven zullen voortzetten – ik denk daarbij met name aan het lopende onderzoek omtrent de verantwoordelijkheid van België in de kolonisatie van Congo.

Dat gezegd zijnde, ben ik het niet helemaal eens met het idee dat er een tegenstelling zou bestaan tussen herdenking en deze actie. Beide zijn nauw met elkaar verbonden. In verschillende Brusselse gemeenten zijn er onlangs de struikelstenen vernield. Dat bewijst dat de herdenking van de slachtoffers van gisteren nog steeds het doelwit is van haat vandaag. Werken

rond geschiedenis betekent niet dat we in het verleden blijven hangen, maar juist dat we proberen te voorkomen dat fouten en geweld zich herhalen. Er liggen momenteel verschillende concrete acties op tafel voor deze legislatuur, waarvoor op goedkeuring van de begroting gewacht wordt om in de komende maanden en jaren te kunnen worden gerealiseerd.

De afgelopen maanden heeft de school Le Vignoble in samenwerking met kunstenares Rebecca Fruitman een geluidswandeling rond de struikelstenen van Vorst gerealiseerd. Binnenkort staat er trouwens een openbare inhuldiging op het programma. We willen dit werk op de gemeentewebsite onder de aandacht brengen en idealiter uitbreiden met de creatie van een pedagogische koffer voor de Vorstse scholen, om er een echt instrument voor kennisoverdracht van te maken.

Tijdens de herdenking in de Decosterstraat herinnerde familie van slachtoffers aan de complexiteit van hun migratietraject: Joden uit Turkije, gevestigd in België. Dit soort getuigenissen voedt een bredere reflectie die momenteel gaande is: die van de opzet van een project rond de geschiedenis van de migraties in Vorst, waarin de geschiedenis van de lokale joodse gemeenschap, die sterk vertegenwoordigd is in Vorst en de buurgemeenten, een belangrijke plaats zou innemen. Dit project, dat zich nog in de ontwerpfase bevindt, heeft tot doel simplistische interpretatie te vermijden, de rijkdom van meervoudige identiteit te benadrukken en een collectief, verankerd en gedeeld geheugen op te bouwen.

Ik sluit dit antwoord af met een gevoelig maar essentieel punt.

Sinds 7 oktober 2023 komen er steeds meer onaanvaardbare generalisaties voor: joodse burgers worden ten onrechte in verband gebracht met het beleid van de Israëlische regering en zelfs verantwoordelijk gesteld voor beslissingen waarover zij geen enkele zeggenschap hebben. Deze simplificatie is schandalig en wij veroordelen dit absoluut.

Maar het omgekeerde bestaat ook. Sommigen suggereren dat elke kritiek op het Israëlische beleid, elke oproep tot naleving van het internationaal recht of zelfs elke uitspraak over Palestina, een vorm van antisemitisme zou zijn. Deze verwarring, die vaak bewust in stand wordt gehouden, is niet alleen gevaarlijk, maar ook uiterst onverantwoordelijk. [Ze vertroebelt uiteindelijk de democratische referentiepunten en voedt het antisemitisme in plaats van het te bestrijden.] Wij zullen altijd initiatieven steunen die gericht zijn op het bevorderen van dialoog en respect voor iedereen.

In Vorst is ons standpunt duidelijk: tegen alle vormen van discriminatie en veralgemening, voor een gemeente waar iedereen kan denken, geloven, zich kan uiten en kan zijn wie hij of zij is.

Replik van de heer BERGMAN

Ik dank u voor uw antwoord, dat mij niet helemaal heeft overtuigd, maar ik ga daar vanavond niet verder op in.

Ik stel met voldoening vast dat u de aanslagen van 7 oktober hebt vermeld, die echt een grote impact hebben gehad op de toename van het antisemitisme overal ter wereld en natuurlijk ook in België. In mijn vraag heb ik geen melding gemaakt van Israël of Palestina: ik denk dat dit een ander debat is dat niet thuishoort in de gemeenteraad, ook al is het duidelijk dat er verbanden zijn met het conflict die een impact hebben op het antisemitisme, zoals we vandaag hebben gezien met de vernieling van de struikelstenen.

Ik ben constructief ingesteld en sta (samen met mijn fractie) ter beschikking om dieper op dit onderwerp in te gaan.

2 annexes / 2 bijlagen

37 **Question orale relative à la mobilité devient immobilité et frustration par manque de gestion (à la demande de Monsieur Peycker, conseiller communal). (Complémentaire)**

Madame la Présidente, Monsieur le Bourgmestre, Chèr.e.s membres du Collège, Chèr.e.s Collègues,

À la suite de la réunion publique du 17 mars dernier concernant les réaménagements du cœur de Forest, de nombreuses réactions de riverains nous sont parvenues. Elles expriment un malaise croissant face à l'accumulation des chantiers, à la diminution des possibilités de stationnement, mais surtout à un sentiment de déséquilibre dans la gestion de l'espace public.

Ce ressenti de déséquilibre touche particulièrement les habitants, qui ont le sentiment d'être doublement pénalisés : ils paient leur carte de stationnement riverain — dont le prix va doubler prochainement — tout en subissant les désagréments des travaux et les difficultés accrues à se garer. Ce sentiment est d'autant plus fort lorsque d'autres usagers, notamment certaines entreprises ou véhicules immatriculés à l'étranger, semblent occuper durablement l'espace sans régulation ni sanction visible.

Notre mouvement, Les Engagé.e.s, soutient pleinement une transition vers une mobilité plus durable, apaisée et partagée. Mais cette transition doit être conduite avec cohérence, équité et transparence. L'espace public est un bien commun, et sa gestion doit veiller à ne pas créer de nouvelles injustices sociales ou territoriales.

Dans notre programme communal pour Forest 2024–2030, nous insistons sur la nécessité d'un dialogue constant avec les citoyens, d'une meilleure anticipation des chantiers et d'un accompagnement renforcé des habitants et des commerçants durant les phases de transformation urbaine.

Le Collège reconnaît-il le sentiment d'injustice exprimé par de nombreux Forestois concernant la gestion actuelle de l'espace public, notamment en matière de stationnement et d'occupation abusive de la voirie ?

Quelles mesures concrètes le Collège entend-il prendre pour assurer une répartition plus équitable de l'espace public, y compris durant les chantiers en cours ou à venir ?

Des riverains nous ont signalé l'usage abusif de la voie publique par certaines entreprises locales (stockage de matériel, stationnement prolongé de camionnettes). Quels contrôles sont effectués à ce sujet ? Des régulations spécifiques sont-elles envisagées ?

Le Collège peut-il confirmer que la quasi-totalité des amendes infligées aux véhicules immatriculés à l'étranger ne sont pas recouvrées ? Dispose-t-il de statistiques locales précises sur leur nombre et sur les taux de recouvrement effectifs ? Enfin, quelles démarches ont été entreprises, en lien avec la Région ou parking.brussels, pour renforcer les leviers juridiques de sanction — tels que la pose de sabots ou la coopération avec les autorités étrangères compétentes ?

Peut-on obtenir un état des lieux de la présence et du maintien des emplacements PMR sur le territoire, notamment suite à la suppression constatée devant la mosquée ? Des compensations sont-elles prévues ?

Face aux difficultés vécues par les commerçants locaux — perte de clientèle, accessibilité réduite, présence continue de véhicules de verbalisation —, le Collège envisage-t-il une forme de tolérance temporaire ou un accompagnement renforcé, le temps des travaux ?

De manière plus générale, quelles garanties le Collège peut-il offrir pour que les phases transitoires des projets de mobilité et de travaux ne fragilisent pas encore davantage les habitants, commerçants et usagers les plus dépendants de l'accessibilité automobile ?

Notre interpellation ne remet pas en cause l'objectif de transition. Elle plaide pour une mise en œuvre plus juste, inclusive et intelligible. Une mobilité bien pensée, c'est aussi une mobilité bien partagée — entre riverains, professionnels, visiteurs et usagers vulnérables. À Forest, cette ambition mérite d'être encore mieux traduite sur le terrain.

Je vous remercie.

Stéphane PEYCKER

Conseiller Communal

Chef de groupe Les Engagé.e.s

Mondelinge vraag over de mobiliteit die immobiliteit wordt bij gebrek aan beleid (op vraag van de heer Peycker, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Mevrouw de Voorzitster, mijnheer de Burgemeester, beste leden van het College,

Na de openbare vergadering van 17 maart jl. over de herinrichting van het hart van Vorst ontvingen we heel wat reacties van buurtbewoners. Zij uitten hun groeiende ongerustheid over de opeenvolgende werken, de beperking van de parkeermogelijkheden en vooral een gebrek aan evenwicht in de inrichting van de openbare ruimte.

Dit gevoel van onevenwicht treft vooral de bewoners, die het gevoel hebben dat ze dubbel gestraft worden: ze betalen voor hun bewonerskaart – waarvan de prijs binnenkort verdubbelt – en lijden tegelijkertijd onder de overlast van de werken en de toegenomen parkeermoeilijkheden. Dit gevoel wordt nog versterkt als andere gebruikers, in het bijzonder bepaalde firma's of voertuigen met buitenlandse nummerplaat, de ruimte lang in beslag lijken te nemen zonder zichtbare regulering of sanctie.

Onze beweging, Les Engagé.e.s, staat volledig achter een transitie naar een duurzamere, autoluwe en deelmobiliteit. Maar die overgang moet coherent, evenwichtig en transparant verlopen. De openbare ruimte is een gemeenschappelijk goed en de inrichting ervan mag niet leiden tot nieuw sociaal of territoriaal onevenwicht.

In ons gemeentelijk programma voor Vorst 2024-2030 benadrukken we de nood aan constante dialoog met de burger, betere anticipatie op grote werken en meer ondersteuning van bewoners en handelaars tijdens de fasen van transformatie.

Erkent het College het gevoel van onrechtvaardigheid dat veel Vorstenaren uiten bij het huidige beheer van de openbare ruimte, in het bijzonder met betrekking tot parkeren en onrechtmatige bezetting van de weg?

Welke concrete maatregelen zal het College nemen om te zorgen voor een eerlijker verdeling van de openbare ruimte, ook bij lopende of toekomstige bouwprojecten?

Bewoners hebben ons verteld over het misbruik van de openbare weg door bepaalde plaatselijke bedrijven (opslag van materiaal, langdurig parkeren van bestelwagens). Welke controles worden hierop uitgevoerd? Is er specifieke regelgeving gepland?

Kan het College bevestigen dat bijna alle boetes voor buitenlandse voertuigen niet worden geïnd?

Beschikt het over precieze lokale statistieken over het aantal boetes en het daadwerkelijke invorderingspercentage? Tot slot, welke stappen zijn er genomen, in samenspraak met het Gewest of parking.brussels, om de juridische sanctiemogelijkheden te versterken, zoals het aanbrengen van wielklemmen of samenwerking met de bevoegde buitenlandse overheden?

Kunt u ons een overzicht geven van de aanwezigheid en het onderhoud van PBM-parkeerplaatsen in de gemeente, met name na de schrapping voor de moskee? Is er compensatie gepland?

Overweegt het College, gezien de moeilijkheden die de handelaars er ondervinden (verlies van klanten, verminderde toegankelijkheid, voortdurende aanwezigheid van verbaliserende voertuigen) een vorm van tijdelijke tolerantie of verhoogde steun zolang de werken duren?

Algemener, welke garanties kan het College bieden om ervoor te zorgen dat de overgangsfasen van de mobiliteitsprojecten en de werken de bewoners, handelaars en gebruikers die het meest afhankelijk zijn van de toegankelijkheid met de auto, niet nog meer verzwakken?

Onze interpellatie stelt de doelstelling van de transitie niet ter discussie. Wij pleiten voor een eerlijkere, inclusieve en begrijpelijke uitvoering. Weldoordachte mobiliteit is ook goed gedeelde mobiliteit – tussen buurtbewoners, zelfstandigen, bezoekers en kwetsbare weggebruikers. In Vorst verdient deze ambitie een nog betere vertaling op het terrein.

Bedankt.

Stéphane PEYCKER

Gemeenteraadslid

Fractieleider Les Engagé.e.s

Réponse de Mme FLAMME :

Je remercie les engagés pour le ton nuancé de leur question.

Les travaux en cours peuvent effectivement générer des frustrations chez tous les usagers de l'espace public, et nous en sommes pleinement conscients. C'est justement dans ces périodes de transition que notre vigilance doit redoubler afin de prendre en compte les besoins de chacune et chacun. Cela inclut bien sûr les automobilistes, mais aussi les piétons, les cyclistes, les usagers des transports en commun, les personnes à mobilité réduite, les enfants, les jeunes, les aînés, et toutes celles et ceux pour qui la voiture n'a jamais été une option. Ce sont aussi leurs besoins, parfois moins visibles, que nous prenons pleinement en compte dans l'aménagement de l'espace public, pendant et après les travaux.

La manière dont nous accompagnons cette transition est essentielle. Nous restons présents sur le terrain : à l'écoute, en dialogue, et disponibles pour informer, comme nous le faisons déjà au quotidien. Nous insistons également auprès de la STIB pour une communication plus claire, mais aussi pour des alternatives fiables et efficaces aux lignes qui sont temporairement interrompues.

Les travaux au centre de Forest se déroulent de manière phasée. L'accès piéton est garanti tout au long du chantier. Une flotte d'engins silencieux est utilisée, et les impacts sur la mobilité sont

régulièrement communiqués par toutes boîtes. Enfin, un ombudsman sera désignée afin d'assurer un contact direct et un suivi individualisé.

Par ailleurs, nous faisons tout notre possible pour limiter l'impact des travaux sur les commerces locaux. Quand un chantier bloque l'accès à un commerce pendant au moins 29 jours d'affilée, ou s'il cause des nuisances importantes (comme du bruit, une mauvaise visibilité ou un accès difficile), une indemnisation régionale peut être accordée. Cette aide peut aller jusqu'à 2.700 €, selon les règles fixées par Bruxelles Économie et Emploi. Ces informations ont d'ailleurs été rappelées lors de la séance d'information du 17 mars.

En ce qui concerne la présence et le maintien des emplacements PMR sur le territoire, une carte interactive est disponible sur le site PmrParking.be. Elle permet de localiser facilement les emplacements réservés aux personnes à mobilité réduite. C'est un outil simple et efficace, qui facilite les déplacements et renforce l'autonomie des usagers. Il est bien entendu possible d'obtenir une liste des emplacements PMR présents sur le territoire. Et si un emplacement venait à manquer dans un quartier ou devant un lieu spécifique, il suffit de le signaler au service compétent. La demande sera analysée avec attention.

Concernant des frustrations liées à l'usage abusif de la voie publique par certaines entreprises locales : dans le cadre de chantiers, comme au centre de Forest, des zones de stationnement et de stockage sont prévues pour permettre le bon déroulement des travaux. En dehors de ces cas, pour des occupations ponctuelles; comme des déménagements ou des interventions spécifiques; il est obligatoire de faire une demande auprès du service OVP. L'occupation est alors autorisée moyennant paiement. Ces zones font l'objet de contrôles réguliers par le service des sanctions administratives. Et lorsqu'aucune autorisation n'a été délivrée, une amende est envoyée au propriétaire du véhicule concerné.

Concernant votre question relative aux amendes infligées aux véhicules immatriculés à l'étranger : dans le cadre du recouvrement des redevances forfaitaires pour les véhicules immatriculés en Belgique, parking.brussels obtient les données des propriétaires via la DIV. Pour les véhicules immatriculés à l'étranger, seuls des accords bilatéraux avec la France et les Pays-Bas existent actuellement. Toutefois, même dans ces cas, le taux de recouvrement reste faible. Afin de remédier à cette situation, parking.brussels étudie plusieurs pistes. Par exemple, bien qu'il n'existe pas encore de cadre légal permettant la pose de sabots sur ces véhicules, un projet d'arrêté en ce sens est actuellement en préparation.

Pour répondre à votre dernière question concernant les usagers les plus dépendants de l'accessibilité automobile : il est fondamental que les personnes qui en ont besoin — en raison de l'âge, de la santé, d'une mobilité réduite ou de contraintes familiales — puissent continuer à se déplacer facilement, accéder aux services, aux commerces et à leurs proches. Or, le centre historique de Forest, avant les travaux, était justement peu adapté à ces publics : trottoirs étroits et encombrés, circulation dense, espace public saturé. L'aménagement en cours vise à corriger ces déséquilibres : un espace plus marchable, des transports publics plus performants, une réduction des embouteillages et une meilleure lisibilité des usages. Ces transformations demandent de la patience, mais elles poursuivent un objectif collectif clair : faire du cœur de Forest un lieu plus agréable, plus apaisé, plus accessible et plus solidaire, où chacune et chacun a pleinement sa place.

Nous restons bien entendu à disposition pour poursuivre cet échange et continuer à améliorer, ensemble, la qualité de notre espace public.

Réplique de Mr PEYCKER :

Merci Madame l'échevine pour ces réponses précises. Merci de continuer à sensibiliser la STIB

sur ses communications.

Notre interpellation ne remet pas en cause l'objectif de transition. Elle plaide pour une mise en œuvre plus juste, inclusive et intelligible. Une mobilité bien pensée, c'est aussi une mobilité bien partagée — entre riverains, professionnels, visiteurs et usagers vulnérables. À Forest, cette ambition mérite d'être encore mieux traduite sur le terrain.

Antwoord van mevrouw FLAMME

Ik dank Les Engagés voor de genuanceerde toon van hun vraag.

De lopende werkzaamheden kunnen inderdaad frustraties veroorzaken bij alle gebruikers van de openbare ruimte en daar zijn we ons ten volle van bewust. Net in deze overgangperiodes moeten we extra waakzaam zijn om rekening te houden met ieders behoeften. Dat geldt natuurlijk voor automobilisten, maar ook voor voetgangers, fietsers, gebruikers van het openbaar vervoer, personen met beperkte mobiliteit, kinderen, jongeren, ouderen en al diegenen voor wie de auto nooit een optie is geweest. Ook met hun behoeften, die soms minder zichtbaar zijn, houden we rekening bij de inrichting van de openbare ruimte, zowel tijdens als na de werken.

De manier waarop we deze transitie omkaderen, is essentieel. We blijven aanwezig op het terrein: we luisteren, gaan in dialoog en staan klaar om informatie te verstrekken, zoals we dat nu al dagelijks doen. We dringen er bij de MIVB ook op aan om duidelijker te communiceren, maar ook om betrouwbare en efficiënte alternatieven te bieden voor de lijnen die tijdelijk worden onderbroken.

De werken in het centrum van Vorst verlopen in fasen. De toegang voor voetgangers blijft de hele duur van de werken gegarandeerd. Er wordt gebruik gemaakt van stille machines en de gevolgen voor de mobiliteit worden regelmatig via huis-aan-huis-flyers gecommuniceerd. Ten slotte is er een ombudsman voor direct contact en individuele opvolging.

Bovendien doen we er alles aan om de gevolgen van de werkzaamheden voor de lokale handelaars te beperken. Wanneer werken de toegang tot een handelszaak minstens 29 opeenvolgende dagen blokkeren of aanzienlijke overlast veroorzaken (lawaai, slechte zichtbaarheid of moeilijke toegang), kan er een gewestelijke vergoeding worden toegekend. Die steun kan gaan tot 2.700 euro, volgens de regels die zijn vastgesteld door Brussel Economie en Werkgelegenheid. Deze informatie werd ook vermeld tijdens de infosessie van 17 maart.

Wat betreft de aanwezigheid en het behoud van PBM-parkeerplaatsen op het grondgebied, is er een interactieve kaart beschikbaar op internet. Zo kunnen parkeerplaatsen voor personen met beperkte mobiliteit gemakkelijk worden gelokaliseerd. Het is een eenvoudige en doeltreffende tool die de verplaatsingen vergemakkelijkt en de autonomie van de gebruikers versterkt. Uiteraard is het mogelijk om een lijst te verkrijgen van de PBM-parkeerplaatsen op het grondgebied. Als er in een bepaalde wijk of op een specifieke plek een parkeerplaats ontbreekt, kan dat gemeld worden bij de bevoegde dienst. De aanvraag zal zorgvuldig worden onderzocht.

Wat betreft de frustraties over het misbruik van de openbare weg door bepaalde lokale bedrijven: in het kader van werkzaamheden, zoals in het centrum van Vorst, worden parkeer- en opslagzones voorzien om alles vlot te laten verlopen. Buiten deze gevallen, voor occasioneel

gebruik, zoals verhuizingen of specifieke interventies, is het verplicht om een aanvraag in te dienen bij de dienst Bezetting van de Openbare Weg. De bezetting wordt dan tegen betaling toegestaan. Deze zones worden regelmatig gecontroleerd door de dienst administratieve sancties. En als er geen toelating werd toegekend, wordt er een boete opgelegd aan de eigenaar van het voertuig.

Wat uw vraag betreft over boetes voor voertuigen die in het buitenland ingeschreven zijn: in het kader van de inning van forfaitaire heffingen voor in België geregistreerde voertuigen verkrijgt parking.brussels de gegevens van de eigenaars via de DIV. Voor voertuigen die in het buitenland ingeschreven zijn, bestaan er momenteel alleen bilaterale overeenkomsten met Frankrijk en Nederland. Maar zelfs in deze gevallen blijft het invorderingspercentage laag. Om deze situatie te verhelpen, onderzoekt parking.brussels verschillende mogelijkheden. Hoewel er nog geen wettelijk kader bestaat voor het aanbrengen van wielklemmen op deze voertuigen, is er momenteel een besluit daaromtrent in voorbereiding.

Om uw laatste vraag te beantwoorden over de gebruikers die het meest afhankelijk zijn van de toegankelijkheid met de auto: het is fundamenteel dat mensen die het nodig hebben – vanwege leeftijd, gezondheid, beperkte mobiliteit of gezin – zich gemakkelijk kunnen blijven verplaatsen en toegang hebben tot diensten, handelaars en hun naasten. Het historische centrum van Vorst was vóór de werkzaamheden echter niet erg aangepast aan deze doelgroepen: smalle en gevulde trottoirs, druk verkeer, overvolle openbare ruimte. De herinrichting heeft tot doel dit onevenwicht te corrigeren: een beter bewandelbare ruimte, efficiënter openbaar vervoer, minder files en een betere leesbaarheid van het gebruik. Deze veranderingen vragen om geduld, maar ze streven een duidelijk collectief doel na: van het hart van Vorst een aangename, rustigere, toegankelijke en meer solidaire plek maken, waar iedereen zijn plaats vindt.

Wij blijven uiteraard beschikbaar om deze dialoog voort te zetten en samen de kwaliteit van onze openbare ruimte te blijven verbeteren.

Repliek van de heer PEYCKER

Bedankt, mevrouw de schepen, voor deze duidelijke antwoorden. Bedankt dat u de MIVB blijft sensibiliseren over hun communicatie.

Onze interpellatie stelt de doelstelling van de transitie niet ter discussie. Wij pleiten voor een eerlijkere, inclusieve en begrijpelijke uitvoering. Weldoordachte mobiliteit is ook goed gedeelde mobiliteit – tussen buurtbewoners, zelfstandigen, bezoekers en kwetsbare weggebruikers. In Vorst verdient deze ambitie een nog betere vertaling op het terrein.

Les faits : une personne âgée handicapée doit venir rechercher sa carte d'identité en se présentant sur place. A sa question de la possibilité de prendre rendez-vous, une réponse négative lui est donnée. Le préposé au guichet lui répond de venir tôt, à savoir 8h30, en évitant le vendredi, de prendre un ticket et d'attendre qu'on l'appelle. Le préposé précise que les Forestois qui ont pris rendez-vous ont priorité sur elle. Cette Forestoise handicapée et âgée ne peut rester assise plusieurs heures à attendre. Cela lui cause un stress et un inconfort considérable. Le fait de devoir venir à 8h30 l'empêche également de recevoir les soins quotidiens de l'infirmière à domicile.

Mes questions :

- Existe-t-il une procédure spécifique pour les PMR ou les personnes âgées lors de leurs déplacements à la commune ? Si oui, où se trouve-t-elle et est-elle appliquée ?
- S'il n'y a pas de procédure particulière, comment faire pour que ces citoyens se sentent accueillis et soutenus dans leurs démarches en attendant qu'une procédure soit mise sur pied ? Il est en effet crucial de trouver une solution pour aider nos concitoyens les plus vulnérables.
- A très court terme, pourrions-nous envisager un système de rendez-vous prioritaires pour les PMR ? Il est impératif qu'une solution soit trouvée très rapidement.
- Peut-on mettre en place un service à domicile pour toutes les démarches administratives pour les citoyens PMR ?
- Concernant les alentours de la commune, les places de parking pour handicapés étant occupées par des personnes valides, la seule solution a été de se garer derrière le commissariat de police. Le chemin à parcourir à pied a été décrit comme un parcours du combattant. Trous, bosses, pavés manquants ou dépassant et autres containers ont rendu le parcours jusqu'à l'entrée de la maison communale excessivement périlleux avec un rotator. D'où une question supplémentaire : Quels aménagements sont envisagés pour améliorer la mobilité des PMR dans les espaces publics entourant la maison communale

D'avance merci,

Cordialement,

Dominique Gillard

Mondelinge vraag over het onthaal van en de dienstverlening aan personen met een handicap (op vraag van Mevrouw Gillard, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

• De feiten: een oudere gehandicapte moet haar identiteitskaart persoonlijk komen ophalen. Op de vraag of het op afspraak mogelijk is, wordt een negatief antwoord gegeven. De loketmedewerker meldt dat ze vroeg moet komen, d.w.z. 8.30 uur, liefst niet op vrijdag, een ticket moet nemen en wachten op een signaal. De loketmedewerker legt uit dat Vorstenaren die een afspraak hebben, voorrang krijgen. Deze oudere gehandicapte burger kan niet urenlang zitten wachten. Dat bezorgt haar heel wat stress en ongemak. Als ze om 8.30 uur moet komen, kan ze ook geen dagelijkse verzorging krijgen van de thuisverpleegkundige.

Mijn vragen:

- Is er een specifieke procedure voor het onthaal van personen met beperkte mobiliteit (PBM) of ouderen in het gemeentehuis? Zo ja, waar is die en wordt die toegepast?
- Als er geen specifieke procedure is, wat kan er dan gedaan worden om ervoor te zorgen dat deze burgers zich welkom en gesteund voelen in afwachting van de uitwerking van een procedure? Het is van cruciaal belang dat we een oplossing vinden om onze meest kwetsbare burgers te helpen.
- Kunnen we op zeer korte termijn een systeem van prioritaire afspraken voor PBM overwegen? Er moet absoluut heel snel een oplossing worden gevonden.
- Kunnen we alle administratieve formaliteiten bij PBM thuis afhandelen?
- In de omgeving rond het gemeentehuis worden de gehandicaptenparkeerplaatsen bezet door valide mensen en dan is de enige oplossing achter het politiecommissariaat te parkeren. De weg die je dan te voet moet afleggen, is een hindernissenparcours. Gaten, bulten, ontbrekende of uitstekende tegels en containers maakten de route naar de ingang van het gemeentehuis extreem gevaarlijk met een rollator. Vandaar een aanvullende vraag: Welke plannen zijn er om de mobiliteit van PBM in de openbare ruimte rond het gemeentehuis te verbeteren?

Alvast bedankt.

Met vriendelijke groeten,

Dominique Gillard

En recevant la DPG vendredi, j'ai pu constater qu'un point prévoyait la faisabilité d'un guichet unique à disposition des personnes à mobilité réduite., ce qui confirme que rien n'existe pour le moment pour aider les Forestois les plus vulnérables. Les travaux de rénovation de l'hôtel communal ont été longs et coûteux. Comment se fait-il que rien n'ait été prévu, lors de cette rénovation, pour obtenir de manière optimale, les personnes à mobilité réduite. Je trouve qu'il aurait peut-être judicieux de prévoir un accueil prioritaire à ce moment-là mais rien n'a été mis en place. Ma question : que peut-on faire de concret dans l'immédiat ?

Réponse de Mme FARIAS DE AZEVEDO :

Votre question traite des PMR, nous élargissons cela aux personnes en situation de handicap. C'est une des premières choses qui m'a interpellée quand je suis rentrée dans la maison communale. Ce sont les trois marches à l'entrée puis les trois suivantes pour arriver au niveau de l'accueil

Beaucoup de choses ont déjà été faites au niveau de l'accessibilité : la présence d'un ascenseur, d'un monte-charge, Des efforts ont été faits au niveau de l'architecture mais nous sommes dans un bâtiment classé, ce qui limite les possibilités d'intervention.

Concernant l'épisode précis dont vous faites question, je suis désolée de la manière dont la dame a été reçue. D'habitude, l'accueil se fait dans la bienveillance et le respect.

La personne peut contacter le service affaires sociales, celui-ci peut se rendre au domicile de la personne pour effectuer ses démarches administratives. Je précise que l'agente est

malheureusement seule dans ce service et qu'elle doit aussi gérer le reste des missions de ce service. Elle réserve un demi-jour par semaine pour répondre aux besoins et demandes des personnes à mobilité réduite.

Nous pouvons bien sur envisager de mettre en place des communications plus claires à ce sujet et de mettre un cadre pour la prise en charge des personnes à mobilité réduite.

Vous avez raison, dans la DPG, nous marquons notre volonté de faire un guichet unique pour les personnes à mobilité réduite (donc pas uniquement pour les cartes d'identité mais aussi pour toutes leurs autres démarches, qu'elles soient liées au logement, finances ou encore pension). Nous savons que 80 % des personnes avec handicap ont un handicap invisible. Ceux-ci doivent être pris en considération. Normalement, une bienveillance est accordée par rapport à cela. Cependant, il peut arriver, en période de stress, que ce ne soit pas le cas et nous nous en excusons.

Je suis ergothérapeute de formation, je suis sensible et connaît très bien ce que les personnes âgées et/ou à mobilité réduite peuvent rencontrer dans leur quotidien.

Vous avez raison, on peut effectivement réfléchir à mettre un cadre clair pour que ce type de situation ne se reproduise plus. Nous tiendrons compte de votre réflexion dans notre travail d'amélioration de l'accueil de nos citoyens.

Réponse de Même EL OMARI :

Je complète en ajoutant que le service senior propose un service personnalisé pour les personnes âgées en situation de handicap. Dans la mesure du possible, le service évite les déplacements des personnes concernées en privilégiant les démarches à domicile. L'équipe se rend donc directement au domicile des personnes concernées pour traiter leurs demandes administratives.

Depuis peu, le service intergénérationnel organise aussi une permanence avec une assistante sociale dans un local situé à la chaussée de Bruxelles. J'enverrai toutes les informations pratiques aux conseillers.

Réplique de Mme GILLARD :

Merci beaucoup pour vos réponses. Je dois vous avouer que si nous n'avons pas une réponse assez rapide, je l'accompagnerai moi-même pour venir récupérer sa carte d'identité et voir comment cela se passe et s'il y a bienveillance,...

Réplique de Mme FARIAS DE ACEVEDO

N'hésitez pas à appeler le numéro général de la commune avant votre passage.

Toen ik vrijdag de algemene beleidsverklaring ontving, zag ik dat er een punt was opgenomen over de haalbaarheid van een uniek loket voor personen met beperkte mobiliteit, wat bevestigt dat er momenteel niets bestaat om de meest kwetsbare Vorstenaars te helpen. De renovatiewerken aan het gemeentehuis waren lang en duur. Hoe komt het dat er bij deze renovatie niets is voorzien om personen met beperkte mobiliteit optimaal te helpen? Het zou misschien verstandig zijn geweest om op dat moment voorrang te geven aan deze personen, maar er is niets gebeurd. Mijn vraag: wat kan er nu concreet worden gedaan?

Antwoord van mevr. FARIAS DE AZEVEDO

Uw vraag gaat over personen met beperkte mobiliteit, maar wij breiden dit uit naar personen

met een beperking. Dat was iets wat me opviel toen ik het gemeentehuis binnenkwam. Er zijn drie treden bij de ingang en dan nog drie treden om bij de receptie te komen.

Er is al veel gedaan voor de toegankelijkheid: er is een lift, een goederenlift. Er zijn inspanningen geleverd op architecturaal vlak, maar we bevinden ons in een beschermd gebouw, wat de mogelijkheden beperkt.

Wat betreft het specifieke voorval waarnaar u verwijst, spijt het me hoe de dame is ontvangen. Gewoonlijk wordt men vriendelijk en respectvol ontvangen.

De persoon kan contact opnemen met de dienst Sociale Zaken, die bij de betrokkene thuis kan gaan om administratieve formaliteiten te vervullen. Ik wijs erop dat de medewerkster helaas alleen is in deze dienst en dat zij ook de rest van de taken van deze dienst moet uitvoeren. Zij reserveert een halve dag per week om te voldoen aan de behoeften en vragen van personen met beperkte mobiliteit.

We kunnen natuurlijk overwegen om hierover duidelijker te communiceren en een kader op te stellen voor het onthaal van personen met beperkte mobiliteit.

U hebt gelijk, in de beleidsverklaring geven we aan dat we één loket willen opzetten voor personen met beperkte mobiliteit (dus niet alleen voor identiteitskaarten, maar ook voor al hun andere formaliteiten, of die nu te maken hebben met huisvesting, financiën of pensioen). We weten dat 80 % van de personen met een handicap een onzichtbare handicap heeft. Hiermee moet rekening worden gehouden. Normaal gesproken wordt hier attent mee omgegaan. In stressvolle periodes kan het echter anders lopen en daarvoor bieden wij onze excuses aan.

Ik ben opgeleid als ergotherapeute, ben gevoelig en weet heel goed wat ouderen en/of mensen met beperkte mobiliteit in hun dagelijks leven kunnen tegenkomen.

U hebt gelijk, we kunnen nadenken over het opstellen van duidelijke regels om te voorkomen dat dit soort situaties zich opnieuw voordoen. We zullen rekening houden met uw opmerking bij onze inspanningen om het onthaal van onze burgers te verbeteren.

Antwoord van mevr. EL OMARI

Ik voeg hieraan toe dat de Seniorendienst een gepersonaliseerde dienstverlening biedt voor ouderen met een handicap. Voor zover mogelijk vermijdt de dienst verplaatsingen van de betrokkenen door de voorkeur te geven aan huisbezoeken. Het team gaat dus rechtstreeks naar de woning van de betrokkenen om hun administratieve vragen te behandelen.

Sinds kort organiseert de Seniorendienst ook een permanentie met een maatschappelijk werker in een lokaal aan de Brusselsesteenweg. Ik zal alle praktische informatie naar de raadsleden sturen.

Repliek van mevr. GILLARD

Hartelijk dank voor uw antwoorden. Ik moet u bekennen dat als we niet snel genoeg antwoord krijgen, ik haar zelf zal begeleiden om haar identiteitskaart op te halen en te kijken hoe het verloopt en of ze respectvol ontvangen wordt.

Antwoord van mevr. FARIAS DE AZEVEDO

Aarzel niet om het algemene nummer van de gemeente te bellen voordat u langskomt.

39 **Question orale relative à la retransmission des Conseils communaux (à la demande de Monsieur Bergman, conseiller communal). *(Ajouté en séance)***

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins,

Comme cela a été fait il y a quelques semaines par l'un de mes collègues, je souhaite attirer votre attention sur un point qui me semble important en matière de transparence démocratique : la retransmission des Conseils communaux.

A ce jour, je constate l'absence, d'un système vidéo et de retransmission en direct des séances du Conseil communal de Forest. Cette absence est d'autant plus regrettable qu'elle prive les citoyens forestois d'un accès direct et simple aux débats et décisions qui les concernent au quotidien.

Il ne s'agit pas ici uniquement d'un aspect technique ou réglementaire, mais d'un véritable enjeu de respect démocratique vis-à-vis de nos concitoyens. Dans de nombreuses autres communes, ces séances sont désormais accessibles en ligne, souvent via les réseaux sociaux de la commune. Cela permet de diffuser plus largement l'information tout en renforçant l'inclusion des citoyens dans la vie politique de leur commune.

J'aimerais donc savoir :

- Quand le Collège prévoit-il de mettre en place un tel système ?
- Un calendrier précis est-il prévu ? Et si non, pourquoi ?
- Quels sont les blocages éventuels ? Techniques ? Budgétaires ? Politiques ?

Et, osons poser la question : la majorité aurait-elle quelque chose à cacher pour freiner une telle avancée en matière de transparence ? Car si ce n'est pas le cas — et je veux croire qu'il n'y a rien à dissimuler — alors je vous demande de prendre les mesures nécessaires pour assurer cette diffusion.

Chers collègues, comme vous le savez, la vie démocratique ne se résume pas à l'expression d'un vote tous les 4, 5 ou 6 ans. Les citoyens ont le droit de voir et d'entendre ce qui se décide en leur nom.

De plus, il faut se rappeler que le niveau communal est celui qui est le plus proche des citoyens et qui bénéficie de leur plus haut niveau de confiance. Je pense que la mise en place de ce système permettra de cultiver cette confiance et d'inviter tous les forestois à se saisir de la question politique.

Je vous remercie pour vos réponses.

Mondelinge vraag over de uitzending van de gemeenteraden (op vraag van de heer Bergman, gemeenteraadslid). *(Toegevoegd tijdens de zitting)*

Geachte heer Burgemeester,
Dames en heren Schepenen,

Net als een van mijn collega's enkele weken geleden, wil ik uw aandacht vestigen op een punt dat ik belangrijk vind in termen van democratische transparantie: de uitzending van de gemeenteraden.

Tot op heden heb ik vastgesteld dat er geen videosysteem is en dat de zittingen van de gemeenteraad

van Vorst niet live worden uitgezonden. Dit gebrek is des te betreurenswaardiger omdat de Vorstenaren hierdoor geen rechtstreekse en eenvoudige toegang hebben tot de debatten en beslissingen die hen dagelijks aanbelangen.

Dit is niet alleen een technische of reglementaire kwestie, maar waar het werkelijk om gaat is het democratisch respect voor onze medeburgers. In veel andere gemeenten zijn deze zittingen inmiddels online toegankelijk, vaak via de sociale media van de gemeente. Dit maakt het mogelijk om informatie op grotere schaal te verspreiden en tegelijkertijd de betrokkenheid van de burgers bij het politieke leven van hun gemeente te vergroten.

Daarom zou ik graag willen weten:

- Wanneer is het College van plan een dergelijk systeem in te voeren?
- Is er een specifiek tijdschema? Zo nee, waarom niet?
- Wat zijn de mogelijke obstakels? Technisch? Budgettair? Beleidsmatig?

En we moeten ons durven afvragen of de meerderheid iets te verbergen heeft om een dergelijke stap voorwaarts inzake transparantie tegen te houden? Want als dat niet het geval is - en ik wil geloven dat er niets te verbergen is - dan vraag ik u de nodige stappen te ondernemen om ervoor te zorgen dat deze informatie beschikbaar wordt gesteld.

Dames en heren, zoals u weet gaat het democratisch leven niet alleen over het uitbrengen van een stem om de 4, 5 of 6 jaar. Burgers hebben het recht om te zien en te horen wat er in hun naam wordt beslist.

Bovendien mogen we niet vergeten dat het gemeentelijk niveau het niveau is dat het dichtst bij de burgers staat en hun grootste vertrouwen geniet. Ik denk dat het opzetten van dit systeem dit vertrouwen zal helpen groeien en alle inwoners van Vorst zal aansporen om zich voor politiek te interesseren.

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

Réponse de Mr DE BEER :

La question de la retransmission des conseils communaux est effectivement une question démocratique avant d'être une question technique même si les contraintes techniques existent. Ça fait partie de l'ensemble des moyens permettant aux citoyens de s'impliquer politiquement et de pouvoir suivre les débats du conseil communal. De ce point de vue-là, il y a une volonté du collège d'assurer la retransmission comme cela se fait déjà dans d'autres communes.

La retransmission était déjà un projet de l'ancienne majorité. Un système provisoire avait déjà été mis en place lors des travaux de la maison communale. Des aménagements ont également été prévus dans le cadre de la rénovation, ce qui explique la présence de caméras dans cette salle. Si la transmission ne fonctionne pas encore, les caméras, elles, fonctionnent bien.

Un planning pour la retransmission des conseils communaux est bien prévu. On est toujours actuellement dans une phase de tests techniques. On espère avoir, avant l'été, un premier test de retransmission en différé. Les images doivent être montrées à l'ensemble des groupes politiques pour que tout le monde puisse être d'accord sur la disposition des images. L'objectif c'est qu'on puisse avoir la retransmission en live des conseils dès septembre.

C'est un dossier que je suis depuis le début et qui avance trop lentement par rapport à ce qu'on voudrait toutes et tous mais il avance dans la bonne direction.

Réplique de Mr BERGMAN :

J'ai bien pris note du mois de septembre 2025.

Antwoord van de heer DE BEER

De kwestie van de uitzending van gemeenteraad is veeleer een democratische dan een technische kwestie, ook al zijn er technische beperkingen. Het behoort tot de middelen waarmee burgers bij de politiek betrokken kunnen zijn en de debatten van de raad kunnen volgen. Vanuit dat oogpunt is het College bereid om de uitzending te verzekeren, zoals dat ook al gebeurt in andere gemeenten.

De uitzending was al een project van de vorige meerderheid. Er was al een voorlopig systeem geïnstalleerd tijdens de werken aan het gemeentehuis. Er zijn ook voorzieningen gepland in het kader van de renovatie, wat de aanwezigheid van camera's in deze zaal verklaart. Hoewel de uitzending nog niet werkt, werken de camera's wel goed.

Er is een planning voor de uitzending van de gemeenteraadsvergaderingen. We bevinden ons momenteel nog in een fase van technische tests. We hopen voor de zomer een eerste test van een uitgestelde uitzending te kunnen doen. De beelden moeten aan alle politieke fracties worden getoond, zodat iedereen het eens kan worden over de terbeschikkingstelling van de beelden. Het doel is om vanaf september live-uitzendingen van de raadsvergaderingen te kunnen hebben.

Dit is een dossier dat ik sinds het begin volg en dat te traag vordert in vergelijking met wat we allemaal willen, maar het gaat wel in de goede richting.

Repliek van de heer BERGMAN

Ik noteer dus september 2025.

2 annexes / 2 bijlagen

Levée de la séance à 02:47
Opheffing van de zitting om 02:47

Par le Collège :
La Secrétaire communale,
Vanwege het College :
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Hilde De Visscher

Nadia El Yousfi